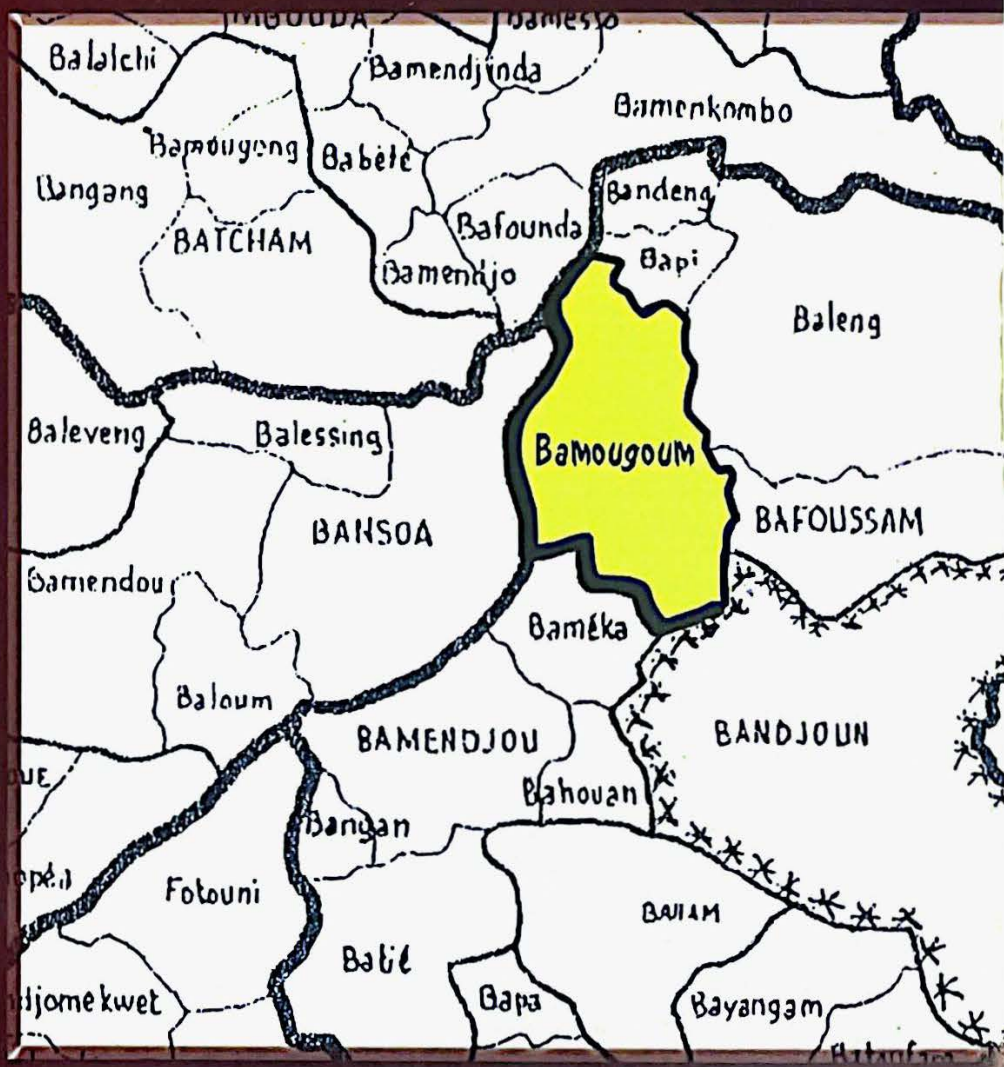
Siméon KUISSU

UN CONGRÈS ENVERS ET CONTRE TOUT

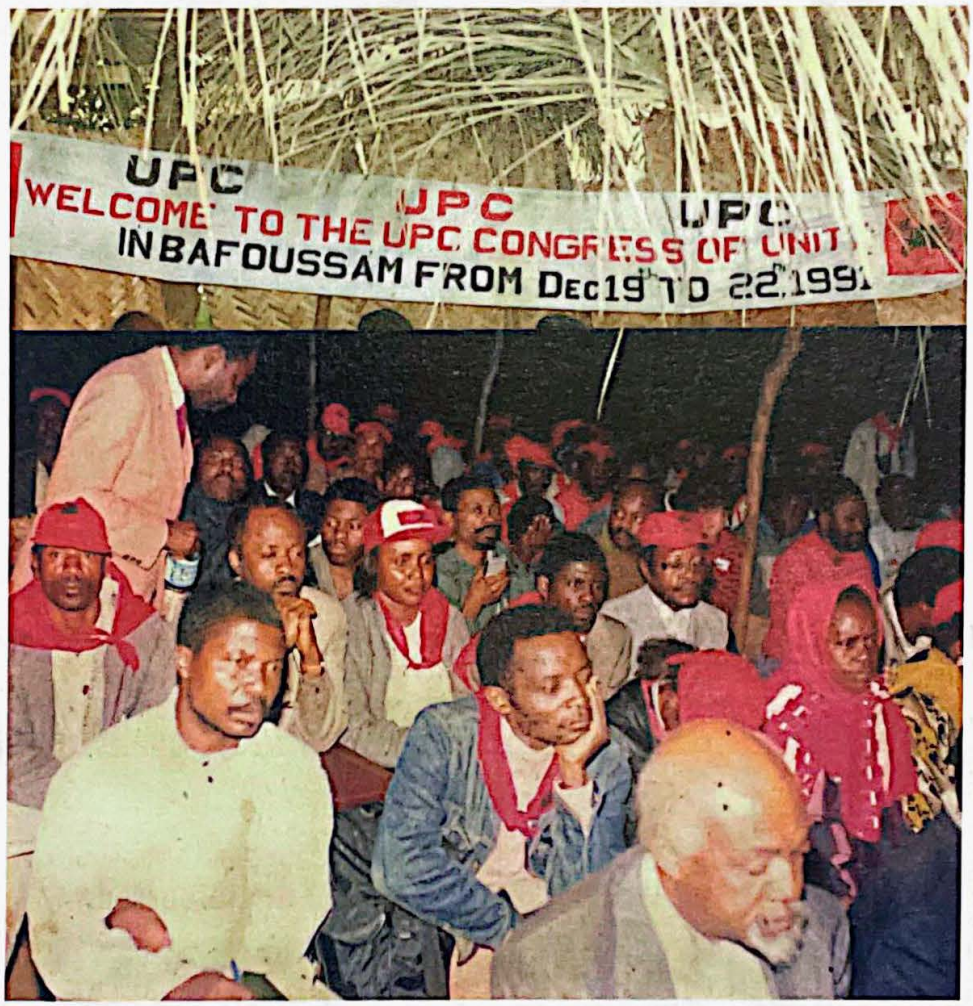


Le premier congrès de l'Union des Populations du Cameroun à la sortie de 36 ans de clandestinité

Editions MENAIBUC

Siméon KUISSU

UN CONGRES ENVERS ET CONTRE TOUT



Le premier congrès de l'Union des Populations du Cameroun à la sortie de 36 ans de clandestinité

www.menaibuc.com

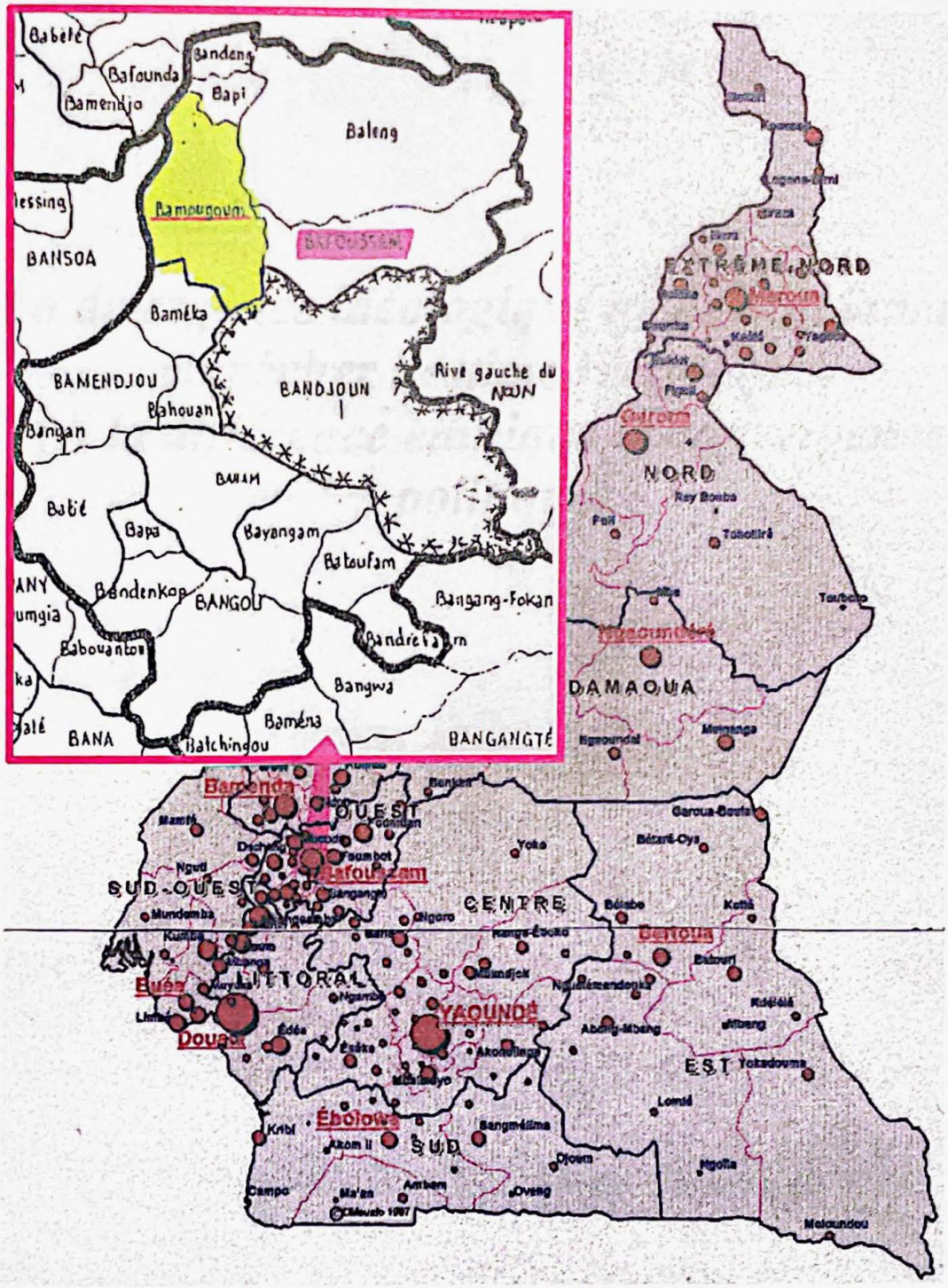
En souvenir de Jean Bosco Nkwétché.

A sa veuve Christine Nkwétché, et à sa fille Cuba Nkwétché qui est née durant le Congrès historique de Bamougoum.*

C'est en effet à Bamougoum que se tint le Congrès Unitaire de Bafoussam en 1991

* CUBA pour **C**ongrès **U**nitaire de **Ba**foussam

©-Menaibuc 2006
ISBN : 2-35349-000-X / EAN : 978 2353490004
Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.



Encadré en rouge, l'ancien département de la MIFI.
Le village de Bamougoum est en jaune

La divergence idéologique ne devrait jamais empêcher l'estime réciproque,
Ni la différence ethnique la convergence politique

Sommaire

Avertissement ..... p 9

Première partie : Avant-propos ..... p 13

Deuxième partie : Les travaux du congrès

- Historique ..... p 106
- Interventions des congrétistes ..... p 125
- Adoption des statuts ..... p 200
- Election du Comité Directeur ..... p 225

Troisième partie : Annexes ..... p 245

1- « Ce que rassembler les upécistes veut dire » ..... p 246

2- Le comité directeur élu au 2e congrès de l'UPC en 1952 ..... p 263

3- Le secrétariat du comité central (c'est-à-dire les premiers dirigeants) de l'UPC MANIDEM au moment du retour d'exil en 1991 ..... p 264

4- Les dirigeants de l'UPC MANIDEM à l'intérieur du pays pendant la période de clandestinité ..... p 265

5- Le comité directeur provisoire (liste déposée par Dicka Akwa) ..... p 266

6- La lettre de WOUNGLY MASSAGA à Paul BIYA en octobre 1990 ..... p 267

7- La lettre de démission de Woungly Massaga. ..... P 270

8- La déclaration du Comité central de l'UPC après la démission de Massaga ..... p 285

9- Articles de presse à propos de la démission de Massaga. ..... P 286

10- Le CNP élu à la conférence de réconciliation des upécistes en septembre 1991 ..... p 288

Sommaire (suite)

11- La déclaration de Ntumazah à son retour au Cameroun le 05 décembre 1991 ..... p 290

12- Le Bureau du Comité Directeur élu à Bamoungoum ..... p 293

13- L'appel de Siméon KUISSU en janvier 1992 en faveur d'un congrès extraordinaire ..... p 295

14- La démission de S. KUISSU de la direction de l'UPC en avril 1992 ..... p 297

15- La réponse de la direction de l'UPC à la démission de son secrétaire général ..... p 300

AVERTISSEMENT

Du 19 au 22 décembre 1991 s'est tenu à Bamougoum le **Premier Congrès non clandestin de l'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN – UPC –** depuis son deuxième Congrès de 1952. Fondée en 1948 par Ruben UM NYOBE, l'UPC s'illustra dans la lutte pour la décolonisation du Cameroun. Après le soulèvement populaire pacifique qu'elle organisa en 1955, elle fut dissoute par l'administration coloniale française et contrainte par la répression à prendre les armes pour faire aboutir ses revendications.

Ce livre présente la transcription exacte des enregistrements vocaux et vidéo de ce Congrès. Le matériel que l'auteur a pu se procurer est de qualité inégale. Les cassettes de ces enregistrements sont de qualité acoustique exploitable dans l'ensemble, mais certaines comportent de part en part des défauts, des bruits parasites, des bas niveaux sonores rendant certains mots ou certaines phrases inaudibles. Il y a aussi des coupures intempestives qui surviennent sans que l'on puisse savoir exactement sur quelle étendue ou sur quelle durée du discours elles portent.

De toute évidence, ces enregistrements ne couvrent pas tout ce qui s'est dit durant le Congrès de Bamougoum. Dans la mesure où ils contiennent les statuts adoptés à ce Congrès, la composition de la Direction élue, les Résolutions du Congrès, de nombreuses interventions marquantes et même des éléments de l'ambiance qui y prévalait, ces enregistrements donnent un reflet assez exact de ce Congrès.

Fallait-il faire appel à différents témoignages pour le compléter, au risque de rapporter des approximations provenant de nos mémoires plus ou moins effacées ou remaniées avec le temps? Et sur quelle base procéder à la sélection de tels témoignages? Nous avons choisi de ne pas le faire.

Nous nous sommes gardés de transcrire nos souvenirs personnels, même quand ils étaient encore vivaces, pour que ces bribes de compte-rendu conservent un caractère le plus objectif possible.

Cet ouvrage va comporter trois parties:

1) L'Avant-propos

Ici se trouvent les seuls écrits qui sont propres à l'auteur c'est-à-dire qui ne proviennent pas de la transcription exacte des cassettes. Ils consistent en une longue introduction sur les données historiques et politiques qui environnent ce congrès. Cela nous a paru indispensable pour les raisons suivantes: *Un premier objectif* est de replacer le Congrès de Bamougoum dans son contexte, pour en faciliter la compréhension non seulement pour ceux qui ne sont pas familiarisés aux joutes inter-upécistes, mais aussi pour les upécistes eux-mêmes, car la mémoire s'efface avec le temps, les témoins meurent, d'autres sont malades. Songez que tous les vice- présidents ainsi que le président élus à Bamougoum sont déjà morts! *Un deuxième objectif* est de donner des éléments d'une grille de lecture à ceux qui désirent réellement œuvrer pour la démocratisation du pays, pour la refondation de l'Union des Populations du Cameroun, si elle est possible, afin qu'ainsi unies comme l'ont si bien perçu Ruben UM NYOBE, Félix Roland MOUMIE, Ernest OUANDIE, ces populations se consacrent à la recherche

du progrès de leur pays. Cet objectif est très important pour les upécistes: comprendre ce qui s'est passé pour éviter de refaire les mêmes erreurs. L'UPC mythique restera certainement l'âme immortelle du peuple camerounais, mais **les** ***upécistes se rendent-ils compte que l'UPC, loin d'être "une et indivisible" est multiple, et hélas divisée; Pire encore, RI-DI-CU-LI-SEE!***

On peut tenter, on peut même parvenir à faire disparaître le parti (l'organisation) qui porte le nom UPC, mais on ne peut éteindre la flamme que cette organisation a semée dans les cœurs; Quoi qu'il arrive, les upécistes, c'est à dire **ceux qui sont toujours habités par l'esprit de l'UPC originelle** seront toujours là. Si d'aventure l'UPC venait à disparaître, ces upécistes auront l'impérieux devoir de reconstruire un rassemblement politique qui permette d'avancer dans la direction tracée par ses fondateurs, vers la réunification et l'indépendance véritables, vers l'élévation du niveau de vie des camerounais. Au delà de l'UPC donc, ce second objectif est important pour le pays, surtout en cette période marquée par la désillusion que laisse aux populations le comportement peu patriotique de beaucoup d'hommes politiques depuis l'ouverture politique de 1990, et singulièrement celui des dirigeants de l'opposition pendant le processus électoral de la présidentielle de 2004. On se demande si l'opposition va enfin être capable de mettre en œuvre une dynamique de rassemblement ou si elle va continuer à organiser elle même son implosion. Nous voulons apporter notre contribution à la réponse qui doit être donnée à cette question cruciale:

L'opposition camerounaise va-t-elle construire ou va-t-elle continuer à détruire?

2) Les travaux du Congrès

C'est dans cette partie que se trouvent les retranscriptions exactes des interventions que nous avons retrouvées, des statuts, des résolutions, et la composition de la direction élue au cours de ce congrès.

3) Enfin, dans une troisième partie, le lecteur trouvera **en annexe** des documents historiques auxquels il peut se référer pour comprendre certains passages des interventions ou de l'avant-propos, ou pour situer certains personnages.

AVANT - PROPOS

Avant de présenter les travaux du Congrès, un rappel du contexte politique de l'époque, et même de l'environnement géographique, permettrait de mieux le cerner.
Situé à l'ouest de Bafoussam, Bamougoum est l'un des plus grands villages de l'ancien Département de la Mifi dans la Province de l'Ouest. Ce Département a vu naître et mourir Ernest Ouandié, dernier chef historique de l'UPC, et l'on peut raisonnablement penser que c'est pour lui rendre hommage que les upécistes, toutes tendances confondues, ont choisi Bafoussam comme lieu devant abriter le premier Congrès de leur parti, à sa sortie de clandestinité.

Fondée le 10 avril 1948 par Ruben Um Nyobé, l'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN – UPC – n'a connu qu'une brève existence légale, de 1948 à 1955. Au cours de sa longue vie clandestine - 36 ans à l'ouverture du Congrès de Bamougoum -, elle a été en proie à de nombreuses difficultés, des divisions internes, et se présente lors de l'ouverture politique de 1990 avec plusieurs tendances, qui se réclamaient pourtant toutes des mêmes pionniers du parti et héros nationaux que sont Ruben UM NYOBE, ABEL KINGUE, ERNEST OUANDIE, OSSENDE AFANA.

On pouvait distinguer en gros **trois groupes**:

1- **Les héritiers du « Comité Révolutionnaire » :** abandonnés par son Secrétaire Général démissionnaire WOUNGLY MASSAGA, qui a choisi en octobre 1990

de rentrer en solitaire[1] au Cameroun, (**annexes 6, 7, 8, 9**) ce groupe s'est présenté en ordre dispersé au rendez-vous du multipartisme. Encore appelés " UPC-Comité Central" ou aussi "UPC- MANIDEM[2] ", il se caractérise essentiellement par sa combativité. Il a tenu pendant une vingtaine d'années le flambeau de la lutte patriotique, sans aucune contestation possible, que ce soit de la part du régime ou même de la part de ce qui tenait alors lieu d'opposition.

2- **Les orphelins de Kingué Abel** dont s'est toujours réclamé NDEH NTUMAZAH. Ils sont surtout représentés par d'anciens militants en exil. Ce groupe se caractérise essentiellement par son aversion pour le « Comité Révolutionnaire ». Contestant qu'une Assemblée clandestine ait historiquement porté Ernest Ouandié à la tête du « Comité Révolutionnaire » pour

---

[1] *Tout aussi solitaire fût son départ de la direction de l'UPC ; il n'entraina avec lui aucun cadre ni dirigeant. La base militante de l'UPC ne le suivit pas non plus, à l'exception de* ***Jean-Pierre Djemba*** *qui fût le seul militant à se solidariser avec lui.*

[2] *Attention, ne pas confondre le sigle " MANIDEM " avec le parti politique actuel qui porte ce nom. Il est curieux que le gouvernement ait approuvé, en reconnaissant ce nouveau parti politique le 9 mars 1994, qu'une appellation déjà existante, le MANIDEM, soit attribuée à une nouvelle formation politique. Cela devait probablement arranger les affaires du pouvoir, et on peut se demander pourquoi les fondateurs de ce nième parti politique qui sont pourtant d'anciens dirigeants upécistes, ont ainsi semé la confusion?*
Le vrai "MANIDEM" c'est le "MANIFESTE NATIONAL POUR L'INSTAURATION DE LA DEMOCRATIE" lancé par l'UPC en 1974 sous la direction de Woungly Massaga et Ndoh Michel pour rassembler ***(et non pour diviser)*** *les démocrates en vue de renverser la dictature de l'UNC. J'ai la fierté d'avoir été avec d'autres, notamment MOUKOKO PRISO, MINDJA NDJOLE HILAIRE, MOUEN GASPARD, ABBO PHILEMON, etc... parmi les premiers animateurs et dirigeants de ce mouvement historique.*

diriger l'UPC après l'assassinat du Président Félix Roland MOUMIE, ce groupe ne peut pourtant présenter aucun bilan de lutte patriotique depuis l'exécution d'Ernest Ouandié en 1971.

3- **Les upécistes des « statuts de 52 » :** Ce groupe hétérogène est constitué en majorité de militants anciens restés au pays. Ils se disent « upécistes de l'intérieur », ce qui est abusif puisque tous les groupes ont toujours compté des membres dans le pays. Il ne cache pas son aversion pour le « MANIDEM » mais se caractérise essentiellement par son attachement anachronique aux Statuts adoptés au Congrès de l'UPC en 1952, et par son lien ombilical avec le tandem TCHOUMBA NGOUANKEU- MAYI MATIP.

Certains upécistes ne se reconnaîtront pas dans cette classification. C'est normal. D'autres ne sont pas mentionnés parce qu'ils sont "tombés du ciel" au moment de l'ouverture politique! En effet, feu Dicka Akwa, Augustin Frédéric Kodock, feu Massoua II, etc..., pour ne citer que les plus connus d'entre eux, étaient inconnus à l'UPC jusqu'en 1990, ou l'avaient quittée depuis fort longtemps. Très fortement suspects de connivence avec le pouvoir, ils furent trop facilement acceptés par les groupes II et III de la classification ci-dessus, sur lesquels ils ont du coup étendu cette suspicion. Quelques upécistes sont passés d'un groupe à l'autre. Cela est compréhensible. De nombreuses passerelles existent ou ont été crées entre ces différents groupes donnant lieu au passage d'un groupe à l'autre, avec parfois aller et retour, possibilités que des agents doubles ou triples, à l'aise partout comme un poisson dans l'eau, ont aisément exploitées. Il s'agit par conséquent d'une classification sommaire, mais qui a pour

mérite principal de donner un cliché « historique » des forces upécistes en présence.

A la faveur de la légalisation de l'UPC le 12 février 1991, de l'amnistie intervenue en mai 1991, et du retour des exilés, ces différents groupes se retrouvent à la Conférence de Réconciliation des upécistes à Eséka en septembre 1991 (voir rappel historique de Michel NDOH dans le compte-rendu) et conviennent de tenir un seul Congrès de tous les upécistes. Lieu choisi : Bafoussam. Date:19 décembre 1991. Un Comité d'organisation – **le COMITE NATIONAL PREPARATOIRE (CNP)** - est mis sur pied pour le préparer.

LE CONTEXTE HISTORIQUE

Le contexte dans le pays

Le Congrès de Bamougoum se situe dans une période historique absolument inédite de l'histoire du Cameroun.

La nouvelle reconnaissance officielle de l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C) avait marqué le retour du multipartisme au Cameroun. C'est AHMADOU AHIDJO qui mit fin au multipartisme en 1962 : après avoir absorbé successivement **l'Action Nationale de Charles ASSALE** et une partie du **Parti des Démocrates Camerounais amenée par EFFA en dissidence avec André Marie MBIDA**, AHIDJO avait mis fin, de fait, à l'opposition au Cameroun en faisant arrêter et jeter en prison les dirigeants des partis d'opposition qui refusaient de répondre favorablement à son appel pour la constitution d'un « grand parti National » [3]:

[3] [Source; l'état au Cameroun; J François Bayart]

Charles **OKALA (Parti Socialiste Camerounais)**, André Marie **MBIDA (Président du Parti Démocrate Camerounais)**, et **BEBEY EYIDI (Parti Travailliste) MAYI MATIP (Président du groupe parlementaire de l'UPC dite légale)**[4].

Après la nouvelle légalisation de l'UPC une multitude de partis politiques vont connaître, eux aussi, une existence légale. On peut citer le Social Democratic Front (**SDF**) le 1er mars 1991, l'Union Nationale Pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) dont le sigle originel (UNDPC) lancé de Paris par Bello le 25.05.1990 aura changé entre temps, l'Union Démocratique Camerounaise (UDC), et une kyrielle de partis politiques qui inondent la scène politique telle un fleuve après l'ouverture des vannes d'un barrage. De nombreuses associations voient le jour. Il s'en suit une période de lutte populaire intense pour le changement démocratique, lutte conduite par la **Coordination des Partis de l'Opposition**, avec un mot d'ordre central: ***" villes mortes jusqu'à la conférence nationale souveraine!"***. Dans ce mot d'ordre il y a trois notions distinctes: celle de "villes mortes" (action), celle de "conférence nationale souveraine" (revendication) et enfin celle de lien entre ces deux notions suggérant l'intention de poursuivre l'action "sans reculs ni échecs" jusqu'à la satisfaction de la revendication, sinon rien. Si les conditions historiques de la naissance de la revendication de la "***Conférence Nationale Souveraine***" d'une part et de

---

[4] *Alors que les trois premiers ne survécurent pas à la répression, MAYI se retrouva Vice-Président de l'Assemblée Nationale quelques années plus tard, étant devenu entre temps membre du parti unique que la répression avait précisément permis à AHIDJO de constituer....*

l'invention du mode d'action "villes mortes" d'autre part sont connues, l'origine du lien entre les deux reste mystérieuse. D'après Fabien Eboussi Boulaga[5] la revendication de la "Conférence Nationale Souveraine" est apparue pour la première fois en janvier 1991 sur une banderole au cours des manifestations pour la libération de Célestin MONGA et Pius NJAWE incarcérés pour "triple outrage au Chef de l'Etat". L'idée des ***"villes mortes"*** est attribuée à Mboua Massock[6]. Mais qui a eu l'idée de mettre les deux concepts dans une même phrase pour constituer le terrible mot d'ordre "*villes mortes jusqu'à la conférence nationale souveraine*" ? Pourtant ce mot d'ordre scandé par toute l'opposition va mobiliser d'immenses foules dans les couches sociales les plus diverses. Il va marquer ce qu'on peut appeler les années de braise, c'est-à-dire la période exaltante des luttes populaires massives et intenses qui firent vaciller le régime. Il est curieux qu'aujourd'hui aucun parti politique, ni aucun leader, n'en revendique la paternité. Est-ce par peur d'avoir à assumer les conséquences des sacrifices douloureux et inutiles infligés aux populations et aux entreprises ? On entre dans les années de braise avec l'arrestation de maître YONDO Black et ses compagnons début 1990, puis la mobilisation populaire pour leur libération. On en sort avec la tripartite fin 1991. Le procès Monga/Njawe, les événements de Douala, la répression sanglante des manifestations étudiantes notamment au campus universitaire de Yaoundé, le retour des opposants en exil, sont des étapes importantes de cette période.

---

[5] *Fabien Eboussi Boulaga: la démocratie de transit au Cameroun, p. 71 et 83.*

[6] *Fabien Eboussi Boulaga: la démocratie de transit au Cameroun, p. 71 et 83.*

Retour des exilés

En visite à Paris en janvier 1983, donc peu après son accession au pouvoir, P. Biya avait déclaré: "l'UPC en tant que telle n'a pas d'existence légale au Cameroun. Il y a des camerounais qui se réclament de cette tendance. S'ils veulent rentrer au Cameroun ils peuvent le faire." Aussitôt, la direction de l'UPC me demanda de tenir une conférence de presse à Paris pour le prendre au mot. Ce que je fis le 25 février 1983 à la Mutualité en annonçant une liste de dirigeants du parti qui allaient demander à rentrer au Cameroun, puis je commençai une série de conférences en France, tant à Paris qu'en province, pour maintenir la mobilisation sur ce sujet.

Dès 1985 le bureau politique de l'UPC MANIDEM demanda à tous les upécistes qui pouvaient rentrer de commencer les démarches administratives nécessaires au retour. Alors que la déclaration du Président autorisait clairement ce retour, ces démarches allaient se heurter au raidissement du régime qui avait parallèlement donné instructions à ses représentations diplomatiques à l'étranger pour ne pas délivrer de passeports aux membres de l'UPC en exil. Finalement beaucoup s'en passèrent et profitèrent de l'amnistie intervenue en mai 1991 pour retourner au bercail. D'Algérie, de Guinée, du Ghana, du Nigéria, de France, d'Allemagne etc., de nombreux upécistes prirent le chemin de la Mère Patrie. De la même façon que l'autorisation de l'UPC ouvrit la voie à la légalisation des autres partis politiques, c'est le retour des dirigeants upécistes qui donne le coup d'envoi du retour des dirigeants de l'opposition en exil. En effet le premier contingent arrivé est constitué par Samuel Oyono membre du Bureau Politique de l'UPC et moi-même, Secrétaire Général Adjoint de l'UPC. Ensuite arriveront Michel NDOH, puis Bello Bouba. Ndeh Ntumazah traînera les pieds et arrivera in extremis, longtemps après la Conférence de Réconciliation des upécistes, juste 14 jours avant la date prévue du Congrès Unitaire de

Bamoungoun. L'enthousiasme des foules qui accueillirent Siméon KUISSU, Michel NDOH, BELLO BOUBA, Ndeh NTOUMAZAH, montre que ces retours correspondaient à une grande attente populaire. Un fait notable de cette période est passé inaperçu : la différence d'appréciation entre la population et certains leaders de l'opposition. En effet, tandis que les populations fêtent le retour d'exil des opposants qui y avaient été contraints par la répression, John FRU NDI ne ratait pas une seule occasion de se moquer des opposants qui agissent de l'étranger ("those who lunch parties from abroad"). Son hostilité à l'égard des opposants de la diaspora est restée une constante. Il l'a encore montrée lors de la Conférence du CNRR (Coalition Nationale pour la Réconciliation et la Reconstruction) en octobre 2004 au siège de l'UDC à Yaoundé, en mettant en garde contre ceux qui arriveraient de l'étranger pour leur arracher des mains, tels des éperviers, le fruit de leur travail.

Alors que c'est l'UPC Manidem qui, avec CAP Liberté, mobilise le plus les masses au cours des années de braise, avec de puissantes manifestations populaires, c'est l'UPC du "château "(allusion au groupe de Dicka. Ce dernier réunissait ses troupes dans son château, sis à Akwa - Douala) qui représente l'UPC au sein de la Coordination des partis de l'opposition et qui engrange les bénéfices politiques de ces actions. C'est compréhensible, il n'y a avait pas une autre direction pour faire face à celle du château. Le peuple avait besoin d'une direction visible. **La direction de l'UPC Manidem, bien qu'agissante n'était pas visible**. C'était une erreur de penser que la nomination d'un porte-parole officiel (le fameux PPO) pouvait pallier ce manquement. **Le retour d'exil des dirigeants de l'UPC Manidem** constitua un temps fort de ces luttes, mais il ne changea rien à cette situation paradoxale qui semblait arranger non seulement le pouvoir,

mais aussi certains partis d'opposition réunis au sein de la coordination. La première vague de retour, dont je faisais partie atterrit à l'aéroport de Douala le 14 juillet 1991. Elle reçut un accueil retentissant et mémorable. La foule était immense, les militants en liesse, la police débordée. Un cortège ininterrompu s'ébranla de l'aéroport à New-Bell puis à Akwa, puis je ne me souviens plus où encore. Nous avions le privilège d'être assis dans une voiture; l'immense majorité des militants nous escortait à pied tout le long de ce périple. Je fus impressionné par l'enthousiasme d'une jeune femme que je voyais marcher puis courir non loin de notre voiture, portant un bébé sur sa hanche tout le long du cortège! Je la revis bien plus tard et constatai que son engagement ne faiblissait pas. Des hauts parleurs scandaient des mots d'ordre et hurlaient les chansons militantes de l'époque. Je fus effrayé par un mot d'ordre repris en cœur par la foule: " KUISSU est là, Biya s'en va (ou doit s'en aller, je ne sais plus exactement)". Je compris le soir même que ce mot d'ordre n'a pas dû effrayer que moi, mais aussi ceux qui auraient aimé que leur nom fût scandé à la place du mien. Pourquoi était-ce effrayant pour moi? Non pas que j'eus peur des responsabilités qu'il mettait ainsi sur mes épaules, mais parce que connaissant les tares de la direction du parti, je craignais déjà que l'UPC ne fût pas à la hauteur de l'attente des populations. Ma crainte d'alors est aujourd'hui copieusement confirmée. Je mesurai mieux qu'aucun autre upéciste le fossé qui séparait les militants confiants et enthousiastes, de la direction minée par les luttes d'influence, le gauchisme et le tribalisme, sans compter les trahisons. Le pouvoir avait pris l'exacte mesure de l'événement que constituait notre retour et s'en préoccupait. Il avait dû conclure que la répression brutale ne paierait pas, mais au contraire le discréditerait. Il ne pouvait pas d'un côté accorder l'amnistie et donc le droit au retour des exilés et de l'autre côté réprimer ce retour. La méthode sournoise chère au Président de la République fut préférée.

D'abord au plan médiatique le black-out ou l'intoxication sur ces événements. Une campagne de mensonge et de démagogie s'empara de Dicka Akwa alors Président de l'UPC légale. Avant notre retour il déclara dans la presse: " nous préparons le retour de nos exilés", alors qu' 'il n'entretenait aucun contact avec nous. On sait que des émissaires de son Bureau du Comité Directeur Provisoire séjourneront à Paris pour une mission obscure. Alors qu'il combattait les upécistes du MANIDEM au Cameroun, le Bureau du Comité Directeur Provisoire envoyait en même temps le fameux pasteur DJAMI MWANDI pour essayer d'extorquer aux dirigeants en exil de l'UPC MANIDEM une procuration politique, en quelque sorte un blanc-seing pour agir en notre nom. Ils furent déboutés. Après notre arrivée, DICKA affirma dans la presse qu'il m'avait rencontré, alors que de toute ma vie je n'avais jamais vu cet homme. Je l'aperçus un an plus tard dans la foule des participants au meeting unitaire que Gaspard MOUEN et moi avions organisé au Cinéma **CONCORDE** à Akwa Douala. Je ne le connaissais pas. Ce sont mes voisins à la table de la présidence de séance qui me le firent remarquer dans la salle, assis à côté de Valère Epée aux premiers rangs, comme pour mieux nous dévisager.
La deuxième vague de retour d'exil ramena Michel Ndoh et d'autres camarades. Leur accueil à l'aéroport fut tout aussi triomphal. D'autres dirigeants du Comité Central opérèrent un retour dans la discrétion.

Beaucoup d'appelés mais fort peu d'élus

Beaucoup de partis politiques ont une existence légale, beaucoup d'associations aussi, dont quelques rares furent très actives dans la mobilisation des populations. Sans vouloir négliger leur rôle, on peut affirmer que seuls trois partis

politiques émergent dans cette période: l'UPC, l'UNDP et le SDF.

Tout d'abord l'UPC.

Handicapée par la démission surprise de son Secrétaire Général en octobre 1990, arrachée des mains de ses dirigeants patriotes par le pouvoir qui la remet à des fonctionnaires du RDPC, **l'UPC réapparaît au grand jour dans une position très affaiblie.** La vérité oblige à dire que les upécistes ont facilité le travail du pouvoir dans son obstination à détruire l'UPC. De nombreux arguments tendent à le prouver. Les plus saillants ressortiront tant des faits et des analyses contenues dans cet avant-propos que des travaux même du congrès. Voici: l'accession de P. BIYA au pouvoir en 1982 avait fait naître dans le pays un formidable espoir de démocratisation. Dans un premier temps sa lutte contre AHIDJO est au centre des préoccupations, de sorte que le jeu entre les deux blocs politiques issus du parti unique UNC est transitoirement le moteur des évolutions. L'action de l'UPC, alors seul parti d'opposition structuré, qui lança et anima une campagne politique forte demandant au nouveau président d'assumer toutes ses prérogatives, et d'appliquer l'Article 3 de la Constitution[7], pesa certainement en faveur de P BIYA dans cet affrontement. Il eut fallu alors, pour capitaliser politiquement les retombées de cette politique de l'UPC, que sa direction fût représentée ouvertement dans le pays ; en d'autres termes, qu'un dirigeant upéciste clandestin vivant dans le pays prît le

---

[7] *L'Art 3 de la Constitution alors en vigueur indiquait ceci: "les partis et formations politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leurs activités conformément à la loi. Ils doivent respecter les principes de la démocratie, de souveraineté et de l'indépendance nationales"*

risque de sortir ouvertement pour jouer à l'intérieur le rôle que je jouais à l'extérieur, sous la direction unie du parti.

Certes, en 1985 Joseph SENDE prit courageusement le risque (voir " Jeune Afrique N° 1278 du 3 juillet 1985) de revendiquer ouvertement la reconnaissance de la légalité de l'UPC par le pouvoir, ce qui lui valu des démêlés avec la justice. Mais Joseph Sendé n'était perçu comme un dirigeant upéciste ni par le pouvoir ni par les militants. La preuve c'est que la cour suprême lui demanda le mandat d'une direction authentique pour ester en justice. Sendé se retourna vers nous et obtint ce mandat. Nos militants ne le connaissaient pas comme dirigeant et certains ne virent pas d'un bon œil ce mandat que le comité central lui octroya. Aucun dirigeant upéciste authentique à l'intérieur du pays ne se leva, avant 1990, pour donner au parti un visage devant les populations.
Alors que le retour des dirigeants en exil devait justement combler cette lacune, on ne comprend pas bien pourquoi les dirigeants de l'UPC MANIDEM dans le pays choisirent justement le moment de ce retour pour faire sortir leur chef de clandestinité. **Quelle était la nécessité de sacrifier notre direction souterraine à l'intérieur du pays, puisque Ndoh Michel, Secrétaire Général intérimaire, Siméon Kuissu Secrétaire Adjoint, Moukoko Priso Secrétaire à la Propagande, Abbo à Beyeck Secrétaire à l'Organisation arrivaient dans le pays, pouvaient fonctionner ouvertement et donner enfin un visage de la direction de l'UPC aux populations?** Cela donne froid dans le dos de penser que certains camarades aient peut-être pu agir ainsi pour tenter de modifier la perception de leur positionnement au sein du parti et ou pour relativiser l'image de certains dirigeants revenant d'exil? Il s'agirait alors d'un épisode - tragique pour le parti et pour le pays - de la sourde lutte d'influence qui prévalait dans la direction de l'UPC Manidem, exacerbée par l'ouverture

démocratique, qui a pu faire naître dans certains esprits la croyance naïve que le pouvoir était à portée de main.

Après l'accueil populaire de la journée du 14 juillet 1991, une réception fut offerte en soirée en notre honneur dans la résidence de Monsieur TIANI Jean Grégoire à Bali. C'est ici le lieu de rendre hommage à cet homme pour son ouverture d'esprit et son sens de l'intérêt du pays. Il fallait bien toutes ces qualités à ce membre de la direction de l'UNDP pour offrir sa maison aux upécistes ! De plus, un bourgeois qui se rapproche du peuple est une chose assez rare pour être soulignée. Plus tard, après l'OPA de Bello sur l'UNDP (voir plus loin), il suivra Samuel EBOUA dans le nouveau parti qu'il créa après que Bello l'eût chassé de la présidence de l'UNDP. Au cours de cette réception, ABANDA KPAMA Pierre (alias Atémengué Pius, alias encore Djibril Karimou), membre du Bureau Politique de l'UPC annonce au public, à ma grande surprise, la sortie de clandestinité de KONDI ALBERT Secrétaire Général Adjoint de l'UPC et chef du parti dans le pays, dont le vrai nom est NDEMA Alexis. Il est probable que ce jour-là peu de personnalités, journalistes, militants, convives de cette réception, perçurent la gravité de cette annonce dont ils eurent la primeur. Quand on sait que Siméon Kuissu, en tant que Secrétaire Général -Adjoint, était (à son corps défendant) jusqu'au jour de cette réception le seul dirigeant upéciste prenant le risque de fonctionner à visage découvert, on peut s'interroger sur la signification de la sortie précipitée de clandestinité, précisément ce jour-là, de l'autre Secrétaire Général –Adjoint caché, NDEMA Alexis. ABANDA était un récidiviste! Fin 1990, la composition de la direction du parti avait été révélée à la presse, et notamment l'identité du Secrétaire à l'Organisation Alexandre KAMGUEN, de son vrai nom ABBO A BEYECK. *(Voir article de presse ci-dessous)*.

L'AFFICHE AUJOURD'HUI

LE SECRETAIRE A L'ORGANISATION DU COMITE CENTRAL DE L'UPC SORT DU MAQUIS

Alexandre Kangain était en fait le pseudonyme d'Abbo A Beyeck, cinquième personnalité au sein du comité central de l'UPC. Après avoir bourlingué dans la clandestinité pendant 22 ans, il nous revient et parle...

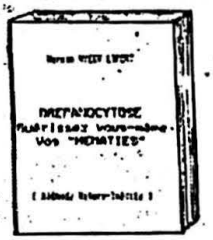
En fait, ce mathématicien, consultant en gestion, avait été chassé pour des raisons politiques en octobre 1971 à l'EMIA (Ecole Militaire Inter-Arme) de Yaoundé. Il avait compris qu'il était important de remettre en cause certaines choses avec l'arrestation d'Ernest Ouandié, le chef de guerre de l'UPC. Il est fier que ce mouvement ait pu subsister même à travers la clandestinité. En effet affirme-t-il, il y a toujours eu continuité de lutte, continuité de direction et fidélité à la doctrine de Ruben Um Nyobe, Félix Roland Moumié et Ernest Ouandié, les chefs historiques de l'UPC. L'idéologie de l'UPC, contrairement à ce que d'aucuns pensent n'est ni marxiste, ni capitaliste. Elle est typiquement camerounaise, en ce sens que l'idéologie de l'UPC se résume en la préférence à privilégier les intérêts et les sentiments patriotiques du peuple. Il s'agit de ne penser qu'à l'intérêt général du pays et la détermination à définir nous même ce qui nous est propre avant de rechercher ailleurs les points de repère. S'agissant des tendances, Abbo A'Beyeck a dit que l'on assistait maintenant à un phénomène de récupération. cette récupération demeurant compréhensible du fait de la nature humaine. Elle est compréhensible parce que l'UPC est une organisation douée d'une charge affective et émotive exceptionnelle. L'on peut tromper une partie des militants en s'autoproclamant leader de l'UPC mais cela ne saurait aller plus loin parce que tôt ou tard, les usurpateurs seront démasqués par les militants. La continuité de la lutte et la fidélité aux idéaux du parti ne se sont point arrêtées à aucun moment de la vie nationale camerounaise, et cela est important.

L'on accuse souvent l'UPC d'être un parti violent. Il faut remarquer à ce sujet qu'il y a eu une violence faite au peuple camerounais, et ce depuis la colonisation. Il faut d'abord que cela soit entendu. Parler de violence, c'est examiner au moins les causes de la violence. Il n'y a rien qui donne crédit à une thèse selon laquelle Um Nyobe était partisan de la violence. Ce n'est quand même pas l'UPC qui a demandé de mettre le feu au pays Basa ou Bamiléké. Aujourd'hui, dans notre pays, une entreprise qui fait 7 milliards de bénéfice et qui prévoit 2500 licenciement fait de la violence. Les salariés des entreprises publiques devraient s'organiser en syndicat. Une société qui fait pas moins de 400 millions de FCFA par an comme l'OCB (Organisation Camerounaise de la Banane) et qui est vendu 2,2 milliards fait de la violence à l'endroit des paysans. L'UPC demande que toutes les sensibilités de toute nature puissent se retrouver sans avoir à craindre quoique ce soit dans ce pays qui est leur. Toute la population doit se mobiliser pour exiger la tenue d'une conférence nationale et une amnistie générale et inconditionnelle. Cela pourrait être au moins le signe que l'UPC n'est pas un parti va-t-en-guerre. Si jamais ces conditions ne se réalisaient pas, l'UPC sera obligée de forcer la main. D'ores et déjà le peuple ne devra pas être surpris d'avoir à souscrire pour la retour des leaders du comité central.

Khéops

OFFRE SPECIALE

Avec 12.500 fcfa SEULEMENT



GUERISSEZ VOUS-MEME VOS "HEMATIES"

Dès aujourd'hui commandez la "Méthode Nature" basée sur les plantes et les simples...

LA LETTRE DU COMBATTANT

A MON GRAND'PERE

Vieil homme, on dirait que le pays est en danger. On ne comprend plus rien ici en ville. Entre les pays des Blancs et nous, il y a une guerre, la guerre des bananes. Il semble que tout se soit gâté avec la privatisation de l'OCB. Le courant ne passe pas non plus entre les militants du RDPC. Une poignée se déclare déjà progressiste. Et cette franche est pour la tenue d'une conférence nationale au berceau de nos ancêtres. Il semble même que le locataire d'Etoudi est informé même s'il n'a pas encore dit son mot. Par ailleurs, une agitation sans pareille remue dans tous les ens les sociétés de nos villes. Les chose se passent sous silence car dit-on, ils préparent les élections anticipées. Mais les élections de quoi? Ca tu t'en doutes bien, je n'en sais rien, je te mets seulement au courant de la situation de l'heure.

A Douala, une turbulence secoue l'église catholique. On veut excommunier certains laïcs le savais-tu? Avec tous ça, le pays est menacé. J'espère néanmoins qu'au village vous êtes à l'aise. Salut à tous mes copains.

Ton petit-fils qui t'aime tant.

La sortie de clandestinité des dirigeants d'un parti comme le nôtre est une opération très délicate et une décision stratégique qui ne peut pas être prise par un groupe de copains ou à plus forte raison par un individu. Elle est habituellement prise par la direction des partis. Or, ni le Comité Central, ni le Bureau Politique, ni le Secrétariat du Comité Central de l'UPC, qui sont les trois instances dirigeantes de l'UPC MANIDEM entre deux Congrès n'ont eu à connaître cette question de la sortie de clandestinité du Secrétaire Général -Adjoint caché dans le pays et du Secrétaire à l'Organisation. L'histoire établira l'identité et les motivations de ceux qui, en éventant ainsi deux des secrets les mieux gardés de notre organisation, l'ont gravement affaiblie au moment où elle avait besoin de toutes ses ressources pour affronter une situation difficile pour elle: le passage de la clandestinité à la légalité. Il était nécessaire qu'une question de cette importance fût soigneusement examinée au sein de la direction afin de prendre la meilleure décision, car il n'était pas sûr que l'UPC-MANIDEM eût intérêt à faire sortir de clandestinité tous ses dirigeants en même temps. Moi, Secrétaire Général -Adjoint de l'UPC, j'ignorais que mon collègue KONDI Albert (alias NDEMA Alexis), l'autre Secrétaire Général -Adjoint, chef du parti dans le pays, allait sortir de clandestinité. Wonderfull! Je ne savais pas non plus qu'Alexandre KAMGUEN (alias ABBO ABEYECK Philémon) Secrétaire à l'Organisation de l'UPC allait faire de même. ABBO lui-même ne le savait pas ! Avoir ainsi livré au public, donc à la police, l'un des secrets les mieux gardés d'un parti clandestin, n'est ni plus ni moins qu'un acte de trahison. C'est une trahison avec circonstance aggravante car en décembre 1990, en tant que Secrétaire Général -Adjoint de l'UPC, et en l'absence du Secrétaire Général parti en Angola, j'avais adressé une missive secrète aux dirigeants du parti dans le pays, au sujet de la conduite à tenir face aux nouvelles lois sur l'ouverture politique. Dans

cette missive j'écrivais entre autres ceci: "..., ***la tentation peut être grande de sortir de l'ombre des dirigeants actuellement présents dans le pays, et dont les pseudonymes figurent dans la composition de la direction telle que nous l'avons publiée. Ce procédé risque de compromettre gravement notre travail clandestin. Il vaut mieux combiner la sortie de clandestinité de quelques dirigeants de l'intérieur judicieusement choisis par la direction unanime avec le retour d'exil du maximum de membres du Bureau politique. Sinon le régime peut utiliser cette situation contre nous*....." Cette mise en garde ne fut pas prise en compte et ce qui devait arriver arriva: le régime ne fit que prendre le fouet que certains de nos dirigeants lui tendaient pour nous fouetter! L'UPC Manidem géra fort mal le capital politique que les retours d'exil lui offraient! Le régime, fort des signaux que ses agents lui faisaient parvenir de l'intérieur du parti, n'eut aucun mal à profiter de cette erreur pour le désorganiser. Ainsi **l'UPC est sortie de clandestinité comme elle y était entrée : précipitamment.** Nul ne peut reprocher aux dirigeants du parti en 1955 l'entrée précipitée dans la clandestinité. Elle y avait été contrainte par la sanglante répression coloniale française. Par contre la direction de l'UPC Manidem porte une responsabilité historique dans le mauvais déroulement de la sortie de clandestinité en 1991. Cette responsabilité pèse bien entendu sur celui ou ceux qui ont pris les décisions intempestives de sortie de clandestinité de certains dirigeants, mais aussi sur la direction globalement, car elle aurait dû veiller au bon déroulement de cette opération. De la position qui était la mienne dans la direction, j'avais essayé de prévenir les dérives. Malheureusement mes directives ne furent pas prises en compte. Est-ce que je m'y étais mal pris? Devant l'ampleur des dégâts, je m'interroge aujourd'hui.

L'UNDP à sa création le 25 mars 1991, représentait une grande force politique. Elle rassemblait des hommes politiques

qui avaient été des ministres ou proches collaborateurs du premier président de la République, AHMADOU AHIDJO. Ces hommes connaissaient les rouages de l'Etat et avaient une force de frappe financière. Anciens dirigeants d'un parti unique (l'UNC d'Ahidjo) ils n'étaient pas forcément des démocrates, mais ils étaient implantés dans l'ensemble géographique national. Cette représentativité multi- régionale et multi-ethnique mettait l'UNDP probablement en meilleure position que le RDPC de Paul BIYA pour éviter les dérives ethno-politiques dont souffre le pays actuellement. Ses dirigeants étaient connus et parfois appréciés à l'étranger, en tout cas par feu Jacques FOCCART qui fût successivement Conseiller pour les Affaires Africaines du général De Gaulle et de Jacques Chirac. A ce titre son opinion qui va au delà des personnalités de l'UNDP pour évaluer l'ensemble de la scène politique camerounaise mérite d'être citée. En 1997, voici[8] ce qu'il dit, entre autres, répondant à une question de Philippe Gaillard, l'anti-upéciste trop longtemps de service au journal Jeune Afrique:

*"**Question**: vous avez gardé des relations ?*
***Réponse de J.F.**: " Ce sont surtout les opposants qui viennent me voir.*
J'ai reçu John Fru Ndi, le chef anglophone du front Social démocrate. Il a bénéficié d'une popularité certaine, mais je ne peux pas dire qu'il m'ait donné l'impression d'avoir une personnalité politique très remarquable, ni d'avoir un projet politique réaliste. D'ailleurs les dirigeants de son parti se déchirent, maintenant, entre fédéralistes et partisans d'un état unitaire décentralisé.
J'ai vu aussi Bello Bouba Maigari, le chef de l'opposition parlementaire, qui a tenté de recueillir l'héritage d'Ahidjo dans

---

[8] « Foccart parle » édition Fayard tome 2 p 416

le Nord. Et Samuel Eboua, l'un des plus solides collaborateurs d'Ahidjo, en qui beaucoup avaient vu l'héritier potentiel du premier président de la République. Ces hommes ne manquaient pas de qualités. Je leur avais dit – et je n'étais le seul – qu'ils avaient les moyens de constituer un nouveau pouvoir qui aurait bénéficié des appuis internationaux, en tout cas de préjugés favorables, à condition de s'entendre. Ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes d'avoir laissé Biya être élu avec moins de 40% des suffrages exprimés.
Finalement Biya est un homme insaisissable, qui fuit les contacts et les combats. Il se maintient au pouvoir depuis 1982 grâce à son habileté à semer la zizanie chez ses adversaires. Mais les problèmes de gouvernement ne paraissent pas l'intéresser"
Pour toutes ces raisons et pour d'autres encore, l'UNDP représentait une menace pour le régime de M. Biya. Celui-ci le comprit vite et en organisa la liquidation. C'est la signification profonde de l'éviction forcée de Samuel EBOUA de la Présidence de l'UNDP par BOUBA BELLO MAIGARI.

J'avais connu BOUBA BELLO en exil. Bien qu'il arrivât en retard à la fameuse réunion de certaines personnalités du Nord dans une villa autour du lac de Yaoundé en juin 1983, et que de ce fait il ne prit pas part aux décisions arrêtées ce jour-là, BELLO faisait figure de leader de ceux qui se réclament d'Ahmadou AHIDJO. C'est pourquoi, surmontant le ressentiment compréhensible que les upécistes nourrissent contre le régime d'AHIDJO, considérant que l'intérêt du pays devait passer avant tout, j'étais allé le rencontrer clandestinement chez lui à Kaduna au Nord du Nigéria en février 1990. Par la suite nous avons eu plusieurs rencontres et discussions à Paris où il avait séjourné longuement avant son retour d'exil. L'ouverture politique au Cameroun se pointait à l'horizon; elle semblait difficile, et il fallait rechercher la

conjonction des forces politiques nationales pour affronter cette échéance dans de meilleures conditions. C'est dans le même esprit que notre parti avait rencontré des émissaires du pouvoir à Paris. Parce que, avant le multipartisme, les seules forces politiques dans le pays en dehors de l'UPC, étaient représentées par le pouvoir d'une part, et d'autre part ceux qui se réclamaient d'Ahmadou AHIDJO ; BELLO apparaissait à ce moment-là comme le chef de file de ces derniers. Depuis lors, son image de marque a bien changé ! Notre approche fut poursuivie jusqu'à la signature de l'ADC (Alliance Démocratique Camerounaise) entre l'UPC, l'UNDP, le FPC (Front Patriotique Camerounais). La signature de cette alliance eut lieu au cours d'une réunion dans un appartement parisien, en présence de représentants de ce qu'il y avait d'essentiel dans l'opposition camerounaise, y compris un leader du West Cameroon futur dirigeant de haut rang du SDF, qui ne voulut pas apposer sa signature au bas du document. Cette alliance fut pratiquement mort-née. BELLO coupa les ponts avec nous. Alors que nous étions tous les deux à Paris, c'est par voix de presse que je fus informé de la création de l'UNDPC (Union Nationale Pour la Démocratie et le Progrès au Cameroun), qui perdra son « C » plus tard pour devenir UNDP tout court. Etant au Cameroun où je suis arrivé avant lui, c'est par voie de presse que je fus informé de son retour d'exil fin juillet 1991. L'accueil triomphal qu'il reçut tant à Douala qu'à Garoua favorisa certainement son **offensive politique programmée contre la direction de l'UNDP**. Par cet événement, les populations donnèrent sans le savoir un sérieux coup de main à la réussite du complot contre l'UNDP. Grisé par la popularité que lui conférait cet accueil, BELLO n'eût aucun mal à débarquer Samuel EBOUA de la présidence du parti, comme un mal propre, lors du congrès de l'UNDP à Garoua en janvier 1992. AHIDJO aurait-il fait ça ? Je ne le revis que beaucoup plus tard, au cours de la campagne pour l'élection présidentielle

d'octobre 1992. Il avait envoyé son représentant à Douala me porter le message qu'il voulait me rencontrer. Notre entrevue dans sa chambre à l'hôtel LEWAT à Douala fut brève; il voulait que je batte campagne pour lui. Je lui répondis que pour cela il fallait d'abord faire le bilan de notre collaboration depuis le début. La discussion tourna court. Un autre soi-disant upéciste, grand professeur de son état, ancien candidat à la présidence de la section RDPC de France, ne cracha pas sur la besogne et draina quelques upécistes égarés vers BOUBA BELLO.
L'éviction du premier président de l'UNDP entraîna une fracture profonde et irrémédiable, affaiblissant définitivement ce parti qui est devenu à la longue une succursale du RDPC. Quelle aubaine pour M. BIYA? Mais était-ce vraiment une aubaine ? N'était-ce pas plutôt le résultat concret d'une stratégie bien calculée? La création du MDP ne permit pas à Samuel EBOUA de récupérer la dynamique de l'UNDP.

Quant au SDF, tant de gens en revendiquent la paternité qu'il vaut mieux laisser à l'histoire le soin d'établir exactement le rôle respectif des uns et des autres. Fabien EBOUSSI BOULAGA [9] écrit : *« Le 24 juillet 1990, c'est de Paris aussi qu'un groupe se signale sous la dénomination de Front démocratique Camerounais. Il appelle tous les démocrates à se constituer en front uni. Les signataires de ce manifeste s'appellent Abel EYINGA, NDEH NTUMAZAH et TEKAM Jean-Michel. La rumeur tient qu'il est la branche extérieure* ***et originelle*** (souligné par SK) *du SDF dont John FRU NDI a précipité la sortie au grand jour, faisant cavalier seul et s'appropriant ainsi un projet qui appartient autant à lui qu'à d'autres.»* C'est une version. Beaucoup tiennent feu le Professeur ASSANGA ASSIGA pour le fondateur du SDF. Quel fut le rôle de NDEH NTUMAZAH longtemps le

[9] *"La démocratie de transit au Cameroun" p. 66*

conseiller occulte de FRU NDI aussi bien à Londres qu'au Cameroun ? Et de BERNARD MUNA, ALBERT MOUKONG, Justice NYO WAKAÏ et d'autres encore dont les noms ne sont pas toujours cités? Quoiqu'il en soit, ce parti est lancé au cours d'une manifestation conduite par John FRU NDI et violemment réprimée (6 morts) par le pouvoir, le 26 mai1990 à Bamenda dans le Nord-Ouest. Créé sur une base régionale, il s'est renforcé progressivement en occupant le terrain laissé vacant par la désorganisation de l'UPC dont il a récupéré ou débauché beaucoup de membres dans l'Ouest et le Littoral. Plus tard il récupèrera aussi les déçus de tous bords : ceux du RDPC, soit des individus, soit des groupes entiers notamment le "courant des forces progressistes" de feu le ministre François Senghat Kuo, ceux de l'UNDP dans le Centre et le Nord, et deviendra un parti d'implantation national.

Ces trois partis, ces ténors, se retrouvent au sein de la **Coordination des Partis de l'Opposition** qui rassemble aussi beaucoup de petits partis et associations peu représentatifs, et dont certains étaient fabriqués par Monsieur ANDZE - TCHOUNGUI, Ministre de l'Administration Territoriale[10]. Moins on était représentatif, plus on y faisait entendre sa voix, de sorte que la Coordination ressemblait plus à une foire d'empoigne qu'à un lieu de concertation politique réelle. On ne comprend d'ailleurs pas pourquoi les organisations représentatives de l'époque ont cautionné ainsi les partis et associations parfois minuscules, ni pourquoi ils n'ont pas tenu compte de l'infiltration de la Coordination par les partis satellites du pouvoir[11]. Ce sont probablement là certaines des sources de son échec.

---

[10] *Idem p.75*

[11] La **Coalition Nationale pour la Réconciliation et la Reconstruction** a commis la même erreur 13 ans plus tard, au cours de sa campagne pour la présidentielle 2004.Construite sur le même modèle que l'ancienne

La tripartite

D'autres sources d'échec peuvent être recherchées dans la nature même du mot d'ordre central *" villes mortes jusqu'à la conférence nationale souveraine"* qui pour un début de lutte plaçait la barre un peu trop haute. Ce mot d'ordre était maximaliste, nourrie par l'illusion de la chute imminente du régime, que les auteurs du fameux mot d'ordre devaient, bien évidemment, remplacer. Il était sous-tendu par une sorte de certitude béate qui faisait qu'il n'était même pas évalué au fur et à mesure de son application. Y avait-il des réunions périodiques des dirigeants pour faire le bilan des actions menées et des résultats engrangés? Pour réfléchir, pour corriger le tir avant de continuer? Toujours est-il qu'à cette époque l'opposition a « montré sa force » durant de longs mois d'une puissante combativité populaire.
Essoufflée par une application implacable et sans répit de ce mot d'ordre, sans jamais marquer une pause pour regarder en arrière, la coordination jette l'éponge. Elle se rend au pouvoir sans contre partie lors de la fameuse **Conférence dite Tripartite.** Le premier piège dans lequel elle est tomba fut d'accepter une Conférence dite tripartite (Gouvernement-Opposition- Personnalités Indépendantes) mais qui était en fait bi-partite, les personnalités dites indépendantes étant en réalité des hommes et femmes du pouvoir, choisis par le pouvoir, sans compter que beaucoup de partis politiques, de l'aveu même du ministre Andzé TSOUNGUI étaient de pures créatures du gouvernement. Plus de 230 personnes en tout! Comment peut-on négocier dans une telle foire ? En plus le Président de la République avait clairement indiqué au préalable que cette Conférence, présidée par son Premier Ministre SADOU HAYATOU, était purement consultative, et que ses décisions

---

Coordination, elle a aussi admis en son sein des agents notoires du pouvoir qui ont pesé sur ses décisions.

n'engageraient ni le gouvernement ni encore moins lui-même! Le deuxième piège fut de renoncer à leur arme de bataille qu'étaient les villes mortes (que ce mot d'ordre soit contestable ou non, c'était l'arme qu'elle avait choisie elle-même) **sans contrepartie du gouvernement,** car les promesses faites par M. HAYATOU (nouvelle constitution, élections libres, moratoire fiscal aux entreprises sinistrées etc..) n'étaient qu'une ruse, de la poudre aux yeux.

L'UPC et l'UNDP sont politiquement affaiblis. Le SDF est seulement au début de sa pente ascendante. En fin de compte, **l'opposition, qui avait fait vaciller le pouvoir [12] est alors à genoux devant le Président de la République** qui a réussi à la berner, à lever la pression des villes mortes, et à reprendre l'initiative. Elle se retrouve le dos au mur comme une armée qui a engagé toute sa force de frappe dans une bataille qu'elle a perdue. Un stratège de feu, ce Paul BIYA! Ah, s'il pouvait mettre son talent au service du pays!

L'essentiel à retenir du contexte national à la veille du congrès de Bamougoum est que la convocation du Congrès unitaire avait été décidée dans la période euphorique de la montée en puissance de l'opposition dans laquelle l'UPC militante jouait un grand rôle, mais que le Congrès se déroule à un moment de reflux, de déclin de l'opposition. Lorsque s'ouvre le Congrès de Bamougoum, la question de savoir **comment relancer l'unité de lutte de l'opposition, et comment sauver le processus de changement démocratique**

---

[12] *Au sujet de cette période, un observateur politique attentif de notre pays écrit: "Au Cameroun, toutes les conditions d'une conférence étaient réunies. Le président Biya n'en voulait pas, car il redoutait, à juste titre, d'y perdre sa place. Il est resté dans son fauteuil, mais tout s'est effondré autour de lui..." "Foccart parle" édition Fayard Paris p.415.*

compromis par l'affaiblissement de l'opposition se pose avec acuité. Cette question se pose encore aujourd'hui. Ne devait-elle pas être une des questions politiques centrales du Congrès ?

Tout le pays savait que l'UPC-MANIDEM n'avait pas trempé dans l'erreur de la tripartite, alors qu'on ne pouvait pas en dire autant des autres groupes upécistes (II + II) réunis autour de DICK AKWA. A condition de le comprendre et d'effectuer les adaptations requises, l'UPC Manidem pouvait représenter un recours pour les populations déboussolées par ce renoncement des partis qui les avaient poussées à beaucoup de sacrifices. Curieusement, cette question ne fut même pas évoquée durant le Congrès, et tel un âne portant des œillères elle se dirigea lentement mais sûrement vers le ghetto politique où elle se trouve coincée actuellement. N'arrivant pas à redresser la barre, j'ai dû quitter le bateau.

Le contexte dans l'UPC

Au moment de l'ouverture politique au Cameroun, l'UPC est la composante majeure de l'opposition et c'est à ce titre qu'il en est question dans le chapitre précédent traitant du contexte national. Dans le chapitre qui va suivre, elle est abordée en tant qu'elle-même, entrain de préparer son congrès unitaire.

J'avais été désigné membre du **CNP** bien que n'ayant pas pu assister à la Conférence d'ESEKA. En effet, après mon retour au Cameroun en Juillet 1991, j'avais dû repartir en France au mois d'Août pour empaqueter mes affaires en vue de mon déménagement. Le comportement de certains dirigeants de l'UPC MANIDEM à mon égard fut assez étonnant. Deux anecdotes survenues dans ce contexte méritent d'être contées. L'une concerne la désignation du représentant de l'UPC dans la délégation du *Directoire* de l'opposition qui effectua un voyage en Août 1991. Elle est racontée par ailleurs, dans le

chapitre concernant l'unité. L'autre, la voici : A ma descente d'avion lors de notre retour d'exil le 14 juillet 1991, le comité d'accueil que le parti avait mis à notre service fût exemplaire tant par son efficacité que le dévouement et la disponibilité de ses membres. L'un d'entre eux prit mon billet d'avion avec les talons des bagages pour aller récupérer mes affaires. Je le lui remis bien entendu en toute confiance et je n'y pensai plus jusqu'au mois d'Août, au moment où je devais retourner en France pour mon déménagement. C'était un billet aller et retour. Il ne le retrouva pas. Ce camarade lira peut-être ces lignes; qu'il sache que je n'ai jamais douté de sa parole. Par contre je ne pourrai pas en dire autant de tous ceux entre les mains de qui ce billet est passé. Curieusement, quand j'ai posé le problème en réunion, aux membres du bureau politique présents à Douala, la réponse fut un silence total, comme une gêne. Je revins à la charge pour dire que cela m'embêtait car je devais racheter un autre billet pour aller chercher mes affaires en France. Rien n'y fit. Pas même une parole d'étonnement ou de compassion. Le bureau d'UTA – ancienne Succursale d'Air France pour les pays coloniaux -, ne voulut rien entendre et finalement je dus payer encore pour retourner en France. Et je n'étais pas riche ! Perdre un billet d'avion, cela peut arriver à tout le monde. Qui n'a pas déjà perdu une somme d'argent ou quelque chose d'important dans sa vie ? C'est une chose. Mais afficher son indifférence au problème que cela posait à un collègue de la direction c'est une autre chose…Je déménage de France et reviens donc au pays le 14 Novembre 1991, pour tomber, soit dit en passant, sur la grosse surprise de la Tripartite ! Parti de Paris par un vol de nuit le 13 Novembre alors que les villes mortes mobilisaient encore les populations, j'arrive à Douala le 14 au matin pour apprendre que les villes mortes sont suspendues.

C'est au titre de membre du CNP que je fus chargé par cette instance dès mon retour d'exil d'aller sur place à Bafoussam

pour préparer les conditions logistiques et administratives nécessaires à la tenue du Congrès prévu le mois suivant. J'étais donc placé aux premières loges pour voir les **difficultés qui allaient émailler cette période préparatoire.** Pour ce qui est des tâches qui m'étaient confiées, ces difficultés sont d'ordre matériel et administratif. Pour le reste, finalement le plus important, ce sont des considérations politiques.

Sur le plan matériel, aucun budget ne m'avait été alloué. Avec les militants de Bafoussam, nous nous sommes débrouillés pour couvrir les frais occasionnés par notre activité de préparation. Nous avions élaboré les plans pour l'accueil, la restauration et l'hébergement des délégations et des personnalités. Comment allaient être financés ces plans? Le CNP ne proposa rien. La direction de l'UPC Manidem responsable de la tenue du congrès à Bamougoum ne disait rien non plus.

La difficulté majeure vint d'où l'on pouvait logiquement l'attendre : le gouvernement de M. Sadou HAYATOU. Au cours de mes démarches administratives je rencontrai un accueil courtois des autorités administratives de Bafoussam, qu'il s'agisse du gouverneur de la Province de l'Ouest ou du sous-préfet de Bafoussam. Le gouverneur Aminou OUMAROU fit preuve de compréhension. Selon toute vraisemblance les ordres venaient d'en haut ! Il ne fallait pas donner l'autorisation à l'UPC pour tenir son congrès à Bafoussam! Ayant **« éteint le feu » des villes mortes** en roulant l'opposition dans la farine lors de la fameuse Conférence soi-disant tripartite, le gouvernement de M. HAYATOU avait stoppé net l'avance de l'opposition et voulait la faire reculer encore plus. A tout seigneur tout honneur: il fallait s'occuper d'abord de l'UPC que le pouvoir s'acharnait à détruire depuis l'ouverture politique. Il fit tout pour empêcher

la tenue d'un vrai Congrès unitaire. Je ne parvins pas à trouver un local pour la tenue de ce congrès. Ce ne sont pas les grandes salles ni les hôtels qui manquaient dans cette ville! Mais les propriétaires, qui me donnaient pourtant leur accord avec enthousiasme changeaient curieusement d'avis le lendemain. Or l'absence de salle est rédhibitoire. Même si le CNP, chose impensable, avait voulu tenir le Congrès à Bafoussam sans autorisation, il ne pouvait pas le faire sans locaux!

Une autre importante difficulté vint des groupes upécistes eux-mêmes.

Ici, une longue explication est nécessaire pour le comprendre. NDEH NTUMAZAH, leader du groupe II, revenu d'exil le 5 décembre 1991 avec la prétention d'unifier l'UPC (voir sa déclaration en annexe11)[13], se rallie purement et simplement au groupe III dominé par feu DICKA AKWA, AF KODOCK, MAYI MATIP et TCHOUMBA NGOUANKEU. Le retour au bercail de NTUMAZAH mérite qu'on s'y attarde un petit peu. Vers la fin de 1990, un upéciste en exil en France me confia sa conviction que NTUMAZAH ne rentrerait pas d'exil. Il se basait pour le dire sur les faits suivants: "1) Au début des années 80, la direction de l'UPC MANIDEM avait mis sur pied la Délégation Permanente de Dialogue et de Médiation (**DPDM**) dirigée par feu Michel NDOH pour prendre contact avec tous les upécistes. La DPDM envoya un groupe de militants sous la conduite de MOUTOUDOU Albert rencontrer NTUMAZAH chez lui à Londres et tenter de nouer une collaboration de lutte avec lui. Il répondit qu'il était fatigué et qu'on devait le laisser tranquille. 2) Depuis l'ouverture politique il se passe beaucoup d'événements dans le pays et il

---

[13] « Mon premier souci et la première tâche à laquelle je vais m'atteler dès aujourd'hui, est de rassembler tous tes membres de la famille upéciste au sein d'un seul et même mouvement, en marche vers un seul et unique congrès au service de l'UPC et du peuple Kamerunais. » Déclaration du 05.12.91

n'en dit rien; on n'entend pas sa voix comme leader upéciste, ni même comme « simple upéciste ». On peut ajouter un troisième argument : En juin 1990, il avait présenté au cours d'une Convention organisée à Paris une nouvelle organisation appelée Front Démocratique Camerounais dont il était le Président et Jean-Michel Tékam le Secrétaire Général. Les upécistes n'avaient pas été consultés au sujet de la création de cette organisation. A quel titre NTUMAZAH la présidait-il alors? Etait-il en accord avec les upécistes des autres groupes en dehors de l'UPC Manidem? On peut en douter.

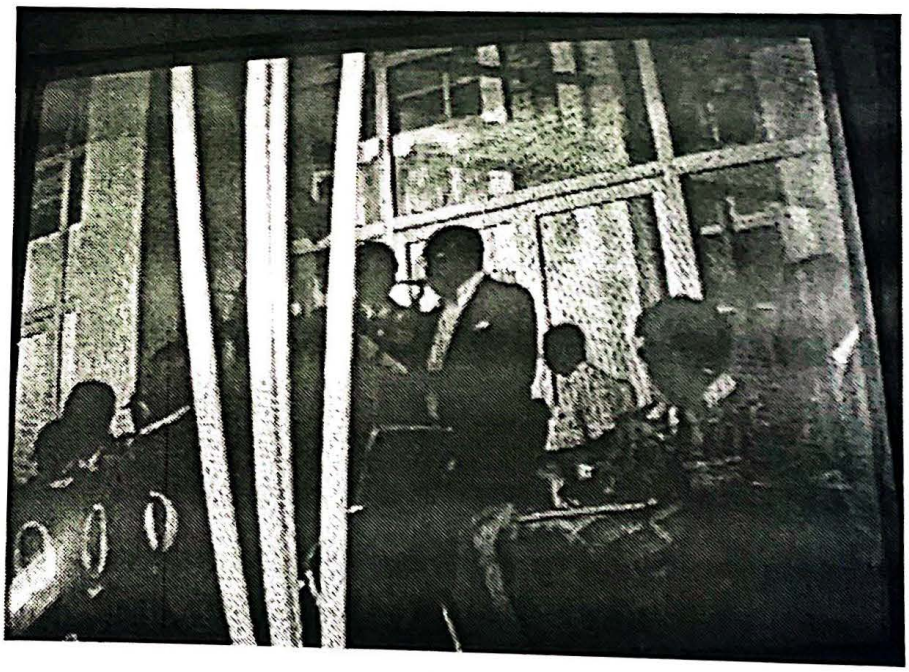
En d'autres temps et dans d'autres partis on aurait dit qu'il se mettait de lui-même en dehors du parti. Dans l'allocution que j'avais prononcée au nom de l'UPC devant cette convention j'avais été clair : « ***L'Union des Populations du Cameroun n'a pas été invitée à la Convention du Front Démocratique Camerounais. Mais informé de sa tenue comme beaucoup de camerounais, notre parti fidèle à sa politique de rassemblement des camerounais, a envoyé une délégation que j'ai l'honneur de conduire*** ». Cet upéciste qui me confiait son sentiment au sujet du retour de Ntumazah ajoutait : « *s'il arrive que NTUMAZAH rentre d'exil, ça ne pourra être que dans le cadre d'une mission commandée.*» L'examen attentif de son évolution à partir de son arrivée au Cameroun donne à penser que c'est effectivement ce qui s'est produit. Même le moment choisi par Ntumazah pour rentrer au pays n'est pas le fait du hasard. Il intervient comme par miracle dans le contexte de la préparation du Congrès unitaire, avec pour mission de le faire échouer. En effet, les puissants moyens déployés par le pouvoir pour contenir l'UPC-MANIDEM étaient débordés. Il fallait un contre-poids réel au danger que représente le groupe issu du Manidem. Seul NTUMAZAH pouvait valablement aider à assurer ce contre- poids, puisqu'il peut revendiquer une

légitimité historique[14] que n'avaient pas les Kodock, Mayi, Dicka qui sont tous passés au moins pendant un temps à l'UNC-RDPC. Peu après son arrivée au Cameroun, il rencontre l'UPC du château (nom donné à l'UPC dite légale par allusion à la résidence châtelaine de son président DICKA à AKWA), mais ne rencontrera jamais l'UPC MANIDEM! Comment pouvait-il prétendre unifier le parti en ignorant royalement une de ses tendances? Pouvait-il être à la fois juge et parti ? D'autre part une phrase de sa déclaration du 5 décembre 1991, le jour de son retour d'exil, suggérait sa volonté de préparer la relève des dirigeants. La voici: « *Je suis particulièrement heureux de l'évolution des choses qui me permet de revenir aujourd'hui dans mon pays, toujours prêt à continuer, mais surtout intéressé à passer le relais* (souligné par SK) *pour que le Kamerun et ses populations connaissent des jours meilleurs.* » Cela ne s'est pas concrétisé, au contraire! Pour ne pas dire plus, on a observé que les trois octogénaires n'ont rien fait pour la promotion de jeunes cadres dirigeants. Sinon où sont-ils ? Voici 15 ans que Ntumazah est rentré d'exil. Il a eu largement le temps de pousser de jeunes cadres méritants pour le remplacer; au lieu de cela il s'accroche à la présidence de l'UPC, alors qu'il n'en a plus la capacité physique, à tel point que c'est quelqu'un d'autre, en l'occurrence Kingué Samuel, qui a lu son discours à l'ouverture du congrès de Yaoundé en

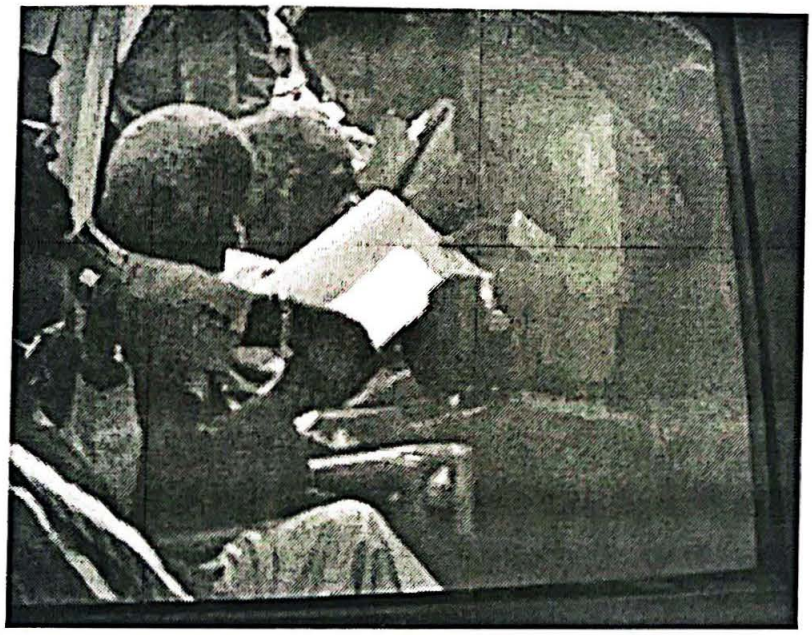
---

[14] *"Le banditisme politique à l'ère du multipartisme. " édition ...1999 2e paragraphe P. 51* ce que dit Kamga Victor semble confirmer cette vision que l'opinion avait de Ntumazah: «*homme d'aucun appareil, j'ai pu concrètement me situer à l'intersection des deux lignes symbolisées par deux hommes: Ndeh Ntumazah et Michel Ndoh.* ***Le premier restait baigné d'une espèce d'aura de vieux compagnon des pères fondateurs; ce qui, pour la vieille garde, est un gage de légitimité;*** *les opportunistes, à l'aise sous sa bannière, entameront tout ce qui lui reste de probité. Le second résistant clandestin à l'usure, apparaît comme la figure de proue des jeunes loups purs et durs qui, sur le terrain incertain de la politique politicienne, se révèlent de naïfs manœuvriers".*

1996 tandis que feu Kom David devait lui tenir la main pour signer les documents! De son côté Tchoumba Ngouankeu détectait et neutralisait tous les cadres upécistes bamilékés qui pouvaient lui faire de l'ombre. Qui a été soutenu et poussé en avant par l'autre du Nyong et Kélé ? Si ce n'est pas là une technique de blocage du progrès du parti de leur part, alors que signifie un tel comportement ? Ceux qui ont eu le toupet de comparer Ntumazah à Nelson Mandela ne voient-ils pas la différence de comportement entre ces deux hommes, au moins sur ce point? Mandela a soutenu le jeune Tabo Mbéki pour le remplacer à la tête de l'ANC et de l'Etat d'Afrique du Sud; voilà l'action d'un vrai patriote. Placé dans une situation semblable (mutatis mutandi) qu'a fait Ntumazah ?



Kingue Samuel lisant le discours de Ntumazah.
Le tuteur d'un arbre penchant ?



Feu Kom David tenant la main de Ntumazah pour signer un document au congrès de 1996

Après que les « upécistes révolutionnaires » commirent l'erreur politique de démissionner du bureau provisoire de Dika Ackwa[15] dans lequel ils étaient pourtant fortement représentés, le groupe du château constituait le gros de l'UPC légalisée. Le peuple upéciste ne pouvait pas savoir que les manidemistes étaient nombreux dans le bureau de Dicka parce qu'il ne connaissait la plupart de ses dirigeants que par leurs pseudonymes remontant à la période de la lutte clandestine. TCHOUMBA NGOUANKEU ISAAC avait aussi démissionné de ce bureau dont il était le Vice-Président, mais pour des raisons différentes. Cette démission comme celles qui interviendront plus tard, provoque une crise de direction. En effet on constate que sa fonction principale depuis le temps de

---

[15] *« Mais bien avant cette légalisation du 12 janvier 1991, la clique Ekane-ARPA-MANIDEM avait pris soin de publier dans le journal la détente de janvier 91, la lettre de démission des postes qu'ils occupaient dans le bureau exécutif actuel élu le 20.12.90 devant eux et avec leur vote. »* Le combattant N° 516 du lundi 26 Août 1991 p.9

Ruben UM NYOBE est de détruire les directions successives de l'UPC. Une organisation, tout comme un être vivant, ne peut survivre sans tête. C'est une des sources principales des difficultés récurrentes de l'UPC au cours de son histoire. On peut d'ailleurs se demander pour qui travaillaient certains dirigeants de l'UPC MANIDEM qui poussaient fortement le groupe vers la démission du bureau de Dicka. A qui a profité cette démission?

Au fur et à mesure que l'échéance approchait, le bloc formé par les groupes II et III, manifestement constitué pour démolir le groupe I, multipliait les embûches pour faire échouer le Congrès unitaire. A la fin, prétextant du refus de l'autorisation officielle pour le Congrès de Bafoussam, refus dans lequel ils n'étaient pas pour rien, **ils décidèrent de tenir le Congrès à Nkongsamba** où ils se faisaient forts d'obtenir une autorisation[16]. Pour justifier cette décision, NTUMAZAH prétendit plus tard qu'elle émanait du CNP. A supposer que le quorum fût atteint lors de la réunion du CNP qui prit cette décision de tenir le congrès à N'kongsamba le 26 décembre 1991, il reste qu'une décision du CNP ne peut pas annuler la résolution de la conférence de plus de 1500 upécistes, conférence qui, à Eséka en septembre 1991décida de tenir un congrès unitaire le 19 décembre 1991à Bafoussam et qui nomma le CNP précisément pour l'appliquer et non pour la trahir. Le préfet de Nkongsamba leur donna non seulement l'autorisation, mais aussi le stade de football comme lieu des assises. Pourquoi le pouvoir autorise le Congrès de

---

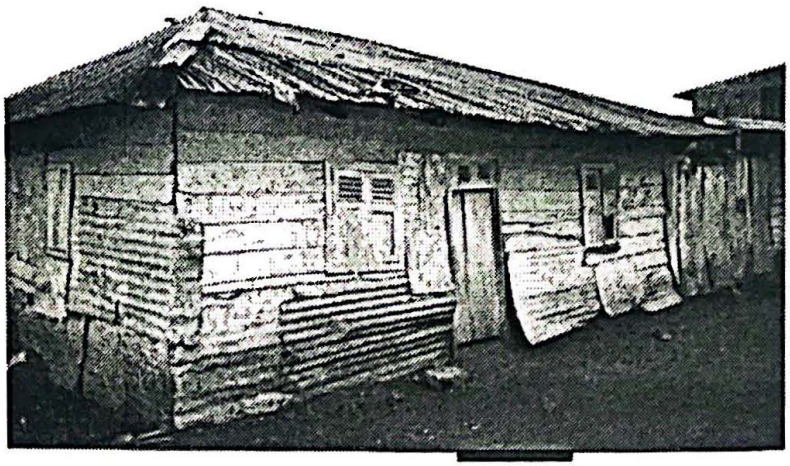
[16] *En fait, j'avais obtenu un récépissé délivré en bonne et due forme par le Sous-Préfet de Bafoussam. Mais cette autorisation qui ne disait pas son nom était vidée de son contenu. Je n'avais pas de local. A cause des pressions du pouvoir, les propriétaires de salles se rétractaient les uns après les autres.*

Nkongsamba, et pas celui de Bafoussam? Nombre d'indices montrent que des agents du pouvoir agissent dans ces groupes réunis à Nkongsamba. On y trouve divers personnages douteux comme Dicka Akwa qui est régulièrement reçu, bien que discrètement, à Etoudi, mais également Ntumazah et d'autres que tout le monde connaît maintenant puisqu'ils ont rejoint le RPDC. On finit toujours par tomber du côté où l'on penche. Aidés par les moyens d'information et de répression du gouvernement, ils réussirent à tromper de nombreux upécistes qui, de bonne foi, ne vinrent pas à Bafoussam mais allèrent, la semaine d'après, au Congrès de Nkongsamba. De sorte que la majorité des congressistes présents à Bafoussam étaient des délégués des organismes liés directement ou indirectement au Comité Central. Mais en dehors de ces organismes, heureusement, tous les militants ne tombèrent pas dans ce piège. Par exemple, René Philombe et Kamsi Innocent ne se laissèrent pas impressionner par la propagande mensongère du gouvernement. Ils expliquent clairement comment ils ont déjoué ces pièges (voir leurs interventions devant le congrès). Ils étaient des dirigeants, de vrais. N'est pas dirigeant de l'UPC qui veut! Le choix de Nkongsamba par les "upécistes du pouvoir"" pour tenir leur congrès n'était pas anodin. Situé à 120 km au Sud-Ouest de Bafoussam, à mi-chemin entre le fief upéciste de Douala et la ville de Bafoussam, Nkongsamba, chef-lieu du département du Moungo qui fut la zone d'influence par excellence des maquisards upécistes, était tout un symbole. C'est dans ce département qu'Ernest Ouandié fut arrêté, avant d'être fusillé sur la place publique à Bafoussam après un simulacre de procès, en 1971. Vous ne pouvez pas aller de Bafoussam à Douala sans passer par là, à moins de faire un grand détour. Je ne résiste pas à l'envie de raconter ici certains faits troublants que j'ai vécus, relatifs à ce congrès. Rentrant à Douala quelques jours après le congrès de Bamougoum, je passe donc par Nkongsamba qui est aussi la

ville de mon enfance. J'arrête ma voiture à l'entrée de la ville en apercevant plusieurs militants upécistes arborant fièrement le foulard rouge frappé du crabe noir. Ils arrivaient pour le congrès et se réjouirent de me voir, persuadés que je venais aussi pour ce Congrès. Qu'elle ne fut pas leur surprise en apprenant par ma bouche que le Congrès avait déjà eu lieu et que je n'allais pas au Congrès de Nkongsamba! En même temps je commençais à découvrir aussi que c'est de bonne foi, intoxiqués par les médias du gouvernement, que beaucoup d'upécistes ne vinrent pas au Congrès de Bafoussam. La radio avait annoncé qu'il n'aurait pas lieu! Les mois qui suivirent, je fus interpellé à plusieurs reprises à Douala par des upécistes qui avaient été au Congrès de Nkongsamba, et qui reprochaient à Michel NDOH et à moi aussi, de ne pas y être venus « prendre les places qui nous revenaient » (selon eux) dans la direction de l'UPC.

La troisième difficulté importante au cour de la préparation du congrès unitaire de Bafoussam vint de là où je m'y attendais le moins : de mes propres camarades du « Comité Central », c'est-à-dire du groupe I de la classification ci-dessus. Je me souviendrai toujours de la dernière réunion du Comité National Préparatoire tenue à Bafoussam chez feu le camarade TAKOUKAM David, quelques jours avant le 19 décembre. Ce fut une réunion décisive. Ndeh NTUMAZAH arrivé au Cameroun quelques jours auparavant était là. Son silence rappelait le fauve tapi dans l'ombre attendant le moment opportun pour bondir sur sa proie. Au cours de cette longue nuit mémorable, face au peloton serré des Tchoumba, Mayi, et de leurs lieutenants bien décidés à éviter à tout prix un Congrès unitaire dont ils n'étaient pas sûrs de sortir majoritaires, notre groupe se retrouva bien maigre et sans aucune concertation préalable. Nos ténors étaient restés à Douala. Malgré les efforts que nous

déployâmes, avec Louka Basile, Daniel NGON (alias DIAZ) et quelques autres au cours de cette réunion, le Congrès unitaire de Bafoussam fut pratiquement enterré ce jour là. L'artillerie lourde actionnée contre moi pendant le Congrès de Bamougoum me fit comprendre pourquoi j'avais été si peu aidé par mes camarades dirigeants de l'UPC - Comité Central au cours de cette préparation du Congrès.



Cette maison a plus de 50 ans. Encore debout aujourd'hui à Nkongsamba, elle est le témoin vivant de l'engagement des upécistes du Mungo. Elle appartient à ***Choupé Isaac****, un dirigeant local du parti. Ses murs brisés traduisent la hargne des soldats qui venaient l'arrêter. Ils fracassèrent portes et fenêtres, emportèrent des cantines et des cantines de documents. Alerté par le dispositif de veille, Choupé s'était enfui avant leur arrivée. Opérant ensuite à partir des territoires sous mandat de la Grande Bretagne il fût arrêté près de Tombel après qu'un accord entre la France et l'Angleterre permis à l'armée franco-Ahidjo d'entrer enfin dans la zone sous contrôle anglais. Ramené à Nkongsamba il fût torturé à mort dans les locaux de la BMM - Brigade Mixte Mobile- près de la gare ferroviaire de Nkongsamba. A l'époque, sa famille n'avait même pas le droit de le pleurer!]*

En fait le Congrès Unitaire de Bafoussam n'eut pas lieu !

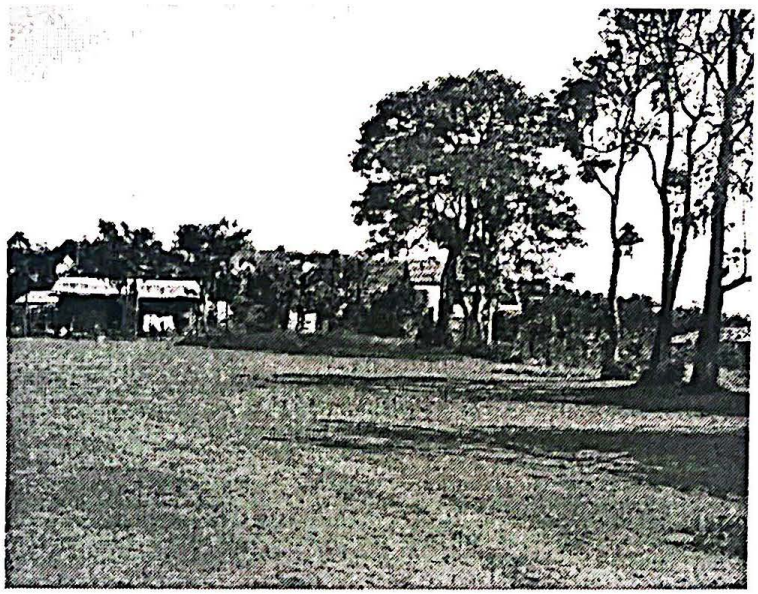
Lorsque la horde d'"upécistes révolutionnaires" déferla sur Bafoussam ce matin du 19 Décembre 1991, avec à leur tête ces

mêmes dirigeants qui n'étaient pas venus quelques jours plus tôt défendre leur Congrès lors de la réunion préparatoire, j'étais très embarrassé. Je n'avais à leur offrir que le siège du parti que j'avais réservé au Centre de Bafoussam et qui, en aucune façon, ne pouvait abriter un Congrès.
Nous tînmes une réunion très angoissante dans ce siège. Ma conviction profonde était alors qu'il ne fallait pas tenir ce Congrès, mais que nous devions nous rendre tous en masse au Congrès de Nkongsamba. C'était un coup à tenter pour essayer de faire coïncider la légalité avec la légitimité. Je ne pouvais pas l'exprimer. J'eus été incompris devant la détermination très forte des militants qui voulaient " leur Congrès" à tout prix. De plus la condition sine qua none d'un tel coup était une entente sans faille au sein du groupe dirigeant issu du comité central, ce qui était loin d'être le cas. La réunion était dans l'impasse lorsque feu NKWECHE Jean Bosco à qui il faut encore rendre hommage pour son courage, sortit une solution de son chapeau tel un presdigitateur. Il amena tout le monde dans sa concession familiale à Bamougoum. Pour ceux qui connaissent Bafoussam, imaginez des militants déterminés, jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, marchant avec détermination dans un long cortège ininterrompu de Tamdja (centre ville de Bafoussam) jusqu'à Bamougoum, sans que la police, invisible, ne lève le petit doigt! La scène du Congrès n'était ni plus ni moins que les champs habituellement cultivés par la famille Nkwétché. Fort heureusement il n'y a ni semence ni récolte en pays bamiléké au mois de décembre. Le Congrès s'y tint dans l'impréparation matérielle totale, sans autorisation, contre vents et marées! Ici il faut entendre « vent » au sens figuré comme au sens propre, car les assises avaient lieu au grand air de jour comme de nuit, au soleil comme dans le froid des nuits de l'Ouest, sans même un pull-over pour la plupart d'entre nous! Imaginez le cas des hommes et des femmes qui ont toujours vécu dans le chaud climat de Douala ou d'Edéa, qui sont venus

à Bafoussam sans prévoir aucun habit chaud en pensant que le congrès se déroulerait dans une salle fermée et qui se retrouvent en plein air pendant quatre jours et quatre nuits ! Je ressentais comme un grand privilège d'avoir sur moi une chemise et une veste! Je pus même prêter à quelques camarades autour de moi des pull-overs familiaux ramassés à la hâte. Quelques planches posées sur des briques servaient de siège. Le bureau du Congrès avait droit aux chaises du domicile personnel de Jean Bosco. Mais il n'y avait pas de places assises pour tout le monde. Pas de lits bien évidemment. Pas de couverture. Pas de nourriture. Il y avait bien une ou deux minuscules échoppes offrant des bananes rondes de l'Ouest, et peut-être une "vente à emporter" (entendez bar ou bistrot comme vous voulez) mais leurs provisions étaient faibles, comparées à la masse des congressistes affamés. Les militants non bamilékés n'ont jamais bu autant de vin de raphia de leur vie. Le froid, la faim, la soif, le manque de sommeil, la fatigue... En un mot l'enfer ! Il faut espérer que ceux qui venaient pour la première fois dans cette région des hauts plateaux balayés par des vents froids et secs, ou qui ne connaissaient personne à Bafoussam, n'ont pas maudis une fois pour toute la région de l'Ouest ! C'était chacun pour soi, et la solidarité pour tous, heureusement! Une belle pagaille. Aucune logistique. Aucune intendance. Aucune prise en charge d'aucun problème d'organisation ni d'aucun congressiste quel que soit son problème. Chacun se débrouille. Personne ne répondait de rien. Une scandaleuse et complète carence d'organisation. Qui étaient ou plus exactement qui auraient dû être les organisateurs de ce Congrès ? La décision même de tenir le congrès à Bamougoum fût prise comme on l'a vu plus haut, non par une instance dirigeante, mais par une assemblée informelle. Le rôle que le CNP m'avait confié s'achevait à l'ouverture du Congrès. Le gros du CNP n'était pas là. Ils sont allés à Nkongsamba une semaine plus tard. Quant à

la direction de l'UPC MANIDEM à laquelle j'appartenais, elle ne m'avait confiée aucune mission particulière. C'est donc tout à fait à titre personnel, mû par ma seule conscience, que je me rendis dans ma famille pour ramener un peu de nourriture et quelques vêtements chauds, malheureusement en trop petite quantité par rapport aux besoins. Dans cet enfer, les upécistes soutinrent un rythme de travail prodigieux pendant quatre jours! EXTRAORDINNAIRE ! Combien de congressistes sont tombés malades pendant et après ce congrès? Il est impossible qu'il n'y en ait pas eu.

Voici, photographié 14 ans plus tard le site du congrès
En plein air! C'est devenu en partie le terrain de jeu des enfants du village.
Une autre partie a été construite.



Une autre vue du site: au fond à droite la nouvelle maison de la famille Nkwétché.

Voilà pourquoi, sans être unitaire au sens prévu par la Conférence d'Eséka, le Congrès de Bamoungoum n'en fût pas moins historique. Il fut un Congrès historique pour plusieurs raisons dont la moindre n'est pas que, malgré tout, il marqua par sa seule tenue un succès de l'UPC contre le pouvoir qui ne voulait pas qu'il se tienne. Imaginez un peu le succès politique que le gouvernement aurait engrangé si le Congrès de Nkongsamba, tenu en l'absence des upécistes du Comité Central, avait été le seul Congrès de l'UPC !

Inévitablement, compte tenu de tout ce contexte, le Congrès de Bamougoun ne fut pas, ne pouvait pas être à la hauteur des enjeux tant nationaux qu'intérieurs au parti et à l'opposition, parce qu'il fit l'impasse sur trop de questions essentielles, voire fondamentales, dont voici quelques unes et pas des moindres:

A qui incombait la préparation matérielle et politique du congrès ?

A Eséka la question de la direction du parti dans la période intérimaire fut laissée en suspens. L'UPC MANIDEM avait une direction : le Comité Central avec son Bureau Politique et son Secrétariat ; et elle n'était pas fictive. Les autres groupes ne disposaient pas d'une direction formelle, mais d'hommes influents qu'ils suivaient. Les groupes n'avaient pas été dissous à la Conférence de Réconciliation. Le Comité Central continua donc de fonctionner. Le CNP avait pour seule charge de préparer le Congrès unitaire.

Ce qui laisse interrogateur c'est le comportement du Comité Central dans cette période préparatoire. Son engagement dans la préparation du Congrès n'était pas à la hauteur des ambitions qu'il nourrissait. On pouvait imaginer que ce groupe, le mieux organisé, ayant des idées assez arrêtées sur la conception du parti allait s'investir dans la préparation politique et matérielle du Congrès. Mon travail comme membre du CNP s'effectuait essentiellement dans le cadre de la préparation logistique à Bafoussam. Est-ce que le gros de la direction du Comité Central resté à Douala s'occupait de la préparation politique? Je ne le sais pas. Mais la façon dont le Congrès s'est déroulé, et le nombre de problèmes fondamentaux non abordés au Congrès laisse penser que cette préparation ne fut pas bien assurée. L'opinion exprimée par une congressiste, Suzanne KALA LOBE, conforte cette appréhension :
« J'ai du mal à croire que ce soit lui (le « camarade KUISSU » - NDLR) *qui soit responsable de la précipitation avec laquelle nous avons tenu ce Congrès et de l'absence d'une véritable discussion politique sur des questions essentielles; j'ai du mal à croire. »*

Même après mon intervention qui a pourtant soulevé des problèmes de fond, on n'a entendu aucun des principaux dirigeants du Comité Central s'exprimer sur ces sujets fondamentaux! Ni sur le type de parti qu'il fallait dans la nouvelle période historique, ni sur la conception de la direction, ni sur l'unité du parti, ni pour présenter lors de l'élection de la direction des camarades qu'ils étaient seuls à connaître pendant la clandestinité, ni sur le numéro du Congrès, même après l'interpellation sur ce sujet par un militant. Par contre ils ne furent pas tous muets sur l'entrée de certains camarades dans la nouvelle direction du parti, ce qui laisse penser que les questions de positionnement personnel avaient pris le pas sur la préparation politique. Tout s'est passé comme si le groupe Comité Central voulant prendre le pouvoir au sein de la nouvelle UPC qui allait sortir de Bafoussam, un groupuscule en son sein avait conçu l'idée folle de s'en approprier la direction.

C'est tout de même extraordinaire qu'aucun dirigeant du **Comité Central, groupe qui a fait du socialisme scientifique l'idéologie de l'UPC lors du 3e congrès en 1982**, ne soit intervenu ni pendant la préparation du Congrès unitaire, ni au cours de son déroulement pour expliquer aux militants quelle était la signification et la faisabilité de cette option idéologique à **notre époque** et **dans notre société**, comme l'ont si bien fait les fondateurs de l'UPC en leur temps. Au contraire, cette question fondamentale fut escamotée et pire encore, utilisée comme angle d'attaques téléguidées contre le camarade KUISSU accusé de dérive droitière. Mis sur la défensive par ces agressions, j'abordai la question idéologique plus pour m'expliquer que pour l'expliquer aux militants. Ceux d'entre eux qui ont pu être convaincus que j'étais tel que me décrivaient mes accusateurs auraient de toute façon accueilli mes propos avec scepticisme. Pourtant des congressistes demandaient des éclaircissements. L'intervention de Marie -

Thérèse OWONO (voir plus loin, la nature du parti) était aussi une interrogation à laquelle il fallait que des dirigeants répondent. Celle de Suzanne KALA LOBE était encore plus explicite. En voici un extrait :

« La question de l'orientation idéologique du parti, la question de la stratégie politique du parti, la question du mode d'organisation, ces trois questions là ont été des questions permanentes qui ont été posées par nombres de camarades depuis une dizaine d'années. La mutation actuelle que subi le parti, et le parti est entrain de subir une mutation, c'est que il y a des positions qui se cristallisent autour de deux pôles. Sommes-nous socialistes ou ne le sommes-nous pas? Discutons-en, discutons en sereinement et moi je pensais que ce Congrès, dans la mesure où les autres n'étaient pas la, allait nous donner l'occasion non pas seulement d'un grand déballage du genre Conférence Nationale du Congo mais surtout d'une clarification et d'une confrontation des points de vue. Et s'il s'avérait que les points de vue des marxistes n'étaient pas retenus par ce Congrès-ci et si moi, Suzanne Kala Lobe, je me reconnaissais marxiste j'aurai décidé à la fin de ce Congrès de démissionner. »

Mais elle ne parvint pas à sortir les dirigeants de leur mutisme. Les « marxistes honteux », c'est-à-dire manquant du courage de leur opinion, gardèrent le silence.

La question de l'unité du parti de l'UPC

D'où viennent les divisions de l'UPC ?

Elles viennent des conditions de clandestinité dans laquelle l'UPC a vécu la plus grande partie de son existence. Elles viennent de l'action du pouvoir pour détruire ce parti. Elles viennent enfin des erreurs et des comportements coupables des

upécistes eux-mêmes. Pour bien comprendre la nécessité de l'unité, il faut bien comprendre pourquoi et comment les divisions se sont installées dans ce parti.

Il est actuellement de bon ton de constater ces divisions, que ce soit pour les regretter ou que ce soit pour s'en réjouir, selon le côté où l'on se situe. Il est courant aussi d'entendre des explications diverses à cet état des choses. Ces explications se contentent le plus souvent de généralités ou de lieux communs qui ne vont pas au fond des choses. Dire que l'UPC est gangrenée par le tribalisme, les trahisons, les ambitions personnelles, n'est qu'une première approximation. Il est certain que le parti UPC a déçu les camerounais, tout comme les dirigeants de ce parti ont déçu les militants. Voilà une première remarque. Dire que le pouvoir veut détruire l'UPC est une évidence. Si on s'intéresse de près à l'évolution historique de ce parti, on comprend vite que les divisions ne datent pas d'hier et qu'elles proviennent de causes objectives. Ces causes sont soit externes soit internes à l'UPC.

Les causes externes sont de trois ordres. En premier lieu il faut reconnaître que les exactions de la France au Cameroun durant la guerre de libération nationale menée par l'UPC furent particulièrement graves. Les phénomènes de ralliement au pouvoir ou de constitution de **fractions upécistes liées au pouvoir** ont commencé à cette période. Le nom de MAYI MATIP vient irrésistiblement à la mémoire dès qu'on aborde ces phénomènes, mais il n'est pas le seul. Il a dépensé beaucoup d'énergie pour se laver de la tâche qui le marque depuis cette période, sans y parvenir jusqu'à sa mort. Revenu à l'UPC après avoir exercé le pouvoir comme un des dirigeants de l'UNC/RDPC, il a poursuivi cet objectif en cherchant avec une constante obstination à toujours occuper le poste de Secrétaire à l'histoire dans la direction de l'UPC. J'ai reçu régulièrement par la boîte postale de l'UPC en France l'éphémère journal **"le Mont Cameroun"** rempli d'articles à la

gloire de Mayi Matip. Rien n'y fit. L'histoire retiendra à tout jamais que " **la première division sérieuse apparue dans le parti date de la disparition du Secrétaire Général, et de la sortie du maquis du camarade MAYI"**[17]. De nombreux ouvrages et écrits plus ou moins récents exposent les détails de l'action de la France au Cameroun. Certains opposants camerounais se sont même fait une spécialisation dans la dénonciation répétitive, mécanique et lassante de la néfaste influence aujoulatiste[18] au Cameroun. Pierre Messmer[19] arrivé en avril 1956 comme haut commissaire (entendez gouverneur) de la France au Cameroun explique comment il mit en œuvre une "*politique énergique de contre guérilla*", tua les chefs de la guérilla notamment Nyobé Pandjock cité nommément, et comment les "*maquisards découragés (*venaient*) se rallier au gouvernement*". Et il ajoute: " *La fin de la rébellion suivra de peu la mort de UM Nyobé, le 13 septembre 1958, quand le chef de l'UPC tombera sous les balles d'une patrouille de tirailleurs saras (tchadiens) conduits par un agent de renseignements bassa. A cette date, j'avais quitté depuis sept mois le Cameroun où me succédèrent deux hauts-commissaires, Jean RAMADIER puis Xavier TORRE."*

En deuxième lieu le constat est unanime que les gouvernements post coloniaux ont mené contre l'UPC une lutte

---

[17] *Cité de Michel NDOH dans son intervention à la conférence de réconciliation des upécistes à Eséka.*

[18] *Louis Paul Aujoulat, né le 28 Août 1910 à Saïda en Algérie, décédé le 1er décembre 1973 à Paris, colon français ayant résidé longtemps au Cameroun avant l'indépendance. Il a gardé longtemps et jusqu'à sa mort une influence occulte mais réelle sur la vie administrative et politique au Cameroun.*

[19] *P. Mesmer," les blancs s'en vont" chez Albin Michel p. 124*

acharnée parce que ce parti était pendant longtemps une menace pour leur pouvoir. Au cours de l'histoire cette lutte a changé de forme et de méthode, elle a varié en intensité, mais n'a jamais changé d'objectif, qui est l'anéantissement de l'UPC. Sans rentrer dans les détails, on peut conclure que cette lutte a accentué les ralliements, les trahisons et poussé à l'extrême la recherche de l'inféodation de l'UPC au pouvoir, sans succès jusqu'à l'avènement de Paul BIYA. L'histoire retiendra que par une invention diabolique qui s'appelle **le multipartisme assorti de la confiscation des directions de parti**, celui-ci a réussi à voler aux upécistes leur parti.

En troisième lieu, il faut savoir que les répercussions dans l'UPC des divergences idéologiques au sein du mouvement communiste international ont divisé ce parti. La guerre froide qui conditionnait toutes les stratégies politiques après la deuxième guerre mondiale a renforcé ces divisions. Ainsi, aux divergences inter socialistes est venue s'ajouter l'opposition Est/Ouest. NDEH NTUMAZAH s'est illustré comme un allié du camp de l'Ouest contre le camp de l'Est, un anti communiste virulent. Certains ont eu l'outrecuidance de le comparer à Nelson MANDELA! Erreur. Ntumazah qui prétendait lutter contre le néo colonialisme a passé tout son exil à combattre la seule force organisée réellement anti néocoloniale qu'était l'UPC MANIDEM qu'il taxait de communiste. A l'opposé de ce comportement, avec Nelson MANDELA, un vrai patriote, l'ANC a toujours travaillé en collaboration avec le parti communiste d'Afrique du Sud contre l'ennemi commun qu'était l'apartheid. C'est ici une occasion de rendre encore hommage au grand patriote que fût MONGO BETI. Il lui est arrivé de traiter les upécistes du MANIDEM de "staliniens tropicaux", mais cela ne l'empêcha jamais de collaborer avec nous sur de nombreux fronts de lutte. Avant 2005, on pouvait seulement suspecter la hargne anti

MANIDEM de NTUMAZAH d'être profitable au pouvoir. Depuis qu'il a officialisé son accord avec KODOCK au service du RDPC, c'est devenu un fait établi, qui plonge dans le désarroi les militants qui croyaient encore en lui, et qui éclaire d'un jour nouveau tout son parcours politique. En avouant officiellement sa solidarité (qui était jusque là souterraine) avec Kodock, il enlève aux upécites qui en rêvaient encore, l'espoir de ramener l'UPC légale dans l'opposition. Venant après la dissolution de l'UPC MANIDEM ce ralliement de NDEH TUMAZAH apparaît comme un véritable coup de Jarnac contre le parti. **L'histoire retiendra que ce prétendu dirigeant historique de l'UPC s'est mis publiquement au service des forces politiques auxquelles l'UPC s'est toujours opposée.**

Les causes internes des divisions de l'UPC ne sont pas assez étudiées. C'est compréhensible. Ce parti qui a eu 57 ans le 13 sept 2005 n'a connu que 7 ans d'existence légale. Elle a donc vécu un demi-siècle en clandestinité. **La clandestinité est la première cause interne des divisions.** Qui peut voir à travers l'épaisseur de 50 ans d'obscurité? Clandestinité veut dire cloisonnement. Celui qui est dans un compartiment ou à un niveau de la hiérarchie structurelle ne sait pas ce qui se passe dans les autres compartiments et les autres niveaux. Seule la direction peut avoir une vue sur l'ensemble dans les conditions idéales, qui ne se sont jamais réalisées.

A ce cloisonnement organisationnel dû à la clandestinité s'en ajoutaient deux autres, propres à l'UPC: le cloisonnement spatial et le cloisonnement historique. Sur le plan spatial la communication entre les nombreux lieux géographiques[20] où

---

[20] *Les militants et combattants étaient très éparpillés*, avec des colonies plus ou moins étoffées au Soudan et au Caire puis, au Congo, en Angola, en Guinée, en Algérie, au Ghana, en Chine, en Europe de l'Est, en Europe de l'Ouest et spécialement en France etc.

militaient les upécistes était très difficile et encore plus après la mort du président MOUMIE. La jeunesse actuelle, familiarisée avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication aura du mal à comprendre comment il était difficile de transmettre courriers et directives d'un secteur géographique à l'autre, y compris au sein d'un même pays. Peuvent-ils s'imaginer par exemple que lorsque j'habitais à Strasbourg, je devais effectuer un voyage de quatre heures de train à l'aller et autant au retour pour soumettre un projet écrit à l'appréciation d'une réunion de dirigeants avant sa mise en circulation ? Aujourd'hui l'affaire serait réglée en un clic de souris d'ordinateur. Sur le plan historique les militants des premières générations, en gros ceux qui étaient upécistes avant 1970 connaissaient peu les militants des jeunes générations. Cette méconnaissance réciproque prévalait à l'intérieur même du pays où de tout temps, y compris à l'acmé de la répression, vivait le gros des militants. De la méconnaissance à la méfiance il n'y a qu'un pas qui malheureusement était parfois franchi! A cause de la répression, les jeunes militants évitaient le plus souvent (mais pas toujours) de prendre contact avec les anciens, et réciproquement.

Une autre conséquence de la clandestinité et de ses nombreux cloisonnements fut l'isolement des dirigeants, séparés des militants par de nombreux relais nécessaires. Ces relais introduisent des distorsions dans les messages transmis dans les deux sens, c'est-à-dire de la direction vers la base et de la base vers la direction. Ces distorsions pouvaient être volontaires ou involontaires, spontanées ou commandées. C'est ainsi par exemple qu'une directive que j'ai rédigée en 1990 pour les cadres dans le pays pendant que j'étais encore en exil n'est jamais parvenue à destination !

Maintenant, qu'on le veuille ou non, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le regrette, la clandestinité est finie! Est-ce irréversible? C'est une autre question.

Cependant, comme il apparaîtra au cours de cet exposé, la clandestinité n'est pas la seule cause interne de division. Il y en a d'autres. Les causes externes ne suffisent pas à expliquer la déconfiture de l'UPC. **S'il n'y avait eu que la répression coloniale et post coloniale, jamais l'UPC n'aurait été réduite à un objet de risée publique**. D'autres partis politiques d'opposition clandestine en d'autres temps et en d'autres lieux ont subi des pressions et des répressions au moins aussi fortes que celles subies par l'UPC depuis sa création et ont tenu le coup. Certains ont mieux réussi leur sortie de clandestinité, comme par exemple le PAI au Sénégal, le Front Populaire Ivoirien (FPI), le parti communiste sud africain, l'ANC etc... Pourquoi l'UPC a été si vulnérable face au pouvoir ? Le débat est ouvert, si on veut bien admettre qu'il y a au moins débat. Pour contribuer à ce débat, on peut avancer quelques idées : l'UPC n'a pas eu les soutiens puissants dont a bénéficié l'ANC par exemple. Mais quel soutien avait le FPI en Côte d'Ivoire? Une caractéristique constante des partis qui ont résisté et gagné, est la cohésion et la fermeté du leadership. C'est ce qui a fait la force de l'ANC. C'est ce qui nous a manqué et qui manque d'ailleurs globalement à l'opposition camerounaise. Avec le recul dont nous disposons aujourd'hui, on ne peut pas affirmer que cette carence de notre direction était due à une divergence idéologique plus qu'à des positionnements opportunistes. La divergence idéologique a certainement existé entre certains dirigeants historiques à la faveur de la guerre froide, mais pour les jeunes générations, elle est tombée du ciel au Congrès de Bamougoum. Jusque là les dirigeants de l'UPC MANIDEM partageaient la même idéologie que les observateurs extérieurs au parti remarquaient à notre langue de bois. Je n'ai pas le souvenir d'une divergence idéologique apparue au cours d'un débat au sein de bureau politique, du Comité Central, d'un séminaire ou d'une séance de l'école des cadres. Par contre j'ai des souvenirs précis de

désaccords parfois orageux au sein de la direction lorsqu'il a fallu prendre des décisions concrètes. Il y avait comme une incapacité structurelle chez certains dirigeants à aborder les problèmes de façon concrète et à trancher dans un sens ou dans un autre. Il en résultait parfois des débats interminables assortis de résolutions mi-chèvre, mi-chou. C'est entre autres raisons parce que j'ai essayé de rompre avec la langue de bois et d'indiquer des orientations praticables que l'arme de la divergence idéologique fut inventée pour m'attaquer lors de ce Congrès. De plus, le déroulement de notre sortie de clandestinité, l'observation de la période qui a suivi, le réexamen de certains comportements de la période clandestine, permettent de conclure par une sentence que notre camarade Suzanne KALA- LOBE avait coutume de déclamer: " **le ver est dans le fruit**", disait-elle. Le pouvoir en savait à notre sujet plus que nous ne pouvions l'imaginer. C'est la raison pour laquelle chaque upéciste devrait dire ce qu'il sait. Les dirigeants de la période clandestine doivent éclairer les militants. Ce qu'ils cachent, le pouvoir le sait souvent déjà, et c'est donc les militants et la population qui sont maintenus dans l'ignorance.

Comment a été gérée la question de l'unité au sortir de la clandestinité

Alors que la lumière de la légalité venait enfin éclairer 50 ans d'obscurité, certains upécistes se sont évertués à épaissir encore cette obscurité.
Le projet de Congrès unitaire conçu à Eséka fut en réalité une partie de poker menteur.
Tout le monde parlait d'unité, mais tout le monde n'y mettait pas le même contenu.
Pour les upécistes de «52 » il ne fallait absolument pas que le MANIDEM prenne la direction de l'UPC réunifiée. La meilleure façon d'y parvenir c'était d'éviter à tout prix de se

trouver en compétition avec eux dans une élection libre au sein d'un Congrès, car « ces gars là » sont capables de surprendre en toutes circonstances. Il ne fallait donc pas que le Congrès unitaire se tienne. Leur arme? L'exclusion ! Pour eux les upécistes du Comité Central ne sont pas des upécistes! Quand un upéciste de 52 se trouve face à un upéciste- Comité Central il n'a qu'un mot à la bouche : "**tu n'es pas upéciste !**" Cette position marque une régression par rapport à la position exprimée par feu SENDE Joseph au nom de ce groupe dans une interview au journal "Jeune Afrique" en juillet 1985. Extrait:

*" **Jeune Afrique:** quelle UPC représentez-vous? Le noyau relativement bien connu et basé en France vous reconnaît-il?*

***Joseph Sende:** évitons toute confusion. L'UPC est née au Cameroun. Tous ses dirigeants historiques sont morts. La légalité appartient aux membres survivants du Comité Directeur élus au deuxième et dernier congrès de 1952. Certes, grâce aux upécistes de l'extérieur, la flamme du parti a été maintenue. Nous ne sommes pas en contact, mais **ils sont des nôtres** (souligné par SK)_. Le troisième congrès devrait se réunir ici, au Cameroun, pour élire de nouveaux membres.*

***JA:** Combien de membres compte ce comité Directeur?*

***JS**: ils étaient 37 en 1952. C'est tout ce que je peux vous dire pour des raisons de sécurité.*

***JA:** Et vous faites parti de ces survivants...*

***JS:** Non, mais j'ai reçu d'eux mandat d'agir au nom du parti.*

....."

Donc, en 1985 non seulement les upécistes de 52 admettaient les militants de l'UPC-MANIDEM comme upécistes (ils sont des nôtres, dit leur représentant Sendé) mais en plus ils nous reconnaissaient le mérite d'avoir maintenu la flamme du parti.

Alors pourquoi en 1991 nous jettent-ils à la figure comme une insulte, le label Manidem? Que s'est-il passé entre temps? Le pouvoir qui craignait le danger d'une fusion des générations, fusion qui aurait fait de l' UPC une puissante force politique a-t-il infléchi leur position? En effet **cette position exprimée par SENDE contenait des conditions favorables pour aller vers une bonne unité du parti.** Que dit Sende? Il dit en résumé ceci: 1° **les upécistes du Comité Central sont des upécistes,** 2° Je prends acte de leur activité qui a permis de maintenir la flamme du parti, 3° **je ne reconnais pas les 3e et 4e congrès** qu'ils ont tenus et je considère que la direction élue au 2e congrès en 52 est la seule direction de l'UPC, 4° Mais nous allons régler tout ça au 3e congrès qui doit se tenir rapidement au Cameroun. Il faut ajouter quatre informations à cette interview pour rendre le contexte encore plus intelligible. La première c'est que Sende lui-même prit contact avec nous et reçut mandat du Comité Central pour défendre la légalité de l'UPC devant les tribunaux. La deuxième c'est qu'il s'est adressé à nous parce que la Cour Suprême lui déniait la qualité de dirigeant upéciste. La troisième c'est qu'il n'est pas sûr qu'il ait reçu effectivement mandat des survivants du Comité Directeur de 1952. Si on peut comprendre qu'en 1985 ces survivants se cachent, pourquoi ne les a-t-on pas vus en 1991 après l'amnistie et l'ouverture politique? Combien étaient-ils ? La quatrième c'est que l'UPC Manidem avait publiquement et fortement soutenu Sende dans son procès contre l'Etat camerounais. Comment donc comprendre que des dirigeants de l'UPC Manidem aient par la suite théorisé et mis en pratique la rupture avec le groupe que représentait Sende? Est-ce que eux-aussi ont vu leur position infléchie par le pouvoir entre temps, ou est-ce de l'infantilisme gauchiste?

Joseph Sendé

Figure connue de l'UPC camerounaise, le Dr Joseph Sendé a été détenu (de février à juin 1984) après avoir plaidé pour la légalisation de son parti. Libéré, il raconte...

Dès lors que nous étions reconnus par les autres upécistes et notre activité politique prise en compte, nous avions le devoir de nous rapprocher de ces autres upécites et non pas de " théoriser la rupture ". Parlant des "upécistes de 1952", il n'était pas rare d'entendre dans nos rangs, et même de la bouche de certains dirigeants de l'UPC-MANIDEM, dire **" ils ne sont pas upécistes" !** Il y avait donc dans les deux groupes des gens qui ne voulaient pas de cette unité des upécistes. La similitude de cette insulte fusant des deux cotés laisse à penser qu'elle aurait été mise dans leur bouche par le même commanditaire, qui pourrait bien se trouver à Etoudi. Ceux qui des deux bords jetaient ainsi l'anathème sur ceux d'en face avec le fameux "tu n'es pas upéciste" se gardaient bien de dire quelle est la définition d'un upéciste! Pour moi **un upéciste est une personne qui a adhéré à l'UPC et qui n'a ni démissionné ni fait l'objet d'une procédure d'exclusion.** Qui dit mieux ? C'est quand même incompréhensible de voir un dirigeant de parti politique insulter un citoyen parce qu'il se réclame de son

parti. Même si ce citoyen que l'on traite de "tu n'es pas upéciste" n'est effectivement pas upéciste, le devoir d'un bon upéciste n'est-il pas de le recruter dans l'UPC au lieu de le repousser? L'UPC a tellement été infiltrée par les pouvoirs successifs que ce « tu n'es pas » ressemble parfois à s'y méprendre au cri du voleur qui crie au voleur pour détourner l'attention vers d'autres.

Le moins qu'on puisse dire est que notre approche des upécistes non membres de l'UPC MANIDEM fut erronée. C'est finalement eux qui sont venus vers nous, **dans des conditions qu'ils ont choisies**, et avec une stratégie élaborée en haut lieu, vers la fin de 1990. Ils sont les initiateurs de la réunion qui a abouti à la mise sur pied du comité de coordination le 23 Novembre 1990. C'est de la mouvance née ce jour que sortira le Comité directeur provisoire, puis le Bureau du Comité directeur placé à la tête de l'UPC légale. La démission de cette mouvance des dirigeants du Comité central ne fit qu'accélérer la marginalisation de ce groupe et la descente aux enfers de l'UPC MANIDEM. Certes Il n'est pas sûr qu'avec une meilleure approche politique nous aurions réussi l'unité, mais nous aurions certainement rendu la tâche moins facile pour le pouvoir, et nous aurions eu la conscience tranquille devant l'histoire.

En réalité les héritiers du Comité Révolutionnaire, se prévalant de l'activité militante intense et réelle qu'ils avaient développée depuis l'assassinat du président Ernest Ouandié en 1971 pour reconstruire le parti et faire ré -entendre sa voix au Cameroun et dans le monde, donnaient l'impression de vouloir récolter les fruits de leur travail sous la forme d'une hégémonie totale sur le parti. Ayant pour eux la fierté du devoir patriotique accompli, ils s'imaginaient naïvement - comme ce pauvre Lionel Jospin lors de l'élection présidentielle française d'avril 2002 - que leur travail suffirait à les consacrer à la place qu'ils

méritaient. Ce manque cruel de sens politique de leur part facilita la tâche aux autres groupes upécistes qui avaient la ferme intention de confisquer pour eux seuls l'héritage historique de l'UPC et de UM Nyobe. Pourquoi faire ? L'histoire a déjà répondu : pour le mettre au service du pouvoir RDPC.
Le groupe de NTUMAZAH aveuglé par son aversion historique pour le MANIDEM avec ses conséquences néfastes sur l'unité du parti, a fini par tomber du côté où il a toujours penché. NDEH NTUMAZAH est aujourd'hui allié réel et concret de Kodock qui est lui même l'allié du RDPC.

Ma position exprimée depuis l'exil était bien différente. Elle est simple: Unir l'UPC c'est **rassembler tous ceux qui se réclament de l'UPC ; rassembler sincèrement et pas comme une ruse pour tromper les autres upécistes.** La majorité de mes camarades du Secrétariat du Comité Central ne partageaient pas cette conception et ne firent rien pour ouvrir le débat sur cette question au sein du parti et encore moins au cours du congrès. Au contraire. La question de comment concevoir l'unité de l'UPC dans le contexte politique de l'ouverture n'était pas à l'ordre du jour du Congrès. L'idée irréaliste, selon laquelle **ce Congrès est unitaire**, était entretenue parmi les congressistes mais ne fit pas l'objet d'un débat et encore moins d'une résolution. Le Congrès de Bamougoum fut fêté comme un succès par **les théoriciens de la rupture avec les anciens,** (*dont EKANE ANICET était le chef de file*), parce que "nous sommes restés entre nous", comme ils voulaient. La plupart des anciens ne sont pas venus à Bafoussam. Ils sont allés au Congrès de Nkongsamba. En somme l'action des théoriciens de la rupture au sein de l'UPC - Comité Central est venue en appui à celle des autres groupes upécistes, pro-RDPC pour diviser le parti.

Il n'est donc pas étonnant que le problème de l'unité de l'UPC soit demeuré entier au lendemain des deux congrès, Bamougoum et Nkongsamba.

C'est pourquoi, profitant d'une déclaration de NDEH NTUMAZAH, président de l'UPC élu par le congrès de Nkongsamba, détenteur de la légalité, déclaration qui situait l'UPC résolument dans l'opposition (alors que Kodock voulait en faire un allié du RDPC), je m'engageai à fond dans la recherche d'un rapprochement entre les deux blocs. Il fallait prendre NTUMAZAH au mot! Cette approche pouvait de surcroît permettre de marginaliser les agents infiltrés par le pouvoir en affaiblissant leur chef de file Kodock. A terme, elle mettait NTUMAZAH lui-même en difficulté. Que contenait sa déclaration? **NDEH NTUMAZAH s'était prononcé contre les élections anticipées et anti-démocratiques initialement prévues le 16 février 1992 (ce qui était la position de l'opposition à ce moment-là), et avait déclaré qu'il n'était pas lié par la signature de DIKA AKWA et Augustin Kodock à la tripartite (ce qui était même en avance sur l'opposition puisqu'à l'exception du SDF elle avait signé avec le RDPC à la tripartite...).** Dès janvier 1992, je publiai un appel pour un Congrès extraordinaire (**annexe13**) qui tenterait de refaire une UPC unie sur la base d'une opposition démocratique au pouvoir. Cet appel largement accepté par les militants des deux bords se heurta aux deux directions, dont l'une trop dogmatique favorisa le travail des agents pro-gouvernementaux infiltrés dans l'autre, la direction « légale». Lors d'une réunion de notre Comité Directeur (celui élu à Bamougoum) à Bonapriso – Douala, en janvier 1992, le débat sur l'unité du parti fut (enfin!) ouvert. Secrétaire général fraîchement élu à Bamougoum, je défendais l'importance d'une rencontre avec la direction élue à Nkongsamba. Ce n'était pas l'avis des autres ténors de la direction. Finalement, le Comité

Directeur mit en place une délégation pour rencontrer la direction légale. Mais il lui désigna comme président EKANE ANICET, chef théoricien de la rupture, qui avait exprimé fortement son opposition à ce projet au cours du débat. Ce n'est donc pas étonnant que de rendez-vous manqué en rendez-vous truqué, le travail de cette délégation fut en définitive torpillé. Constatant cette situation, j'avais rencontré NTUMAZAH à plusieurs reprises. Ce qui est frappant c'est que, aussi bien NTUMAZAH que moi, avions entouré ces rencontres de beaucoup de discrétion, comme si nous n'étions pas en phase avec nos directions respectives sur cette question ? Ou peut-être avions-nous inconsciemment pris la mesure de l'importance de la rencontre entre le président de l'UPC élu à Nkongsamba qu'était NTUMAZAH et le secrétaire général élu à Bafoussam que j'étais? La divulgation de cette rencontre à ce moment-là pouvait avoir un effet explosif. Les anti-unitaires des deux bords, poussés par leur mandant commun n'auraient-ils pas pris cela pour une déclaration de guerre ? Notre démarche aurait alors provoqué exactement le contraire du résultat recherché. NTUMAZAH qui habitait chez TCHOUMBA NGOUANKEU à Bonabéri, me fit conduire chez un parent à lui pour me rencontrer (à l'insu de TCHOUMBA?). Cette discrétion était-elle feinte ou réelle de sa part? Je ne sais pas. Quoi qu'il en soit j'insistai auprès de lui, président de l'UPC élu à Nkongsamba, pour qu'il rencontrât Michel NDOH président de l'UPC élu à Bamougoum. Je fis la même démarche auprès de Michel NDOH qui refusa catégoriquement. Il habitait alors chez Pierre ABANDA KPAMA (alias Pius Atémengué, alias Djibril Karimou) à AKWA. NTUMAZAH malignement se dit disposé à recevoir notre délégation, mais ne fit rien pour faciliter cette rencontre, au contraire.

On ne comprend pas très bien sur quels arguments se sont fondés mes camarades de l'ancien Comité Central de l'UPC -

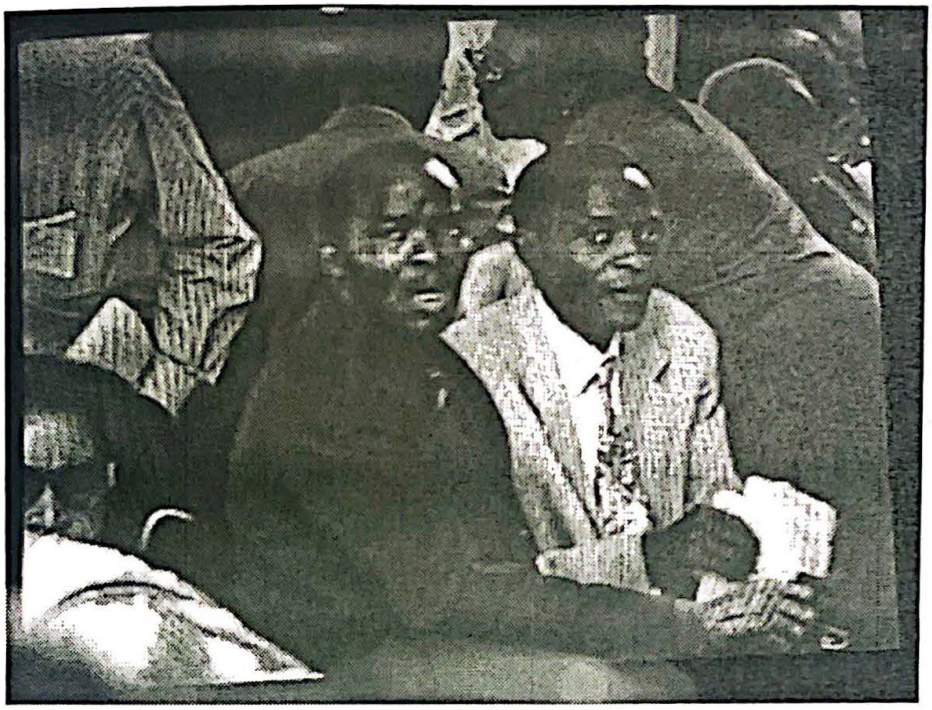
MANIDEM, devenus dirigeants du Comité Directeur, pour appeler à un Congrès unitaire à Yaoundé en Septembre1996, alors qu'ils s'opposaient à la même démarche unitaire en janvier1992. Sur quels éléments nouveaux se sont-ils basés pour changer d'avis quatre ans plus tard? Etait-ce plus glorieux de s'asseoir entre MASSOUA II Bernard et TOKO MANGAN comme ils l'ont fait en 1996 que de rencontrer NTUMAZAH et KODOCK comme je le proposai et le fis en 1992? **Hissée au dessus de la foule au Palais des Congrès de Yaoundé en septembre 1996, l'impressionnante poignée de mains historique entre NTUMAZAH et MICHEL NDOH (poignée de mains que j'appelais de tous mes vœux en janvier 1992), n'est-elle pas venue quatre ans trop tard?** Le temps perdu ne se rattrape jamais! Ai-je eu tort d'avoir eu raison trop tôt? Ou bien mes camarades du Comité Central ne voulaient l'unité que conduite par eux et à leur profit exclusif? Dans ce cas ils se sont trompés puisque peu après ce congrès soi-disant unitaire qui les porta à la direction de l'UPC légale, ils en furent expulsés par des manœuvres grossières dont celle de TCHOUMBA. Encore lui ! Chaque fois qu'il est question de casser une direction de l'UPC on est sûr de le trouver dans le coup. De toute façon le pouvoir avait deux fers au feu. Kodock, mis à l'écart du congrès de Yaoundé était en fait gardé en réserve pour le cas où…Les vociférations des congressistes lors de l'adoption, sur des marches d'escaliers du palais des congrès, d'une motion l'excluant de l'UPC ressemblaient beaucoup à une mise en scène. Que des upécistes honnêtes se fussent prêtés à cette séance d'exorcisme ne fait aucun doute.

Voici ce qu'écrit feu Victor Kamga en 1999:" ***Par l'entremise d'un groupe informel commis à la préparation du congrès, je me suis retrouvé dans le rôle inconfortable de facilitateur politique: j'allais de conciliabules en conciliabules dans le seul but de convaincre les deux symboles à esquisser chacun un pas vers l'histoire en signant un pacte de sauvegarde de***

l'unité des upécistes, une sorte de "gentleman agreement. Lorsque devant plus de 13000 congressistes, je vis le président plébiscité Ndeh Ntumazah hisser le bras de Michel Ndoh secrétaire largement élu, je pris ce geste pour une victoire personnelle. Une victoire à la Pyrrhus, hélas!"

Victor Kamga n'était pas dirigeant de l'UPC Manidem en 1991/92. C'est au congrès de Yaoundé 1996 qu'il est entré au Comité directeur. Il ne pouvait donc pas savoir que ce travail qu'il a fait sans doute dans le cadre de la commission que présidait André Fotchou était exactement celui que j'avais fait bien avant lui à partir de janvier 1992. Les "upécistes fidèles" ne le lui ont pas dit, se contentant de remplacer un **K.** par un autre **K.**

1992. A gauche Ndeh Tumazah, à droite Siméon Kuissu



1996. A gauche feu Massoua II, à droite Moukoko Priso. Feu Toko Mangan était un peu plus loin sur la même rangée. Tout à gauche on devine la tête de Ntumazah et celle de Michel NDOH

Toujours est-il qu'après ma démission en avril 1992 (**annexe 14)** de la direction de l'UPC élue à Bamougoum, j'eus les mains libres pour rencontrer cette fois-ci ouvertement la direction de Nkongsamba. Cette démission fût accueillie avec raillerie par mes anciens collègues de la direction, du moins si on en juge par la déclaration que le comité directeur lui consacra (**annexe15**). Citons: *"Et Siméon Kuissu, élu secrétaire général à ce congrès – et* ***qui dit même*** *(souligné par SK) avoir dirigé l'UPC de 1986 à 1990 et être "initiateur de la refondation du parti" – était sûrement l'homme qui devait initier, orienter et faire appliquer la stratégie de l'UPC".* Oui, dirais-je, à condition que vous ne passiez pas le plus clair de votre temps à me mettre les bâtons dans les roues et que Abanda, responsable des communications entre les différents secteurs cloisonnés du parti ne garde pas par devers lui les textes d'orientation que j'envoyais aux cadres du parti! Me rangeant parmi les fanfarons, le "*qui dit même*" témoigne d'un mépris à mon égard

qui ne peut que se retourner contre leur auteur. Une des prérogatives du secrétaire général adjoint n'est-elle pas précisément de diriger le parti en cas d'empêchement du secrétaire général?[21]. Classant sans doute ma démission parmi les "*non évènements*" ils l'ont rayée jusque et y compris de leur sub-conscient. Sinon comment comprendre que, dans un répertoire des faits survenus dans l'UPC de 1990 à nos jours[22], **la démission du secrétaire général de l'UPC élu à Bamougoum n'est pas citée, alors qu'on cite la démission du vice président Atéba Yéné** intervenue peu après la mienne? Des membres du comité directeur issu de Bamougoum suivirent mon mouvement. Certains parmi eux, dont je ne citerai pas les noms, me suivirent en fait pour mieux me surveiller. Des espions ! Avec d'autres, notamment Fotchou André, feu Kamsi Innocent (un des rares survivants du comité directeur de 1952), Mouen Gaspard – que ceux que j'oublie excusent ma mémoire -, nous avons agi. C'est ce groupe que les dirigeants actuels de l'UPC MANIDEM traitent comme des crétins politiques en le qualifiant de " partisans de l'unité à tout prix"[21]. Si c'est ainsi qu'ils comprennent notre point de vue sur l'unité du parti alors que nous l'avons argumenté à maintes reprises, on ne peut qu'en être choqué. Notre groupe démissionnaire du comité directeur élu à Bafoussam anima des réunions "œcuméniques" et rendit visite à des comités de base de tous bords. Il organisa une grande

---

[21] **Ndéma Alexis** confirme cet empêchement du Secrétaire général en ces termes: "*...Le Secrétaire Général lui-même, Massaga, n'était plus là. Rappelez-vous que c'est en 86 qu'il est parti en Angola et jusqu'à ce jour personnellement je n'ai jamais eu de rapport de...*" (voir son intervention devant le congrès de Bamougoum).

[22] *"Le banditisme politique à l'ère du renouveau camerounais"* ouvrage dont plusieurs dirigeants de l'UPC Manidem sont co-auteurs en 1999; p. 327

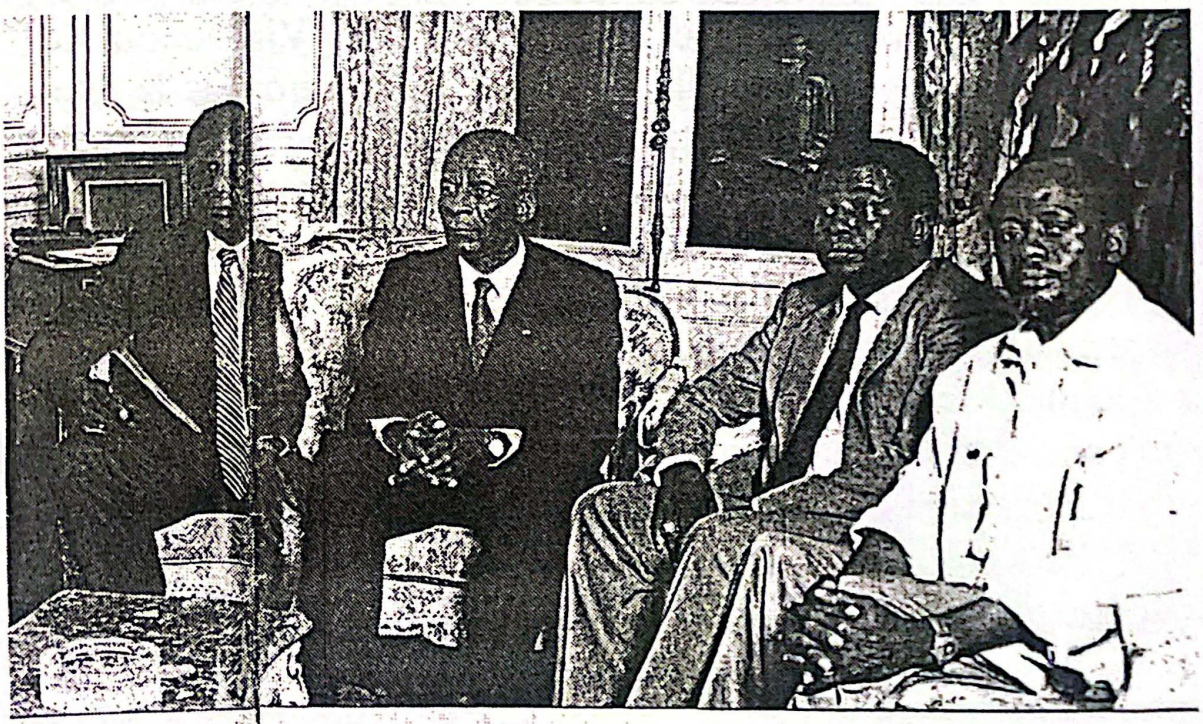
21

conférence sur l'unité au cinéma le Concorde à Douala. Une anecdote rocambolesque au cours de ce meeting mérite d'être rapportée car elle semble trahir une hostilité mêlée de crainte que j'inspirais à l'UPC du château; lorsque mon tour de parole arriva, le micro fut coupé dès mes premiers mots. Œuvre souterraine de Dicka Akwa. Je revois encore SIMO Robert s'activant – ou faisant semblant d s'activer ?- pour rétablir le son, en vain. Je parlai quand même et me fis entendre ! Même remarque en ce qui concerne notre entrevue avec Kodock. Celui-ci, nous recevant dans son bureau au siège de son UPC à Akwa, ne parlait qu'à MOUEN Gaspard et ne me gratifia même pas d'un regard! Et aussi à Paris en Août 1991. Souvenez-vous: la coordination de l'opposition venait de désigner un ***Directoire***. Celui-ci vint en tournée à Paris au moment où j'y étais. Après mon retour d'exil en juillet, j'étais revenu en France en Août pour mon déménagement. Je me rendis donc tout naturellement à l'aéroport d'Orly où atterrissaient encore les avions de la *CAM AIR*, pour accueillir le directoire. Poignées de mains avec ses différents membres. Vint le tour de Kodock. Je tendis la main. Il ne la prit pas. Il détourna la tête. Les jours suivants, le directoire fut reçu au siège de *JEUNE AFRIQUE ECONOMIQUE* par son rédacteur en chef d'alors, M. PLACA. A mon arrivée je fus agressé physiquement par des nervis de Kodock placés à l'entrée. Ils voulaient me chasser; je ne cédai pas et pu entrer quand même dans le siège de « Jeune Afrique Economique ». A l'intérieur ils essayèrent de m'empêcher de parler, mais ce n'était pas eux qui faisaient la loi dans ces lieux, et c'est ainsi que mon intervention et ma photo figurent dans le compte rendu dans JAE de cette rencontre (*photo*).

CAMEROUN

SI BIYA S'ENTÊTE

A les entendre, on croirait bien que seule la communauté internationale peut, désormais, les délivrer de ce qu'ils considèrent comme l'entêtement suicidaire du président Paul Biya. Pour obtenir cette conférence nationale sans laquelle, à leur avis, aucun chemin



A les entendre, on croirait bien que seule la commonanté internationale peut, désormais, les dé-

rence nationale, pour laquelle tant – trop – de sang a déjà coulé. Car s'il est en difficulté à l'intérieur, le chef de l'Etat camerounais conserve en-

tion a consacré trois heures de sa première journée de travail à *Jeune Afrique Economie*. Cinq interviewés, trois intervie-

Un acquis de haute lutte! Je sus plus tard que mon intervention dans ce cadre ne fût pas du goût de la direction de l'UPC MANIDEM. Non pas à cause de son contenu, auquel il n'y avait rien à reprocher, mais par dépit. Ils avaient désigné Ekané Anicet (sachant pourtant que le secrétaire général adjoint était en France) pour représenter l'UPC Manidem dans la délégation du Directoire. Mais celui-ci était resté à Douala faute d'avoir obtenu le visa d'entrée en France. C'est assez douloureux pour moi d'imaginer qu'en l'absence de leur préféré, mes co-dirigeants de l'UPC Manidem avaient peut-être considéré qu'il valait alors mieux que la voix de notre parti ne se fît pas entendre dans cette circonstance? Aujourd'hui où est EKANE ?

Revenons à notre groupe démissionnaire de la direction de l'UPC MANIDEM. A défaut d'obtenir un Congrès extraordinaire pour l'unité, nous pensions en travaillant avec l'"UPC légale" parvenir à la retenir dans l'opposition et à y intégrer des éléments patriotiques au moment de son prochain congrès statutaire normal. Ce Congrès eut lieu à **Bafoussam en octobre 1993**. Le choix de Bafoussam fut-il innocent? On peut en douter. Voulait-on semer une confusion historique avec le Congrès unitaire qui aurait dû se tenir à Bafoussam en décembre 1991? C'est une raison supplémentaire pour que le congrès de 1991 soit désigné historiquement de son vrai nom: **le Congrès de Bamougoum**.

Notre action n'eût qu'un succès relatif au Congrès de Bafoussam II d'octobre 1993.

Mais ceux qui ironisent sur l'insuccès de mon activité en faveur de l'unité en 1992 (annexe15) peuvent-ils affirmer qu'ils ont mieux réussi en 1996? Leur conversion tardive à "l'unité à tout prix" s'est soldée par l'échec évident du « congrès unitaire de Yaoundé » doublée de la déculottée historique que fut la dissolution de l'UPC MANIDEM sous

l'injonction de NTUMAZAH. C'est toujours comme ça quand on entre sur une scène politique à reculons au lieu d'en prendre l'initiative. De la même façon ceux qui étaient encore contre les élections en décembre 1991 ont fini par entrer à reculons dans le processus électoral pour avoir zéro élu aux différents scrutins. Si dès l'ouverture politique de 1990 nous avions intégré la préparation des élections dans nos stratégies politiques on n'en serait pas là !
Il fallait comprendre que malgré tout ce que nous savions de NTUMAZAH, MAYI, TCHOUMBA, Dicka et compagnie, nous devions les approcher, les pratiquer, préparer patiemment l'avenir du parti.
Nous avions le temps pour nous. L'impatience ! Voilà l'ennemi. Ennemi mortel? Quinze ans ont passé ! Où sont les résultats ? Comme disait Michel NDOH, une des façons de perdre son temps c'est de mal faire ce qu'on a à faire.

L'action de notre groupe « œcuménique » fit certainement aussi un peu peur au pouvoir, qui par prudence créa un désaccord artificiel entre le Président Ntumazah et le Secrétaire Général Kodock, pour garder deux fers au feu. En effet le positionnement des upécistes issus de l'UPC-Manidem était tel que le pouvoir ne pouvait considérer comme nul le risque de les voir entrer dans la direction légale lors de ce congrès. Si cela était arrivé, la crise entre Kodock et Ntumazah se fût soldée par le maintien définitif de la légalité entre les mains de Kodock. Comme cela n'est pas arrivé, Ntumazah est resté constamment le Président légal malgré le flou artistique maintenu par le pouvoir notamment aux approches des périodes électorales. Les querelles incessantes, les ruptures et réconciliations successives entre Kodock et Ntumazah n'étaient que de la poudre aux yeux du peuple upécistes pour les empêcher de voir vers quel abîme on conduisait leur parti! L'action du pouvoir fit que le peloton parlementaire de l'UPC

légale fut toujours sous la domination de Kodock qui a toujours voulu jouer de son titre de SG pour se prévaloir de l'héritage de UM NYOBE

Que se passa-t-il lors de ce fameux deuxième congrès de Bafoussam? Pour simplifier, on dira que par la ruse, la tricherie, la corruption, le soutien ouvert du gouvernement (encore!), le trio d'octogénaires qui influençait la direction du parti avait une maîtrise totale de l'organisation du Congrès. Durant la période préparatoire, et aussi après le congrès, ils avaient de nombreux lieutenants à leur service. Par exemple: Côté MAYI, un fringant avocat sans étude c'est-à-dire sans bureau, montra beaucoup de zèle dans la distribution des excommunications du genre "tu n'es pas upéciste". Son élégance d'une blancheur immaculée ne traduisait pas la pureté de ses intentions. Côté TCHOUMBA il commit un barbu à la silhouette trapue et à la gentillesse douteuse à ma garde rapprochée pour espionner rigoureusement toutes nos activités. Le guérisseur de Balembo lui rendait compte de mes passages dans ce village où les upécistes se retrouvaient au bar du marché (*photo ci-dessous*), et recevait ses ordres pour saboter mes réunions. C'est ainsi que je compris plus tard pourquoi dans ce village plein d'upécistes je ne trouvais presque personne quand je venais les rencontrer chez le guérisseur. Tchoumba mit tout son poids dans la balance pour empêcher mon élection au poste de Premier Vice- Président, c'est-à-dire de deuxième personnage du parti. Souvenez-vous que la fonction de TCHOUMBA dans l'UPC de tous les temps, c'est d'affaiblir ou de détruire les directions. Mais revenons au congrès. Les mandats des délégués sont vérifiés et leur participations financières payées. Tchoumba, qui était aussi trésorier du congrès, empochait l'argent. La campagne électorale commence. Les conciliabules entre délégations vont bon train.

Derrière cette pancarte le « Bar des upécistes »

Puis le vote s'engage. NTUMAZAH est réélu Président par acclamation. On passe au vote pour le poste de premier vice-président. Je suis candidat, TCHOUMBA aussi! Deux autres aussi. Nous sommes donc quatre candidats, tous de l'Ouest, à prétendre à ce poste. Si on se fie à l'applaudimètre et à l'ambiance au cours de la brève campagne électorale menée par les quatre candidats à la vice-présidence, mon élection comme Premier Vice-Président de l'UPC était très probable. Voici: BAKANG TONDJE président du bureau du congrès, préside le vote. Les bulletins de vote sont distribués, les congressistes ont voté, les bulletins sont collectés. Le comptage des voix commence. MAYI MATIP qui était sorti en douce du Congrès revient pendant le comptage des bulletins de votes pour le poste de Premier Vice Président. Pourtant le congrès - non autorisé- se tenait à huis clos dans la résidence privée de SIGHOKO FOSSI, entièrement entourée par un mur en maçonnerie ne laissant qu'un seul portail comme entrée. Cette issue était constamment contrôlée par la police à l'extérieur et par les vigiles upécistes à l'intérieur. Certains militants

délégués au congrès avaient dû escalader la muraille pour prendre part au congrès. Comment MAYI MATIP avait-il pu sortir et rentrer dans l'enceinte du congrès? Drapé dans son pagne de type Ashanti il n'aurait pas pu escalader le mur. Toujours est-il que tout d'un coup BAKANG lui donne la parole. Il fait tout arrêter et déclare à peu près ceci: "le Gouverneur nous fait dire de quitter les lieux, sinon il nous fera dégager ". Vif mécontentement parmi les congressistes. Cet épisode revêt une étrange ressemblance avec le Congrès que Emah Ottou (et Mayi Matip) organisèrent à Yaoundé en 1962 et que AHIDJO fit disperser juste avant l'élection d'une direction. Mais revenons à Bafousam 93.Le comptage des votes s'arrêta effectivement, mais le Congrès se poursuivit encore assez longtemps pour régler en particulier les modalités de l'élection du bureau après le congrès, confiée au Comité Directeur sortant, avec l'accord de NTUMAZAH. Ce temps pouvait largement suffire à terminer l'élection qui avait commencé, ou au moins à finir le comptage des bulletins de vote pour le premier Vice-Président. Ce ne fut pas le cas. Ces bulletins existent et diront aux historiens qui fut effectivement élu premier Vice Président de l'UPC au Congrès de Bafoussam 1993. Où sont passés ces bulletins? BAKANG TONDJE alors président du bureau du congrès doit le savoir, et si ces bulletins ont été détruits, BAKANG TONDJE doit savoir qui était en pôle position au moment de l'arrêt du comptage. Qu'est devenu le trio d'octogénaires? Avec tout le respect que nous devons avoir pour leur âge, force est de constater que Mayi Matip est mort, que Ntumazah et Tchoumba sont malades. L'homme naît, grandit, vieillit, et meurt. C'est l'ordre naturel des choses, que personne ne devrait jamais oublier. Bakang Tondje reste le dépositaire de la vérité historique sur ce vote. Tout s'est passé comme si ce trio d'octogénaires énergiques avait pour mission d'empêcher notre entrée dans la direction de l'UPC légale.

C'est Tchoumba qui devint premier Vice président et Mayi Matip Secrétaire à l'histoire au cours d'une réunion houleuse du Comité Directeur au siège de l'UPC à Douala. Le Comité directeur avait été élu par les sections régionales, comme cela se fait à "L'UPC des statuts de 52". Cette réunion du comité directeur fût très contestée par les militants parce que les participants furent triés sur le volet, sur des critères arbitraires qui ont fait que d'authentiques membres du Comité directeur se sont vus refuser l'entrée de la salle. Comme maigre lot de consolation on notera que plusieurs dirigeants issus de l'UPC Manidem sont entrés dans la direction de l'UPC légale. C'est le mouvement inverse qui avait été opéré quand nous étions en exil, par les Upécistes Manidemistes qui étaient membres du bureau provisoire de DICKA AKWA et qui en sont sortis. Je cite de mémoire MOUEN Gaspard, André FOTCHOU, TATCHUM Pierre,... et moi-même sommes entrés au Comité Directeur à cette époque. Succès tout relatif. Nous n'étions pas en position d'influencer de façon décisive la politique du parti dans une direction au fonctionnement mystérieux. Durant cette période de notre intégration à l'UPC légale, aussi bien avant qu'après ce congrès, nous avons beaucoup œuvré, notamment sur les questions de formation militante, d'organisation, et même des questions très politiques. J'ai le souvenir précis de la réunion de la commission qui décida de la position de l'UPC pour l'élection présidentielle de 1992. Souvenez-vous du contexte: Nous sommes en septembre 1992.Le vote de la loi électorale pour l'élection présidentielle est acquis au RDPC grâce à un amendement scélérat de Kodock. Il s'était "accroché au serpent" (entendez au candidat RDPC) et Hogbé Nleng à Bouba Bello (candidat de l'UNDP). Que devaient faire ceux qui restaient upécistes, non accrochés à personne? La commission, qui réunissait toute la crème de la direction, avec Ntumazah, Tchoumba, Mayi Matip et bien d'autres devait trancher. J'étais assis au bureau, à côté de Ntumazah. J'en profitais pour lui

expliquer qu'en dehors de Ndam Njoya, toute l'opposition était derrière Nfru Ndi, et que malgré tout le mal que nous pensions déjà de lui à l'époque, si nous ne le soutenions pas, qu'avions-nous à proposer au peuple? Absolument rien. Il fut convaincu par mon argumentation et fit partager sa conviction à la commission. C'est ainsi que l'UPC appela à voter John FRU NDI en octobre 1992.

Après ce congrès, de nombreux upécistes de tous bords, continuèrent à œuvrer pour l'unité de leur parti. Il se créa même une commission de l'unité présidée par André Fotchou. Tout cela aboutira au Congrès soi -disant unitaire de Yaoundé en septembre 1996 où la montagne accoucha d'une souris. **Il était trop tard.**

A propos de ce congrès, je dois des explications aux upécistes, particulièrement à ceux qui souhaitaient mon entrée dans le Bureau du Comité Directeur à l'occasion de ce congrès et qui vinrent me proposer leur soutien pour y parvenir. Ma réponse était invariablement celle-ci : *oui, mais il faut attendre, observer*. Finalement je ne me portai candidat à rien, à aucun poste sauf membre du Comité Directeur dont l'élection dans l'UPC se déroule non pas au congrès, mais dans les sections. Je me promenais à travers le congrès, camera au poing, filmant de temps en temps des scènes choisies. Ces images parleront un jour. Les camarades ont pu être déroutés par cette attitude apparemment désinvolte ou superficielle, mais en réalité profondément réfléchie. C'est simple: j'ai résumé ma pensée dans une interview donnée au journal " Le Messager " le 16 septembre même, c'est-à-dire bien avant la fin des assises. Le journaliste qui recueillit cette interview en tira lui-même la substantifique moelle qu'il plaça en exergue en première page du journal; je cite: " ***l'UPC sortie de ce congrès ne sera pas aux mains des upécistes"***. Ceux qui pouvaient douter de la

véracité de cette déclaration au moment où elle fut publiée, peuvent-ils encore en douter aujourd'hui? Les bombes à retardement placées au sein de l'UPC et télécommandées par le pouvoir ont explosé les unes après les autres. Les mauvais coups ont commencé presque dès la sortie du congrès et ont réduit à néant les maigres résultats dont les upécistes se réjouissaient. Et ces bombes n'ont pas encore toutes explosé!
Pourquoi l'UPC qui allait sortir de ce congrès ne pouvait pas être aux mains des upécistes? D'abord parce que c'était trop tard! Ensuite, il n'y avait **pas de cohésion au sein de la direction de l'UPC MANIDEM** qui devait jouer le rôle moteur dans la dynamique unitaire, et l'action de notre groupe issu de l'UPC MANIDEM, comme celle de diverses commissions pour l'unité, n'avait pas réussi à faire naître un autre noyau moteur. Enfin l'**action destructrice ancienne, intense, multiforme et permanente du pouvoir** avait produit les effets attendus. **L'UPC était si profondément divisée** que l'unanimité de façade affichée au cours de ce congrès ne pouvait tromper que ceux qui n'avaient pas une bonne connaissance des réalités intérieures de ce parti. Ces trois facteurs principaux (il y en a d'autres!) combinés avaient produit des dégâts irréparables dans le parti. A ce jour, la reconstruction de l'UPC ne peut s'envisager que si un pouvoir démocratique s'instaure au Cameroun. Encore faudrait-il alors qu'un tel pouvoir lâche la bride aux partis politiques, qu'elle mette fin à la confiscation de la direction des partis d'opposition en général et de l'UPC en particulier pour qu'elle puisse enfin régler elle-même ses problèmes internes.

JOURNAL D'INFO

N 543 du Lundi 16 Septembre 1996

Siméon Kuissu au Messager

«L'UPC sortie de ce congrès ne sera pas aux mains des upécistes»

Pages 6 et 7

MA

• Des h
(pa
arrêté
passe

Rien n
les Upe
parler

Même si la belle unanimité apparente au cours de ce congrès offrait des perspectives plus réjouissantes – Kodock ayant été le seul à se mettre en marge de ce mouvement -, il était tout aussi apparent que le congrès massivement infiltré était manipulé. N'ayant pas obtenu par ce moyen ce qu'il voulait, le régime et ses serviteurs au sein du parti, ne manquèrent pas l'occasion, dès la sortie du Congrès, de faire rapidement éclater, comme prévu, le minimum acquis!

C'est là qu'il devient important de bien comprendre l'action (volontaire ou involontaire) des théoriciens de la rupture au sein de l'UPC-MANIDEM! Elle se déroula en trois étapes:

Etape 1: Couper le lien entre les anciennes et les nouvelles générations d'upécistes. Résultat: l'UPC est coupée en deux en décembre 1991 avec les deux congrès, Bamougoum et Nkongsamba. Dans le cours de l'élection présidentielle d'octobre 1992, elle fût même coupée en trois: **UPC-RDPC** avec Kodock, **UPC-UNDP** avec Hogbe Nlend, et **UPC-UPC** avec Ndoh Michel. **Etape 2** : Tout faire pour que l'UPC - MANIDEM garde son autonomie. Résultat: les forces vives de l'UPC- Comité Central sont enfermées dans le ghetto de l'illégalité. **Etape 3** : pour plus de sécurité, car on ne sait jamais, affaiblir encore cette UPC, "un mort qu'il faut qu'on tue" selon l'expression de MONGO BETI. C'est la signification de la création du parti dénommé MANIDEM (ce sigle est une escroquerie faite exprès pour semer la confusion avec l'UPC - MANIDEM dont le patriotisme et l'activisme sont connus et appréciés par les populations). Du côté de "l'UPC légale" on observe le même phénomène avec la coupure en deux entre KODOCK et HOGBE NLEND pour des raisons différentes (rivalités de positionnement ou utilisation alternée par le pouvoir de ses deux pantins, ou les deux?). Résultat: **L'UPC est coupée en quatre.** Finalement le parti de UM se retrouve en 2004 dans la situation ubuesque d'être **le seul parti**

politique au monde à exhiber TROIS SECRETAIRES GENERAUX A LA FOIS!

La question de la <u>nature du parti</u> ne fut pas non plus abordée.

L'UPC devait-elle rester le **parti élitiste** qu'elle a été par la force des choses pendant la clandestinité, ou devait-elle redevenir le **parti de masse** qu'elle avait été à ses origines? Le Congrès ne voulut pas répondre à cette question. Une militante exprime très bien l'ambiguïté de la situation dans son intervention devant le Congrès ; c'est Marie Thérèse OWONO. Elle dit ceci :

« *...Un autre point également c'est que les camarades de l'UPC estiment que on est entrain de dévier. Moi je suis seulement entrée dans ce parti-là parce que c'est le socialisme que je cherchais. Maintenant je ne sais plus si on est un parti ou un mouvement de masse. Qu'on dise clairement si on est un parti ou un mouvement de masse.* ***Si on est un mouvement de masse, on scinde, qu'on mette les gens qui sont pour un mouvement de masse d'un côté et qu'on crée un parti socialiste de l'autre.*** »

Elle avait raison de poser le problème, mais elle avait tort, de mon point de vue, de proposer la scission comme solution. Il appartenait aux dirigeants de convaincre l'ensemble du parti de la nécessité d'avoir comme outil permettant de mener la lutte politique correspondant à notre époque un parti populaire guidé par la pensée politique de ses fondateurs.

C'est une question évidemment très importante pour un parti politique, de se définir d'abord! Habituellement ce sont les Congrès de parti qui tranchent les débats de cette importance. Mais dans le cas de l'UPC, chaque groupe l'avait tranché avant le Congrès. C'est l'une des raisons pour lesquelles le projet de Congrès unitaire, tel que conçu à Eséka, était une chimère. Au

lieu d'accepter sincèrement que tous les upécistes se regroupent sous la bannière de UM NYOBE, les différentes tendances, tout en se réclamant du Mpodol, préparaient en réalité à l'occasion de ce Congrès une nuit des longs couteaux[23], une guerre par laquelle chacun voulait imposer son point de vue.

Si toutes les tendances s'étaient retrouvées à Bafoussam comme prévu à Eséka, le débat n'aurait pas eu lieu. MAYI MATIP considérait que l'UPC était un mouvement et non un parti, d'où son aversion pour les héritiers du «Comité Révolutionnaire ». De l'autre coté, parmi les héritiers du Comité Révolutionnaire, il était iconoclaste de soulever ce débat. La majorité du noyau dirigeant qu'était le Secrétariat et le bureau politique du Comité Central **(annexe 3),** refusait l'idée d'une UPC parti de masse.

J'avais dit avant Eséka et donc avant le Congrès, que l'UPC devait être un parti de masse. Je l'avais même écris dans un texte destiné à tous les cadres upécistes. Ce texte intitulé **« Ce que rassembler les upécistes veut dire »** (annexe 1), je l'avais remis en mains propres à ABANDA KPAMA Pierre qui était responsable « des opérations spéciales » (entendez communications secrètes internes au parti pendant la clandestinité) en 1990 alors qu'il était venu en France pour représenter nos camarades de l'intérieur du pays à une importante réunion de direction. Quand je suis revenu d'exil en Juillet 1991, j'ai constaté que ce texte était inconnu des

---

[23] *"Nuit des longs couteaux": cette expression communément utilisée se réfère à l'histoire de la montée du nazisme en Allemagne avant la deuxième guerre mondiale. Au cours de cette nuit dite des longs couteaux, les* ***SA (section d'Assaut)*** *et les* ***SS (SchutzStaffel),*** *deux milices hitlériennes rivales réglèrent leurs comptes par des affrontements sanglants qui se soldèrent au matin par la liquidation des membres et surtout des chefs SA. Au cours de cette nuit Hitler fait exécuter RÖHM, chef d'état major des SA et un de ses plus anciens compagnons.*]

upécistes du Cameroun. Le responsable des opérations spéciales ne l'avait pas donné à ses destinataires et je ne le savais pas jusque là. L'avait-il gardé par devers lui tout seul ou en avait-il partagé le secret avec d'autres? Quels autres alors : des comparses intérieurs au parti ou des ennemis extérieurs au parti? Je ne fus donc qu'à moitié étonné lorsque, au lieu d'engager un débat sain sur cette question de l'orientation du parti, mes camarades dirigeants préférèrent téléguider des comparses pour m'insulter au Congrès et dénoncer une prétendue dérive droitière dans laquelle le camarade KUISSU aurait sombré! Comme il apparaît dans mon intervention, je ne cédai pas à cette forme de terrorisme intellectuel qui consiste à poser comme acceptée une fois pour toutes une orientation politique, et à tenir pour traître tout adhérent qui pose même seulement la question d'en rediscuter.

L'orientation de masse me paraissait et me paraît toujours une évidence et une nécessité dans le contexte de l'ouverture démocratique. Ceux qui refusaient cette orientation sont ceux qui refusaient aussi en 1991 l'idée même d'aller aux élections. Ils sont finalement entrés à reculons dans le processus électoral, juste pour démontrer cette autre évidence qu'un parti élitiste ne peut pas gagner les élections dans un système démocratique ouvert.

On ne peut pas à la fois prétendre entrer dans un système politique démocratique à plusieurs partis, dans lequel on accède au pouvoir par les élections, et refuser l'option du parti de masse qui permet de mener les élections dans de meilleures conditions. Il y a une contradiction insurmontable entre ces deux options. Maintenant, s'il y a des marxistes qui veulent absolument se retrouver entre eux, rien ne les empêche de créer un cercle ésotérique au sein duquel ils pourront continuer à se congratuler mutuellement.

La direction de l'UPC

L' UPC a toujours connu des difficultés de direction depuis sa création, en raison de la répression coloniale, puis néo coloniale, en raison des trahisons ou des ambitions de certains dirigeants, mais aussi, plus dignement, en raison de conflits plus ou moins ouverts au sujet de la nature et de la stratégie du parti. Par exemple dans le passé un peu lointain il y eut des divergences sur le choix des relations avec la Chine populaire ou avec l'URSS et sur la lutte armée. Les divergences de lignes politique et idéologique sont normales dans tout parti politique; ce n'est pas cela qui a détruit l'UPC.

Pourquoi la question de la direction est-elle fondamentale pour un parti politique? Parce qu'un parti politique, comme un être vivant ne peut vivre sans tête. Quand ça va mal dans la tête, ça va mal dans la vie. Il n'y a que les opposants, y compris les upécistes, qui ne situent pas cette question à sa juste place. Les pouvoirs successifs au Cameroun en ont fait l'axe principal de la répression de l'opposition. Les colons ont décapité l'UPC en assassinant UM Nyobè et Félix Roland Moumié. Ahidjo a exécuté Ernest Ouandié après avoir décapité tous les partis existants, au profit de son parti unique l'UNC. Biya a inventé une arme sibylline et redoutable: la confiscation des directions de presque tous les partis. Il a commencé par les trois grands. D'abord l'UPC dont la direction légale fut confiée lors de sa légalisation à des agents du pouvoir. Ensuite l'UNDP: son président Samuel Eboua est évincé de la direction légitime qui s'est trouvée ainsi neutralisée. Et maintenant le SDF que FRU NDI a transformé en un fond de commerce pour une petite bande d'agents cupides qui font la pluie et le beau temps au sein du NEC (National Executive Committee). Quant aux autres partis ayant une existence légale, quand ils ne sont pas une pure création du pouvoir, leur direction à quelques exceptions près, est confisquée par le ministre de

l'administration territoriale. Tel est le paysage de l'opposition camerounaise.

A la conférence de réconciliation des upécistes à Eséka, l'option fut prise de ne pas mettre en place une direction provisoire en attendant le congrès, et donc de laisser la situation en l'état. Or quelle était cette situation? La vérité est que la seule direction structurée et fonctionnant effectivement était le **Comité Central.**
Ntumazah s'opposa de tout temps à cette direction, considérant que lui, qui avait connu le Vice-Président historique de l'UPC Kingué Abel, pouvait seul se prévaloir du titre de dirigeant historique. Mais est-ce que le caractère historique est l'attribut principal d'un dirigeant de parti? **Est-ce que la simple proximité avec un dirigeant légitime confère la légitimité?** Est-ce que la légitimité se transmet d'homme à homme comme une maladie contagieuse? Quelle était son activité? Comment s'appelait la direction dont il était le chef? Comité directeur ? Non, il n'en faisait pas parti en 1952. Quels étaient les autres membres de sa direction? Personne ne les avait jamais vus. Il dirigeait donc l'UPC tout seul? En réalité il ne dirigeait rien du tout et se contentait de cultiver son auréole historique dont il espérait bien se servir le moment venu. Ce fut le cas en décembre 1991 quand il revint subitement au Cameroun.
Quant aux upécistes des statuts de 52, on a seulement découvert au moment de l'ouverture de 1990 que le **Comité Directeur de 1952** dont ils se réclamaient était du vent: aucun survivant de cette direction ne s'est présenté devant le peuple pour diriger son combat au moment où l'ouverture politique et l'amnistie permettaient enfin de le faire. **Kamsi Innocent**, un de ces survivants, n'a pas eu cette soif de paraître comme dirigeant. Au contraire ! Il était reconnaissant et admiratif devant nous les jeunes qui avions fait avancer les idéaux auxquels il a consacré sa jeunesse. Il est venu au congrès de

Bamougoum malgré toutes les difficultés et fut élu Vice-Président de l'UPC. En ce qui concerne les autres survivants, des noms sont cités, des figures sont exhibées. **UM YOMB** était effectivement membre du comité directeur élu en 1952. Libai ne l'était pas. Beaucoup de gens parlent au nom des survivants du comité directeur de 1952, mais personne n'a jamais entendu une seule parole sortir de leur propre bouche, ni des actes de dirigeants émaner d'eux.

En 1960 une autre direction avait surgi dans des conditions qui ont été contestées : **Le bureau national provisoire** dirigé par **Emah Ottou, comprenant aussi Mayi Matip.** Ils étaient présents à la conférence de réconciliation à Eséka et représentés dans le CNP.

Telle était la situation jusqu'à ce que le gouvernement intervienne, confisque l'UPC et la remette entre les mains de ses agents et fonctionnaires Dicka Akwa, Kodock et companies au moment de sa nouvelle légalisation. Ils constituèrent le **Comité Directeur Provisoire** (UPC du château). L'UPC Manidem n'accepta pas cette direction.

Objectivement, à la veille du congrès, la composition de la future direction de l'UPC se jouait donc sur l'interaction triangulaire entre ce Bureau du Comité Directeur Provisoire, le Comité Central, et le peuple upéciste dans son ensemble. Le Comité Central était la direction la plus structurée, la plus opérationnelle, mais c'est le bureau du château qui avait la légalité. Une bonne partie du peuple upéciste comprit cela et s'aligna derrière cette direction pour bénéficier de la légalité et dans l'espoir de mettre sur pied une direction légitime au cours du congrès à venir. C'est pourquoi beaucoup d'upécistes reprochent à feu Michel Ndoh et à moi-même de ne pas être allés au congrès de Nkongsamba où disent-ils, ils nous attendaient pour nous porter à la direction. Malheureusement les dirigeants du Comité Central ne semblent pas avoir tenu compte de ce raisonnement de bon sens. Ils démissionnèrent du

bureau du Comité Directeur de Dicka et considérèrent comme traître à l'UPC tout responsable qui prendrait contact avec eux, comme par exemple Mouen Gaspard qui eut le courage de le faire. Pourtant, malgré sa faiblesse politique, la force organisationnelle du Comité central faisait encore assez peur au pouvoir pour qu'il évitât toute confrontation à armes égales entre le Comité central et la direction du château au cours d'un congrès. On comprend dès lors pourquoi depuis Etoudi, une machination a pu être ourdie pour faire échouer le congrès unitaire de Bafoussam.

A vrai dire, la direction de l'UPC -Comité Central manquait de cohésion. Cela n'était pas apparent aux yeux du peuple upéciste à cause de la clandestinité. La façade unitaire qu'elle présentait au travers d'une expression stéréotypée cachait en réalité des divergences profondes sur des sujets importants, dont quelques- uns sont évoqués dans ce texte. Le pouvoir l'a compris très vite et a enfoncé le coin pour aggraver les divisions de cette direction. Que vaut un parti sans direction viable? Ceux qui ont préparé les statuts, le mode d'organisation et la structure de la direction adoptés à Bamougoum croyaient en la magie de l'écriture, un défaut bien upéciste à cette époque. Ils ont misé beaucoup sur la confection des documents écrits, comme si un bout de papier non consensuel pouvait résoudre un problème politique de fond. Avec le recul on peut dire aujourd'hui qu'ils n'étaient pas dénués d'arrière-pensée au cours de la préparation des propositions de structures dirigeantes. Certaines attributions de postes au Congrès le laissent penser : par exemple, à quoi devait servir un Secrétaire Chargé de la Coordination Administrative dans une direction comportant un Secrétaire Général, sinon à vider de sa substance le rôle de ce dernier en cas de besoin?
La conception de la direction du parti à l'intérieur du pays, quand nous étions en exil, ne faisait pas non plus l'objet d'un

consensus au sein du Comité Central. J'avais personnellement insisté à plusieurs reprises pour que la direction de l'UPC à l'intérieur du pays fût unifiée et placée sous la responsabilité d'un seul chef au lieu d'être éclatée en multiples "collectifs" qui donnaient l'impression d'être voués aux luttes d'influence. Ce chef du parti à l'intérieur était pourtant statutairement tout désigné, en la personne de l'autre secrétaire général adjoint, NDEMA Alexis alias Albert Kondi. Pourquoi n'étendit-il pas son autorité à l'ensemble du parti à l'intérieur? L'histoire nous le dira. Ces luttes d'influence au sein de la direction intérieure constituent probablement l'une des raisons pour lesquelles l'UPC Manidem n'a pas pu sortir de clandestinité en temps utile un dirigeant pour représenter le parti dans le pays, ce qui aurait passablement compliqué l'opération de confiscation de la direction de l'UPC lors de sa re légalisation. La préparation du Congrès unitaire a aussi souffert de cette situation.

Au terme de cette présentation des problèmes de direction avant le congrès on peut comprendre pourquoi le congrès de Bamougoum n'a pas solutionné dans son fond le problème de la direction de l'UPC, se contentant d'un débat de forme pour savoir si la Direction du Parti devait s'appeler « Comité Directeur » ou « Comité Central ». Comment se fait-il qu'aujourd'hui l'appellation Comité Directeur ait fini par s'imposer y compris dans le groupe issu du Comité Révolutionnaire ? La vérité, la position juste, finissent toujours par triompher.

Certains congressistes téléguidés par mes propres collègues du Comité Central m'attaquèrent violemment parce que j'avais proposé que la direction du parti s'appelât Comité Directeur avec son Président et non Comité Central avec son Secrétaire Général. L'argumentation que je développai en faveur de cette proposition (voir mon intervention au congrès plus loin) ne les

convainquit pas. Ils ne voyaient qu'une manipulation idéologique là où les militants de base voyaient une proposition de bon sens. Ma position fut retenue par le congrès. Depuis lors, mes détracteurs ont tenu plusieurs congrès dont ils avaient la maîtrise de l'organisation et des débats de bout en bout. Ils n'en ont pas profité pour changer le nom de **"Comité Directeur"** en **"Comité Central"**. Il est donc permis de s'interroger: leur opposition à la dénomination "Comité Directeur" était-elle sincère ou n'était-ce qu'un autre angle d'attaque contre le "camarade Kuissu"?
Une direction doit être le reflet de la nature du parti dans un contexte donné, et de la politique que ce parti veut mener. Cela demande une bonne connaissance des contextes et de la souplesse dans l'application des principes. C'est faute d'avoir appliqué cette idée simple que l'UPC est restée et restera encore longtemps dans la tourmente. Le pouvoir a fait ce qu'il estimait avoir à faire pour se maintenir. Et nous ?

Quel devait être le numéro du Congrès unitaire de Bafoussam ?

Un autre signe à la fois de la tension entre les tendances et de l'hypocrisie qui régnaient dans tous les camps est le **silence consensuel et ambigu sur la numérotation des Congrès de l'UPC.** Quel était le numéro du Congrès prévu à Bafoussam ? Le troisième, le quatrième, le cinquième ou le sixième ? Pour ceux qui considèrent comme nuls tous les congrès tenus après celui d'Eséka en 1952 en présence deUM NYOBE, ce congrès devait être le troisième. Mais ils ne l'ont pas dit !
Pour le Comité Central qui a organisé un Congrès en 1982 (le troisième) et un Congrès en 1984 (Le quatrième), ce Congrès devait être le cinquième. Mais il ne l'a pas dit !

Pour ceux qui prennent en compte le Congrès de Janvier 1962, ce Congrès devait être le quatrième ou alors le sixième s'ils comptent les deux congrès de 82 et 84. Mais ils n'ont rien dit ! Chaque camp avait son idée sur cette affaire mais n'en faisait pas état. Il est probable que de part et d'autre, l'on ait considéré consciemment ou inconsciemment, que le conflit sur ce sujet était secondaire par rapport à la guerre pour le pouvoir au sein de l'UPC qui devait être menée à l'occasion de ce Congrès. Deux Congrès seulement de l'UPC ne sont contestés par personne : le premier à Dschang en AVRIL 1950, et le deuxième à Eséka en 1952. Le Congrès de Janvier 1962 à Yaoundé sous l'impulsion de feu EMAH OTTOU fut dispersé avant l'élection d'une direction, par Ahidjo qui l'avait pourtant autorisé...Mais le Congrès clandestin de 1982 fût compté par ses organisateurs comme le troisième. Puis un autre eut lieu en 1984 compté comme le quatrième. Les héritiers du Comité Révolutionnaire ignorèrent donc le Congrès de 1962, probablement parce qu'il était l'œuvre d'EMAH OTTOU et MAYI MATIP suspects de collaboration. Logiquement le Congrès de Bamougoum était le cinquième pour les organisateurs des deux congrès clandestins. J'étais de ces organisateurs - j'en assurai la logistique aussi bien en 1982 qu'en 1984 tandis que WOUNGLY MASSAGA et MBUYINGA (alias MOUKOKO PRISO) en assuraient la préparation politique -, mais je considérais à Bamougoun que l'essentiel était le rassemblement sincère des upécistes et non une guérilla sur les numéros de Congrès. Conscient que ma position n'était pas partagée par mes camarades de la direction, je préférai faire l'économie d'une friction supplémentaire. Personne ne souleva cette question, ni pendant la préparation, ni au cours des assises, sauf le docteur YAGNE Daniel dont l'intervention montra le **lien entre la numérotation des congrès et les problèmes idéologiques et politiques**. Il exprima sa perplexité ainsi :

« ... Les camarades qui étaient dans la Commission des Statuts avec moi sont encore ici. Voici le Président (NDLR - il désigne Paul MOUKOKO PRISO), il est là et il va confirmer. J'avais posé beaucoup de questions. J'étais donc...celui qui ne comprenait rien dans ma Commission. Rires...Oui, oui, j'étais l'homme qui ne comprenait rien et finalement, les camarades sont ici... ils sont ici. On fait la première chose, on fait la deuxième, je posais toujours des questions, je ne comprenais rien. Ensuite j'ai demandé deux ou trois questions, j'ai compris que j'étais l'homme qui était bête dans la Commission et comme je ne voulais pas être trop bête je me suis tu. (Rires...) Oui, mais j'ai posé deux questions : j'ai posé deux questions pour comprendre. Je leur ai dit.... Parce que moi ça fait seulement six jours ; peut-être les choses ont beaucoup évolué. Certainement ! dit quelqu'un dans le public. *Oui, oui c'est normal. C'est la dialectique. Je ne peux pas demander que les choses restent comme elles étaient. C'est normal que ça bouge. Je leur ai demandé ...**c'est sûr qu'il ne faut pas mettre le mot socialisme là dedans non** ? On m'a dit non ...non... non.. Ce n'est pas ça. Il est là. (Gros Rires du public) Et pourtant visiblement, il ne fallait pas que le mot là soit dedans. Et dans ma Commission il y avait beaucoup de gens parmi lesquels camarade Mbuyinga (NDLR- alias Paul MOUKOKO PRISO), qui était dans ma Commission. On a parlé parti, on a parlé mouvement... je leur demandai: mais nous on est quoi aujourd'hui ? (Rires du public) Oui ! J'ai demandé il y a dix ans on était quoi ? Aujourd'hui on était quoi ? Dans cinq ans on sera quoi ? On m'a dit non. . non... on est un parti. Moi je leur ai dit: moi je ne comprends pas. Bon, on veut nous montrer qu'il y a aussi des problèmes idéologiques, c'est possible. Parce qu'il y en a même. Mais ils n'ont pas été abordés . Ces problèmes là n'ont pas été abordés ; parce que j'ai aussi posé la question : **mais c'est le troisième Congrès ou***

c'est le cinquième ? On n'en a rien dit...» (Passages soulignés par la rédaction).

Une autre intervention fit juste une brève allusion à la numérotation des congrès : celle de feu KAMSI Innocent. Dans son intervention il désigna en passant le Congrès de Bamougoum comme étant le troisième. Kamsi était membre du Comité Directeur élu en 1952 et il devait considérer comme beaucoup de militants de sa génération qu'il n'y a pas eu de Congrès depuis leur élection à la direction en 1952.

Le congrès ne répondit pas aux questions de YAGNE. Pas plus qu'à aucune autre! Pourtant les congressistes en posèrent, des questions. Qui avait le devoir de leur répondre? Il est de tradition dans les congrès de partis politiques que la direction sortante réponde, et assume toutes les responsabilités jusqu'à la prise de fonction de la nouvelle direction élue. Mais quelle était la direction sortante? Le CNP, une véritable nébuleuse selon l'expression d'un congressiste qui se reconnaîtra, n'était qu'une commission d'organisation du congrès. Certains voulaient lui faire jouer un rôle de direction politique. Mais c'est à la conférence de réconciliation d'Eséka qu'il eut fallu résoudre cette ambiguïté. Cela n'ayant pas été fait, il revenait au Comité Central, direction de l'UPC Manidem, et seule direction de parti structurée, de prendre les choses en mains et d'indiquer clairement (et non sournoisement) aux militants ce qu'il considérait comme les bonnes orientations. Il ne le fit pas. La longue intervention que Michel Ndoh prononça, au nom du Comité Central, en guise de rapport politique de la direction sortante est la preuve tangible de ce manquement (voir compte rendu du congrès dans les pages suivantes). Elle n'avait été ni préparée ni avalisée au préalable par le Comité Central en tant que direction. Le silence de mort des dirigeants du Comité Central sur les questions fondamentales, alors que certains

furent très loquaces sur les questions de personnes, vint confirmer cette défaillance historique.
La numérotation des congrès de l'UPC est un problème politique et idéologique. S'il y avait un combat à mener sur cette question, c'était celui des héritiers du Comité Révolutionnaire qui devaient faire admettre aux autres ce Congrès comme le 5e. Non pas pour imposer l'idéologie marxiste, ni pour faire accepter leur hégémonie sur le parti, mais pour faire reconnaître par tous le travail émérite qu'ils avaient accompli pour faire vivre le parti. Mais pour raisonner de cette façon, il fallait être dans l'état d'esprit de rechercher une unité sincère, capable de renforcer le parti !

Toutes ces questions fondamentales de la direction du parti, de l'unité du parti, du numéro du Congrès sont éminemment politiques. L'UPC du château voulait récupérer l'UPC historique pour la détruire afin qu'elle ne gêne pas le pouvoir. L'UPC Comité Central voulait empêcher cela, mais la lutte pour le pouvoir dans ses propres rangs recouvrait l'illusion politique infantile que celui qui aura le pouvoir dans l'UPC aura le pouvoir dans le pays. Cette erreur politique grave sur la période historique a de lourdes conséquences pour l'avenir du pays.

En effet en 1991 comme aujourd'hui, l'essentiel est d'abord de permettre la démocratisation du pays. Au lieu de cette lutte intestine avec des attaques en dessous de la ceinture contre des camarades upécistes, il fallait unifier le parti pour en faire une force de dynamisation de l'ensemble de l'opposition, capable dès lors de mener la lutte pour la démocratisation. Après la présidentielle de 2004, l'absence d'une telle force se ressent durement, surtout après que les leaders réunis au sein de la Coalition Nationale pour le Réconciliation et la Reconstruction aient montré leur vrai visage, en réalité peu reluisant.

Le parti a-t-il une mémoire ?

Il y a un grave problème de mémoire nationale dans notre pays. Un pays qui n'honore pas ses héros, qui ne reconnaît pas les sacrifices de ses patriotes, qui ne récompense pas le mérite !
C'est totalement inadmissible que la mémoire des héros de la lutte pour l'indépendance ne soit pas honorée. Quel triste spectacle de voir des militants qui ont donné leur jeunesse à la nation, qui ont tout sacrifié pour leur parti, l'UPC par lequel l'indépendance est arrivée, traîner pendant leurs vieux jours dans la misère. Des jeunes aussi, traînent dans le désœuvrement après avoir tout donné à leur parti!
Les upécistes sont les premières victimes et les premiers à se plaindre de ce traitement méprisant.
C'est pourquoi il est absolument écœurant que lors du congrès de Bamougoum, les dirigeants de l'UPC MANIDEM aient gardé le silence concernant les mérites de leurs propres camarades. **Plus ils glorifient les héros morts, plus ils ignorent les militants vivant émérites**. Certains de ces militants étaient absents et nous avions l'obligation morale de les présenter au Congrès. D'autres étaient présents, mais il ne leur appartenait pas de faire l'éloge de leurs propres états de service. Pourquoi fallait-il que nous présentions au Congrès nos camarades émérites ? Parce que pendant 20 ans ils ont œuvré dans l'opacité totale, dans l'ombre, du fait de la clandestinité. Le cloisonnement normal et la verticalité de notre organisation étaient tels que des camarades même très proches dans la vie, même vivant sous le même toit ignoraient tout de leurs activités réciproques. Seuls des dirigeants du niveau Secrétariat du Comité Central avaient des informations sur l'ensemble du parti et encore… Il leur revenait de faire les présentations. Malheureusement non seulement ils ne le firent pas, mais ils se servirent de ces informations dans leurs luttes d'influence. Alors que certains se faisaient prier pour accepter

d'être élus à la direction du parti, on passait totalement sous silence des camarades qui ont consenti des sacrifices immenses au parti. Des camarades comme Michel NDOH, feu COSTA (EMOCK ELANG THOMAS), pour ne citer que quelques uns, consacraient historiquement 100 pour 100 de leur temps au parti. D'autres camarades, comme par exemple MINDJA NDJOLE HILAIRE, ABBO À BEYECK PHILEMON, avaient démissionné de leur travail salarié en Europe pour consacrer entièrement leur vie au parti. Des camarades comme MOUEN Gaspard, EBELLE TOBBO et d'autres avaient perdu leur poste de cadre supérieur d'entreprise pour avoir eu le courage de militer "dans le ventre même de la bête", c'est-à-dire dans un pays répressif. Qui en a dit un seul mot? Pourquoi personne n'a proposé pour l'élection à la direction du parti, la candidature de MINDJA NDJOLE HILAIRE qui était absent ? Aucune délégation, pas même celle des exilés venant de Paris où réside MINDJA, pas même celle du WOURI où se trouvaient les anciens exilés qui connaissaient bien MINDJA, ne l'avait proposé. Et voilà comment cet homme qui fut longtemps un des piliers de notre organisation ne fût même pas élu au Comité Directeur! Pourquoi ABBO A BEYECK Philémon, Membre du Secrétariat du Comité Central, Secrétaire à l'organisation n'a-t-il pas été proposé par ses collègues dirigeants au Bureau politique ? S'il y avait quelque chose à leur reprocher, il fallait le dire aux congressistes. Pourquoi fus-je le seul à subir des accusations? Le camarade KUISSU était-il le seul dirigeant à qui mes censeurs avaient quelque chose à reprocher ?

On pourrait aussi citer les nombreux camarades qui, tout en continuant leur activité professionnelle, consacraient leur temps et leur argent au parti. Est-il interdit de saluer le mérite dans l'UPC ? Dans une situation politique ouverte, chaque militant peut voir et apprécier l'activité des autres camarades,

dirigeants compris. Mais dans la situation de clandestinité les militants ne voient pas tout, et peuvent même parfois se tromper sur le comportement de certains camarades sans savoir qu'ils sont membres ou dirigeants du parti ou parfois en mission commandée. C'est la direction qui devait **lever le voile sur tout ça, AVANT LES ELECTIONS**! Je ne peux nier ma part de responsabilité dans ces erreurs, mais je plaide des circonstances atténuantes. J'étais très préoccupé par l'échec de l'unité du parti, et par la dureté et la soudaineté des charges accusatrices contre moi.
Voilà en gros planté le décor au moment où s'ouvre le Congrès de Bamoungoum.

Maintenant, pourquoi les travaux du congrès n'ont pas été publiès ?

Il est très regrettable qu'un événement historique de la taille du Congrès de Bamougoum ne fût pas consigné dans un document écrit. C'est cette lacune historique que j'ai voulu contribuer à combler en publiant ces travaux ou plus exactement les éléments que j'ai pu retrouver. D'autres participants à ce Congrès qui pourraient retrouver des textes importants devraient les publier en complément. Des photographies aussi. Un jour les historiens s'en serviront.

Pourquoi les travaux n'ont pas été publiés? Il y a à cela plusieurs raisons, des raisons objectives, mais peut-être aussi des considérations moins louables.
Les difficultés objectives
Au lendemain des assises, la direction de l'UPC issue de ce Congrès se heurta à **l'agressivité des autres tendances** qui avaient scellé leur alliance au Congrès de Nkongsamba. Elles y avaient élu une autre direction qui sera reconnue par le gouvernement. Ainsi, non seulement le problème de l'unité de

l'UPC restait objectivement posé au lendemain des deux Congrès (Nkongsamba et Bamougoum) mais encore **le gouvernement avait ouvertement choisi une UPC contre l'autre**. La direction élue à Bamougoum se voyant refuser toutes les prérogatives légales d'une direction de l'UPC, les démarches administratives pour sa reconnaissance officielle sont restées longtemps une de ses préoccupations. Une délégation conduite par le président, feu Michel NDOH comportant aussi EKANE ANICET et moi-même fût reçue par le gouverneur du Littoral NKOUNGOU EDIMA Ferdinand en janvier 1992. A ce moment-là, EKANE était encore adepte de la bataille juridique. Il en avait besoin pour obtenir la séparation de l'UPC MANIDEM DE L'UPC. « Nous sommes contre la bataille juridique avec le MINAT » dira-t-il plus tard, lorsqu'il provoquera la scission de cette même UPC MANIDEM qu'il contribua fortement à autonomiser au préalable, découpant l'UPC en tranches comme du saucisson. Mais revenons au gouverneur du Littoral. Mr KOUNGOU EDIMA Ferdinand nous tint à peu près ce langage que je reproduis de mémoire : « *Il y a déjà l'UPC légalisée. Je connais bien le ministre (ANDZE TSOUNGUI). Si vous faites une demande de légalisation au nom de l'UPC MANIDEM, il vous l'accordera* ». C'est exactement ce que Ekanè Anicet demanda ensuite au parti de faire. Diviser, diviser toujours, fabriquer autant d'UPC que possible…

Les luttes d'influence qui avaient continué au delà du Congrès au sein des upécistes du Comité Central ont peut-être joué un rôle. Déjà, répondant à ma démission, le comité directeur avait précisé qu'il luttait pour le contrôle du parti (annexe 15) -donc pas pour l'avancement des idées upécistes ? – (NDLR). Ce n'était pas mon cas. Si cela avait été mon objectif, pourquoi aurais-je démissionné alors que j'étais déjà secrétaire général? Et je n'étais pas le seul à ne pas penser de la sorte. Après ma démission, les autres dirigeants pouvaient enfin assouvir leur

soif de "contrôle du parti". Se sont-ils rendu compte que ce « contrôle » a coûté fort cher ? Le prix en fut un départ massif de militants, une dispersion du comité directeur élu à Bamougoum. Certains quittèrent l'UPC pour rejoindre d'autres partis ou pour fonder leur propre parti, d'autres rallièrent le pouvoir, et d'autres enfin se démobilisèrent ou tout simplement furent perdus de vue. Voici quinze ans que ça dure. Quelle a été leur réponse à cette hémorragie intense, en dehors de tentatives grossières de récupération? Le principal président des séances de ce Congrès, ABANDA KPAMA alias monsieur "adopté" est aujourd'hui dirigeant d'un autre parti! Qu'a-t-il fait des documents écrits, procès verbaux et autres comptes-rendus du congrès?

Une autre cause objective était le **manque de moyens financiers**. Vu les réalisations qui furent les nôtres pendant la clandestinité avec les moyens de bord, par exemple la publication des travaux du troisième congrès sous la forme d'un beau livre, la question se pose: manque de moyens ou absence de volonté politique? On ne peut exclure l'intention manifeste d'occulter ce qui s'est passé et ce qui s'est dit à ce Congrès. De nombreux indices font penser effectivement qu'il existe une volonté de faire comme si ce congrès n'avait pas existé. Dans une longue rétrospective intitulée " *10 ans de transition démocratique et les perspectives actuelles*"[24], celui qui est devenu secrétaire général de l'UPC MANIDEM après ma démission en avril 1992 fait l'impasse sur cette démission qui l'a fait roi, et cite les faits marquants de la période 1989-1999 sans mentionner un seul mot du congrès historique de Bamougoum! Il faut une sacrée révision de l'échelle des valeurs pour arriver à laisser croire que le premier congrès non

---

[24] Dans "*Le banditisme politique à l'ère du renouveau camerounais" p.225 à256.*

clandestin de l'UPC depuis 1952 n'est pas un événement politique majeur entre 1989 et 1999. Il y a peut-être des gens qui avaient intérêt à ce que ces travaux ne soient pas portés à la connaissance de tout le monde. D'autres seraient embarrassés par leur silence assourdissant concernant des sujets essentiels au cours du Congrès, ou par des propos qu'ils y ont tenus. D'autres enfin ne sont peut-être pas fiers d'avoir été utilisés contre des camarades. Le congrès de Bamougoum serait-il si gênant qu'il serait effacé jusque dans leur sub-conscient?

Secrétaire Général de l'UPC, et le mieux élu des membres du Comité Directeur à Bamougoum (par plus de 92 % des délégués), bien qu'ayant quitté cette direction depuis avril 1992 **(annexe14),** je ressentais depuis longtemps comme un devoir personnel de faire sortir ces travaux. J'ai fini par m'y atteler. Je ne disposais d'aucun texte écrit. J'ai auditionné et transcris personnellement de nombreuses heures d'enregistrement sur cassettes.
La retranscription est exacte, respectant même les fautes des orateurs, les défauts techniques des enregistrements. La chronologie des travaux et interventions n'est pas apparente dans ces auditions. L'ordre de succession des interventions et des chapitres de ce compte rendu a été établi par recoupement de plusieurs enregistrements. Les titres, le soulignement et les mises en caractères gras sont de moi.

« Ce que l'ennemi sait, et que nous continuons à cacher, nous le cachons en fait au peuple », avaient coutume de dire les upécistes. C'est la deuxième raison pour laquelle ces travaux doivent être portés à la connaissance de tous les upécistes, car grâce à ses agents infiltrés en notre sein, le pouvoir sait ce qui s'est passé à ce congrès; il le sait mieux que nous, mieux que les participants à ce congrès. Beaucoup de ces participants vont découvrir en lisant ce livre des choses qu'ils

ne savaient pas. C'est normal. Il était humainement impossible, vu les conditions difficiles dans lesquelles se tenait ce congrès, que chaque congressiste soit au courant de tout. La faim, l'épuisement physique et intellectuel, le sommeil ont certainement eu raison des efforts de vigilance de beaucoup d'entre nous.

Il y eut en 1993 un autre congrès de l'UPC à Bafoussam. Dans le chapitre sur l'unité de l'UPC nous expliquons les arrières pensées qui sous-tendaient la désignation de Bafoussam comme lieu de ce 2e congrès. Pour éviter toute confusion avec le **Congrès historique de Bafoussam 1**, le premier de l'ère du multipartisme, et pour bien le distinguer des autres congrès, il vaut mieux l'appeler « **le Congrès de BAMOUGOUM** ». De plus c'est historiquement le lieu où le Congrès a effectivement eu lieu.

Il serait d'ailleurs très intéressant d'étudier la succession de tous les Congrès de l'UPC depuis le premier en 1950, sans en exclure aucun comme certains tendent à le faire pour des raisons idéologiques ou politiques. Il s'en dégagerait sans aucun doute des leçons importantes pour l'avenir de ce parti.

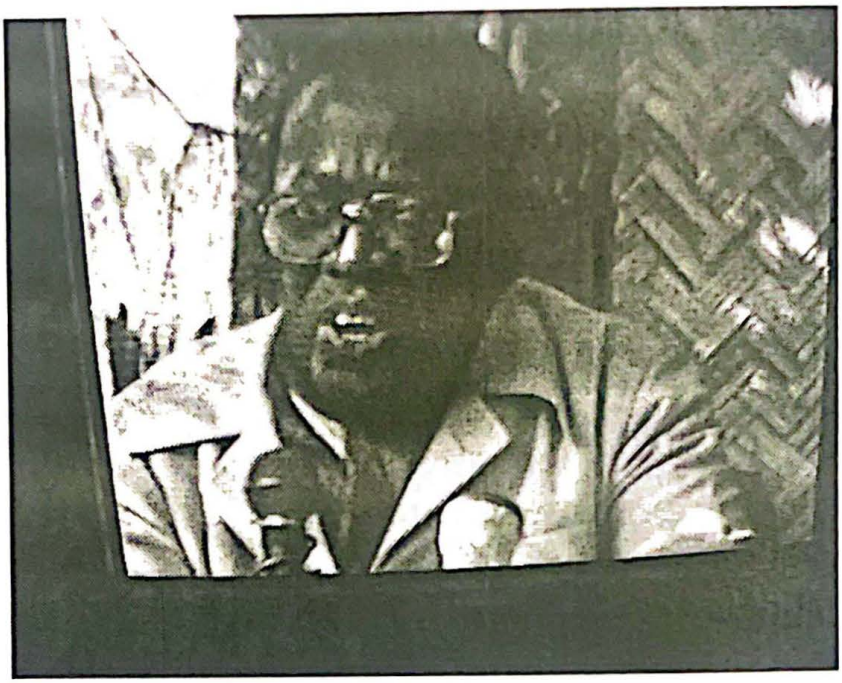
Pour terminer, une précision importante doit être indiquée ici : Le lecteur peut avoir eu le sentiment, en parcourant l'avant propos, que je présente les choses comme un observateur extérieur. Erreur ! C'est un effort difficile de décrire et de commenter des évènements auxquels on est mêlé. Il est donc possible que je n'aie pas réussi cet exercice. Mais il y a en tout cas une chose sur laquelle le lecteur ne doit garder aucun doute, c'est que *je suis upéciste d'opposition*, que mon souci est de clarifier le passé pour mieux préparer l'avenir. J'assume ma part de responsabilité dans les erreurs de la direction à laquelle j'ai

appartenu, le Comité Central de l'UPC Manidem. Cette direction porte une lourde responsabilité historique dans la déconfiture actuelle de l'UPC pour avoir fait preuve d'une incroyable incapacité d'adaptation. *« L'impardonnable incapacité d'adaptation »* que je redoudais en 1990 s'est produite effectivement ! Si le parti avait pris en compte les orientations contenues dans la note que j'invite le lecteur à lire attentivement en annexe 1, cela lui aurait évité bien des déconvenues par la suite. Par exemple l'autodissolution maitrisée du Manidem, que je proposais en 1990 aurait évité la dissolution honteuse de l'UPC Manidem sous le dictat de Ndé NTUMAZAH en 1996. Nous sommes plusieurs membres de cette direction à avoir tenté de toutes nos forces de prévenir ou de corriger la dérive. Pouvons-nous plaider les circonstances atténuantes ?

Ce 27 Août 2005
Siméon KUISSU

HISTORIQUE

Par Michel NDOH [25]



Camarades congressistes,

Une fois de plus un Congrès de l'UPC régulièrement convoqué se réunit dans des conditions inadmissibles d'intervention administrative dans nos affaires intérieures, avec menace d'utilisation de la force à l'appui. Comme vous savez, c'est de la **Conférence Nationale de Réconciliation des upécistes d'Eséka tenue les 7 et 8 septembre dernier** que date la convocation du Congrès unitaire de Bafoussam. Le **Comité National Préparatoire** au nom du quel j'ai l'honneur de m'adresser à vous ici avait été mis en place avec pour mission

[25] *Michel est malheureusement décédé en Août 1998, paix à son âme. La disposition en paragraphes, les passages soulignés le sont par SK.*

principale d'assurer la préparation de ce Congrès en même temps qu'il devait assurer la gestion des affaires courantes en attendant la nouvelle direction qui sortira du congrès. Les ennemis du peuple camerounais n'ont pas digéré la situation de l'après Eséka et ont décidé de réagir. Comme résultat de leur contre offensive une partie des membres du CNP a succombé à leurs appels de sirène et se vautre actuellement alors que nous nous trouvons ici avec leurs anciens partenaires du groupe Dicka à quelques exceptions près dans la fange de la trahison que constitue la méconnaissance des décisions du peuple upéciste qui a parlé à Eséka. Or pour nous, il n'est pas admissible que les upécistes qui ont réclamé avec le peuple pendant des mois la Conférence Nationale Souveraine au Président Biya puisse faire montre à leur niveau d'un mépris du peuple des upécistes dont le rassemblement d'Eséka constitue l'équivalent de la Conférence Nationale de tous les Camerounais.

Soyez les bienvenus Camarades à ce Congrès historique à plus d'un titre.

Pour la ville Chef lieu de la grande province de l'Ouest, c'est un titre d'honneur que celui d'héberger le premier Congrès de la légalité du grand parti d'Ernest Ouandié et ses autres héroïques compagnons. Une légalité que l'UPC retrouve effectivement après plus de trois décennies d'existence clandestine suite au décret d'interdiction du 13 juillet 1955 du gouvernement colonialiste français et des mesures fascistes et dictatoriales des autorités néocoloniales du régime UNC/RDPC qui a délibérément ignoré le décret de réhabilitation de l'UPC du 25 février 1960, et l'article 3 de la constitution du pays sur le droit formel au multipartisme reconnu au citoyen camerounais.

Ce Congrès est historique également en considération des conditions de sa tenue, conditions particulièrement difficiles du fait que l'organisme chargé de sa préparation, le CNP, a vu une bonne partie de ses membres abandonner leur mission au moment où dans tout le pays la base upéciste comme cela apparaît dans le spectacle exaltant que nous avons sous les yeux ici, s'est mobilisé comme un seul homme pour envoyer à ce Congrès des contingents enthousiastes en dépit de la campagne d'intoxication du groupe des Kodock et Dicka qui font feu de tout bois pour créer une atmosphère de confusion à l'occasion de laquelle il s'attelle à déformer tout dans l'espoir de rendre nos camarades ignorants. On fait là un travail à rebours de celui que notre parti mena sous la direction de UM NYOBE en 1951 dans le cadre de la campagne connue sous le nom du **procès de l'incompréhension**. Cette constatation de cette mobilisation de nos adversaires pour un travail d'obscurantisme dirigé vers nos camarades, nous a amené dans les conditions donc un peu difficiles où nous avons eu à vous présenter ce rapport, à nous orienter vers un recommencement du travail du procès de l'incompréhension, parce que nous sommes convaincus que c'est un point sur lequel se base le travail de mensonge et d'obscurantisme outrancier de nos soi-disant camarades vise à ce que les camarades ignorent tout de notre parti, de son histoire et de ces points essentiels qui font de l'UPC ce parti si redouté de ses adversaires. Dans ce travail donc, nous allons essayer, et vous nous excuserez parce que nous avons préparé ce rapport dans des conditions très difficiles, de reprendre certains points du travail de sape et d'obscurantisme de nos soi-disant camarades en essayant d'apporter des éclaircissements qui sont nécessaires. Nous allons pour cela nous orienter vers un rappel des points importants de l'histoire du nationalisme camerounais qu'incarne l'UPC, dans la période justement que semblent choisir nos camarades ennemis, à savoir la présentation, les tentatives de

présenter l'UPC comme quelque chose d'immuable qui a surgit du sol en 1952 et dont ils défendent à quiconque de pouvoir toucher le moindre point. Notre intention donc, en revenant sur le point de l'évolution de la situation du Cameroun et de l'UPC à la situation antérieure en 1952 vise à démolir l'impact de ce travail obscurantiste que mènent les autres à savoir que l'UPC, le Nationalisme camerounais, l'histoire du Cameroun, comme tout phénomène vivant, n'est pas statique. Il a évolué. 1952 n'est pas un début mais une étape. En somme quand on voit les choses de cette façon on ne devra que rigoler de la tentative que mènent nos camarades de penser que après1952 il n'y a plus rien à bâtir.

Bon, nous avons essayé donc, comme ce sont des points d'éclairage que nous voulons donner pour rafraîchir la mémoire, essayer de rappeler comment le mouvement de libération a évolué au Cameroun anciennement sous britannique jusqu'à vers les années 52/55 avant de venir au côté qui nous importe le plus à savoir le Cameroun anciennement dit français, pendant cette période de l'évolution et du nationalisme camerounais, et des mouvements de libération nationale qui a permis à une date donnée l'émergence de l'UPC.

Pour ce qui concerne l'évolution du mouvement national au Cameroun britannique voici les points de repère:

Tout a commencé après la guerre, et je tiens à rappeler le **rôle historique qu'ont joué d'ailleurs dans les deux parties les anciens combattants** parce que là-bas comme ici, ceux qui ont contribué à l'avènement d'un monde nouveau dans la lutte contre le nazisme et l'hitlérisme, en rentrant dans leur pays et en trouvant un régime colonial plein d'injustices ont été un levain qui a contribué à la prise de conscience de leurs

compatriotes et de l'ensemble de leur pays pour la naissance du mouvement national. En 1947 au Cameroun britannique naissait effectivement un mouvement appelé **CAMEROON FEDERAL UNION (CFU)**. Son dirigeant principal était le **Docteur ENDELEY**. Ce mouvement avait fait alliance cette année là avec une autre association qui était très active et qui était appelée **FRENCH CAMEROON WELFARE ASSOCIATION (FCWA)**, qui était essentiellement constitué par des émigrés de ce côté-ci notamment Douala c'est-à-dire des gens du Cameroun français émigrés pendant longtemps au Cameroun britannique. Les deux groupements, le CFU et le FCWA ont, au cours de cette année 1947, constitué une Union qui a pris le nom de **Cameroon National Federation (CNF).** Ce CNF a commencé un travail nationaliste en 1949 à l'occasion du passage au Cameroun dans les deux zones de la première mission de visite des Nations Unies. Parce que en 1949 pendant que sous l'action de l'UPC ici les camerounais de cette zone remettaient des pétitions sur les revendications nationales sur la réunification du pays et de la fixation d'un délai pour l'indépendance, là-bas ce CNF remettait également à la mission de visite une pétition réclamant l'unification du pays. Cela a été très important parce que c'est à ce moment-là que beaucoup de délégations aux Nations Unies ont constaté que le problème de l'unification du Cameroun était un fait réel qui intéressait les deux zones. Toujours en 1949 il s'est tenu une réunion à l'initiative sur place du CNF dans la grande ville historique de KUMBA où participèrent des partis politiques venant du Cameroun oriental c'est-à-dire Cameroun français, en l'occurrence l'UPC, l'ESOCAM qui était le parti administratif mis en place ici pour combattre l'UPC et qui faisait la démagogie. Cela vous montre que la démagogie que l'on voit ici aujourd'hui n'est pas un fait nouveau ici au Cameroun oriental. Donc l'ESOCAM, l'UPC, sont allés rejoindre le CNF et à cette réunion d'autres associations qu'on

ne peut pas appeler politiques comme le **Ngondo** et le **Kumze** y ont pris part. Signalons que l'ESOCAM qui croyait y réaliser une bonne opération politique a été dénoncée par l'UPC et n'a pas pu tenir jusqu'à la fin de la réunion, son chef de délégation prétextant que sa femme avait avorté et l'UPC a parlé en ce moment d'un « avortement diplomatique ».

Toujours cette année-là, donc après cette réunion, peu de temps après, le CNF a connu une scission. Certains éléments au sein de ce parti ont constaté que le Docteur ENDELEY qui continuait à parler de l'unification devenait plus mou. Et les éléments beaucoup plus décidés ont trouvé que la meilleure façon d'œuvrer pour l'unification de ce coté là était de sortir du CNF pour constituer un parti à part. Et c'est à cette occasion là qu'ils ont crée le **KUNC - Kamerun United National Congress-** . Le KUNC a tenu en 1951, à KUMBA toujours, un Congrès où l'UPC avait participé et avait présenté un magistral rapport qu'il importe que beaucoup de camarades lisent et dont on peut trouver le contenu dans la collection des écrits de UM NYOBE présentée par l'historien camerounais Achille MBEMBE. Et c'est publié chez l'Harmattan. A cette occasion l'UPC avait présenté une proposition qui était adoptée, à savoir la création des comités d'unification.

En 1953, le CNF donc du Dr ENDELEY et le nouveau parti KUNC ont senti la nécessité de faire un mariage d'où est sorti le **KNC**. Vous constaterez que le KNC c'est le KUNC moins U. Et ce n'est pas un hasard. C'est-à-dire à ce moment le KUNC qui avait abandonné ENDELEY en l'accusant de mollesse pour la question de l'unification a en ce moment-là dans la perspective des élections en vue de constituer un petit gouvernement autonome commencé à trouver que c'était peut-être pas indiqué d'être plus pressé encore pour la réunification. Donc c'est à ce moment qu'ils ont fait un mariage et ils ont

donc fusionné leurs deux partis pour donner le KNC-Kameroon National Congres-, United avait sauté.

L'année suivante en 1954, au sein des éléments du Cameroun britannique qui restaient encore très chauds pour l'unification ont trouvé que ce n'est pas dans ce parti que se trouvait leur place. Et c'est ainsi qu'ils ont constitué à coté de ce parti un nouveau parti appelé **Kamerun National Democratic Parti** dont le leader n'était autre que l'ancien Vice-Président de la Fédération, FONCHA. **John NGU FONCHA**. Et ce parti a reçu immédiatement l'appui de l'UPC et en 1957 il a gagné les élections et a formé le gouvernement autonome du Sud-Cameroun britannique. Mais seulement comme ses précédents, une fois installés au pouvoir, ils continuaient aussi à parler de l'unification mais avec plus de mollesse et cela a correspondu à l'époque où l'UPC dissoute ici avait installé son headquarters au Cameroun britannique. Les camarades Moumié, Ouandié et Kingué avaient installé leur bureau là-bas et avaient intensifié l'organisation des comités de base de l'UPC dans cette zone, travail qui a donné lieu à la constitution d'une section de l'UPC du Cameroun oriental. A ce moment là ils ont appuyé la propagation électorale de John Ngu Foncha et c'est comme ça qu'il a battu ENDELEY aux élections et est devenu Premier Ministre. Mais comme il devenait mou, l'UPC a pensé qu'il fallait accentuer sa propre organisation. Foncha comme les britanniques ont été inquiétés de cet activisme de l'UPC, raisons pour lesquelles le gouvernement britannique qui subissait par ailleurs la pression du gouvernement français, avait décidé de dissoudre l'UPC là-bas et c'est à ce moment que alors qu'ils étaient déportés vers le Soudan, les camarades MOUMIE, KINGUE, ET OUANDIE ont recommandé à NTUMAZAH de créer un autre parti c'est-à-dire d'utiliser les dépouilles de l'UPC sur place sous un autre nom pour éviter une poursuite pour reconstitution de parti dissous. Et c'est à ce

moment qu'est né le ONE KAMEROON PARTI. Voilà les faits historiques concernant le Cameroun britannique.

Pour ce qui est du Cameroun français,

La première organisation politique au Cameroun français date de 1938. Elle a été initiée et encouragée par les français eux-mêmes.

A la veille de la deuxième guerre mondiale où les allemands revendiquaient avec force la reprise de leurs anciennes colonies. Alors comme le Cameroun vivait sous le régime de mandat de la Société des Nations, les français qui avaient interdit jusque là aux camerounais de faire de la politique ont senti que si les camerounais eux-mêmes créaient un parti qui dénonçait les allemands et déclarait avoir plus de confiance aux français, leur cause serait mieux défendue. Et c'est ainsi que ils avaient encouragé la naissance du parti **JEUCAFRA (Jeunesse Camerounaise Française)** dont le Président avait été **SOPPO PRISO avec André FOUDA** comme Vice-Président et **Louis Marie POUKA** comme Secrétaire Général. La JEUCAFRA a contribué à animer les camerounais pendant la guerre et les aider à haïr davantage les allemands. Et en ce moment tous leurs déplacements, toutes leurs réunions étaient financées par l'administration française.

En 1945, c'est-à-dire à la fin de la guerre, les camerounais il faut le noter, comme c'était la seule organisation politique existant dans le pays, il y avait là dedans plusieurs tendances; il y avait certains qui se contentaient de jouer le rôle que la France avait souhaité, mais il y a d'autres qui, même quand ils se sont trouvés engagés volontaires dans la guerre ont pensé utiliser la JEUCAFRA pour servir les objectifs nationaux en disant que «on va à la guerre non pas pour combattre Hitler parce qu'on hait les anglais et les allemands mais parce que le régime de Hitler est un danger pour l'humanité et que le

renverser c'est servir la cause de la liberté». Donc, en combattant Hitler, ils ne combattaient pas plus pour aider les français que pour servir la liberté tout court. Le résultat a été que en Septembre 1945 au Congrès de la JEUCAFRA ces tendances se sont manifestées et l'un des résultats a été la transformation du nom de cette organisation qui de JEUCAFRA est devenue **UNICAFRA**. Le président de l'Unicafra était également SOPPO PRISO.

Il s'était créé également en 1945 un petit mouvement qui a laissé moins de traces, c'est pourquoi il est moins connu, appelé **Mouvement Démocratique du Cameroun**. Son leader était **MOUME ETIA**[26] qui en était Secrétaire Général. Il y avait également au Cameroun à l'époque, une organisation dont le centre principal d'activité ne se trouvait pas au Cameroun mais qui était une organisation inter coloniale qu'on appelait **FRONT INTERCOLONIAL,** dont le principal animateur était un avocat français euh... antillais installé à Paris et qui s'appelait Sylvestre ALCANE. Ce front inter colonial avait implanté une section ici au Cameroun en sorte qu'à cette époque là, à coté de l'UNICAFRA il y avait le MDC de MOUME ETIA dont je viens de vous parler et le front inter colonial de Sylvestre ALCANE. Il y avait également, parce que ça c'est l'histoire et mon objectif..... *coupure à la fin de la face A de la cassette audio.*

---

[26] Moumé Etia était aussi syndicaliste à Douala. Gaston Donnat lui aussi syndicaliste, instituteur français au Cameroun l'avait bien connu avant la création de l'UPC. *Moumé Etia s'est éteint le 1er novembre 2004 à l'âge de 92 ans.*

Reprise face B:

.....Dont l'initiateur qui était un instituteur français à l'Ecole Supérieure de Yaoundé nommé **Gaston DONNAT**. C'est un homme, j'espère qu'un jour quand se fera l'histoire du Cameroun vraie, (à qui ?) on rendra hommage parce qu'il a contribué à la formation d'un certain nombre de cadres qui ont eu à jouer un rôle important dans le mouvement de libération du Cameroun. Entre autres de ces cadres il y a Ruben UM NYOBE, il y a des gens comme NGOM Jacques, il y a des gens même si ils ont dévié par la suite comme Charles ASSALE.

En 1947, toutes ces organisations que je viens de citer, à l'initiative de l'UNICAFRA de SOPPO PRISO, ont convoqué un Congrès dont le but avait été de ramener tous les camerounais quelles que soient les organisations auxquelles (dans lesquelles?) ils militaient de (à ?) constituer un front commun en vue de regarder en face les problèmes concernant leur pays. Ce Congrès s'est tenu du 30 mars au 6 avril et le résultat de ces travaux... (Suite non retrouvée) ; donc à ce Congrès participait l'UNICAFRA, les éléments du front inter colonial, les éléments du Mouvement Démocratique du Cameroun, les éléments qui étaient les plus progressistes des **Cercles d'Etudes Sociales dont l'initiateur je le rappelle était Gaston DONNAT** (et à l'époque il ne se trouvait plus au Cameroun), donc, ont participé à ce congrès. Et à l'issue de ce Congrès est sorti un mouvement qui a fait peur au colonialisme et qui s'appelait **RASSEMBLEMENT CAMEROUNAIS-RACAM-.** Le mouvement a fait peur pourquoi? Parce que à la différence de la JEUCAFRA dont le nom même porte une particule où français est là dedans, donc ça indique l'orientation tout comme l'UNICAFRA. Donc pour la première fois il y avait un parti politique camerounais qui avait supprimé la

mention "français" dans son nom. Et ça c'était la première innovation. La deuxième c'est que ce parti qui était la fusion de toutes les organisations qui se trouvaient à l'époque là également ça faisait peur. Mais surtout ces ambitions (étaient?) affirmées. Ils avaient adopté une charte et dans cette charte ils ont pris des initiatives au point que il est difficile de qualifier cette charte. On peut même pas dire que c'était des statuts parce qu'entre autres ils adoptaient un organisme qu'ils appelaient « Assemblée » et qui devrait représenter tous les camerounais, tout le peuple camerounais, une assemblée de cent membres et ils en avaient fixé la représentation de toutes les régions du Cameroun. Ensuite ils avaient prévu même des moyens de financement qui étaient de véritables impôts. Ils ont proposé de présenter ça aux autorités pour qu'elles retiennent les centimes additionnels dans les impôts courants et ces centimes additionnels devaient être versés à l'organisation. Mais ils avaient également comme organe suprême un Congrès qui devait être annuel. Et les objectifs qu'ils fixaient à ce Congrès consistaient à précipiter l'évolution du Cameroun, et ils ne cachaient pas que leur ambition était de faire du pays un état. Alors les français ont eu peur et ils ont étouffé le RACAM dans l'œuf. Le RACAM était vulnérable dans la mesure où les éléments les plus évolués, surtout au plan intellectuel étaient des fonctionnaires. Donc ces dirigeants étaient des fonctionnaires et le gouverneur de l'époque, dès qu'il a vu ces travaux a décidé donc d'étouffer le RACAM sans avoir à prendre une mesure formelle d'interdiction. Il a suffit de se mettre à muter les fonctionnaires dans tous les coins les plus reculés du Cameroun, ceux qui avaient des responsabilités, et c'est ainsi que en moins d'un mois le RACAM avait vécu. Mais le RACAM a suscité beaucoup d'espoir et je dois souligner par exemple que notre hymne national c'est le RACAM qui le premier l'a adopté comme hymne national, Oh Cameroun berceau de nos ancêtres. C'est pas le RACAM qui l'a créé.

L'hymne existait depuis les années 20. C'était la première promotion de l'école normale de FOULASSI qui a créé cet hymne. A la fois au niveau musique et au niveau parole. C'était chanté un peu partout comme ça, mais c'est le RACAM qui le premier l'a adopté comme hymne national, ce que l'UPC prendra par la suite avant que l'état sous tutelle du Cameroun en 1955 ne l'officialise en tant que hymne de l'état camerounais.

Naissance DE L'UPC

Alors, le RACAM étouffé dans l'œuf, les camerounais n'ont pas baissé les bras et c'est ainsi que de braves patriotes ont dit, on va refaire du nouveau. Et c'est comme ça que l'idée de faire l'UPC est née.
Je vous ai donné la date de la naissance du RACAM, c'était le 6 avril 1947 et vous connaissez tous en tant que upécistes la date **de naissance de l'UPC. C'est le 10 avril 1948**.
Donc presque un an jour pour jour après la naissance du RACAM qui avait été étouffé; les camerounais ont donc mis à jour un autre parti qui celui là, a eu à tirer les leçons du RACAM, entre autre le point faible que consiste (constitue ?) le fait pour un fonctionnaire qui veut se mettre au service de son pays et lutter contre l'administration de ne pas rester en activité, de pouvoir demander la mise en disponibilité, donc garder son indépendance et comme ça d'être à l'abri des mutations abusives. Le 10 avril donc 1948 naissait l'UPC. Là également il est important, parce que c'est l'histoire que nous sommes entrain de faire, et je vous ai expliqué pourquoi nous le faisons, c'est vrai que ce sont des gens comme **Ruben UM NYOBE** qui ont été à la base de la création de l'UPC. Mais dans cette atmosphère de répression coloniale et où l'administration était toute puissante et où il fallait user de ruse pour décrocher la légalisation, la légalité...la reconnaissance de

ce nouveau parti. On dit l'histoire se répète, nous qui nous battons aujourd'hui contre les gens qui nous présentent la légalité, ma foi, comme quelque chose qu'ils ont arraché du ciel, ils n'ont rien inventé! Donc à la naissance de l'UPC, ce problème se posait. Et c'est pourquoi des éléments qui étaient en vue comme Ruben UM NYOBE n'ont pas voulu se mettre en avant parce qu'ils étaient persuadés que l'administration n'allait pas accorder la reconnaissance au nouveau parti. On a mis en avant des éléments qui étaient des citoyens sans problèmes aux yeux de l'administration. En sorte que le premier Secrétaire Général de l'UPC dont le nom figurait sur le statut déposé s'appelait **Léonard BOULI**. Ce Léonard BOULI était originaire de Yaoundé, il résidait à Douala, il était Président de l'Association Familiale de la Jeunesse Yaoundé. Donc une association qui n'était pas politique. Donc quelqu'un comme ça, on était persuadé qu'il n'allait pas effrayer l'administration. Ces autres collègues étaient **Guillaume BAGAL, Emmanuel YAPP, Jacques BIBOUM, Ernest OWONA, Raphaël NKOUDOU.** Guillaume BAGAL était Secrétaire Adjoint, Emmanuel YAPP Trésorier Général, Jacques BIBOUM Trésorier Adjoint, et Ernest OWONA était membre tandis que Raphaël NKOUDOU était Secrétaire Permanent. Les statuts ont été déposés le 12 avril à la Mairie de Douala et à partir de ce moment l'administration malgré ces précautions a demandé à ses services de renseignements de mener leurs enquêtes. Pendant qu'on étudiait la situation, ah j'allais oublier quelque chose... donc pour rassurer davantage l'administration, l'UPC avait publié une déclaration où il était dit que ce groupe qui a créé l'association n'était nullement guidé par un esprit perturbateur, qu'il n'émanait d'aucune puissance étrangère, ni ne dépendait d'aucun parti politique métropolitain. Et tout au plus il y avait une phrase et c'est ça qui mettait un peu la puce à l'oreille de l'administration, en ce qui concerne son ...(but ?).... Parce que tout ce qu'on a dit là

c'est négatif. Alors le but de l'UPC précisé dans ces statuts originaires (originels ?) c'était grouper et unir les habitants du territoire en vue de permettre l'accession du Cameroun à la formation d'une fédération par la réalisation d'un programme politique de démocratisation rapide et d'émancipation des populations exploitées par les trusts coloniaux et par l'élévation du standard de vie. Là également j'attire votre attention parce que notre adversaire (nos adversaires ?) donc qui prétendent que l'UPC est immuable nous brandissent les statuts de 1952. Or vous verrez que la prudence qu'on trouve dans les statuts remaniés de 1952 n'a pas été de mise dans les premiers textes déposés le 12 avril 1948. Parce que les gens par exemple qui passent leur temps à insulter le MANIDEM, c'est un mouvement communiste etc....eux sont pour le libéralisme coopératif et capitaliste...je crois que s'ils avaient lu ces statuts, ils se garderaient bien de lancer de telles accusations à notre intention. Mais pour l'administration c'était suffisant malgré l'apaisement que les autres leur donnaient en disant on n'est pas perturbateurs, eux savaient ce que ce mouvement pensait. Et là il y a également un point à éclairer parce qu'il est également d'actualité. Donc, le gouvernement et l'administration a mis du temps, jusqu'au mois de juin avant d'accuser réception du dépôt des statuts. Or entre temps elle a, les services de renseignement ont mené leurs enquêtes et (l'administration) ont entre autre fait parvenir aux dirigeants officiels de cette UPC, par l'entremise de SOPPO PRISO que les statuts tels qu'ils étaient déposés étaient inadmissibles, qu'il fallait qu'ils révisent ces statuts et les rendent acceptables. Alors de nouveaux textes donc ont été déposés et entre temps les mesures prises contre le RACAM ont commencé. Le Secrétaire Général Léonard BOULI avait été immédiatement victime d'une mutation arbitraire. Il était à Douala, on l'a muté à Abong-Bang. Et les autres étaient paniqués, en sorte que quand ils ont envoyé SOPPO pour dire aux autres que il faut réviser les statuts, pratiquement, puisque

l'UPC n'avait pas encore d'expérience, le parti était sans tête. Et c'est pendant cette période donc qu'on a révisé les statuts pour déposer un texte acceptable, **qu'on a chargé un certain Etienne Libaï d'aller faire ce dépôt et d'assumer provisoirement la direction de l'UPC**. Alors il faut donc **comprendre pourquoi entre temps on n'a jamais entendu parler de Libaï**
(souligné par la rédaction) mais quand notre prince, d'accord avec l'administration ont (a ?) voulu obtenir la réhabilitation de l'UPC, Libaï est sorti comme les magiciens font sortir parfois les pigeons d'une petite caisse, et les upécistes, avec raison, n'arrivaient pas à comprendre qu'un certain Libaï est le fondateur de l'UPC.
Bon. or, il apparaît que une certaine énigme, une certaine ambiguïté pèse sur le personnage de Libaï. D'après un spécialiste des problèmes de l'UPC, Richard Joseph qui est le premier non-camerounais à avoir fait vraiment une étude sérieuse en 1977 sur l'UPC, et pour faire cette étude il a parcouru toutes les archives, même celles qui ne sont pas encore mises officiellement à la disposition du public, notamment les archives de la police politique de l'époque, ce qu'on appelait APA (Affaires Politiques et Administratives), c'est eux qui faisaient les renseignements en sorte que tous les camerounais de cette époque, l'administration a des fiches précises sur eux. Bon, il a été constaté que pour Libaï donc il y avait les fiches, bon mais on n'avait rien contre lui. Il était fonctionnaire, il n'a jamais été muté bien que ce soit lui qui ait déposé les statuts. Là ce sont des faits, je n'affirme rien, mais comme sa résurrection politique à l'occasion de la réhabilitation politique de l'UPC en décembre 1990 l'a remis au devant de la scène, il importe de le signaler pour susciter l'intérêt chez nos chercheurs upécistes à poursuivre les enquêtes dans le but de réécrire l'histoire vraie de notre parti et de notre pays. Et l'UPC... pendant cette enquête que

l'administration faisait, les courriers étaient fouillés, et c'est ainsi qu'ils ont réussi à intercepter les courriers qui venaient de l'extérieur, adressé à BOULI Secrétaire Général officiel de l'UPC et le courrier adressé à UM NYOBE et à ASSALE. Ils avaient étudié ces courriers et ils constataient que le courrier qu'un certain **Gabriel Darboussier** par exemple qui était Secrétaire Général du RDA (RASSEMBLMENT DEMOCRATIQUE AFRICAIN) ou qu'un Gaston DONNAT - en ce moment il était déjà en France- adressait soit à BOULI soit à UM NYOBE donc était différent. Quand ils écrivaient à UM, l'un ou l'autre disait camarade, tandis que quand ils écrivaient à BOULI ils disaient Cher Monsieur. Alors c'est en ce moment que l'administration a dit : ah dans cette affaire l'UPC a été assez maligne. Il y a deux niveaux: il y a un niveau apparent, donc (ils ?) ont des dirigeants qui portent de gros titres mais ce ne sont pas les vrais dirigeants. Parce qu'au-dessous de ça il y a un niveau réel et c'est là qu'il faut pointer le nez et suivre les recherches, y diriger nos services de renseignements parce que c'est là que se trouve la vraie direction. C'est comme ça qu'ils ont pu détecter que UM était l'un des éléments clé dans cette oeuvre fondamentale qu'avait été le lancement de l'UPC. Ils l'ont néanmoins reconnue parce que l'UPC a réussit à obtenir l'appui du RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE AFRICAIN qui lui, avait des députés au parlement français. Alors l'action conjuguée des députés RDA au parlement et des députés du Parti Communiste Français, c'est ça qui a fait que les autorités ici n'ont pas pu refuser la reconnaissance de l'UPC. Là également ce sont des faits qu'il faut connaître surtout en ce moment où on a une campagne d'intoxication visant par exemple à nous dresser on ne sait au nom de quoi contre des gens dont le seul crime a été d'avoir été toujours présents auprès du peuple camerounais quand les malheurs de toute sorte de la répression française s'abattaient sur lui. Et les autres faits historiques donc à savoir c'est que cet

intérêt du RDA à l'égard du nationalisme camerounais remonte à l'année **1946 au moment du Congrès constitutif du RDA qui se tenait à BAMAKO**. Là des camerounais y avaient participé. L'histoire n'en parle plus maintenant parce que les uns et les autres n'ont pas pu jouer le rôle historique qu'ils auraient pu jouer. Bon il y avait une délégation de 5 camerounais à Bamako en 46. Elle était conduite par **DJOUMESSI Matthias** qui deviendra par la suite premier Président de l'UPC. Il y avait à coté de DJOUMESSI Mathias, **MEDOU Gaston, MANGA LOBE, AZOMBE NZOMATO, TAKALA Célestin**. Ils sont rentrés et l'administration a utilisé tous les moyens pour les mettre dans leur poche et c'est comme ça que pendant longtemps même on n'a pas pu entendre parler du RDA avant la naissance de l'UPC. Voilà comment est né notre grand parti. Je voudrai souligner un point, c'est que dans les conditions où nous tenons notre Congrès alors que l'UPC est réhabilitée, beaucoup d'entre vous, surtout les jeunes qui n'ont pas connu l'UPC de l'époque des années de libération nationale peuvent à juste titre penser que ma foi, ce Congrès est quand même bizarre. On est dans la légalité et nous avons l'air d'être sous maquis à cause des menaces et de l'arbitraire gouvernemental. Mais il faut qu'ils se rassurent, l'UPC n'a jamais eu un seul Congrès tenu dans les conditions normales bien que ses deux premiers Congrès aient eu lieu alors que notre parti n'était pas dissous. **Le premier Congrès a eu lieu en 1950 à DSCHANG, le deuxième a eu lieu en 1952 à Eséka**. Comment ces deux congrès s'étaient passés? Mais c'est que l'UPC a toujours lutté dans la menace de dissolution, sous la répression dans toutes ses formes y compris quand il fallait tenir ses assises. Le Congrès qui a eu lieu à DSCHANG du 10 au 13 avril 1950, comment ça c'est passé? Mais c'est que les dirigeants de l'UPC que l'administration poursuivait partout comme la peste ont senti que s'ils convoquent un Congrès on va attraper et mettre en prison tous les délégués avant qu'ils

n'atteignent DSCHANG. Alors ils ont décidé d'utiliser une astuce. Ils ont plutôt lancé les convocations pour la tenue d'un COMITE DIRECTEUR élargi et c'est comme ça que les délégués étaient venus c'est-à-dire en plus des Membres Titulaires du Comité Directeur, d'autres délégués sont venus. Et une fois que tout ce monde était réuni à Dschang, les membres titulaires du CD ont tenu une petite réunion, ils ont constaté que l'UPC là où elle était implantée dans le pays était suffisamment représentée et en ce moment ils réunirent tous les délégués et ils leur ont proposé de transformer cette réunion du CD élargi en Congrès. Les délégués ont voté dans ce sens et c'est comme ça que la réunion du CD élargi s'est proclamée en premier Congrès de l'UPC. Mais l'administration qui avait ses agents qui tournoyaient partout, ayant vu une réunion qui dure depuis trois jours s'est dit non ça ne peut pas être une réunion du CD. Et avec des informations, des recoupements ils ont immédiatement su que c'était un Congrès. Ils ont lancé leurs agents; on a attrapé tous les congressistes, on les a foutu en prison. Et heureusement que la direction de l'UPC avait.... *Fin brusque de l'enregistrement*

INTERVENTIONS DES CONGRETISTES

Le bureau de séance ou présidium est dirigé d'une main de fer par son président

Abanda Pierre, président du présidium

NB : Dans le texte des interventions comme dans celui de l'historique précédent, les notes entre parenthèse sont de l'auteur.
Elles servent tantôt à traduire l'ambiance, tantôt à suggérer une modification ou un rajout pour rendre le texte plus intelligible, tantôt à montrer qu'il y a une coupure dans l'enregistrement.

Moussy ? (*Son nom n'est pas prononcé mais sa voix est reconnaissable.)*

Je suis assis là-bas derrière à ma place de délégué, j'écoute les interventions. Eux, ils découvrent qu'il y a des manœuvres; ils ne les dénoncent pas avant qu'on arrive à trois jours du Congrès. Nous sommes presqu'à la fin des travaux ; des camarades constatent qu'il y a un malaise. Ils dénoncent et la camarade Augusta, le camarade Moukoko citent effectivement ce malaise. Il faut que ces camarades comprennent que beaucoup de militants ici sont à leur premier Congrès et ils ne savent pas ce qui se passe dans les Congrès de partis. S'il y a des manœuvres, c'est à eux de nous mettre en garde que, attention à ce qui va arriver. Je me rappelle qu'à Eséka le camarade Moukoko a intervenu lorsque le nom de Kodock a glissé sur la liste des 15 membres du GCP[27]. Ils ont intervenu pour nous mettre en garde que attention à ce qui va arriver. Aujourd'hui ces camarades nous ont laissé partir, on a évolué comme çà, on a évolué comme ça, et à la fin on constate que quelque chose ne va pas. Mais finalement qu'est-ce qu'ils veulent qu'on fasse? (*Très en colère...)* Nous sommes tous, beaucoup ici sont dans leur premier Congrès, ils ne savent pas ce qui se passe dans un Congrès de parti. Il y a des incidents qui se passent dans les coulisses, ils ne les dénoncent pas ou bien ils ne nous aident pas à les dénoncer. C'est lorsqu'on commence à crier que oh! Attention c'est grave, qu'ils disent que effectivement il y a malaise (*ton très véhément*).Camarades il faut que chacun prenne ses responsabilités parce que ce qu'on

---

[27] *le camarade Moussy fait-il là allusion au* ***Groupe de Coordination Politique*** *de 16 membres, constitué au sein du CNP (Comité National Préparatoire) par la conférence de réconciliation des upécistes à Eséka, et donc la moitié des membres au moins étaient des agents du pouvoir ?*

est en train de faire aujourd'hui risque d'avoir des répercussions, et que vous aurez votre part de responsabilité dans ce qui s'est passé. C'est ce que j'avais à dire.

Je signale quand même que... qu'à Eseka quand le nom de Kodock s'est glissé c'est quand même les camarades qui sont intervenus et bruyamment d'ailleurs pour dire d'où sort le nom de cet escroc? Donc camarades il faut être vigilant. On ne fait pas un Congrès comme on va en boite. Camarade Ekwè.

Marie-Thérèse OWONO

J'interviens parce que ma conscience a été écartelée tout à l'heure par un certain nombre de camarades. Donc je vais parler d'un certain nombre de choses pour crever l'abcès parce qu'on nous accuse de pas crever l'abcès.

....qu'il passe la majorité de son temps euh...dans sa famille. J'entends que le camarade KUISSU critique les décisions du CNP concernant particulièrement la participation de l'UPC aux élections, qui est une décision du CNP et une décision de l'ensemble du peuple camerounais. J'entends que le camarade KUISSU s'est aligné au lobby bamiléké, que...tout particulièrement à une équipe de la bourgeoisie bamiléké qui le soutient pour les élections. Et c'est de cela que viendrait le malaise du parti. J'interpelle donc le camarade KUISSU. Ce sont des choses que j'entends, et qui.... sont extrêmement graves. Donc moi j'aimerai que le camarade KUISSU se prononce là-dessus.
Ça c'est la première chose.
Un autre point également c'est que les camarades de l'UPC estiment que on est entrain de dévier. Moi je suis seulement entré dans ce parti-là parce que c'est le socialisme que je cherchais. Maintenant je ne sais plus si on est un parti ou un mouvement de masse. Qu'on dise clairement si on est un parti ou un mouvement de masse. Si on est un mouvement de masse, on scinde, qu'on mette les gens qui sont pour un mouvement de masse d'un côté et qu'on crée un parti socialiste de l'autre.

Wembapou

Une proposition au Congrès : Comme le camarade qui est passé avant moi l'a souligné tout à l'heure, au moment du vote CD, c'est qu'il y a eu une erreur de la part du présidium. Le présidium devait expliquer le ... UM a dit qu'il fallait privilégier l'éducation de la masse. Alors vous voyez aujourd'hui le parti qui vient de renaître. Tous les militants-là, il y en a qui n'ont pas un mois. Alors aujourd'hui ils ne peuvent pas ... voter sur deux structures que l'on n'explique pas ce que c'est que l'un, ce que c'est que l'autre. On devait leur donner au moins ce minimum d'explication qui devrait

leur aider pour ce vote aujourd'hui. Alors ce que je voudrais demander au Congrès : que le Congrès accepte qu'on leur donne cette explication et qu'on remette en cause le résultat des élections. Applaudissements ++++ brouhaha++++

Présidium (Abanda) :

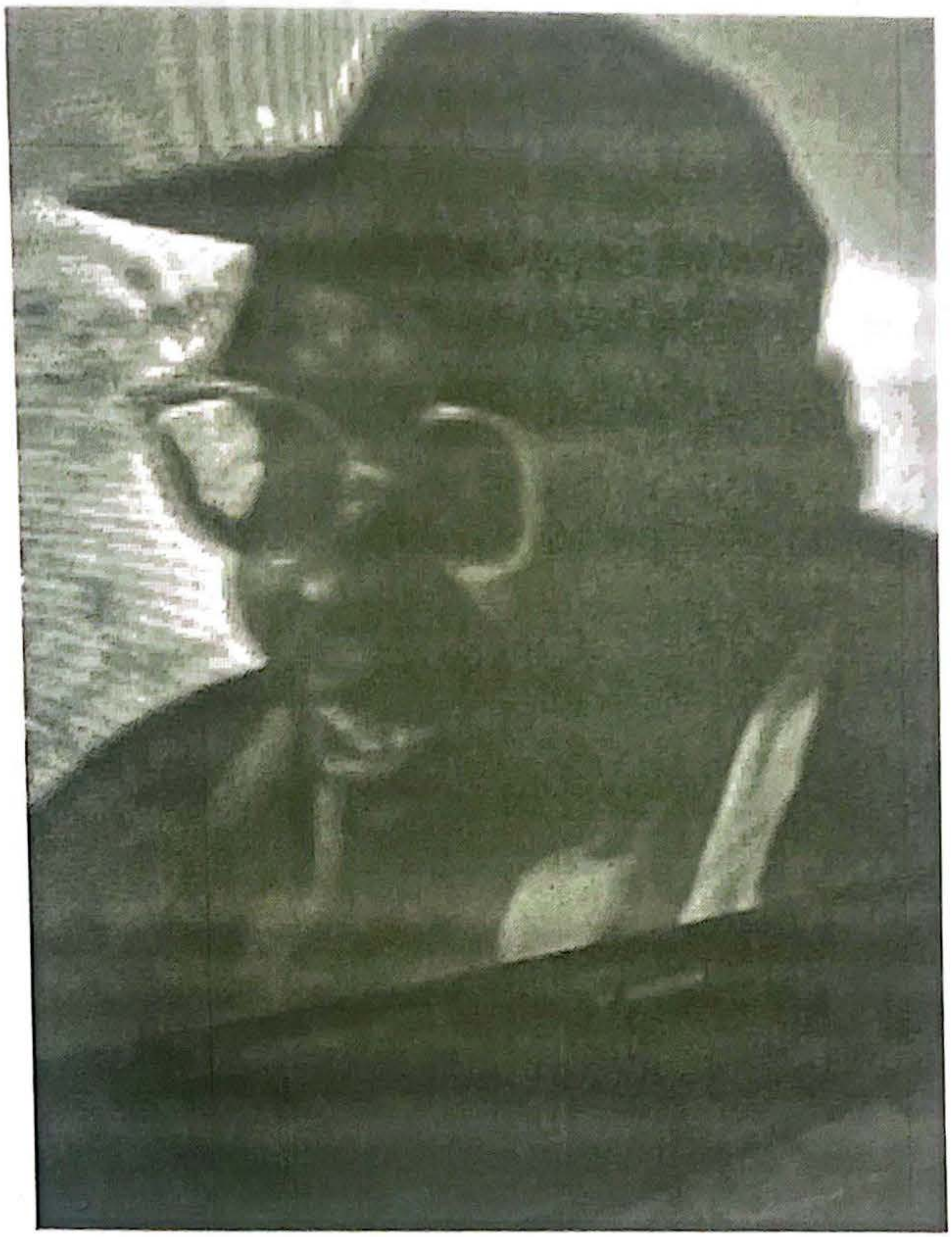
Il faut que les camarades apprennent à assumer leurs actes. C'est bien comme ça de changer toutes les deux minutes la position me parait de plus...Dicka Kodock et autres. Quand les camarades prennent des positions il faut qu'ils les prennent en connaissance de cause. Il n'est pas question qu'on s'amuse...après c'est trop facile. Donc on ne reviendra pas sur ce vote.

Une voix de femme :

Le camarade Abanda se souvient du 1er décembre[28]. Il nous avait passé la question qu'il faut que la base élise les délégués départementaux. Je lui avais dis que c'est faux. Tu te souviens ? C'est le même problème qui se pose ici aujourd'hui. Tu te souviens très bien. Parce que j'avais remarqué, qu'il y avait le camarade Kuissu qui s'est retiré jusqu'à ce moment ... lui ne veut pas être élu. Jusqu'à il y avait le camarade Moukoko. Je ne sais pas pourquoi les gens ne s'entendent pas, je ne sais pas le pourquoi. Et pourtant nous serons tellement contents pour les exilés. Pourquoi les gens qui ont fait à ce que l'UPC soit encore plus ...aujourd'hui qui commencent à chercher les postes. Nous ne sommes pas venus ici pour chercher les postes. Si... les hommes sont incapables de gérer le parti brouhaha.....

---

[28] *1er décembre = date de la première conférence de la section du Wouri de l'UPC, tenue à Douala.*



Je ne supporterais pas, quelque soit ce qu'on décide aujourd'hui que le Comité Central qui s'est battu pour que aujourd'hui on soit assis ici avec des ...pour s'occuper des....On essaie... chaque fois qu'on évoque un problème, qu'on balaie cette période-là. Je ne suis pas d'accord. Là c'est de l'imposture. ... aussi je crois c'est des ... du château, c'est plutôt des gens qui après la Conférence de Réconciliation d'Eséka vont carrément prendre des positions contraires à ce qu'on avait décidé jusque-là après des mois de travail. Les

gens...qu'on les choisit selon leur compétence. Et selon la période sur laquelle on se base. Il y a des gens qui peuvent être... Biya pour cinq ans et puis aujourd'hui avec ce qu'on veut, ... on tente de définir très bien nos objectifs, ne seront pas efficaces.

C'est ça qui détruit un parti. Si on passe le temps à appeler x et y...tu sais mon camarade... je ne l'aime pas beaucoup, il m'a fait ceci bon voila... on arrive au point où on a décidé de partir ? Sur tel ou tel camarade je pense que ça il y a un problème... un ou deux camarades et qu'on le pose comme si c'était un problème entre deux camarades. Ce n'est pas un problème entre deux camarades. Bien que dans toutes les sociétés, dans tous les partis, même dans une famille il y a des divergences de point de vue. ... Ce n'est pas ... d'un parti çà. On peut être à un moment donné ne pas être d'accord avec son frère. ...coupure.

Présidium (Abanda) :
CC. Que les gens ... on ne va plus revenir dessus. Et moi je dis que l'excuse de la non explication ne tient pas. Les congressistes sont là, ils sont souverains, on le voit tout le temps. Vous pensez que vous avez droit à une explication, vous l'exigez ! Ces camarades se sont prononcés parce qu'ils pensaient que c'était la bonne solution. Donc, il n'est pas question de revenir sur ça. On n'est pas ici au Château où on change tous les jours de... de...truc. Vous avez voté pour comité directeur, il faut assumer.

Beaucoup de questions fusent du public...

Abanda reprend : Bon ! camarades ! Camarades ! ...on ne revient plus dessus camarades !

De nouveau, des protestations dans le public……

….sur le vote, alors en ce moment-là on revient sur le Congrès entier! Il faut donc voter sur le principe de remettre le Congrès en cause. Alors moi je suis upéciste.
Brouhaha …….

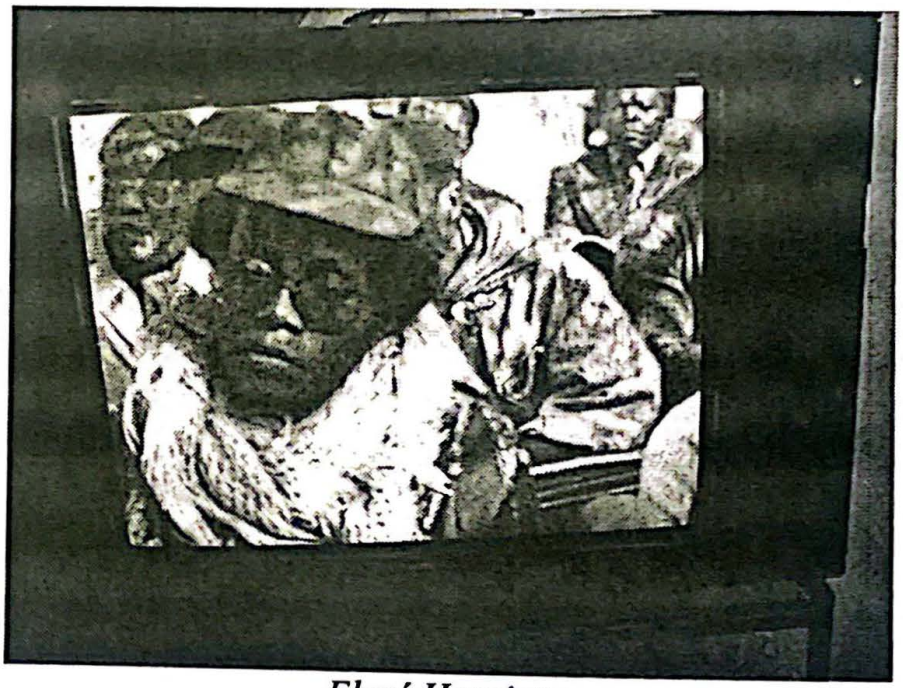
Abanda : Quand les gens estiment qu'ils sont manipulés, alors ils doivent le dire. IL faut pas…. exiger des choses injustifiables. Les camarades ont voté en toute connaissance de cause et ils savaient ce qu'ils faisaient.

Un camarade :

Dans la famille upéciste quand on n'est pas content de quelque chose, de ce qui s'est passé au Congrès, il faut dénoncer ça. Je sais que s'il y a eu des problèmes et s'il y a cet épisode qui est entrain de se passer ici aujourd'hui, euh… Malgré tout le respect que je dois au camarade KUISSU, il est à l'origine de tout ce désordre. Si ça peut même capoter il est à l'origine. Je crois que en principe le camarade KUISSU étant le N° 2 du parti, il doit quand même avoir une certaine mesure, une certaine maîtrise quand il s'exprime…. Vous savez, beaucoup de camarades ici ne sont pas assez formés. Certains sont nouveaux dans le parti. Et quand une parole sort par exemple du N° 2 du parti, c'est-à-dire je voudrai qu'on vote au niveau du CD, alors c'est un peu difficile, malgré tout ce qu'on peut abattre comme travail pour changer ça dans la pensée des camarades. Voilà ce qui s'est passé. Quand le camarade KUISSU a avancé qu'il faut qu'on vote sur CD, les camarades par exemple de Yaoundé, je peux vous dire que j'étais très fâché d'eux, les délégués de Yaoundé ont beaucoup chamaillé parce que je leur ai dit que pour rien au monde on ne doit voter pour CD. Alors ils se sont entêtés. Parce que maintenant

certains sont en train de dire que le ... ils ne savaient pas. Je leur ai dit que pour le CD ou le CC.... Vives protestations dans le public .....le CD, camarades... protestations... le CD... camarades, camarades, je vous ai dis ça ! Je ne vous ai pas dis çà ? Protestations toujours vives... Beaucoup de camarades.....vous devez avoir honte par rapport à ce que les camarades de Douala ont fait ! Vraiment les camarades de Douala ont été parfaits ... Vous n'aurez ....que je vous ai bien expliqué la... je vous ai bien dit que, que ce soit CC ou que ça soit CD il toujours.....

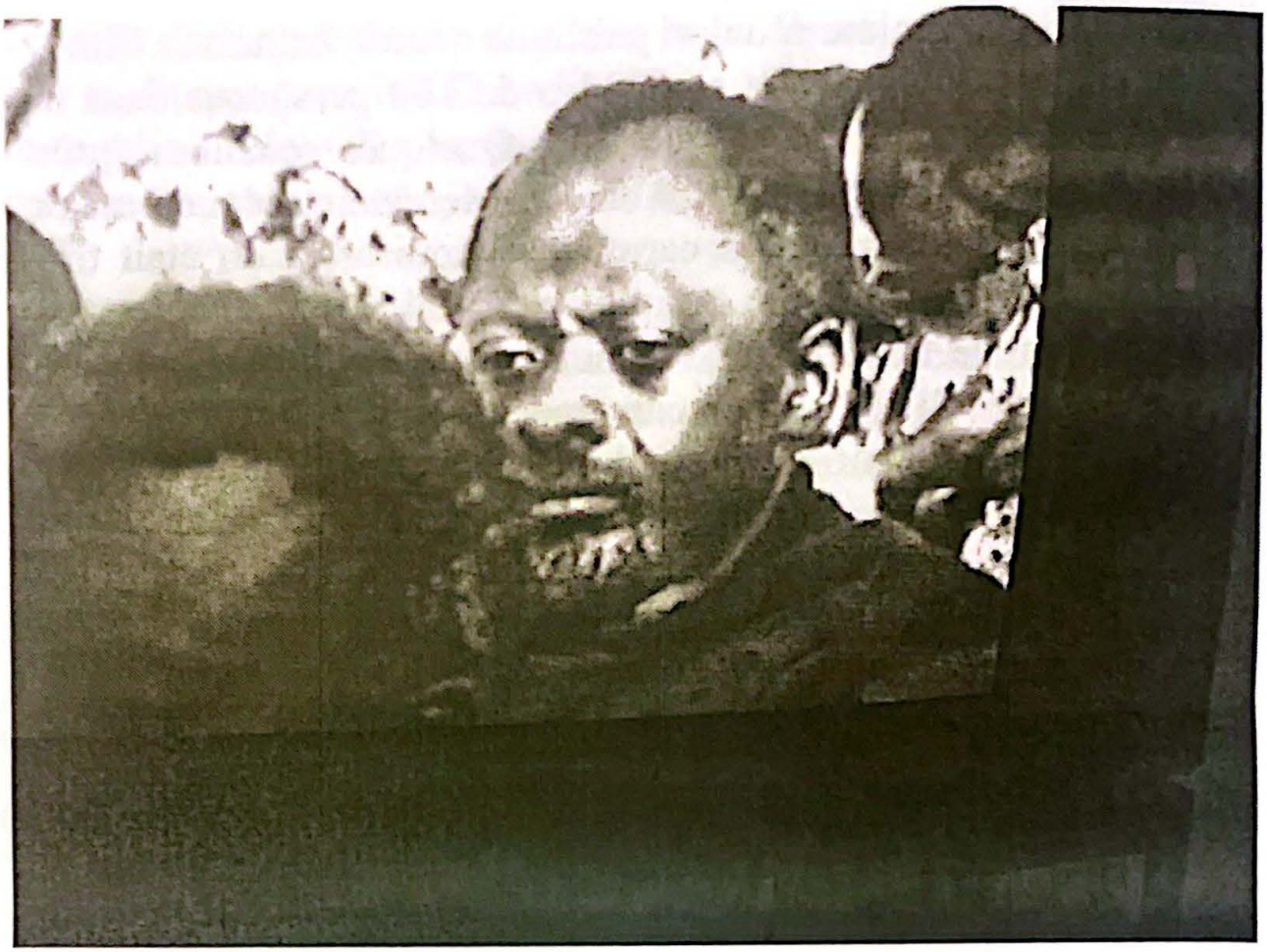
Ekwe



Ekwé Henriette

Merci camarade Abanda.
On a déjà discuté du CD et du CC mais je pense que le camarade Kuissu aura la parole tout à l'heure pour nous dire ce qu'il veut avec ce CD, parce que jusque là j'ai pas compris. Maintenant je dois dire que depuis quelques temps on assiste dans ce qu'on appelait notre sensibilité à des manœuvres tribales. Je suis venu ici pour la première fois l'année dernière

pour faire la première réunion publique avec le camarade Simo, le camarade NONO. Il y avait plus de 100 personnes dans la salle et j'ai été très bien accueillie. Quelques semaines après nous sommes tous revenus, Abanda, Mendomo, Mouen et les autres pour l'opération du carrefour maquisards; on était très bien accueillis. Hier soir, ce que j'ai vu de certains camarades qui d'habitude travaillent avec nous en toute sincérité m'a un peu étonnée. Si il y a des camarades qui pensent que le fait qu'ils appartiennent à une ethnie peut faire en sorte que aujourd'hui ils acceptent d'aller aux élections avec les pressions de la bourgeoisie en réalité du lobby bourgeois, je ne sais pas s'ils pensent qu'ils seront encore en phase avec le peuple camerounais. La deuxième chose que je voudrais dire c'est que nous sommes dans une Coordination de l'opposition et dans cette Coordination nous avons joué le rôle de locomotive. Aujourd'hui il se trouve dans la Coordination des partis de gauche qui s'affirment réellement de gauche; malheureusement ils ne sont pas encore grands, ces partis-là. Et ces partis ont résisté aux pressions diverses pour aller aux tripartites. Ils forment avec nous ce qu'on appelle le noyau de l'espoir, c'est à dire les derniers à être restés là. Alors quels sont les calculs souterrains qui font en sorte que le camarade Kuissu à différentes occasions prenne telle ou telle position. Nous sommes allés à Diboum 2 l'autre jour; à Nylon. Il y avait un meeting. Nous y sommes allés et Ekane et Ebelè Tobo ont intervenu sur le boycott des élections. Le camarade Kuissu arrive, il prend le micro, il dit exactement le contraire. Et ça n'a pas loupé; tout le monde était froid parce que les gens étaient surpris.



Une attitude du "camarade Kuissu" écoutant son réquisitoire

Alors quelles sont les garanties que ce camarade avait pour mener cette propagande là? Et je dis que cette dérive droitière à laquelle on est entrain de mener le parti au niveau de notre peuple, je ne sais pas si on va encore avoir la même sympathie qu'on a eue jusqu'ici. Je ne sais pas si les camarades en sont conscients. Qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui, comme on nous a dit l'autre jour à la Coordination, c'est fini la politique des vandales, c'est fini les barricades. Maintenant on va faire la vraie politique. Deux jours après ils sont allés au Palais des Congrès. Aujourd'hui dans le parti je retrouve les mêmes réflexes. Non.. bon... on était peut-être gauchistes, on était peut-être je ne sais pas quoi... peut-être des bandits ou tant qu'à faire des pirates avec les couteaux entre les dents... maintenant on va agir en responsables, on va agir en gens bien. Mais je demande aux camarades est-ce que les gens ne souffrent pas à

l'Ouest? Nous on a fait des tas de meeting populaires ici à l'Ouest, les gens souffrent ici! Alors pourquoi est-ce que nous abandonnerions notre âme surtout maintenant plus que jamais où le peuple attend que nous sortions de ce Congrès avec des orientations qui sont en phase avec les aspirations de ce peuple-là; et je vois comment hier, tout à l'heure là ah non nationalisme révolutionnaire.. mais tous les mots, on essayait de les retirer parce que ça ne fait pas sérieux. Les gens qui sont allés à la tripartite, le jour où ils sont revenus à la salle des fêtes d'Akwa ils se sont fait insulter comme des chiens. Alors si vous voulez que l'UPC en arrive là, continuez votre chemin. Je signale pour terminer que lorsque les camarades sont revenus ici, les exilés, ils ont été très bien accueillis. Et parmi le comité d'accueil il n'y avait pas forcément au premier rang les camarades de leur tribu. Nous l'avons fait en toute sincérité parce que c'était nos camarades et nos dirigeants; il fallait que nous marquions le coup, que nous montrions au peuple cette déférence qu'on a envers nos dirigeants. Et que ce soit ces dirigeants là qui prennent des positions à gauche à droite, sont dans des discussions dans les salons obscurs, je ne comprends pas.

Alors je voudrais que le camarade nous explique un peu qu'est-ce qui fait qu'il soit complètement en recul par rapport à des positions de notre parti. (*applaudissements*)

Présidium

Sur la discussion sur le comité directeur et le CC j'ai dis que on s'était suffisamment exprimé. Quand le camarade KUISSU qui est interpellé s'est exprimé pour soutenir la proposition de voter le CD, c'était à ce moment-là qu'il fallait lui demander pourquoi il faisait cette proposition et il s'est expliqué. Les gens reviennent trois quatre heures après demander qu'est-ce qui se cachait derrière cette proposition. On n'a pas été vigilants c'est ça qu'il faut reconnaître c'est tout. Alors le camarade s'est

exprimé et il a dit pourquoi il voulait qu'on vote pour CD; il a été clair; je ne vois vraiment pas pourquoi on veut revenir sur ce problème. Il a été interpellé sur d'autres questions mais sur celle là le camarade a été explicite.
Bien. Ateba.

Ateba
Merci président.
Je....Je ne serai pas long. Je ne reviendrai pas sur ce qu'ont dit les camarades; effectivement nous n'avons pas été... enfin disons le Congrès.. les camarades n'ont pas été assez vigilants parce qu'il y avait eu des manœuvres, des manipulations assez grossières ; elles étaient très nettes mais on n'a pas été assez vigilants, les camarades se sont laissés tromper parce qu'il y a eu confusion sur deux choses. La base veut un Président, euh.. enfin certains veulent un Président du parti et il est arrivé avant le Congrès qu'on leur dise non, surtout pas ce bicéphalisme et ce sont ceux-là même qui défendaient ces thèses là qui par on ne sait par quel tour de passe passe ont pris une position contraire; on ne sait pas ce qui s'est passé pendant la nuit. Bon ils sont peut-être allés faire un peu de sorcellerie. Voilà ce qui s'est passé. Alors les gens disaient on nous demande un Président et on leur a fait croire que bon ... en mettant CD ils auraient un Président. On les a manipulés ainsi dans cette euphorie et la manière même d'expliquer, de... de...de d'orienter le vote était un peu...gros... Pas...(*plusieurs mots inaudibles*)... là dessus effectivement le peuple enfin le Congrès étant souverain. Néanmoins comme euh nous sommes... euh le Congrès je propose un compromis à l'assemblée générale du Congrès. Ceux qui ont voté CD n'ont rien contre CC. Ils veulent avoir un Président. Alors un compromis s'il y a une résolution des congressistes en faveur d'un organigramme de la direction ayant la présidence mais le comité central pour .... (*Mots inaudibles*) si... le... oui c'est ce

que je propose à l'assemblée des congressistes on aura déjà fait un pas dans le.. la plani.. Disons dans la résolution des faux problèmes. Bon il a été dit beaucoup de choses avant de d'arriver à ce dernier point. Moi je tiens à féliciter les camarades Epanya et Moukoko pour leur transparence pour leur pureté d'âme upéciste sinon on en serait toujours à se demander ce qui ne va pas. C'est grâce à eux qu'on fait n'est-ce pas cette petite séance de clarification et il est souhaitable que le camarade Kuissu vient à répondre aux interpellations qui lui ont été faites euh... bon... il est vrai on a quand même son amour propre, son cœur; je souhaiterais qu'il nous aide à calmer le jeu tout en essayant de répondre clairement aux questions qui lui ont été posées. Vraiment je le supplie de répondre de manière à ce que la situation ne s'envenime pas. C'est tout ce que je voulais dire. Alors camarades, si nous pouvons passer ce compromis ce serait une bonne chose. CC et président. (*Applaudissements*)

Présidium

Avant de passer quelque compromis que ce soit, il faudrait que sur le principe le Congrès se prononce. Sur le principe. Il faut bien faire très attention à ce qu'on fait. Moi je suis upéciste c'est-à-dire que je suis très accroché aux principes. On ne peut pas balader le Congrès de l'UPC comme ça! On décide une chose on rechange, on fait des compromis. Moi je ne sais pas où on est.

(*Protestations dans la salle*)...donc on va se prononcer après...après camarades, camarades (*avec vigueur*)

Les protestations continuent... je préside la séance mais je donne mon point de vue. Je dis que il y a des applaudissements quand les camarades proposent des aménagements mais il y a des problèmes de principes, donc le moment venu il faudra sur le principe d'abord décider. Bon on continue; la camarade Kala Lobe.

Kala Lobe

Camarades, si vous permettez quelques minutes moi je vais peut-être aller presque dans le sens pas contraire, mais je ne veux pas rester dans l'esprit de ce que je viens d'entendre. Je voudrais dire que j'ai du mal à penser que le camarade Kuissu soit responsable des problèmes fondamentaux du parti depuis une dizaine d'années. J'ai du mal à croire que ce soit lui qui soit responsable de la précipitation avec laquelle nous avons tenu ce Congrès et de l'absence d'une véritable discussion politique sur des questions essentielles; j'ai du mal à croire. Et je suis très mal à l'aise qu'il soit stigmatisé dans l'énoncé des problèmes fondamentaux ...que des choses qui relèveraient de la responsabilité du camarade Kuissu. Je crois que cette espèce de déviance à laquelle nous assistons participe ou ne participe pas plutôt à clarifier les choses. Alors moi je voudrais faire quelques petites observations qui ont fait que je sois restée silencieuse tout au long de ce Congrès. Je ne suis pas intervenue, je n'ai voté qu'au moment où il fallait dire CC ou CD et à aucun moment je n'ai pris la parole pour intervenir dans le débat. Je ne suis pas intervenue dans le débat d'abord parce que au sein de la Section de France je me suis largement exprimée plusieurs fois, longtemps, souvent sur les directions que prenait le parti depuis plusieurs années. Je crois camarades qu'il faut qu'on soit serein en ce sens que nous vivons une phase transitoire difficile et..... Du parti ...et que nous avons pris de très très mauvaises habitudes. Ces mauvaises habitudes c'est on est toujours pressés dans le débat, on ne va pas vraiment dans le fond des choses et le débat démocratique au sein du parti et j'entends pas par débat démocratique le seul fait que chacun dise ce qu'il veut mais j'entends par débat démocratique le fait que nous cernions véritablement les problèmes que nous voulons traiter, que nous voulons résoudre. La question de l'orientation idéologique du parti, la question de

la stratégie politique du parti, la question du mode d'organisation ces trois questions là ont été des questions permanentes qui ont été posées par nombres de camarades depuis une dizaine d'années. La mutation actuelle que subit le parti, et le parti est entrain de subir une mutation, c'est que il y a des positions qui se cristallisent autour de deux pôles. Sommes-nous socialistes ou ne le sommes-nous pas? Discutons-en, discutons-en sereinement et moi je pensais que ce Congrès, dans la mesure où les autres n'étaient pas là, allait nous donner l'occasion non pas seulement d'un grand déballage du genre Conférence Nationale du Congo mais surtout d'une clarification et d'une confrontation des points de vue. Et s'il s'avérait que les points de vue des marxistes n'étaient pas retenus par ce Congrès-ci et si moi, Suzanne Kala Lobe, je me reconnaissais marxiste j'aurai décidé à la fin de ce Congrès de démissionner. Et je pense que si je l'avais décidé il n'y aurait rien de dramatique à cela; ça fait partie de l'ordre des choses, ça fait partie de l'évolution de la lutte, du combat et dans le fond démissionner d'un parti qui devient je ne sais pas s'il est social démocrate ou autre chose, c'est pas bien grave. Les terrains de combat, les champs de combat sont extrêmement divers. J'ai l'impression camarades que nous continuons à fonctionner entre nous un peu sous la pression de la dictature et du parti unique. Entre nous on n'accepte pas qu'il y ait divergence d'idée, qu'il y ait divergence fondamentale et que nous en discutions de façon adulte. Et c'est ce à quoi on participe. Je trouve extrêmement regrettable c'est vrai que ce soit en fin de Congrès que nous puissions enfin plus ou moins parler. Mais je fais porter la responsabilité de cette situation à la direction du parti et à quelques militants dont moi puisque je suis restée silencieuse. Je crois que au début de ce Congrès on a demandé à ce qu'il y ait une discussion non seulement sur l'histoire du parti mais sur un rapport d'activité du parti depuis ces trente dernières années ou depuis 70 à 91. Cette discussion n'a pas eu

lieu. Il est certain que si nous avions tenu bon et si cette discussion avait eu lieu il n'y aurait pas eu grand déballage mais il y aurait eu explications et crois camarade Moussy que nombre de camarades de la Section de France ou ailleurs se seraient clairement exprimés sur leurs divergences telles qu'ils les ont manifestées depuis ces dix dernières années. Ça n'a pas eu lieu. On a couru comme d'habitude, on s'est précipité comme d'habitude, en disant il faut aller à l'essentiel en escamotant le fondamental et c'est ce qu'on a fait. Moi je trouve bien que le camarade Moukoko décide que si le sens dans lequel la direction veut aller ne lui convient pas, qu'il n'y entre pas. Pareil pour la camarade Augusta, pareil pour éventuellement d'autres camarades. Si le Congrès a envie d'aller dans le sens où il veut aller et bien qu'il aille qu'il aille, qu'il aille, ... et je crois que l'histoire jugera. Et les camarades comme moi qui ne sont pas convaincus que c'est comme ça qu'il faut aller, et bien on continuera à se battre avec les moyens que nous avons à notre disposition de manière à ce que la clarté se fasse. Mais je vous prie camarade, ne prenons pas de bouc émissaire. Parce que à l'étranger on prend les nègres comme bouc émissaire de la crise s'il vous plaît camarades, même si le camarade Kuissu est capable de manœuvres comme nombre de camarades en position électorale, s'il vous plaît qu'on ne s'en serve pas comme l'arbre qui cache la forêt.
(applaudissements)

Présidium: camarade tu as la parole. (S*on nom n'est pas dit; une voix de femme*)

Camarades,
En fait je vais intervenir sur deux points. Je ne veux pas aller à l'encontre du camarade Ateba qui a parlé de la sorcellerie tout à l'heure. Mais est-ce qu'il est bien sûr de ce qu'il dit? Moi je suis certaine que si les camarades jusqu'en ce moment soutiennent

l'idée d'avoir soutenu le CD par ignorance c'est que c'est une chose réelle. Camarades je vous demande franchement parce que je crois que je soutiendrais jusqu'à preuve du contraire que ce qui a été fait hier n'a été soutenu par qui que ce soit, que ce soit Kuissu ou qui euh. Je crois ça a été par ignorance comme les camarades le disent. Et vous en serez convaincus tout à l'heure quand nous aurons... en fait nous nous serons alliés du côté du CC pour vous démontrer que personne n'a été l'auteur de cette machination. Alors que les camarades ne prennent pas la direction du CD comme si c'était une forme de trahison. Je crois que euh... CD même a été opté c'est parce que dans les anciens statuts on retrouve cette structure. Alors je crois que c'est pas seulement hier que le CD a été opté dans l'UPC. Il faut que vous nous expliquiez les choses. En fait moi je me dis que vous nous cachez beaucoup de choses. Il y a des choses qui se cachent dans l'UPC. Je vois des gens qui insistent toujours qu'on parle de la période de 70-90. Qu'est-ce qu'il y a eu de 70 à 90? Si vous avez des choses, des choses que vous avez faites que nous ignorons certainement, vous nous les dites. Mais historiquement parlant nous n'avons rien de vous. Alors vous n'avez pas à insister tout le temps qu'on nous parle de 70-90, NON! C'est pas notre problème. Nous avons l'histoire ancienne, nous avons repris les choses et avec votre soutien. Camarades devons tous lutter. Vous n'avez pas à mépriser ceux qui viennent d'arriver sous prétexte que ils sont novices, non; non. Je vois des camarades ici peut-être qui ont six mois de lutte et qui sont plus forts que les camarades que moi je trouvais dans l'UPC depuis 80. Alors vraiment cessez de harceler ces novices-là. Je crois que c'est vous plutôt qui devez leur apprendre le vrai chemin et la droiture. C'est tout ce que j'ai à dire. *Applaudissements.*

....Engagement...

Le présidium (Abanda): camarade Kaptcho. *Après un aparté…* camarade Kamdom, pardon

Kamdom

Camarades,

Je suis vraiment ému, je suis vraiment ému. Et contrairement à d'autres, au lieu de me fâcher, je suis content. Je suis content parce que pour une fois et pour la première fois de ma vie j'ai assisté à un Congrès d'un parti. Le Congrès dans lequel j'ai trouvé des gens de plusieurs natures: des désœuvrés, des gens moyens, des cadres, voire j'aurais souhaité qu'il y ait des riches aussi. Mais hélas. Peut-être qu'il y en a, mais à ma connaissance tous qui sommes ici là on est sale depuis trois jours; je ne sais pas moi mais il y en a des qui ont fait 24 heures sans se laver. *(Rumeurs dans la salle)* Vraiment excusez-moi. Ce qui veut dire que quand je vois ce déballage au lieu d'être vexé comme beaucoup d'autres, je suis content. Moi particulièrement Kamdom je suis content. Mais j'ai peur qu'on ne soit entrain d'utiliser le nom d'une personne pour vraiment cacher le mal qui mine cette UPC. Si moi j'ai adhéré dans

l'UPC c'est à cause de mes aspirations. Et je pense... et quelque part au fond de mon âme j'ai cru me retrouver dans cette famille. Mais hélas je veux vous dire que c'est depuis le premier Décembre lors de la confédep à Douala que j'avais été frustré. Avant-hier lors de l'élaboration des commissions, j'ai été encore une fois frustré. Hier j'ai été scandalisé par ce que j'ai vu des gens ici là qui ont dit, parce que j'ai assisté particulièrement à la scène, quelqu'un qui dit à un autre, un grand d'au moins 25 ans «vote telle chose ». J'ai dit mais ce n'est pas sérieux ça. C'est pas sérieux ça!

Il me dit c'est mes gens! Dites-moi, même l'enfant que vous avez procréé, après 21 ans est-ce vous pouvez encore lui dire de faire telle chose et pas telle autre? Mais c'est pas possible ça! Et ma quatrième frustration quand la section locale de New-bell a donné sa liste de candidats je vous dis que on l'a rejetée! De prime abord on l'a rejetée. Est-ce que c'est...excuser moi je suis bamiléké... est-ce que c'est Kuissu Siméon qui était entrain de manipuler? C'est un groupe de personnes. Alors si maintenant on doit utiliser le nom de Kuissu Siméon parce que politiquement on veut le griller; non! Quand même soyons sérieux, soyons sérieux! Kuissu Siméon est de l'Ouest, plus précisément de la Mifi. Comptez le nombre de bamilékés ici... je suis pas dans...attention je ne suis pas entrain d'être son avocat. Peut-être que quelque part il a mis sa main dans la pâte. Mais compter le nombre de... Bafoussam est scindé en trois. Parce que quelque part j'ai appris que il n'a pas voulu tremper dans la pâte que les gars d'ici ont voulu tremper pour qu'il ne soit pas avec vous. Mais aujourd'hui vous dites que c'est lui qui est entrain de... sais pas moi, manigancer ceci, de faire des coups bas par là; je sais pas. Je vous dis seulement que le mal est ailleurs. Le mal est ailleurs. *Rumeurs dans la salle*. Excusez-moi.

Présidium merci camarade Kamdjom. La parole est à Emeh Elong.

Emeh Elong

Chers camarades,
Je m'adresse surtout à ceux qui viennent d'arriver dans le parti. Parce que ce que vous vivez aujourd'hui j'aurai souhaité le vivre quand je commençais il y a 14 ans dans ce parti. Mais vous avez une chance parce que le jour où moi j'ai décidé de prendre toutes mes positions personnelles dans le parti, c'est lorsque j'ai été confronté à quelque chose de semblable. Donc je crois que vous êtes entrain de vivre une très bonne expérience et je crois que ça va vous pousser plutôt, au lieu d'avoir confiance aveuglement comme ça a été le cas pour certains d'entre nous à nos débuts dans le parti, vous prendrez toujours vos dispositions personnelles. Cette expérience j'espère qu'elle vous apportera beaucoup. Ceci dit, il y a de sérieux problèmes camarades. Beaucoup de camarades euh le camarade Suzanne Kala Lobe a dit qu'il fallait peut-être voir l'histoire de la période 70-91. Nous tous on sait aujourd'hui que l'un d'entre nous que nous avons d'ailleurs porté dans la lutte clandestine à la plus haute place de notre parti nous a plaqué. Un jour nous l'attendions en réunion ; nous avons vu une lettre où il nous disait que lui il est déjà dans l'autre camp. Donc il y a beaucoup de problèmes. Nous savons la transformation qu'a connue le monde entier. Les mutations, le débat du soi-disant camp communiste, camp socialiste. Et il faut quand même se dire que... il faut pas rêver, il faut croire que tout ça qui se passe ça n'aura pas de répercussion au sein de notre milieu, au sein de notre parti. Ce ne sont que les répercussions de tous ces événements que nous vivons dans notre parti. Ça m'étonne un peu parce que...moi je ne parlais pas encore du marxisme mais tous les dirigeants de mon parti, que ce soit Kuissu, que ce soit Moukoko, que ce soit... qui est-ce que je vois... MAKIT que ce

soit Leumni, tous parlaient marxiste déjà, tous parlaient socialisme. Tous parlaient un langage qui nous a séduits pourquoi ? Parce que nous savions que ceux qui ont été, ceux qui ont créé ce mouvement avaient réfléchi sur une chose: il faut trouver le moyen d'apporter le maximum de richesse de notre pays à tous nos concitoyens, à tous nos frères, partager ces biens et jusqu'alors la seule idée qui nous permettait d'arriver à ça c'était le marxisme. Mais malheureusement, avec tout ce qu'a connu le monde notre direction n'a pas pu mener un débat clair et avoir des positions nettes sur ce problème. Nous dire aujourd'hui bon que vu la transformation du monde on ne peut peut-être plus faire ceci on va faire cela. Alors nous avons vécu un tas d'histoires, un tas de choses; il y a même des camarades qui ont cru à un moment donné que certaines... il y a des camarades à qui on fait tellement confiance qu'ils ont commis des erreurs. Vous vous rendez compte! Vous avez toujours respecté un camarade responsable et au cours d'une réunion il commet une gaffe monstrueuse. Vous demandez mais qu'est-ce qui ne va pas? Parce que ces camarades n'ont pas pu mener un débat clair au sein de la direction voilà où nous sommes aujourd'hui. C'est même très bien parce que si on était à côté de ces ténors ces vieux maniganciers là, ces chefs bandits qui vont se retrouver le 27 peut-être à Nkongsamba, ça serait encore plus grave parce que là maintenant on peut discuter parce qu'on a devant nous des jeunes qui veulent apprendre des choses; on a certainement devant nous une équipe dirigeante qui veut en découdre et espérons qu'on va arriver à quelque chose. Je veux revenir sur cette histoire de CC et CD. Moi je vous dis, je suis CC à 100%. Mais c'est moi d'ailleurs, tout à l'heure quand on s'est réuni en Commission, j'avais proposé qu'on choisisse CD, parce que dans ma petite tête je me suis dis que je peux trouver... aujourd'hui nous sommes sur un terrain où on n'est pas au mieux. Nous voulons nous battre en tant que parti, mais lorsque nous voulons nous

battre, il y a des obstacles, c'est-à-dire, en face on a non seulement les puissances étrangères qui nous combattent, on a le parti au pouvoir qui nous combat, on a des partis d'opposition qui nous combattent. Donc ça fait que nous avons une très très grande lutte; non seulement nous devons combattre pour convaincre les compatriotes sur le terrain, mais devons également combattre les partis d'opposition, les partis au pouvoir, les puissances étrangères; donc je me suis dis, si on peut trouver des subterfuges pour arriver tout du moins à esquiver certaines attaques parce que lorsque vous discutez contre les gens de Dicka ils n'ont rien à vous dire, ils ne sortent aucun argument politique, ils vous disent vous êtes du MANIDEM, ils vous disent vous êtes du CC. Si on pouvait nous appeler CD ça nous aurait peut-être permis d'éviter certaines attaques. Malheureusement, là bas j'ai été minoritaire et les camarades m'ont fait comprendre que le problème ici c'est que nos camarades souhaitent qu'il y ait un Président. Alors on a dit mais c'est pas un problème, s'il faut un Président on peut effectivement mettre sur pied un CC et essayer d'avoir un Président. Malheureusement lorsque le débat avait commencé, j'ai eu sommeil, je suis parti me coucher quand j'arrive, je trouve le vote. Et je vous dis c'était douloureux. On ne pouvait pas voter entre le choix d'un CC ou d'un CD. C'était très très douloureux. Même quand je suis arrivé là je n'ai pas su ce qu'il fallait voter. Donc, par réflexe, je vote CC parce que j'y crois profondément à ça. Voilà. Donc je dis que c'est grave aujourd'hui. Il y a des camarades qui se lancent tout ici aujourd'hui, qui se disent n'importe quoi alors que ce sont des gens qui ont travaillé ensemble, qui se sont soutenus dans les pires moments, les moments très difficiles où ils risquaient ensemble alors qu'aujourd'hui ils sont dans les conditions qu'ils peuvent tout bâtir ensemble. Malheureusement nous sommes arrivés là et je dis à tous les jeunes camarades ce que vous vivez ne doit pas vous décourager. Ne vous découragez pas du

tout d'ailleurs ça doit vous permettre de ne plus faire confiance à qui que ce soit. Posez des questions, essayez de savoir et si vous n'avez pas les réponses qui vous conviennent, reposez des questions. Merci.

Rose Nzié

Mon intervention va se situer...enfin je voudrais quand même faire une suggestion au présidium. Je crois que le déballage qui s'est enfin... auquel on a assisté va éclairer peut-être des gens. Ce que je veux dire seulement peut-être aux plus jeunes c'est que ils assistent là à un véritable Congrès de l'UPC. Il faut que, lorsqu'il y a des problèmes, que ce soit au niveau de la direction ou de la base qu'on les étale là, qu'on en discute. Ce n'est pas forcément mauvais. C'est d'ailleurs une très bonne chose parce que là il faut la clarification. Ceci pour leur dire que il faut plus que jamais être vigilant. Parce qu'il ne faut pas s'aligner derrière les hommes, il faut s'aligner derrière les idées. Et je crois que la démonstration que les uns et les autres ont faite, moi je crois que c'est salutaire parce que quand il y a du pus quelque part il faut percer et que ça sorte et après on va

guérir la plaie. Il reste souvent une cicatrice des fois si on soigne bien il n'y a même plus de cicatrice. Donc je voudrais aussi faire... je voudrais faire une suggestion au présidium. C'est que ...Je crois que les uns et les autres, à part peut-être le camarade qui a été interpellé ont dit tout ce qu'ils avaient à dire. Et que avant que des choses graves ou bien alors que bon, des gens à court d'arguments se mettent à se lancer des choses irréparables qu'on arrête là ce débat et qu'on discute d'autres choses ou alors on dit on va discuter de politique de fond on va mettre le débat de la ligne idéologique ou de politique de fond sur le tapis ou alors on dit bon on sait déjà qu'il y a eu un malaise ou enfin il y a des malaises ceci cela, qu'on arrête là ce débat pour eu... pour qu'on avance sur autre chose ? Parce que à force, les gens vont se répéter, vont s'insulter, vont se dire des choses... les gens savent déjà maintenant qu'il y a eu des problèmes ou qu'il y a des problèmes. Bon les uns et les autres vont se faire des idées je crois en toute connaissance de cause maintenant. Et il est temps que peut-être après l'intervention du camarade Kuissu qui a été nommément interpellé, qu'on arrête.

***Le présidium** (Abanda Kpama Pierre)*
Après c'est qui...Après c'est JOCKY
Dimax est inscrit. C'est l'avant dernier.

Jocky

Je pense qu'il est salutaire qu'on ait ce type de discussion eu... enfin après ces discussions j'espère que notre direction, notre nouvelle direction, pourra se porter mieux que l'ancienne. Parce que effectivement depuis quelques années, à nos réunions du CC là-bas et parfois aux réunions du BP qui étaient souvent élargies au CC auxquelles je prenais part, j'avais remarqué, constaté qu'il y avait une cassure, il y avait comme deux camps

dans la direction, au sein de la direction. Et je ...j'avais constaté aussi comme ça, qu'il suffisait par exemple que KUISSU prenne par exemple telle position pour que peut-être Mbuyinga (NDLR: Moukoko Priso) prenne de l'autre; bon je caricature hein ... c'est peut-être pas tout à fait ça, ou l'inverse. Et que bon bè... ...si l'un a pris telle position, qu'il soit automatiquement soutenu par précisément tel autre. Ça me faisait très mal et ça me fait très mal heu ... d'autant plus que lorsque je me souviens vraiment, mais de tant d'années dans le militantisme, quand j'ai adhéré au MANIDEM où du moins à la fin de mon militantisme à l'UNEK, mais c'était vraiment la situation idéale. Ces camarades qui nous ont appris eu... enfin, le B A-BA de notre militantisme bon c'était vraiment le beau temps mais c'était ... c'était...c'était le paradis. Bon... quand je voyais Mbuyinga, Mackit, Kuissu entre eux il y avait aucun nuage, aucun. Par la suite il y a eu le MANIDEM bon bè ... on fonctionnait avec des pseudonymes, bon peut-être j'ai mis longtemps à savoir que KUISSU faisait partie... était originaire plutôt de cette partie du pays. Car ça ne me préoccupait pas du tout. Même peut-être jusqu'à aujourd'hui par exemple Esso, je ne lui ai jamais posé la question je ne sais pas de quel coin il est originaire; ça on s'appelait Mbazoa (NDLR:Esso Celestin), Afo Akom (NDLR: Kuissu Siméon), bon tout cela ça ne nous intéressait pas. Mais le jour où je suis tombé à la renverse n'est-ce pas, c'est à notre troisième Congrès. Bon alors nous avons passé une nuit blanche après avoir mis euh... élu le Comité Central euh... élu même aussi le BP, nous avons mis une nuit blanche pour élire le Secrétariat. Bon disons des propositions fusaient de partout, bon... telle proposition telle proposition. Bon je veux aussi vous dire que bon ça, moi quand on en était arrivé là, j'arrivais moi aussi au militantisme ah bon au fait le CC c'était vraiment étrange pour moi. Moi parachuté au CC ça me dépassait un peu. J'avais peut-être pas été préparé à cela. Et eu alors il a fallu donc que je participe à ces élections; des

propositions fusaient de partout et pour nous il était évident que bon évidemment euh... Comment il s'appelait encore.... Kissamba (NDLR: Woungly Massaga)...*oh laisse moi parler!* ...était la première personne bien sûr euh... et à mon avis Mbuyinga que j'avais connu me semblait être la deuxième personne de par son cursus et peut-être Mackit la troisième ainsi de suite. Bon alors toutes les propositions qui venaient et qui essayaient de les replacer dans cet ordre là ne passaient pas du tout. Kissamba tournait, tournait, tournait ..... on y a passé toute la nuit. Alors il a commencé à nous expliquer vers 5 heures du matin que bon vous savez, ces choses là bon il faut tenir compte de quelques critères. Bon nous, nous sommes des révolutionnaires, euh... nous ne sommes pas tribalistes mais le Cameroun est ce qu'il est... il faut peut-être qu'on tienne compte un peu des aspects tribalistiques. Il faut par exemple que le grand pays bamiléké, hein...vous savez c'est très populeux, ait un originaire de ce ...enfin... haut placé dans le parti. Bon on a enregistré cela. Deuxièmement, il faut que haut placé aussi dans le parti on ait un camarade du CC qui est à l'intérieur du pays, bon et ce camarade à l'intérieur du pays était déjà tout désigné, c'était Kondi (NDLR: Ndéma Alexis). Bon euh... mais évidemment à partir du moment où on met euh aux plus hautes marches de l'escalier Kondi, Kuissu, évidemment et qu'on tient compte un peu de l'équilibre ethnique, on ne pouvait pas mettre Mbu aussi à côté puisque Kondi et Mbu seraient originaires à peu près du même coin. Alors là, je... tout cela me dépassait. Mon Dieu comment avons nous fait pour tomber si bas. On commence maintenant à faire du dosage .. je... on était perdu. Bon finalement on a mis ce qu'on a mis sur pied comme CC mais bon et puis par la force des choses on a fini par mettre Mbuyinga au Secrétariat parce qu'il a failli ne pas faire partie du Secrétariat. Bon alors c'est de là un peu qu'est né ce malaise bon tout le monde... pour abréger ....euh... par la suite ça a entraîné d'autres problèmes; il y a même eu une

histoire de complot, on a mis une commission d'enquête sur pied dont j'étais un peu le président eu... il y a eu quelques courageux pour dénoncer le comportement anti-démocratique de Kissamba; et Kaï Shegue ici présent entre nous bon... le garçon là (*en riant*)... Ekanè, il a écrit un papier comme il écrit bien n'est-ce pas, il a écrit un papier, une petite brochure pour dénoncer le comportement de Kissamba. Il n'a pas été le seul il y a aussi Ondoua (NDLR: de son vrai nom SAME Mbongo) qui a écrit. Bon alors notre commission d'enquête malheureusement quand les histoires sont bien ficelées n'a pas pu donner grand-chose. C'est finalement lui qui a écopé encore d'une suspension d'un an *(rires de l'orateur)*...euh bon oui oui , bon Kissamba a failli être blâmé mais il a été sauvé de justesse par, bon enfin passons mais...vives protestations des congressistes... bon oui oui disons qu'il a fallu qu'on vote il fallait qu'on le ...il y avait un blâme on avait proposé qu'on le blâme, bon il y a un camarade qui a dit non on ne peut pas blâmer; vous vous rendez compte si on blâme note premier responsable mais c'est la catastrophe, vous ne vous rendez pas compte de l'importance de la gravité de la chose. Comme il fallait qu'on soit unanimes là-dessus, comme il s'est opposé bon au sein de la commission on n'a pas blâmé Kissamba. Euh alors c'est de là qu'est né bon en fait la situation que nous vivons c'est... bon je pourrais dire ... Kissamba a finit par fuir; c'est Kissamba qui a laissé un peu le vers dans le fruit. Bon euh je sais que nous avons eu l'occasion déjà d'en parler un tout petit peu, je crois c'était à la neuvième cession du Comité Central quand Kissamba parti il a fallu qu'on le remplace. Le jour de l'élection du camarade Moussa. Euh ah vous connaissez pas... Alors je sais que le jour là, si ma mémoire ne me... me trahit vous me corrigerez. Je sais que le jour là eu... Afo, enfin... KUISSU a dit que «je sais que effectivement c'est plus tard que je me suis rendu compte que cette nuit-là il n'a pas vraiment vu la manoeuvre; c'est plus tard qu'il s'est rendu compte qu'en fait

Kissamba s'est servi d'eux pour disons, écarter Mbuyinga ». Bon là où bon disons que, c'est un petit reproche, où je peux lui faire un petit reproche c'est que dans la suite il n'a pas eu une logique, enfin une démarche scientifique mais il a dit… « mais seulement tout se passe depuis comme si une erreur qui s'est passée il y a quelques années on veut faire aujourd'hui comme si on veut tout réparer ». Et puis il a pris comme ça une image, il dit : « vous savez parfois on peut vivre avec une femme que ses parents ont choisie, qu'on n'a pas vraiment choisie soi même toute une vie alors que ça ne va pas bien ». Là où moi je dis que bon, moi, démarche scientifique je dirais plutôt puisque d'ailleurs j'ai déjà eu l'occasion de divorcer une fois, quand ça ne va pas j'essaie de réparer je recommence, je divorce. Bon c'est… c'est… Bon alors… c'est là où je… c'est ce que je voulais vous raconter vous dire un peu … pour dire que bon ça fait… c'est bien que ça arrive qu'on en parle qu'on essaie de vider… qu'on… si ça peut aider le… bon ces gars là ils nous ont bien fait, ils sont partis de l'autre côté; nous sommes là…entre nous; c'est le seul problème je pense qui pouvait encore nous empêcher de fonctionner très bien, si bon ce problème déballé ici aujourd'hui bon si les camarades… et puis j'en appelle au camarade KUISSU, j'en appelle au camarade Moukoko pour que vraiment… j'en appelle à la camarade Augusta… s'il vous plaît ce parti auquel nous avons donné beaucoup de nous mêmes, non ne le laissons pas tomber, n'allez pas loin il faut qu'on continue à construire ensemble.

Présidium

L'avant dernier intervenant c'est Dimax. Après , les interpellés.

Yaguen Tom Dipoko; Dipoko Maxime

C'est-à-dire que bon, on ne pouvait pas parler comme on est en train de parler aujourd'hui. Je reste là et je dis rien. Moi aussi j'ai beaucoup de choses à dire. Mais je vais commencer par la chose la plus importante. C'est que nous avons de bons dirigeants, tant Afo euh... Kuissu que Moukoko, ce sont des garçons formidables. Quand les garçons-là bossent, ils bossent très bien. Ce sont de bons garçons ce sont de bons dirigeants. Donc je vais commencer par l'essentiel. Tout le temps que... Moi j'ai travaillé avec eux... tous nos copains ici tous les camarades ici savent que ce sont des garçons très intelligents, ce sont des garçons très capables, ce sont de bons garçons. On a de bons dirigeants. Nous avons eu un homme qui s'appelle Woungly Massaga , Kissamba, c'est son ombre qui plane encore. Il a réussi, il a bien réussi à semer une zizanie entre nous. Parce que cette histoire de... on est en train de dire aujourd'hui Moukoko, on dit aujourd'hui Kuissu, ce n'est pas seulement les deux, il y a encore d'autres.... oui ! *vives protestations dans la salle* ...il y a encore... vraiment je vais vous dire. Parce que moi-même que vous voyez j'ai vécu avec Massaga à Luanda. C'est moi qui l'ai fait venir à Luanda.

Quand on a eu la mort de Costa, c'est moi qui ... j'ai trompé les.... la vigilance des angolais pour qu'il arrive là-bas parce que bon il était un vieux pour nous, même pour moi. Alors moi je me disais... nous tous... il nous a berné nous tous. C'est ce que Jocky disait, il nous a eus ! Mais il a réussi à mettre nos dirigeants l'un contre l'autre de telle sorte que bon... par exemple l'année dernière quand on s'est rendu compte que ce gars là... bon moi je m'étais rendu compte plus tôt parce ce que j'étais à Luanda avec lui. J'ai vu... moi je suis petit par rapport à Mbuyinga, je suis très petit par rapport à Kuissu bien que j'aie aussi plus d'une décennie de lutte mais je suis très petit par rapport à eux. Mais quand je me suis rendu compte de ce que cet homme-là... parce que j'ai vécu dans le palais avec lui. Quand j'ai essayé de contacter les camarades plus âgés pour leur dire que cet homme-ci vraiment ça ne va pas, est-ce que vous connaissez cet homme-ci ? J'ai eu des problèmes ! oui oui il y avait trop de pro...parce que bon ... heureusement parce que la plupart des...des camarades avaient confiance en moi parce qu'ils se disaient le petit-là il nous raconte des histoires, il ne veut pas être Secrétaire Général...bien. Massaga m'avait promis d'être Secrétaire Général adjoint... *rires dans l'assistance*...je vous avertis... c'est peut-être par ces petites histoires-là qu'il a réussit à semer la zizanie, je ne sais pas hein... mais moi il a passé par-là. Bon alors, c'est là où je suis. Le gars-là il réussit à mettre la zizanie parmi nous. Et c'est là où moi je n'arrive pas à comprendre. Des camarades garçons aussi intelligents comme j'étais en train de commencer à vous dire, on n'arrive pas à sauter (?) tout le temps, on n'arrive pas. On a lutté l'année dernière je vous dis avant que... on dit que Massaga... Massaga aurait pu partir, il pouvait fuir. Il ne pouvait pas, il ne pouvait plus vivre avec nous. On l'a contraint! Les gars, les camarades sont encore ici. La lutte qu'on a menée pour convaincre que bon...le gars là vraiment il ne vaut rien. Les camarades sont ici, ils sont ici. On

a eu des... et on a... Même certains qui savaient que les arguments que nous avions étaient vraiment indiscutables ; mais comme certains avaient une position, automatiquement il fallait traîner les pattes dans l'autre position. Et comme Massaga, dans la séance de la nuit il a compris que personne n'était de son côté, lui-même il a fui. C'est-à-dire qu'on l'a fait fuir. Ce n'est pas que c'est lui-même qui est parti. Si on vous dit ça c'est que on l'a fait fuir.

Chuchotement dans le public... inaudibles....

Moi je reviens sur ce problème. Il faut qu'on dise la vérité. Quand il y a des problèmes il ne faut pas qu'on fasse la confusion. Qu'on dise si c'est un problème d'idéologie qu'on mette dans l'idéologie et qu'on débatte clairement. Si c'est un autre problème, qu'on le mette de l'autre côté et qu'on le débatte. Moi j'ai été surpris hier. J'ai dit ça à certains camarades qui sont plus proches de moi. Pas plus proche mais ... je leur ai dit que bon...ça fait six jours que moi je suis revenu. Moi je suis encore à Luanda, je ne suis pas encore revenu. Je suis de ceux-là qui sont encore dehors. Moi je discutais... j'ai vu les statuts, les statuts. Les camarades qui étaient dans la Commission des Statuts avec moi sont encore ici. Voici le Président, il est là et il va confirmer. J'avais posé beaucoup de questions. J'étais donc celui qui ne comprenait rien dans ma commission. *Rires*...oui, oui, j'étais l'homme qui ne comprenait rien et finalement, les camarades sont ici... ils sont ici. On fait la première chose, on fait la deuxième, je posais toujours des questions, je ne comprenais rien. Ensuite j'ai demandé deux ou trois questions, j'ai compris que j'étais l'homme qui était bête dans la commission et comme je ne voulais pas être trop bête je me suis tu *Rires*.... Oui, mais j'ai posé deux questions : j'ai posé deux questions pour comprendre. Je leur ai dit.... Parce que moi ça fait seulement six jours ; peut-être les choses ont beaucoup évolué. (*Certainement ! ! ! dit quelqu'un dans le public)*. Oui, oui c'est

normal. C'est la dialectique. Je ne peux pas demander que les choses restent comme elles étaient. C'est normal que ça bouge. Je leur ai demandé on ne… tout ce qu'on a là on ne peut pas …c'est sûr qu'il ne faut pas mettre le mot socialisme là dedans non ? On m'a dit non …non… non.. Ce n'est pas ça. Il est là. (*Gros Rires du public ! ! !)*. Et pourtant visiblement, il ne fallait pas que le mot là soit dedans. Et dans ma Commission il y avait beaucoup de gens parmi lesquels camarade Mbuyinga, qui était dans ma commission. On a parlé parti, on a parlé mouvement… je leur ai demandé mais nous on est quoi aujourd'hui ? (*Rires du public ! ! !)*. Oui ! j'ai demandé il y a dix ans on était quoi ? Aujourd'hui on était quoi ? Dans cinq ans on sera quoi ? On m'a dit non.. non… on est parti. Moi je leur ai dit moi je ne comprends pas. Bon on veut nous montrer qu'il y a aussi des problèmes idéologiques, c'est possible. Parce qu'il y en a même. Mais ils n'ont pas été abordés. Ces problèmes là n'ont pas été abordés ; parce que j'ai aussi posé la question : mais c'est le troisième Congrès ou c'est le cinquième ? On ne m 'a rien dit. On ne m'a aussi… donc là... et c'est notre problème. Si on commence maintenant à discuter, ce sont des problèmes sérieux. Parce ce que moi je n'ai rien compris. Bon, mais comme je me suis dis que ce n'est que six jours et je ne veux qu'on mette les choses par derrière, je me suis tu. Maintenant… maintenant quand le camarade Mbuyinga a posé ce problème je suis parti à côté de lui. Je lui ai dit que moi je n'étais pas content, je lui ai montré… il y avait d'autres camarades…j'ai dit que je n'étais pas content parce que je vois pas comment on va résoudre ce problème. Je ne sais pas hein… on va sûrement trouver une solution. Mais moi je lui ai dit … je le répète ici en public… moi j'ai confiance en mes camarades, les camarades que j'ai connu à …. avec lesquels il y a plus d'une décennie je lutte avec eux, moi j'ai confiance. C'est ce que je lui ai dit. J'ai confiance en eux pourquoi? Parce que nous avons la force…nous avons la

force nécessaire pour résoudre nos problèmes. C'est ce que je lui ai dit. Je lui ai dit que si on a réussit à casser Massaga je ne vois pas les problèmes qu'on peut avoir entre nous encore qui viennent même de Massaga et qu'on ne va pas résoudre. Mais seulement ici c'est difficile parce que bon la majorité euh... il y a des jeunes militants, il y a un peu de tout, euh... ce qui est bien c'est que bon... on a... je n'avais même pas terminé ma parole que il y a quelqu'un qui est venu... c'était un jeune que... bon je ne connais pas le nom. Il a... le gars a lancé le problème. Je lui dis bon maintenant on va porter ces choses... parce que bon...j'ai confiance aux camarades. Pourquoi j'ai confiance aux camarades ? Parce que je connais ces gars là. Je les connais. On peut s'engueuler comme on s'engueule, mais c'est des camarades qui, quand il y a un problème ils se rangent ... c'est des camarades qui prennent la position qu'il faut pour résoudre le problème, qui prennent la position qu'il faut pour attirer l'attention de ceux qui ... parce que la jeunesse est en train de... nous *(inaudible)*

A ce moment les camarades Kamsi Innocent et Kamgaing Matthias arrivent au congrès, accueillis par des salves d'applaudissements.

Reprise de Yagnié :
...problèmes que nous débattons aujourd'hui qui ont l'air d'être sales(?) qui ne sont pas... certains d'entre vous sont en train de se dire que quels sont ces gars-là? Les gars que...quand on entendait Mbuyinga ou Kuissu ... mais ce sont des hommes! Mais ils sont très bons. Et la majorité de nos camarades ici hein je veux que vous ayez confiance.
Ce sont des hommes ! Mais ils sont très bons ! La majorité de nos camarades ici, la majorité... il faut que vous ayez confiance. Pas une confiance comme nous on a eu... On devait même avoir cette confiance-là. Parce que bon... il faut quand

même... il faut bien situer les choses. Quand nous on a commencé la lutte c'était que bon... il fallait être à deux, il fallait que quand on te dit, tu fais. Parce que si tu ne fais pas tu peux mettre un autre en difficulté. Et il fallait suivre. Il fallait seulement suivre à cette époque-là. Nous on...vous vous commencez quand vous pouvez vérifier, vous pouvez contrôler; et c'est ce que vous devez faire. Moi je me dis que les problèmes qu'on a ici, on peut ne pas les résoudre aujourd'hui. Parce que quand je vous disais qu'il y a d'autres, je ne peux pas... moi je ne veux pas m'étendre beaucoup sur le problème, mais il y a aussi d'autres camarades qui sont dans cette histoire-là. Notre bureau politique... parce que bon comme je vous disais moi je suis petit. L'année dernière j'ai tout fait je dis ça ici en public, j'ai couru après Manga, j'ai couru après Kamguen, j'ai couru... pour essayer de... de... ça n'a pas donné! C'est-à-dire que c'est l'histoire de Massaga qui continue. Donc aujourd'hui je ne sais pas la décision qu'on va prendre sur ce problème, mais je sais que nous sommes capables de résoudre cette histoire-là. Et quand bon...

Présidium (Abanda): bien. Merci Dimax

Deux camarades ont été interpellés ils vont avoir la parole. Il y a le camarade Louka qui est mon collègue président du présidium et qui a été interpellé comme n'ayant pas permis qu'on donne l'information suffisante sur le Comité Directeur et le Comité Central. Et puis il y a le camarade Ebele TOBO, le camarade Kuissu pardon. Autant pour moi. Il y a... tout à l'heure certains camarades ont applaudit c'est parce que le camarade Kamsi Innocent qui était Trésorier du Comité Directeur de 52 est arrivé à notre Congrès. Alors je signale que un communiqué est sorti émanant de Kodock où il signalait le nom de Kamsi comme ayant participé à leur tripartite de chez Tchoumba. Kamsi n'y était pas. *Applaudissements*

Cela vous montre les méthodes de travail de ce groupe. Kamsi aura la parole tout à l'heure.

Louka Basile

J'ai au moins deux casquettes sous lesquelles j'aimerais intervenir au cours de ce débat même si au bout du compte je n'aurai pas dit grand chose.

Revenons d'abord à ce qui s'est passé hier. La Commission des Statuts est revenue avec son projet et elle avait décidé d'appeler, de donner comme nom à la Direction Nationale le nom de Comité Central (CC). C'est ça qu'il y avait dans le projet. Le camarade qui rapportait le débat, c'est-à-dire le camarade MOUKOKO a précisé que c'était là la position majoritaire de la Commission, et lui il s'était même abstenu dans ce débat et que il ne faisait pas, sauf si je me trompe, il ne faisait aucune religion d'une appellation ou d'une autre. Il préférait que ce soit le Congrès qui se détermine sur la question. Donc il est resté deux questions en suspens. La première: comment allons nous appeler notre direction. La

deuxième: comment allons nous nommer le premier responsable de la direction? Secrétaire Général ou Président? Et il a été convenu que la question soit posée au Congrès, aux délégués. Je me rappelle, mais si je me trompe il y a quand même beaucoup de camarades qui étaient éveillés, le Présidium a donné la parole aux camarades, d'abord à deux d'un côté puis à deux de l'autre, en demandant que deux camarades viennent parler pour dire pourquoi ils préfèrent l'appellation Comité Central (CC) et que deux viennent parler pour dire pourquoi ils préfèrent l'appellation Comité Directeur (CD). Après ces deux là, il y en a eu encore, il y en eut encore une troisième, parce que je me rappelle même avoir eu à interpeller des camarades femmes pour venir parler aussi à propos de cette question. Au départ, pour les premières interventions j'ai pris soin exprès, il y avait beaucoup de doigts du côté du CNP de donner la parole aux délégués, pas au CNP d'abord. Mais les membres aussi ont parlé pour dire pourquoi ils préfèrent telle ou telle appellation. Il me semble que jusque là c'est comme ça que les choses ce sont passées. Donc, à la fin de ce débat, puisque les positions n'étaient pas conciliables, nous avons décidé de passer au vote. Il y a un camarade qui a dit que la question était telle qu'il valait mieux ne pas voter. Et le présidium lui a rétorqué que compte tenu des positions qui se maintiennent d'un coté comme de l'autre, nous ne voyions pas quelle autre procédure pour trancher la question que celle d'un vote. Donc nous avons appelé les camarades au vote, délégation par délégation en leur proposant une procédure consistant euh... quand la qualité de délégué était vérifiée, que le camarade vienne cocher, mais très vite, en nous concertant au présidium, nous nous sommes dit que peut-être le fait qu'il y aurait peut-être beaucoup de croix à un moment donné d'un coté ou de l'autre pouvait influencer celui qui venait voter à ce moment. Nous avons donc décidé que la feuille soit du coté du présidium avec un camarade qui assurait la retransmission du vote CC d'un coté, CD de l'autre

et en protégeant les votes qui étaient passés jusque là. Beaucoup de camarades sont pas allés, se sont plaint, ils ont estimé que le présidium était en train de faire des trucages, ... j'ai entendu que les choses se passaient et ainsi de suite et apparemment même, disons le présidium était en train de s'arranger pour que l'on vote CC disons d'après ce que j'entendais les camarades dire. Mais le vote a continué quand même. A la fin on donnait le résultat de ce vote délégation par délégation. Alors j'ai cherché tout à l'heure... c'est ça que je cherchais au présidium pour retrouver le feuille; malheureusement j'ai pas retrouvé cette feuille là mais il y avait un double; donc je peux vous retrouver délégation par délégation ce qui a été voté. Dans le Wouri globalement on a voté CC 105 voix contre 49 pour CD. Dans l'Adamaoua on a voté en bloc pour CD. Et ainsi de suite... je vais prendre simplement les principales délégations. Dans l'Ouest on a voté majoritairement pour CD mais c'était à 28 contre 16. Dans le Mfoundi, Yaoundé on a voté à 42 voix pour CD contre 33 pour CC ce qui a même surpris l'homme de Yaoundé que je suis. Dans le Mbam on a voté en gros pour CD... bon... je ne retrouve pas tout à fait les chiffres. Dans non... non... dans le Mbam voilà 15 contre 7; c'est ça. Bien que dans le Nyong et SO c'était trois contre trois. Dans la Sanaga Maritime on a voté à 66 voix pour le CD contre deux pour CC. Donc voilà comment le vote a été donné à propos de Comité directeur et Comité Central. Peut-être que les camarades peuvent estimer qu'ils ont voté sans maîtriser les enjeux. Moi je prends le Congrès pour responsable. Nous sommes responsables des actes politiques que nous posons. Nous pouvons estimer que les actes posés hier ne nous paraissent pas être corrects. Mais nous ne pouvons pas dire que hier nous étions des enfants et ce matin nous avons grandit. Ça n'est pas bien, pas sérieux. Il est évident d'après les coups d'œil que moi je pouvais jeter par-ci par-là qu'il y avait des concertations à propos de ce vote.

J'entendais des camarades dire à d'autres: vote ceci en passant… en passant par-là. Mais camarades, moi je prends cela pour normal. Les uns veulent influencer les votes des autres et il reste à chacun à tout moment d'être responsable du choix qu'il fait.

Alors je voulais en venir donc petit à petit au débat qui nous oppose, qui est posé.

Premièrement je prends tout à fait à mon compte, à propos de ce vote que le camarade, c'est le camarade Kuissu, qui a posé le problème, qui a fait la proposition du Comité Directeur à la place du CC. Je pense que c'est lui ou au moins il a été un de ceux qui ont fait cette proposition là. Mais au regard des votes que je vous ai donné, tels qu'ils se sont passés, camarades pour moi on ne peut pas, on ne peut pas dire, hein,… je ne peux pas être de ceux qui disent que le camarade Kuissu par quelque moyen que ce soit ait influencé le vote pour Comité Directeur. A moins qu'il n'ait des accointances particulières avec la Sanaga Maritime qui a voté en bloc pour Comité Directeur. Mais ce que je veux dire en commençant par là c'est que contrairement à ce que nous avons l'air de dire maintenant, ce Congrès est un Congrès Unitaire. Ce Congrès-ci est un Congrès Unitaire camarades. Ce n'est pas parce que un certain nombre d'opportunistes nous ont abandonnés en cours de route après n'avoir pas réussi à saborder le Congrès de Bafoussam que ce Congrès n'est plus unitaire. L'unité ce n'était pas pour être forcément avec Mayi ou avec Tchoumba ou avec qui que ce soit. L'unité c'est pour que tous ces upécistes qui sont là soient ensemble. Mais c'est ça l'unité! A*pplaudissements*. Donc cette unité a toujours été pour nous un processus qui est en même temps un processus de rupture. Camarades, la vie c'est un processus de mort. L'unité pour nous c'est aussi un processus de rupture parce qu'on s'unit sur des bases claires et plus ces

bases deviennent claires plus certains ne se sentent plus à l'aise dans cette unité et s'en vont. La base s'unit et en haut la clarification se fait, des gens qui ne se sentent plus à l'aise qui ne se seraient certainement pas sentis à l'aise au Congrès de Bafoussam ils ne sont pas là. Si un certain nombre de gens étaient ici, camarades nous sommes en train de discuter en nous disant que vraiment nous sommes en train de nous déchirer sur la ligne, je ne vois pas encore très bien. Je vous assure que un certain nombre de camarades entre guillemets qui étaient avec nous, s'ils étaient là alors vous auriez vu quel déchirement il peut y avoir sur une ligne politique. Là on les aurait certainement vus. Donc je veux dire que ce Congrès est unitaire en ce sens que parmi tous les upécistes qui sont ici on retrouve plusieurs cultures politiques, plusieurs cheminements. Je ne pense pas, les camarades de Sanaga Maritime sont là et en plus il arrive que celui qui parle leur est très proche, je ne pense pas qu'il y ait un camarade qui leur ait dit pour des raisons absolument obscures votez Comité Directeur. Si c'est le cas, les camarades sont là ils peuvent le dire. Mais simplement il y a des chances que dans leur culture politique d'upécistes eh bien ils soient plus habitués au terme de Comité Directeur qu'au terme de Comité Central. Donc Ce congrès-ci est unitaire parce que il réunit en même temps la tradition qui a maintenu la continuité du parti, la lutte clandestine et ceux qui n'arrivent que maintenant; et en même temps aussi d'autres qui ont été dans le parti qui ce sont peut-être arrêtés un moment ou qui sont allés ailleurs et reviennent, et ce Congrès essaie de faire un moule commun avec tout ça pour prendre une direction commune, rester dans le sens de la continuité assurée par le parti sous la clandestinité. Donc à mon avis les principaux débats se situent là. Maintenant, en ce qui concerne, ... le présidium ne parle plus; en ce qui concerne disons le Comité Central, il est tout à fait naturel camarades, il est tout à fait naturel qu'entre nous il y ait des différences de vue et

d'appréciation y compris sur des problèmes idéologiques. Il y en a. Si c'est ça la vérité qu'il faut dire, oui il y en a! Enfin tout au moins c'est ma conviction. Ces différences sont-elles de nature à ce que nous ne sortions pas de ce Congrès avec un parti uni fort, une ligne politique claire, nette nous fixant résolument à gauche? Je dis non. Je dis non tout au moins c'est comme cela que je le perçois. Je ne prends pas du tout à mon compte non plus, parce que je pense pas que ce soit une attitude conforme à notre histoire ni à notre âge tout au moins politique, je ne prends pas à mon compte le fait que les difficultés, les différences d'appréciation que nous pouvons avoir les uns avec les autres soient basées sur ce qui s'est passé au Troisième Congrès, fondamentalement. Et sur la personne de Massaga, non ! camarades, pas plus qu'hier nous n'étions des enfants pour devenir des adultes ce matin, et bien même quand Massaga était Secrétaire Général de l'UPC, nous n'étions pas des enfants. Je ne prends pas à mon compte peut être le fait que Massaga guidait en fait les choses comme il voulait et manipulait les autres comme des pions. Parce que ces autres-là ne sont pas des pions. Aucun de ces camarades, même ceux qui ont été les plus proches de lui qui sont là, aucun n'a été un pion. Alors lui donner à Massaga qui est parti de l'autre côté ce très grand rôle de celui qui n'a laissé derrière lui que des enfants, je ne l'apprécie pas du tout. En tout cas moi je ne me prends pas pour un enfant bien qu'il y ait plus vieux que moi ici. Je ne me prends pas pour un enfant camarades. Massaga n'est pas responsable de ce qui peut nous être arrivé ici. La meilleure preuve, la preuve qu'on peut donner à cela c'est que Massaga qui a décidé de traverser le rubicond, d'aller de l'autre côté camarades, il est allé avec qui? Ils sont tous là. Mais si c'était des enfants, papa s'en va et les enfants ne suivent pas? NON, papa si c'était un papa eh bien Massaga est parti, la direction du parti est restée parce que cette direction du parti bien qu'il ait été un élément essentiel là dedans, cette direction du parti ne

dépendait pas de lui. Voila pourquoi je reprends tout à fait à mon compte ce que disait le camarade Emeh, eh bien il faut que chaque upéciste qui est ici soit upéciste pas parce que devant lui il y a Kuissu, pas parce que devant lui il y a Moukoko ou Michel Ndoh, mais parce qu'il y a des idéaux qu'il suit et que ces idéaux il y croit. Bien que cela n'empêche pas de reconnaître à tel ou à tel camarade son mérite, ou son défaut bien sûr. Alors pour terminer, nous sommes en train de discuter longuement en fait pourquoi? Parce que le camarade Moukoko en particulier qui a eu la réaction qu'il a eue en fonction de l'appréciation qu'il a faite de la situation a dit qu'il n'aimerait pas participer à cette direction. Manifestement si les camarades sont si attentifs il n'y a presque plus personne qui dort et les camarades ne parlent pas pendant qu'on discute eh bien c'est parce que les camarades pensent que le camarade Moukoko est un des camarades qu'il nous faudrait à la direction du parti. *Applaudissements.* Ceci dit vraiment je suis pour que chaque camarade se détermine de manière libre. Je pense que le Congrès par son attitude a suffisamment exprimé ce que j'ai diT là et il reste aux camarades d'en prendre acte dans un sens ou dans l'autre. *Applaudissements.*

Présidium (Abanda) Très bien? Merci camarade Louka. Je vais donc passer la parole au deuxième interpellé, le camarade Kuissu.

Kuissu

Chers camarades,

Vous m'avez demandé d'être conciliant, de ne pas provoquer de coup d'état. Je vais essayer d'être conciliant mais ce n'est pas du tout mon objectif. Mon objectif est de dire ce que je pense devoir dire. Il y a une chose que j'ai apprise pendant ce Congrès, qui a confirmé ce que je pensais depuis bien longtemps, c'est que la vérité, la réalité est très têtue. J'ai eu l'occasion de l'éprouver à plusieurs reprises où j'ai été moi-même souvent étonné de voir que des choses que je pensais justes au fond de moi-même, mais qui rencontraient beaucoup d'opposition, à force de persévérance finissaient par passer. Quand je suis arrivé dans ce Congrès et que j'ai vu un puissant détachement d'une certaine section qui semblait adopter un certain point de vue, je me suis dit que certaines choses que je pensais ne pourraient pas passer. Et au premier vote c'est passé. Pas parce que je suis un manipulateur - ce serait me doter de puissants pouvoirs que je ne crois pas avoir-. Il y a un mois que je suis revenu définitivement dans ce pays et j'ai donc réussi à manipuler l'ensemble du Congrès constitué de militants recrutés, formés, structurés par les dirigeants du parti à Douala. Et je les ai tous manipulés! Vous vous figurez ça? En un Congrès! Alors ça m'a confirmé dans ce que j'ai souvent cru. Quand vous êtes convaincu de quelque chose, il faut le dire et le faire ? Si ça rencontre une résistance, avancez toujours et ça passera. Ma préoccupation quand je parle et quand j'agis c'est d'être toujours en conformité avec les intérêts de mon parti et avec les intérêts de mon pays. C'est ce qui guide mon action. C'est ce qui guidera toujours mon action. Il n'y aura aucune équivoque là dessus. Et s'il y a des gens, qu'ils soient des dirigeants ou quoique ce soit qui pensent pouvoir modifier ce point de vue ils se trompent et il faut qu'ils se le disent, une fois

pour toutes. Et ça sera comme ça. Ce fameux CD/CC qui a provoqué ce débat, ce clash; qu'est-ce que ça veut dire? Je dis, je maintiens et je persiste que désigner du nom de Comité Directeur la direction de l'UPC est ce qu'il nous faut à l'étape actuelle. D'autres personnes l'ont justifié et je vais encore le justifier. Je dis que dans notre triomphe sur les opportunistes, il faut avoir le triomphe modeste. Nous avons gagné sur les Tchoumba, les Mayi Matip et autre Chief Oben. Mais ne triomphons pas, ne gonflons pas trop. Ne sortons pas d'ici en nous appelant Comité Central parce qu'on dira: on vous l'avait dit ces enfants c'est comme ça qu'ils sont; ils font le gros dos. Ayons le triomphe modeste. Voilà une première raison. La deuxième raison, d'autres l'ont déjà dit: dans ce parti il y a des vieux, il y a des jeunes. Il y a des gens qui depuis qu'ils sont à l'UPC sont habitués à entendre le mot Comité Directeur. Pour eux c'est la direction. Et pour cette génération, Comité Central, c'est un organisme intermédiaire. Ils ont vécu dans cette culture politique. Vous allez venir maintenant leur dire la direction du parti c'est le Comité Central? Vous pourrez les convaincre, ça prendra du temps. Economisons des batailles inutiles. Appelons la direction du parti Comité Directeur, ça simplifiera les choses. Voilà pourquoi j'ai proposé cela. Des gens qui sont sûrement politiciens ont vu dans cette proposition des arrières pensés politiciennes que moi je n'avais pas, et ça a donné ce brouhaha parfaitement inutile, et cette perte de temps.

Si vous voulez qu'on s'explique, on peut s'expliquer. J'ai beaucoup de choses à dire.

Je suis à l'UPC depuis 1975 et c'est Mbuyinga qui m'a recruté à l'UPC. C'est Moukoko Priso qui a assuré ma formation politique. Je venais chez lui de Strasbourg, dans sa chambre, il me faisait lire les livres marxistes et on travaillait ensemble. On se connaît bien. Il y aurait beaucoup de choses à dire, alors je ne vais pas tout dire parce qu'on en aurait jusqu'à demain. Je

vais beaucoup simplifier. Nous ne pouvons pas tout dire, pas parce qu'on ne veut pas tout dire, mais parce que le temps ne permettrait pas qu'on dise tout. Alors je vais me limiter à des choses essentielles. Oui camarades, il y a des divergences au sein de la direction politique du parti. Il y a des divergences au sein du Bureau Politique et au sein du Secrétariat du Comité Central de l'UPC. Pourquoi il faut le cacher? Ces divergences, elles sont comme dans tous les partis politiques. Il n'y a que dans l'UPC que l'expression d'une divergence devient un drame. Il faut les exprimer ces divergences et je les ai exprimées quand il a fallu les exprimer. Pourquoi je ne les ai pas exprimées avant? Parce que nous étions clandestins. Parce que la direction du parti était clandestine et que vous n'auriez pas compris beaucoup de choses. Maintenant que vous voyez les gens agir, se mouvoir... vous pouvez mieux comprendre certaines choses.

Ces divergences pour les résumer, il y avait des divergences politiques qui portaient notamment, depuis 85, sur la conception idéologique. La question était la suivante: comment être marxiste aujourd'hui? De notre temps. Est-ce que être marxiste aujourd'hui consiste à répéter mécaniquement des slogans vrais une fois pour toutes ou est-ce que être marxiste aujourd'hui c'est réfléchir sur la façon d'appliquer à notre société ces principes auxquels nous croyons toujours? Voilà la divergence. Il y a des camarades qui ont estimé qu'il fallait continuer à répéter marxisme, marxisme, marxisme et que c'est ça qui sauverait notre société. J'ai dit non! Qu'il faut trouver moyen par les temps qui courent, d'appliquer cette idéologie sans heurter notre société. Voilà ce que je crois et que je crois toujours, et voilà pourquoi on m'a taxé de dérive droitière, d'agent de la bourgeoisie bamiléké. *(pleurs...)*

Il y a une deuxième divergence, camarades. C'est la façon d'aborder les questions pratiques. J'ai observé plusieurs fois que

quand nous abordions les questions politiques au sein de la direction du parti, il y avait des camarades qui avaient une vue théorique des problèmes. Et moi j'avais une vue pratique des problèmes. Nous n'étions pas...je n'étais pas seul, nous étions plusieurs; parce que aujourd'hui, je dois vous le dire, on personnifie ces divergences parce que ça rend service à des gens, mais ce n'était pas personnifié. Il y avait deux groupes avec des individus dans ces deux groupes qui avaient des conceptions différentes. Et nous étions plusieurs pour chaque problème à estimer qu'il fallait aborder les questions de manière pratique, de manière réaliste. Et on se battait dans la clandestinité, dans le cercle clos que personne ne voyait et ça donnait des résultats que vous voyiez vous à l'extérieur. Mais aujourd'hui nous sommes dans la liberté, nous sommes un parti légal, il faut que vous sachiez tout. Et voilà pourquoi j'ai parlé quand il a fallu parler. Voilà pourquoi j'ai exprimé ma divergence, je l'ai fait exprès. Ce n'était pas une erreur politique et je continuerai de le faire.

Il y a eu sur la question de l'unité du parti une deuxième divergence. Je ne voudrai pas me vanter mais je suis l'initiateur de la résolution de la 8e session du Comité Central en juillet 90 sur la politique de rassemblement - ça s'appelait comme ça- rassemblement de tous ceux qui se réclament de l'UPC. ça s'appelait comme ça et c'est pas un hasard. C'est devenu à la longue, et je ne le reproche à personne, une politique d'unité du parti. Mais l'esprit au départ c'était de rassembler tous ceux qui se réclament de l'UPC. Parce qu'il y a des upécistes de différentes générations. Il y a des upécistes qui sont au Cameroun, qui étaient au Cameroun dans la clandestinité, d'autres qui étaient en prison. Il y avait des upécistes en France, d'autres en Angola, au Congo. Il y avait des upécistes qui étaient marxistes et d'autres qui ne l'étaient pas. Il y en a toujours qui ne le sont pas! Et il faut les rassembler tous. Et je dis que si on veut rassembler tout ce monde là, il faut mettre le

profil bas. On ne fait pas un programme de rassemblement sur une plate forme d'avant-garde. Voilà le point de vue que je défends depuis juillet 90 et qui me vaut tous les coups. Je dis que si on veut rassembler les upécistes, tous les upécistes, il faut les rassembler sur un programme où tout le monde se reconnaît! Si vous voulez rassembler les gens, vous n'allez pas les rassembler sur un programme qui va repousser une partie des gens que vous voulez précisément rassembler. Voilà ma position et je la défends et je le défendrai. S'il ya divergence il faut exprimer les divergences politiques, il ne faut pas engager des procès en sorcellerie.

On me reproche d'être avec ma famille et pas avec les dirigeants du parti. Mais je me serai attendu à tout sauf à ça. Etre avec sa famille, quoi de plus normal, de plus naturel? Et ceux qui me reprochent d'être dans ma famille, c'est à dire d'aller souvent à Bafoussam sont précisément ceux qui habitent à Douala dans leur famille. Qu'est-ce que cela veut dire? Alors je ne vais pas être plus long. Sachez qu'il y a des divergences et il ne sert à rien, tels que vous le faites, de dire : dirigeants entendez-vous ! ! !. NON! C'est vous qui allez régler ces divergences. Ce n'est pas les dirigeants entre eux. Ce n'est pas une question d'amour, c'est une question politique. Et c'est le Congrès de l'UPC qui va trancher. C'est le Congrès de l'UPC qui va régler les divergences politiques. Ce n'est pas une question d'aimer un tel ou de ne pas aimer un tel, de s'entendre avec tel ou de ne pas s'entendre avec tel. Ce n'est pas ça la question. Oui camarades, je suis originaire de l'Ouest. De Bafoussam précisément. Mais je suis aussi dirigeant de l'UPC. Je suis, je prétends être un dirigeant politique national. Comme beaucoup d'autres ici. Les deux choses ne s'excluent pas mutuellement. Je continuerai à venir à Bafoussam, à aller dans ma famille et je continuerai d'aller aux réunions de la direction du parti à Douala. S'il y a un mal à cela qu'on me le dise. Qu'on m'explique pourquoi. Si je voulais être méchant camarades, je

pourrais aller plus loin. Parce que, expliquez-moi pourquoi la direction de la section de l'UPC du Wouri est si puissante et si bien structurée et pourquoi à 300 km plus loin le parti est à l'abandon. Pourquoi l'UPC n'est pas structurée ici dans la MIFI? Pourquoi ici dans la salle il y a 5, 6, 7 représentants délégués du département de la MIFI où se tient le Congrès et des centaines de délégués venant d'autres régions? Est-ce que c'est du tribalisme lorsque arrivé ici, que j'ai constaté ce fait, et me suis attelé à faire ce que je peux faire pour que le parti vive à Bafoussam? Est-ce que ceci est un mal, qu'on me le dise. Je l'ai fait et je vais continuer à le faire sauf si le Congrès décide qu'il ne faut pas le faire, qu'il faut laisser le parti à l'abandon dans l'Ouest du Cameroun, c'est-à-dire dans l'une des régions les plus peuplées du Cameroun. C'est-à-dire dans une des régions qui sont traditionnellement réputées upécistes. C'est-à-dire dans la région où nous avons le plus formidable potentiel de militants. Si vous voulez qu'on abandonne l'UPC dans l'ouest, dites-le. Voilà le problème. Je ne vais pas continuer dans ces directions. Si les camarades ont des questions à poser; on reviendra. Mais je voulais vous dire cela et c'est tout. Moi j'aimerai..., à l'époque où nous avions des divergences à Paris sur les questions idéologiques et socialistes, est-ce que j'étais déjà à l'époque l'agent de la bourgeoisie bamiléké? Ou est-ce que les camarades ont découvert seulement maintenant que je suis l'agent de la bourgeoisie bamiléké qui veut aller aux élections? Voilà une autre question encore, cette question d'élections. J'ai dit à la Conférence de la Section du Wouri de l'UPC qu'il ne fallait pas que l'UPC - le jour où je parlais- qu'il ne fallait pas que l'UPC décide et dise qu'il ne faut pas aller aux élections. Je l'ai dit et je le maintiens. A l'époque nous n'avions pas tous les éléments pour apprécier, parce que la situation politique pouvait évoluer et effectivement elle a évolué. Nous avons aujourd'hui un élément nouveau qui est que le code électoral est publié. On sait maintenant, on le devinait avant,

mais en politique il ne faut pas se contenter de devinettes, on sait maintenant exactement ce que veut faire le régime du RDPC. On savait déjà que les préfectures étaient taillées à la mesure du RDPC, que les policiers étaient en place, l'armée est en place, tout était en place pour.... (*Mot inaudible)* les élections. Maintenant c'est écrit. Je dis, avec ce code électoral, nous ne pouvons pas aller aux élections. Je le dis aujourd'hui, mais je ne pouvais pas le dire le 1er décembre. Parce que la politique c'est l'art du changement. C'est mouvant. (*Applaudissements).* Si nous parlions avant la publication du code électoral, j'aurais réaffirmé ma position qu'il ne faut pas encore dire qu'on n'ira pas aux élections, d'attendre de voir les choses venir. On a le temps de le dire.

Maintenant il y a un problème, que les camarades peuvent poser et ils peuvent avoir raison sur ce problème. C'est que pourquoi, étant membre du CNP j'ai déclaré publiquement un point de vue qui n'était pas celui du CNP? A savoir de ne pas aller aux élections. Voilà la seule critique qui mérite qu'on s'arrête. Et sur cette critique, voici ce que j'ai à dire: les camarades qui me font ce reproche sont exactement les mêmes qui disent que le CNP est une nébuleuse, que le GCP (Groupe de Coordination Politique) est une nébuleuse, et ils ont raison; parce que depuis que je suis arrivé ici, j'ai assisté à plusieurs réunions du CNP. Le CNP est tout sauf une direction politique. Et d'ailleurs à Eséka c'était dit. A Eséka c'était dit que le CNP n'est pas une direction. On a tout fait- c'est aussi une divergence d'ailleurs- je vous l'expliquerai après par rapport à ma propre position. A Eseka on a tout fait pour que le CNP ne soit pas une direction. Mais après on a voulu la faire passer pour une direction. C'est une ambiguïté dont la marche du parti s'est ressentie durement. Donc j'ai dit, j'ai pensé que dans ce contexte où la direction du parti était cafouilleuse, boiteuse, elle prenait des positions politiques qui couraient le risque d'être fausses et en l'occurrence, à mon avis elles n'étaient pas

bonnes dans le contexte politique du moment. Dans une direction incohérente, je ne me sentais pas lié par ses décisions. Je dis que par rapport à Eséka, j'ai défendu avant la réunion d'Eséka - et les camarades du BP le savent- qu'il fallait, pour réussir l'unité que nous voulions envisager pouvoir mettre sur pied une direction provisoire à Eséka, qui intégrerait des gens qui manifestement voulaient des postes. Nous avions la capacité politique de les digérer. Nous pouvions les intégrer dans cette direction provisoire et mener une politique dans une période transitoire qui nous conduirait à un Congrès bien mené, bien préparé. A Eseka je n'étais pas là. On a fait un choix différent. Et nous supportons maintenant les conséquences de ce choix, de cette ambiguïté. C'est mon point de vue; d'autres ont le droit d'avoir un point de vue différent et de l'exprimer; ce n'est pas un drame.

Précisément j'ai oublié une des divergences qu'il y avait au sein du BP. C'est sur le mode de fonctionnement même des organes dirigeants du parti. En 1985/86 il y a eu une vague d'arrestations qui a frappé la direction du parti ici au Cameroun. Ils sont restés en prison comme vous le savez, les camarades Ndéma, Abanda et tous les autres ils étaient en prison, vous le savez très bien. Donc il y a eu un certain temps désorganisation de la direction du parti. J'étais de ceux qui prônaient à l'époque que ceux des membres du Comité Central qui étaient restés en liberté et même après la sortie de prison de ces camarades, que ceux qui étaient encore décidés à lutter qu'ils se reconstituent et qu'ils fassent un collectif pour diriger le parti à l'intérieur du pays parce que la structure de direction qui est le BP et le Comité Central n'était pas en position de le faire, parce que beaucoup de membres du Comité Central, il faut le dire aujourd'hui, avaient abandonné leur rôle dirigeant, et même pour certains abandonné la lutte. Cette conception les camarades l'ont acceptée et l'ont mise en pratique et c'était bien. Mais ensuite, quand les choses ont repris, il fallait qu'on

revienne au fonctionnement normal de la direction du parti. J'ai défendu ce point de vue, je n'ai pas été entendu. Nous étions plusieurs à défendre ce point de vue. Les camarades ont mis sur pied un collectif à Douala, un collectif à Yaoundé. Or une direction ne peut pas se diviser en morceaux. Et le collectif de Yaoundé travaillait de son côté à l'insu du collectif de Douala. Chacun décidait ce qu'il avait envie de décider, sans compter que nous aussi à Paris on décidait. Ça faisait une direction de parti morcelée en trois parties. Ça ce n'est plus une direction et c'est l'une des raisons du malaise à l'intérieur du parti, parce qu'une direction doit fonctionner, c'est-à-dire qu'elle doit se réunir ou au moins avoir des échanges pour décider de la politique à suivre. Une direction parcellisée ne peut plus être une direction. Et ça dure jusqu'à aujourd'hui. J'espère qu'on va en sortir aujourd'hui. Jusqu'à aujourd'hui, l'UPC n'a pas de direction. Chacun décide ce qu'il a envie de faire et il le fait. Ça il faut le dire parce que c'est comme ça. J'ai vécu, quand je suis arrivé ici au mois de juillet, une expérience qui m'est restée jusqu'à présent en travers de la gorge. Le Comité Central s'est réuni, je crois que c'était le 03 août à Douala. Nous avons pris une résolution, et on a dit demain matin à 10 heures, c'était un samedi, on fera une conférence de presse pour rendre publique notre décision. Le Conférencier c'était le Secrétaire Général (NDLR: Michel NDOH) et assisté de tout le Secrétariat. C'était prévu je crois le dimanche matin à 11 heures. Dimanche matin je pars de chez moi, je me dépêche, j'arrive à 11 heures moins 5 ou 11 heures, je ne sais plus très bien. C'était à l'Hôtel Arcade la Conférence. Je trouve le camarade Mackit assis sur un fauteuil tout seul. Je dis mais qu'est-ce qu'il y a, la conférence n'a pas lieu? Il me dit non il n'y a plus de conférence. Conférence de presse... il n'y a plus de conférence... mais qui a décidé? Moi je ne sais pas. Je demande au camarade Ndéma Alexis Secrétaire Général Adjoint: qui a décidé d'annuler la conférence? Je ne sais pas. Les journalistes étaient là à l'Hôtel

Arcade! Je demande au camarade Ndoh le Secrétaire Général (!): la conférence n'a plus lieu ou quoi? Je ne sais pas. Je ne sais pas. J'ai demandé à tout le monde et personne ne savait qui avait annulé la conférence. Voilà l'exemple, l'illustration de ce qu'était de ce qu'est encore jusqu'à l'heure où je parle la direction de l'UPC. Voilà le problème. Donc on peut aller au fond des choses mais alors il faut aller au fond des choses. Il ne faut pas faire les choses à moitié. *Silence puis Applaudissements*

Une vue de l'assistance

Le présidium (Abanda) Bien. Merci camarade. Je vais passer la parole au camarade Michel Ndoh Secrétaire Général pour que il nous fasse un peu disons (*Abanda rie en parlant*) une sorte de synthèse de tout ce qui a été dit et qu'il nous donne son sentiment.

Michel Ndoh

Camarades,

Je crois que nous sommes en train de vivre un des moments importants de notre Congrès. C'est vrai que ça nous fait perdre plus de temps par rapport au temps qui était programmé pour poursuivre notre travail. Mais je pense également que nous ne devons pas regretter d'avoir vécu cet incident quel qu'en puisse être le dénouement. Parce que la lutte ce n'est pas seulement le fait de poursuivre un objectif ou gagner contre un ennemi, mais pour un parti comme l'UPC c'est également au moment même où on est engagé dans les actions de savoir que on est en même temps, à l'occasion de cette action, à l'école. Et je suis absolument persuadé que, même si on le comprendra pas, en ce moment-ci, plus tard tous ceux qui participent à ce Congrès et qui auront vécu ce moment garderons ce moment comme l'un de leurs très précieux souvenir de ce Congrès que nous tenons ici.

Un parti comme l'UPC pour être ce qu'il veut être, c'est-à-dire un parti qui veut travailler dans la clarté qui veut rester fidèle aux objectifs qu'il se donne, à la ligne qu'il se trace doit être un parti qui vit dans la vérité et dans la transparence. Or l'exemple que nous vivons depuis quelques heures je crois que, même si au moment où l'incident est intervenu, ceux qui en ont été les initiateurs n'ont pas assigné cet objectif là à leur initiative; bon la réalité en politique c'est celle que l'on vit. Et je crois que pour cela nous devons nous en féliciter. Surtout que beaucoup de camarades, et ils l'ont dit ici, que c'était leur première occasion de se trouver à une si importante assise qu'est le Congrès. C'est vrai que chacun de nous, y compris ceux qui ont assisté au Congrès plusieurs fois, nous avions pour souci que le Congrès soit l'idéal de la fraternité, que tout puisse se dérouler comme se déroule quelque chose programmé,

mécaniquement, sans accroc. Mais nous sommes des hommes et sur le plan humain les choses ne se passent pas toujours comme on a souhaité. Donc tout ce qu'on aura vécu ici compris les côtés qui apparemment sont agaçants ... c'est autant d'occasions d'enrichissement et c'est ce que je crois qui feront de ce Congrès l'un des meilleurs congrès que l'UPC ait vécu.

Applaudissements.....

Pour ce qui est de l'incident lui-même, c'est vrai que, comme cela a été souligné tout à l'heure, c'est une situation qui ne date pas d'aujourd'hui. Mais là aussi, sauf à vivre en idéaliste pour moi... une situation comme celle-là peut avoir une explication objective étant données les conditions concrètes de la vie, ces conditions qui ont fait que ceux par exemple qui se sont retrouvés dans une direction, à y travailler pendant plusieurs années ont eu chacun son itinéraire qui ne devait nécessairement pas être le même que celui de ses collègues. Et puis même en ce moment-là, dans les conditions de clandestinité où nous vivions et parfois même dispersés ; c'était le cas par exemple pour moi ; moi j'ai vécu en Suisse. Nous devions pourtant travailler dans une même direction dont la plus grande partie des membres se trouvaient en France. Il fallait vivre avec. Et quand un parti comme l'UPC peut dire fièrement à la face du monde que je suis un parti qui n'a jamais été au pouvoir, qui pendant plus de 40 ans n'ait connu que la lutte et tout ce que cela comporte, ma foi c'est cela qui en fait la fierté et qui fait que, moi je le dis en toute connaissance de cause pour avoir vu beaucoup d'africains en Europe, quand on leur parle de l'UPC, c'est l'objet de leur révélation. Et c'est ça qui fait la fierté de l'UPC.

Il y a eu pendant la période même que nous avons eu à vivre ensemble au niveau de notre équipe de direction des incidents mais des incidents qui sont graves parfois. Mais nous avons

toujours eu en nous la force nécessaire de trouver les énergies qui nous permettaient de les résoudre. Et tout cela, c'est ça qui fait qu'au niveau par exemple des membres dirigeants autant d'occasions d'enrichissement qui leur donne une expérience et je crois que même si c'est pénible de vivre des situations comme ça et d'avoir l'impression vraiment qu'on traîne une sorte de boulet en voulant toujours aller de l'avant. Mais je demande à mes collègues, notamment à ceux qui ont pensé qu'ils ne pouvaient plus continuer, je leur demande instamment de regarder le spectacle qu'ils ont devant eux. D'habitude notamment dans nos milieux, quand on se trouve à un point du programme comme celui que nous allons aborder, où il faut désigner des responsables, souvent c'est l'occasion de lutte farouches où chacun veut absolument décrocher sa place. Et ça aurait donc du produire l'effet inverse, c'est-à-dire à partir du moment où trois camarades disent que ils se désistent, ça aurait du susciter de l'ambition en d'autres en disant voilà trois places de moins. Or qu'est-ce qu'on voit, on voit tout le Congrès ému en disant mais c'est une catastrophe. Voilà le Congrès qu'on allait finir en beauté est sur le point d'échouer alors qu'on était près d'atteindre le port. Alors je demande instamment à mes camarades, dont le mérite, et en cela ils ont eu le mérite de donner aux congressistes d'assister à une école vivante et à l'occasion des assises les plus hautes que constitue le Congrès grâce à leur insistance ; de leur dire que, mais votre acte n'a pas été inutile. Mais seulement voyez tout ce monde qui a les yeux devant vous. Ça signifie que pour eux vous êtes un espoir. Et comme un upéciste quand il s'engage il dit "vie ou mort je suis prêt à me sacrifier pour la cause du peuple". Est-ce que ce serait trop vous demander en termes de sacrifices pour que une fois de plus vous montriez à ces camarades-là que ce que vous avez toujours déclaré comme nous upécistes nous avons l'habitude de dire que « nous faisons ce que nous disons et nous disons ce que nous faisons », que vos déclarations

correspondaient au niveau de votre engagement. Donc je vous demande camarades, ne les décevez pas !

Applaudissements

Une vue de l'assistance

Abanda

Il se trouve que.....dans le Littoral et toutes les régions qui n'étaient pas du coté du Centre ou du Nord. Le camarade Douffissa avait été contacté pour s'occuper de la structuration dans la partie Nord, et à Yaoundé il y avait Mbanga. Donc en l'absence du Secrétaire à l'Organisation qui n'est rentré que il y a un an, qui est reparti d'ailleurs, donc cette tâche on a dû la faire avec le peu de camarades qui étaient encore actifs dont notamment Anicet Ekane, Ekwé Henriette et d'autres que j'oublie et il a fallu faire ce travail gigantesque dans le Wouri. Je rappelle que le Wouri ça signifie deux millions d'habitants. Donc en population je ne sais pas honnêtement si l'Ouest pèse

plus. Donc il a fallu faire ce travail gigantesque à Douala. Et on était pas très nombreux pour le faire. Mais en même temps il y avait Nono à l'Ouest, quand il avait la voiture, il avait entrepris de faire lui aussi la structuration à l'Ouest, et donc le fameux collectif dont parle le camarade c'était un collectif Littoral-Ouest.

Nono participait tous les mercredis... tous les jeudis... à un collectif donc de la direction qui s'occupait des problèmes de la structuration du parti dans le littoral et à l'Ouest. Et on a fait ce travail-là ça a été extrêmement pénible dans la clandestinité et puis quand on a commencé à sortir de la clandestinité les décisions que nous avions prises dans une partielle du CC à Douala bien avant la légalisation et tout ça... Ce travail a pris une grande ampleur et on peut considérer que le premier décembre 90 ...91 ça a été, disons l'aboutissement de ce travail gigantesque qui nous a permis de réunir 500 délégués représentant au moins 40 militants chacun dans une Conférence de Section Départementale. Alors ce travail s'est fait peut-être plus vite à Douala parce que à Douala il y avait donc un grand nombre de cadres dirigeants du parti qui avaient une bonne expérience des problèmes d'organisation et il n'a pas pu se faire avec la même vitesse à l'Ouest parce que il n'y avait comme ancien membre du parti bien formé il n'y avait que Nono. Néanmois on a entrepris un grand nombre d'actions à l'Ouest et je dois dire que le premier hommage public comme ça à découvert qu'on a rendu à un dirigeant historique de l'UPC, il a été rendu ici à Bafoussam le 19 janvier et il a été rendu par des camarades qui sont majoritairement venus de Douala. Certains d'entre eux ont d'ailleurs été emprisonnés dans cette ville, Mouen Gaspard, Ekwé Henriette plus Nono évidemment. Anicet Ekane était de la partie, j'y étais aussi. Et ce travail a été fait et depuis ce temps on a fait de nombreux efforts pour essayer de structurer la Province de l'Ouest, mais

le parti est ce qu'il est, il a pas beaucoup de cadres formés. On n'a pas beaucoup de moyens matériels. Mais malgré cela il y a eu descente pour la formation. Par exemple il y a un mois on est descendu, on a essayé pendant deux jours de former les camarades ici à l'Ouest qui n'étaient pas très nombreux parce qu'ils étaient déjà.... *Mot inaudible*.... On est allé un peu à Bamenda, donc il y a eu un effort permanent pour les problèmes de structuration à l'Ouest, supporté en grande partie par les camarades de l'Ouest.

Alors je dois dire que personnellement si il y avait une tentative de tribalisation de la structuration du parti, je me serai investi en priorité à Mvogbi ... *rires des participants*... dans mon village. J'ai fait ce travail à Douala. Je n'ai aucune racine à Douala ; je suis ressortissant de Mvogbi. J'ai pensé que à Yaoundé il y avait des camarades qui pouvaient le faire. Et on a épaulé comme ça les camarades dans tous les coins du pays. Je pense que c'est les difficultés réelles du parti qui ont fait que il y a des parties de notre pays qui ne sont pas suffisamment structurées. Il n'y avait aucune arrière-pensée d'aucune sorte. C'était pour rassurer le camarade Kuissu.

Brouhaha...

Abanda toujours (présidium)

.....En tête de file et je lui donne la parole pour des précisions, après je donnerai la parole au...

Ndéma Alexis

Le début est inaudible.....

.....et de 86 à 92, ce travail de reprise en main de ce foyer-là que nous avons effectué. L'accélération faite en 90 ne nous a

pas permis de bien apprécier ou de corriger ces orientations-là. Et il faut dire aussi que notre base-arrière c'est-à-dire la France était aussi ....*inaudible*...pourquoi, parce que souvent la direction du parti ne travaillait plus dans des conditions correctes. Le Secrétaire Général lui-même, Massaga, n'était plus là. Rappelez-vous que c'est en 86 qu'il est parti en Angola et jusqu'à ce jour personnellement je n'ai jamais eu de rapport de... *inaudible*. Et c'est dans ces conditions que le travail d'organisation s'est effectué.

L'accélération faite en 89/90 ne nous a pas permis de prévoir un peu comment restructurer à l'intérieur du parti. Le camarade Abanda a donné la raison fondamentale à cela ....c'est cela qui nous a empêché de bien fonctionner, c'est-à-dire les moyens matériels, et les cadres disponibles. Donc, qu'on ne soit pas étonné que en 90 ce travail soit arrivé à ce niveau. Néanmoins nous nous sommes rendu compte à partir de ...comment dire... du placement des cartes qu'un travail colossal était entrain d'être fait ici à l'Ouest et que le boulot de structuration allait être déterminent. La mise en place de structures de coordination sur place dans les départements et dans les provinces nous a donné l'impression qu'en fait on pouvait parer au plus pressé dans d'autres secteurs et revoir le problème calmement. Seulement, c'est allé beaucoup trop vite et je pense que nous avons *mot* ...*inaudible* ...de ce travail de structuration qui était en train d'être fait à l'Ouest. Nous étions dans l'embarras que les camarades qui font ça aujourd'hui comme si c'était ...*un mot inaudible*...Je crois que bon, ce que nous avons pu faire dans les 10 ans, hier ou avant-hier je crois, je n'ai pas pensé qu'il fallait ressasser cette.. .tout ce travail-là. On aurait pu rester assez longtemps là-dessus. Mais j'ai pensé que la priorité que nous nous étions fixée en ouvrant ce Congrès c'est non seulement de tenir ce congrès le plus rapidement possible, mais d'arriver à un résultat minimal qui

nous permette de ressortir d'ici avec, comment dire, une véritable victoire face au régime.... *La dernière phrase de l'intervention est inaudible.....*

MOUKOKO PRISO

Je vais me contenter de quelques deux ou trois mises au point.

La première : je crois qu'il est toujours délicat de parler un peu de soi-même. Mais je crois que.. si on m'accorde un minimum de crédit on ne peut pas admettre qu'il ait donc fallu, pour qu'on assiste comme l'a dit le camarade Michel à cette espèce de petite conférence ou école, il a fallu tout de même qu'il y ait un mini scandale qui soit créé. Parce que là beaucoup de camarades ont parlé et donc qu'il y a quelque chose à dire. ...donc on reconnaît que personne n'a pris l'initiative de les dire, ni même de dire qu'il y a quelques choses à dire. Alors je .....attirer l'attention dessus. ...et c'est cette atmosphère que je supporte de moins en moins je le répète.

La deuxième chose c'est que j'ai été particulièrement sensible à quelque chose qu'a dit la camarade ... de Deido qui concluait que Kuissu/Moukoko c'était aussi un problème de poste. Si je ne connaissais pas la camarade... je dirais que camarades, quand on entrait à l'UPC, beaucoup l'ont déjà dit, vraiment, ce n'était pas l'époque où on rêvait de poste comme c'est peut-être le cas aujourd'hui.

La troisième chose que je tiens à dire, la troisième mise au point, parce que euh... tout à l'heure là... comment on appelle ça... l'abandon du parti à Bafoussam a été souligné particulièrement en matière d'organisation, contrairement à ce qui aurait été fait dans le Wouri. Et comme je m'appelle Moukoko Priso, je pourrais me sentir concerné.

Je suis arrivé le 11 juillet à Douala, et je crois qu'on a été à Yaoundé peu de temps après. Les camarades de Yaoundé ont exigé que tous les exilés aillent là-bas, et le jour même où on est revenu de Yaoundé un dimanche, la première séance de travail de l'organisation à laquelle j'ai participé je peux dire que c'était la Conférence de Section locale non pas de Deido ou Akwa mais de Nylon. Je crois pas que ce soit tout à fait fortuit.

Il faut connaître le quartier Nylon à Douala. Moi je suis originaire de la région de Dibombari à 30 KM de Douala. Je suis originaire de Miang. La première fois où je suis allé à Miang pour m'occuper du parti, c'est-à-dire dans mon fief comme disait Abanda de Mvogbi tout à l'heure, ça devait être au mois d'octobre ou de Novembre. Le camarade Mbock qui est ici, qui avait organisé toute l'opération le sait. C'était à 30 km de Douala, c'est-à-dire que chaque matin si on veut au Rond Point Deido on prend une voiture on va là-bas et on revient une heure après.

Donc l'idée selon laquelle le parti, l'organisation du parti a été abandonnée à Bafoussam et développée à Douala, elle n'a d'ailleurs pas complètement été développée ici. Parce que en d'autres lieux, à la réunion du Bureau Politique auquel je n'ai pas participé mais forcément j'ai quand même eu un bref compte rendu, c'était que la chose a été faite exprès parce qu'on savait que le parti étant bien organisé à Douala et dans le Littoral, au moment d'élire les dirigeants, il y aurait plus de côtiers. C'était ça la thèse. Donc quand je dis qu'il y a une atmosphère malsaine que je ne supporte pas, ce ne sont pas des paroles en l'air. Bon.

Or, parlant de Bafoussam, je dis que je suis allé chez moi à 30km de Douala où j'aurais pu aller je ne sais pas, dès mon arrivée, seulement au mois d'octobre- Novembre. Le premier novembre j'étais ici à Bafoussam en exécution d'un rendez-vous qu'on avait pris avec les camarades de Bafoussam à Eséka. On avait décidé qu'il fallait venir ici pour la formation des camarades. Donc c'était préparé de longue date. Nous nous sommes déplacés à 3 ou 4. Le samedi il y avait 24 camarades en tout et pour tout. Or avant on disait qu'il y avait au moins 5 000 cartes placées dans l'Ouest. Le vendredi, on est arrivé un vendredi parce qu'on devait rester vendredi et samedi et aller à Bamenda après, dans la foulée, pour faire également la formation des cadres là-bas. Le vendredi il y en avait 24 et le samedi je crois 25. Et j'ai demandé aux camarades comment se fait-il, quelle est cette histoire-là? Pourquoi à Bafoussam on dit qu'il y a 5 000 cartes placées il y a 25 camarades seulement qui viennent à l'école des cadres? Le camarade Nono m'a dit je t'avais prévenu, je t'avais dis que ça ne marcherait pas pour telles ou telles raisons, des raisons qui étaient d'ailleurs au moins en partie valables. Et je me souviens très bien, les camarades sont là ils peuvent le dire, nous n'avons pas arrêté de leur dire camarades ça veut rien dire ça, 5 000 cartes placées, s'il n'y a pas de Comité de Base, c'est-à-dire si ce n'est pas

organisé ça ne vaut rien! La plupart de ces camarades-là on va les pommer, on va les perdre. On nous amenait le soir à un circuit, là, quelqu'un est entré, un jeune, il est entré, il dit c'est vous les camarades upécistes qui sont venus? On dit oui, ah bon tu es upéciste aussi? Il met la main dans la poche il sort sa carte il dit moi c'est le Congrès que j'attends. On lui dit tu es dans quel Comité de Base? Il dit mais c'est quoi ça, de quoi vous parlez? Nous on sait qu'il va y avoir le Congrès et on va venir, c'est tout. On a passé des heures à s'engueuler mutuellement parce que NONO et moi on a notre manière de nous engueuler. Mais je veux dire que on ne peut pas prétendre en toute bonne foi que le problème du retard d'organisation du parti dans l'Ouest ait été un problème qui n'a pas préoccupé les autres responsables du parti peut-être dans l'espoir que il fallait que le camarade Kuissu lui-même vienne pour s'occuper de sa région pendant qu'on s'occupait seulement de nos régions à nous. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas conforme à la vérité. Et je répète que les camarades sont là, que ce soit Nono, Nkwétché, Fotso et tout, moi je les ai engueulés, on s'est engueulé en disant ce n'est pas de l'organisation ça! Même 10 000 cartes avec des gens dans la nature, ça ne s'appelle pas l'organisation. Bon alors si bien que j'ai été particulièrement touché quand après on m'a dit que bon oui, le travail aurait été bien fait à Douala en perspective des postes, n'est-ce pas, parce que on savait, en quelque sorte un coup prémédité. Ndéma n'a pas voulu le dire tout à l'heure je ne sais pas pourquoi mais ça c'est son problème. Et moi de toute façon je tiens à dire les choses telles qu'elles sont. Alors je ne voudrais pas être long.

Ce que je suis obligé de remarquer, c'est que les questions, une ou deux des questions qui me semblent fondamentales qui ont été posées au début, que j'ai posées, ce matin, à savoir que je considère pratiquement dès mon arrivée ici et j'en ai parlé à certains camarades, qu'ils soient bamilékés ou pas bamilékés, j'ai dis qu'il y a, je considère qu'il y a des pressions diverses sur

l'UPC, de la part de groupes divers, que ce soit des lobbies économiques ou des lobbies tribaux divers, pratiquement toutes les ethnies du pays, chacune veut attirer l'UPC de son côté. Cette chose j'ai remarqué que de toutes les interventions de tous les délégués presque personne n'a répondu à ça. On s'est agrippé à de petits détails où on pouvait évidemment... peut-être parce que ça gêne. Alors la question est posée mainte... et je dis moi que ce n'est pas l'UPC ça! La technique, c'est-à-dire cette manière de procéder, chaque clan ethnique veut placer ses gens à la direction et puis disons-le honnêtement moi je sors d'une ethnie on est peut-être 20 000, on nous considère comme le dernier des mohicans, c'est-à-dire une ethnie en voie de disparition. Donc de toute manière, même à supposer qu'on veuille être tribaliste, on n'a même pas la force comme disait quelqu'un. Bien sûr. Peut-être que c'est ça qui fait une position un peu singulière qu'on a dans cette organisation. Peut-être.

Alors beaucoup de camarades ont insisté, c'est vrai, sur le fait qu'il faut, qu'il faut pas maintenir la décision de ne pas être au Comité Directeur. Il y en a beaucoup et je les respecte tous. Mais je suis obligé de dire deux choses. La première c'est que à aucun moment on ne s'attaque aux problèmes qui sont soulevés. On ne s'y attaque. On dit simplement camarade c'est pas bien, ça va pas être bien si tu maintiens ta position. On ne s'attaque pas au problème; on ne veut pas répondre à ça. Si bien que dans tous les cas de figure, même à supposer que je change de position, le mal reste. Il reste puisque on essaie de...la politique de l'autruche qui consiste à se mettre la tête sous le sable et à croire que quand on ne voit plus le danger, le danger n'existe plus. Donc sur le fond, pour le moment on ne m'a pas montré du tout en quoi j'avais tort dans l'appréciation que je porte de la situation. Non seulement ça, mais on n'a même pas essayé de dire que c'est vrai, donc il y a un problème. Bien sûr beaucoup de gens ont parlé mais celui-là ce problème

particulier qui fait que l'UPC avec le tribalisme ce n'est plus l'UPC. D'où qu'il vienne ce tribalisme là, ce n'est plus l'UPC c'est pas vrai. Vous ne réussirez pas à me convaincre de ça même si je suis seul. Alors ensuite cette histoire-là selon laquelle quand il y a des problèmes on n'en parle pas je maintiens que ça j'en ai par-dessus la tête. Et que c'est ça qui crée cette situation pas tout à fait normale à savoir que pratiquement la seule arme sérieuse mais il faut mettre sérieuse entre guillemets, c'est de dire que camarades si c'est comme ça, vous continuez moi je me mets à côté, je reste dans le parti mais je veux plus être dirigeant. Parce que l'UPC à ma connaissance, c'est le seul parti au monde où on peut vous nommer responsable de quelque chose vous ne faites rien, vous êtes carents et il n'y a aucune sanction contre vous. C'est le seul que je connaisse moi, je n'ai jamais vu un parti fonctionnant comme ça. Et pourquoi? Parce qu'il y a une atmosphère de libéralisme. Tu ne fais pas ton travail, je ne te dis rien parce que comme ça tu me renverras l'ascenseur comme disent les Français, au moment d'un vote tu voteras avec moi. C'est la vérité. On a parlé là de … c'est pas organisé ici, mais il y a des responsables à l'organisation dans le parti. Pourquoi des camarades se demandent pourquoi le parti est à l'abandon en matière d'organisation alors qu'ils savent qui est responsable de l'organisation. Pourquoi ils posent pas ce problème? Est-ce parce qu'ils ont besoin d'alliance? Donc, oui bien sûr… bien sûr c'est la question qui …oui oui bè bè voyons c'est la seule qui est posée, la seule qui vaille la peine…bè bien sûr bè bien sûr. Oui, oui, bien sûr Pius Atemengue ...*(on n'entend pas la voix d'Abanda mais c'est apparement lui, Pius Atémengue, qui a interrompu et énervé l'orateur)*

Je maintiens que sur le fond je n'ai été convaincu en rien puisque personne n'a répondu au problème que j'ai soulevé. Deuxièmement la leçon que je tire là de ce qui vient de se passer là c'est que la prochaine fois en réalité si je démissionne

ou si je dis que je ne veux plus être là, je m'en irai rapid... immédiatement pendre un autobus[29] m'en aller... pourquoi? Oh sortez Abanda, dites-lui de me laisser parler, il me coupe sans arrêt, sortez-le ...

Le présidium (Abanda): C'est moi qui suis président et lui me demande de sortir ...

Moukoko (suite) Bon alors parce que je suis obligé de constater à mes dépends effectivement, quand il y a un millier de personnes rassemblées en lesquelles vous avez tout de même une confiance de camarades de lutte, il est jamais très facile de résister à ce type d'appel. Mais en même temps c'est une situation que je considère moi comme malsaine. (*Applaudissements dans la salle*) C'est une situation malsaine parce que le retour en arrière laisse toujours l'impression que vous jouiez un peu comme disent les français la Diva, celui qui voulait se faire prier. *(Protestations dans la salle Non, Non !* ! !). Or c'était pas mon intention. Non Camarades, j'ai dit que moi, en tout cas ceux qui m'ont côtoyé assez longtemps savent que moi je dis toujours et brutalement ce que j'ai envie de dire. Et ce que je crois devoir dire. Je considère moi que c'est une situation malsaine à la longue. Alors on peut continuer notre Congrès, on verra ... *Applaudissements*...

(Le camarade René Philombe arrive et c'est pour ça qu'on applaudit. *Applaudissements encore*...)

Moukoko continue: Donc s'il y a ne serait-ce qu'un début par le Congrès de résolution un peu ....ou d'examen des problèmes qui sont soulevés alors camarades, évidemment je dis aux

---

[29] un autobus à Bamougoum?

congressistes au camarade Ndoh notamment qui a lourdement insisté et à tous les autres- je ne peux pas citer tout le monde- je dis que je reviendrai… je reconsidérerai ma position[30]… *Applaudissements dans la salle…*, mais si on évite, si on escamote encore ces problèmes ça ne sera que parti remise, parce que d'une manière ou d'une autre ils resurgiront. *Applaudissements*

Présidium : camarade tu voulais me sortir, mais…

KAMSI Innocent

Kamsi Innocent, l'un des rares membres survivants
du Comité Directeur de l'UPC élu en1952

---

[30] Le congrès n'a pas abordé la question après cette intervention. L'orateur a quand même par la suite présenté sa candidature pour être secrétaire général…

Avant d'aborder ma déclaration j'aimerais plutôt vous adressez mes vives félicitations fraternelles au cours de cette rencontre du troisième Congrès de l'UPC. *Applaudissements*

Chers camarades,

Si nous sommes venus avec un retard ici ce matin, c'est en vertu des diverses circonstances. Primo: La santé de Kamsi est un des grands facteurs. Inutile que je puis m'étaler, j'étais en instance d'hospitalisation à l'hôpital de Ndoungué. Et d'autre part, le 18 (Décembre ndlr) aux heures tardives j'ai entendu une déclaration à travers la radio nationale qui déclarait que Kamsi est un des participants d'une réunion tenue à Douala, ce qui fût ma grande surprise. Depuis septembre, du 7 au 8 que nous étions à l'Assemblée du Comité Directeur élargi à Eséka, je ne suis plus descendu à Douala. Alors pour moi, chers camarades c'était une surprise. Samedi dernier, le 14 décembre nous fûmes à Bafoussam pour une rencontre du CNP. Au cours de cette rencontre nous y avons arrêté des décisions, une résolution selon laquelle les tracts les communiqués par écrits ou radiodiffusés devraient faire l'objet de signatures par les comités national du CNP signés par deux camarades qui ont été nommés. Pour la coordination du parti et il s'agissait du camarade Ndoh Michel et Oben Chief Tar. Or la déclaration, le communiqué radiodiffusé dont je viens d'en faire état a été signé par Kodock Frédérick Secrétaire Provisoire je ne sais de quoi. *Applaudissements.....*

Alors chers camarades cette déclaration m'a beaucoup indisposé. Je suis un homme victime de crise cardiaque; cela s'est augmenté. J'étais à répondre au rendez-vous le 19 courant. Je suis arrivé à l'Hôpital, le Docteur a voulu me réhospitaliser. J'ai dis, mon Docteur, c'est pour une raison fondée que je suis recruté. Je n'ai pas pu dormir la nuit; c'est la raison pour laquelle l'hypertension est démesurément montée. Excusez moi

je vais retourner à la maison me reposer. Chers camarades pour moi je me trouve dans l'obligation de dire que la loi de la démocratie c'est le nombre. Il faut évaluer l'assistance présente. L'assistance présente c'est un témoignage bien que les uns et les autres m'ont précédé sur cette tribune. On a fait valoir beaucoup de divergences mais il faudrait du moins savoir que les choses évoluent selon le temps. Nous devons voir plutôt le présent car il y a un Congrès de prévu à Nkongsamba et je viens de Nkongsamba. Et ce Congrès est préconisé par qui? Au lieu que j'entende que c'est Ndoh Michel qui aurait signé ce communiqué ou Oben, membre du Comité National Préparatoire et de Coordination Kamsi a entendu le contradictoire. Tout qui veut mériter militer au sein de l'UPC dans l'ordre d'admission d'autocritique, de l'unité; l'unité des âmes, l'unité des partis doivent participer au congrès-ci à Bafoussam. (ndlr:Tous ceux qui veulent mériter de militer au sein de l'UPC, quelque soit l'ordre d'admission, avec le sens d'autocritique, de l'unité, l'unité des âmes, l'unité du parti, doivent participer au Congrès-ci à Bafoussam ?) *Applaudissements.*

Eh bien chers camarades, **cette fausse déclaration a détourné bien des camarades.** J'ai posé la question au camarade Tchoumba Ngouankeu, celui qui aurait du moins signé cette histoire à mon nom, il a dit qu'il a signé à mon nom. Je regrette, je n'ai pas octroyé ma procuration à quelqu'un et je vous demanderai chers camarades de ne jamais tenter d'usurper les droits des uns et des autres pour des fins fantaisistes. Chers camarades, nous étions ici le 14 décembre en réunion. A partir du moment où la majorité du Comité National n'a pas été prise aux élections j'estime que nous devons oublier ce passé et d'affronter le problème qui nous préoccupe. Actuellement nous devons mener à bien ce Congrès et de demander à tout camarade d'éviter les polémiques et des détails de pouvoir du moins s'atteler sur le processus de tribalisme. Nous connaissons

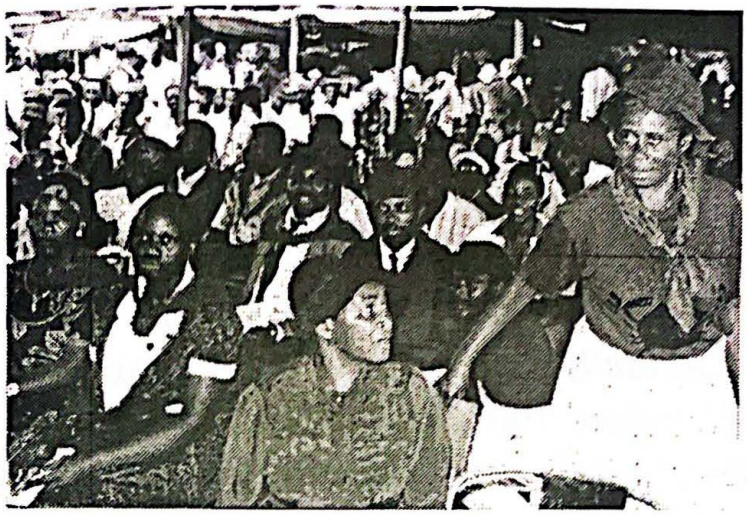
tous que le tribalisme n'est nullement pas valable en politique. Un parti comme le nôtre ne peut jamais laisser à une tribu, quelle que soit sa démographie, quelle que soit sa potentialité de force, quelle que soit sa potentialité économique, de mener toute seule le parti. Nous avons besoin de l'unité. *Applaudissements*... Nous avons lutté tous seuls pour la réunification du Cameroun; c'était pour avoir un grand pays. C'était pour avoir un pays dont (que? ndlr) l'Allemagne dirigeait, avec une grande démographie. Nous avions besoin d'avoir une étendue grande sur le processus territorial que l'Allemagne aurait laissé avec 780 000 km². C'est ça qui est notre vocation, la vocation de l'UPC. L'UPC n'est pas un parti d'un individu, d'une fraction d'hommes, de certains clans, de certaines tribus, de certaines sectes. C'est le parti de l'Union des Populations du Cameroun.

Tout à l'heure les uns et les autres ont du moins articulé misérablement sur **le processus de dénomination de la direction de l'UPC** appelée un morceau de bois tout ce que vous voudrez, mais l'UPC doit être dirigée par un Comité Directeur. *Applaudissement*... quitte à ce Comité Directeur de refléter, de traduire les aspirations du peuple camerounais et en particulier les aspirations des membres de l'UPC sans exclusive, sans discriminations de sexe. Chers camarades, je crois qu'au lieu de perdre trop du temps pour débattre pour discuter, nous devons abréger notre assise pour pouvoir du moins nous lancer à l'organisation. Vous connaissez que lorsqu'on est en retard on doit plutôt voir l'avant. Un militaire qui tombe, l'autre doit avancer pour faire valoir la potentialité de l'objectif dont il (qu'il? ndlr) poursuit. Dans cette optique, chers camarades, ne cherchons pas de midi à 14 heures, mais faisons plutôt un travail constructif et de nous lancer dans l'organisation de la masse. Aujourd'hui on parle de la démographie du Cameroun qui monte environ 11 millions d'habitants. Je souhaiterais que le Cam... l'UPC l'Union des

Populations du Cameroun soit à 12 millions de militants, c'est à dire j'ai augmenté d'un million. *Applaudissements…*

Chers camarades,

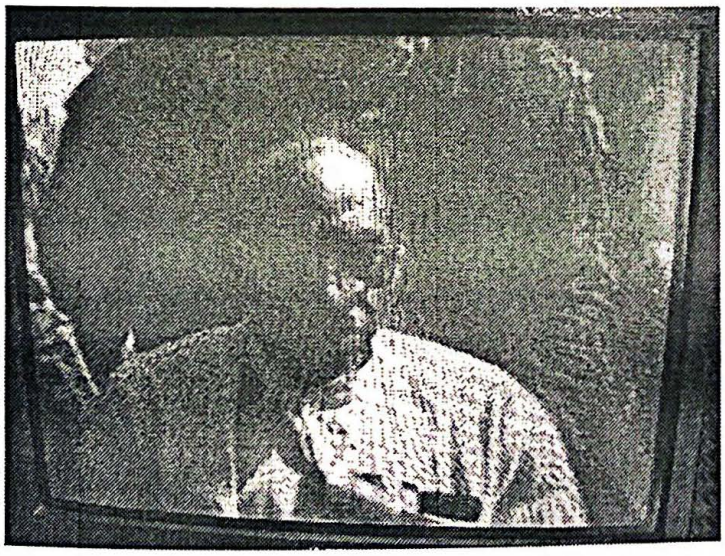
Je ne vais pas abuser de notre patience, je souhaite plutôt un grand succès, réussite totale pour ce Congrès. On sait que mille et un Congrès vont venir demain, mais il faudrait que le monde prenne l'exemple sur le Congrès de Bafoussam d'aujourd'hui. Chers camarades, je vois évaluer le nombre des hommes d'ici. Bien d'autres camarades excusez-moi ne sont pas ici à cause d'infirmités que les uns et les autres ont mal orchestrées. Comment pouvez-vous du moins accepter qu'un individu, qu'un adversaire du parti puisse du moins convoquer un Congrès unitaire dans le Mungo alors qu'en quittant ici le 14 denier il a été décidé que au cas où le Congrès sera dévié on le tiendrait toujours dans la province de l'ouest. Pourquoi cette nouvelle manière? Une déclaration et une déclaration de nouvelle manière que les uns et les autres ont orchestrée? Moi je condamne purement et simplement un tel astuce. Chers camarades comme je l'ai dit, je ne vais pas abuser de notre temps, car ce temps nous est court et je demanderai à tous les camarades de laisser la question des polémiques et de se poser le principe fondamental sur la réalité vivante sur laquelle les générations montantes du Cameroun doivent profiter. Je vous remercie et que Dieu nous bénisse. *Applaudissements*



Une vue de l'assistance

Epanya Augusta

Parce qu'enfin, je ne souhaitais pas mettre en difficulté euh…ni le parti ni le… enfin ébranler le… l'engagement militant des camarades. Bon et j'avoue que je suis très très embarrassée. Au niveau des raisons qui avaient fondé ma décision il n'y a pas grand chose qui a changé sinon que on s'est expliqué, chacun a dit ce qu'il avait à dire bon mais…je pense que si vraiment ça doit avoir des conséquences sur l'engagement des camarades notamment des jeunes camarades qui sont certainement ébranlés, ça je veux bien le croire, je suis prête à réexaminer ma décision. *Applaudissements*



René Philombe

René Philombe, écrivain, upéciste de la première heure

Je vous adresse mon salut fraternel.

Je vous adresse aussi le salut fraternel de tous les upécistes de la Province du Centre dont je suis le représentant pour avoir été plébiscité ici même à Yaoundé, non à Bafoussam. *Applaudissement*. J'avais été plébiscité à Yaoundé, mais Dicka n'a pas voulu me reconnaître, il voulait que la Présidence de la coordination de Yaoundé revienne à l'un de ses amis, Sende Joseph, qui a été battu dans sa propre maison après avoir éteint les lampes. *Applaudissements*... Chers camarades, je suis entré dans l'UPC en 1951, et malgré les difficultés que j'ai rencontrées, je suis toujours resté upéciste convaincu. A*pplaudissements*. Je pense que je dois servir d'exemple à ces jeunes qui nous rejoignent dans ses rangs afin de mener ce combat révolutionnaire entrepris en 1948 par les fondateurs de l'UPC. *Applaudissements.*

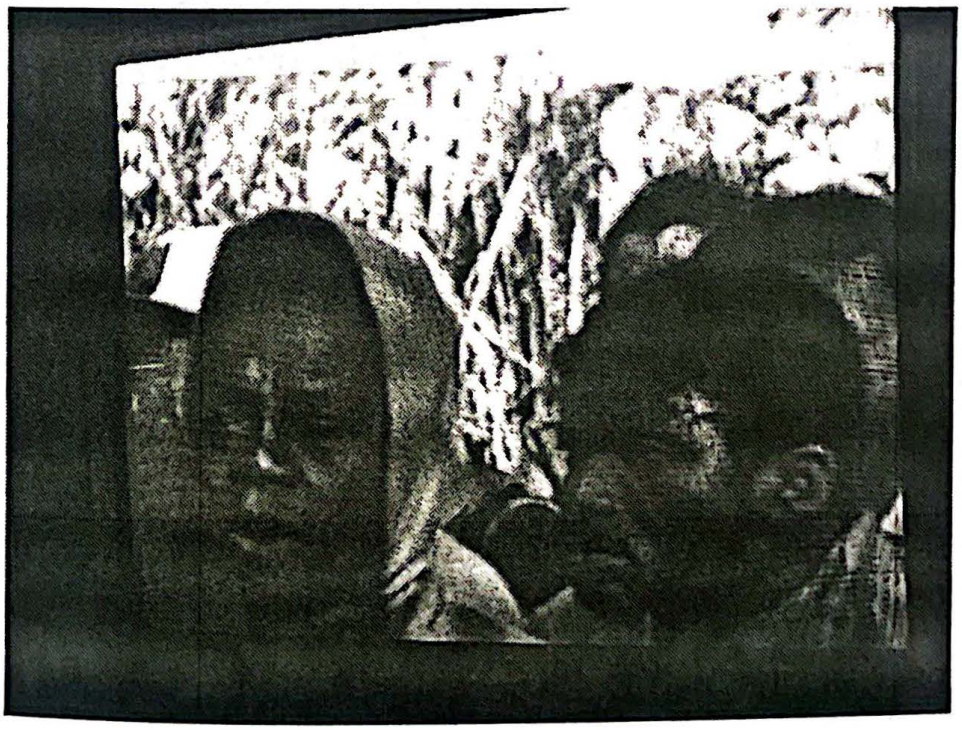
Chers camarades,

si je suis arrivé en retard, il y a eu mille et un communiqués à la radio mille et un communiqués qui nous ont empêché d'être à l'heure avec vous, mais je suis là, à Bafoussam, en chair et en os. *Applaudissements.*

Le message que je puis vous apporter, c'est un message de solidarité, un message de courage. Nous sommes dans un mouvement révolutionnaire, essentiellement révolutionnaire ! *Applaudissements nourris*. Le seul parti qui fait peur au pouvoir s'appelle l'UPC. N'ayons donc pas peur, n'ayons donc pas peur de mener ce combat jusqu'à la victoire finale. Vous savez que il y a eu ce qu'on appelle la tripartite: le gouvernement, les soi-disant personnalités indépendantes et les

partis politiques. Lorsque j'ai entendu le communiqué à la radio, je n'en revenais pas, lorsqu'on a appelé par exemple un Bandolo personnalité indépendante, lorsqu'on a appelé Mme Aïssatou personnalité indépendante, alors qu'ils sont tous membres du Comité Central du RDPC. Ne nous effrayons pas des divisions qu'on a suscitées au sein de l'UPC. L'UPC est un parti souffre-douleur, un parti souffre douleur. Ce n'est pas la première fois que l'UPC éprouve de sérieuses difficultés. On a créé deux UPC. On a re légalisé l'UPC qui était déjà un mouvement légal. On a donné la légalité à Dicka Akwa. Dicka Akwa a transformé l'UPC en l'UPC RDPCiste. Et moi Philombe je reste upéciste de l'UPC légitime, authentique. Je vous invite à plus d'effort pour que tous ensemble nous fassions honte à nos adversaires qui nous méprisent, qui saignent le petit peuple. Je vous ai dit que je suis un symbole, un symbole de courage. Il faut que les jeunes ici prennent exemple sur Philombe. Je ne me fatiguerai jamais et je suis heureux de mourir upéciste!! *Applaudissements*....Je vous remercie

Chansons en langue bassa jusqu'à la fin de la cassette.



Adoption des statuts

La voix de Moukoko Priso

Article 1: L'Union des Populations du Cameroun en abrégé UPC a été fondée à Douala le 10 avril 1948, interdite le 13 juillet 1955 par le gouvernement colonial français puis rétablie dans la légalité par une décision du gouvernement camerounais le 25 février 1960, mais toujours contrainte à la clandestinité, l'UPC est de nouveau reconfirmée dans ses droits à la légalité par une décision du ministère de l'administration territoriale du 12 février 1991.
Je relis le texte……

Art 2 Conformément aux orientations posées par ses fondateurs et pionniers, l'UPC poursuit aujourd'hui les buts suivants:

a) mettre fin au régime néo colonial
b) instaurer une démocratie véritable
c) développer une harmonie entre toutes les nationalités ethnies qui composent la population de notre pays
d) revaloriser les civilisations, les langues et les cultures de toutes les ethnies camerounaises; promouvoir leur intégration en vue de l'émergence d'une culture camerounaise.
e) Renforcer l'unité nationale et développer une conscience nationale toujours plus poussée
f) Promouvoir les droits des camerounais en tant que citoyens, combattre tout ce qui les réduit ou tend à les réduire au statut de sujets.
g) Imprimer une culture politique nouvelle fondée notamment sur les valeurs suivantes: le sens patriotique, le sens du bien public, le sens du travail et du travail bien, le sens du

progrès collectif et individuel, le sens de l'équité et du devoir de chacun envers la communauté.

h) Elever le standard de vie des populations par une politique économique et culturelle, une politique de justice sociale mettant clairement en première place la satisfaction des besoins de la majorité des camerounais.

i) Contribuer activement à l'avènement rapide de l'unité africaine notamment sur le plan politique, en s'associant avec tous les patriotes et démocrates africains qui poursuivent des objectifs identiques ou semblables à ceux de l'UPC.

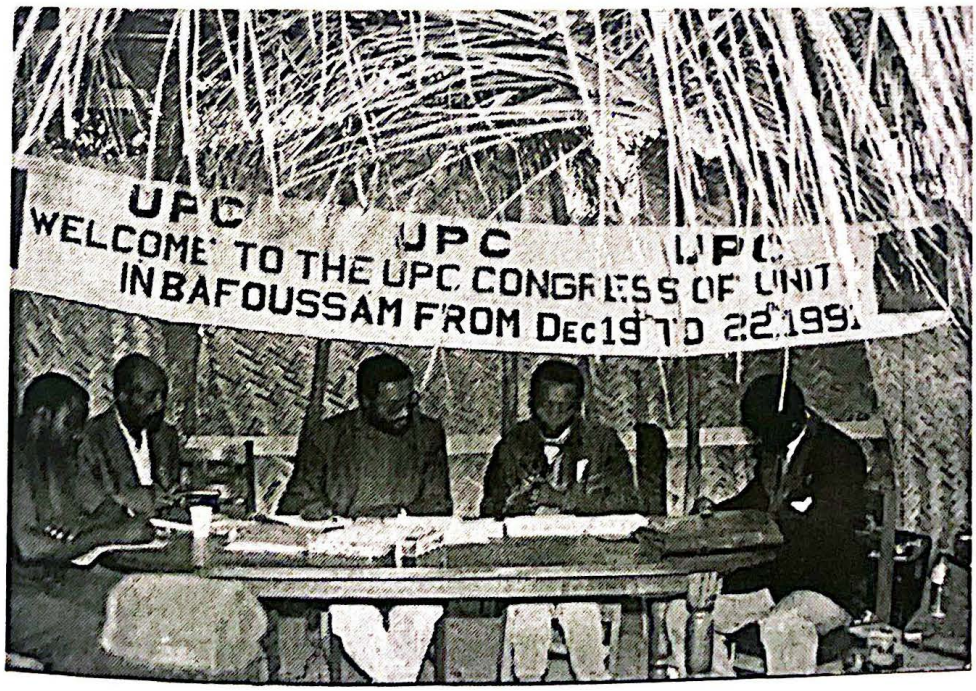
Art 3: Le siège de l'UPC est fixé à Douala.

Art 4:

a) La devise de l'UPC est fermeté, vigilance, fraternité, honnêteté.

b) L'emblème de l'UPC est un crabe noir sur fond rectangulaire rouge.

c) Le drapeau de l'UPC est un morceau d'étoffe rouge frappé au milieu d'un crabe noir.



TITRE II ADHESION

Art 5

a) l'UPC est laïque
b) Peut être membre de l'union des populations du Cameroun les personnes qui en acceptent les statuts, le programme et les orientations et s'engagent à militer activement dans le parti et à s'acquitter régulièrement de leur cotisation.

Art 6

a) l'adhésion à l'UPC est individuelle.
b) L'admission est prononcée par l'assemblée générale d'un comité de base. Mais pour devenir effective elle doit être confirmée dans un délai maximum d'un mois par la direction locale du parti. Le refus de la confirmation doit être écrit et motivé. En cas de silence de la direction locale après un mois, l'admission est automatiquement considérée comme confirmée.

Art 7

L'admission d'une organisation ou partie d'une organisation quelle qu'elle soit, d'un groupe quelconque de personnes, d'un ancien dirigeant de parti ou mouvement à caractère politique est prononcée par la direction nationale de l'UPC qui fixe en même temps les conditions de l'intégration de ces nouveaux adhérents.

Art 8

a) Tout membre de l'UPC doit militer personnellement dans un comité de base en se conformant notamment à l'art 5 précédent.
b) Aucun membre de l'UPC ne peut appartenir à une autre organisation politique nationale ou étrangère ou internationale à laquelle l'UPC elle-même n'adhère pas.

c) Cependant la direction nationale du parti, dans l'intérêt de la lutte que mène l'UPC peut par dérogation dispenser exceptionnellement un membre de l'observation des règles édictées aux alinéas a et b du présent article.

Art 9

Chaque adhérent verse un droit de prise de carte dont le montant est fixé par le congrès. Il reçoit en échange la carte de membre de l'UPC signée du secrétaire général en exercice et validée chaque année par le trésorier de la section locale après constat du paiement intégral des cotisations de l'année précédente.

TITRE III ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Chapitre I Structure de l'UPC

Art 10 La structure de l'UPC comprend: les comités de base, les comités de coordination de base, les sections locales, les coordinations d'arrondissement, les sections départementales et les organismes centraux.

A- Le comité de base

Art 11

a) l'organisme de base de l'UPC est le comité de base (CB)
b) Il se forme sur la base d'une entreprise, d'un quartier urbain, d'un village; d'un établissement d'enseignement ou l'une de leurs fractions et concentre son activité dans les domaines où ses membres peuvent le mieux mobiliser les masses.
c) Il regroupe au minimum 15 membres et au maximum 30.

Art 12 Le comité de base a pour tâches essentielles:

a) populariser les mots d'ordre de l'UPC
b) diffuser en expliquant aux masses le programme du parti

c) dénoncer tout ce qui est contraire aux intérêts des populations et du pays
d) aider les masses à s'organiser pour la réalisation de leurs aspirations et des objectifs de l'UPC
e) recruter de nouveaux membres de l'UPC
f) assurer une formation politique de base à ses membres

Art 13 Dans une entreprise, un village, un quartier urbain etc... où existent plusieurs CB, l'activité du parti peut être coordonnée par un comité de coordination de base (CCB). Le CCB est formé des responsables des CB concernés un ou deux par CB. Il est mis sur pied par la direction de l'UPC au niveau de la localité concernée. Il est dirigé par un secrétaire coordinateur de base élu par les membres du CCB. Il se réunit au moins une fois par mois.

Art 14
a) Les organes du CB sont: l'assemblée générale qui regroupe tous les membres du CB et le secrétariat du CB élu chaque année par l'assemblé générale.
b) L'assemblée générale se réunit au moins une fois par mois sur convocation du secrétariat. Elle est la plus haute instance du CB
c) Le secrétariat est dirigé par un premier secrétaire du CB et comprend des secrétaires responsables des divers secteurs d'activité. Le nombre des membres du secrétariat et la répartition des tâches entre eux sont fixés par l'assemblée générale.

B- La section locale (SL)

Art 15 la section locale de l'UPC est formée de l'ensemble des militants dans une agglomération, une zone rurale, des quartiers de grande ville où l'UPC est largement implantée.

Dans certaines zones rurales la section locale peut regrouper tous les militants d'un arrondissement administratif entier.

Art 16

a) la plus haute instance de la section locale est la conférence de section locale. Elle est convoquée par la direction locale de l'UPC
b) La conférence de section locale regroupe soit l'ensemble des militants de la section, soit des délégués de tous les CB de la section élus en nombre proportionnel à celui des membres des CB et selon des normes fixées par la direction locale du parti.
c) La conférence se réunit en section ordinaire une fois par an. Elle peut se réunir en conférence extraordinaire sur initiative de la direction locale ou à la demande de la majorité absolue des CB de la section. Le quorum de la conférence de section locale est les 2/3 des adhérents.
d) La conférence élit la direction locale de l'UPC, le comité de section locale. Elle fixe le nombre des membres du comité.
e) En session plénière, le comité de section élit le bureau de section locale et au sein du bureau, le comité élit le secrétariat de section locale dirigé par un premier secrétaire. Le comité fixe le nombre de membres du bureau et du secrétariat ainsi que la répartition des tâches entre eux.
f) Le comité de section doit être réuni en session ordinaire au moins une fois par trimestre. Les sessions sont convoquées par le bureau. Le bureau se réuni au moins une fois par mois sur convocation du secrétariat. Le secrétariat se réunit aussi souvent que possible.

C - La coordination d'arrondissement

Art 17 dans un arrondissement où existent plusieurs sections locales, l'activité de l'UPC peut être coordonnée par une

coordination d'arrondissement. Elle est formée de représentants de tous les comités de section locale de l'arrondissement. Elle se réunit au moins une fois par trimestre ou quand la situation l'exige. Elle examine la situation dans l'arrondissement et arrête les mesures en vue de coordonner le travail du parti dans le secteur.

C- La section départementale

Art 18 La section départementale de l'UPC est formée par l'ensemble des militants, CB et sections locales du parti dans un département donné.

Art 19

a) la plus haute instance de la section départementale est la conférence départementale. Elle est convoquée par la direction départementale.
b) La conférence départementale est composée de délégués de toutes les sections locales du département. Le nombre des délégués des sections locales est proportionnel au nombre de membres représentés, et fixé selon des normes arrêtées par la direction départementale. Le quorum est les 2/3 des sections locales du département représentant les deux tiers des membres
c) La conférence départementale se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Elle peut se réunir en session extraordinaire sur initiative de la direction départementale ou à la demande de la majorité absolue des sections locales du département.
d) La conférence élit la direction de la section départementale du parti, le comité départemental de l'UPC. Elle fixe le nombre des membres du comité.
e) En session plénière le comité départemental élit en son sein le bureau départemental et au sein du bureau il élit le secrétariat départemental dirigé par un premier secrétaire.

Le comité fixe le nombre des membres du bureau et du secrétariat et la répartition des tâches entre eux.

f) Le comité départemental doit être réuni en session ordinaire au moins une fois par trimestre sur convocation du bureau. Le bureau se réunit au moins une fois par mois sur convocation du secrétariat. Le secrétariat se réunit aussi souvent que possible.

D- Les organismes centraux

Art 20

a) la plus haute instance de l'UPC est le congrès. Ses décisions sont souveraines.

b) Le congrès se réunit en session ordinaire tous les trois ans. Il peut être réuni en session extraordinaire à l'initiative de la direction nationale du parti ou à la demande de la majorité absolue des sections départementales. Le quorum du congrès est les deux tiers des sections départementales à condition que ces sections représentent également les 2/3 des membres du parti.

c) Le congrès est convoqué par la direction nationale du parti. En cas de défaillance ou de refus de cette dernière, les premiers secrétaires d'au moins la majorité absolue des sections départementales se réunissent de droit pour convoquer le congrès en session extraordinaire, lequel se réunit alors conformément au quorum prévu à l'alinéa b ci-dessus.

Art 21

a) les délégués au congrès sont élus par les sections locales en conférence de section

b) les délégations au congrès sont proportionnelles au nombre de membres représentés selon des normes fixées par la direction nationale du parti.

c) Les décisions du congrès sont prises à la majorité simple des délégués présents sauf dispositions prises par la session dans son règlement intérieur.
d) Pour chaque session du congrès, la date et le lieu, le projet d'ordre du jour ainsi que les projets des principaux documents préparatoires élaborés par la direction nationale doivent être communiqués à tous les organismes et membres du parti au moins trois mois à l'avance pour les sessions ordinaires et un mois pour les sessions extraordinaires.

Art 22
a) le congrès fixe la ligne générale de l'UPC et les objectifs à atteindre par le parti pour la période qui suit la session.
b) Il décide sur toute question politique de l'organisation ou de stratégie qui lui est soumise ou dont il se saisit.
c) IL est seul compétent en ce qui concerne toute modification des statuts, de l'orientation et du programme de l'UPC ainsi que pour toute adhésion de l'UPC à une organisation panafricaine ou internationale.

Art 23 le congrès élit la direction nationale du parti, **le comité central**[31] de l'UPC, dont il fixe le nombre des membres titulaires et éventuellement suppléants.

Art 24
a) le comité central de l'UPC élu par le congrès est la plus haute instance du parti entre deux sessions du congrès
b) Ces décisions sont prises à la majorité simple. Le quorum est des 2/3 des membres titulaires.
c) Il se réunit au moins une fois par trimestre. Les sessions sont convoquées par le bureau politique.

---

[31] C'était la proposition des auteurs de statut. Le congrès en décida autrement. Après débats c'est comité directeur (CD) qui fut retenu.

d) En session plénière le CC élit son bureau politique et son secrétariat en fixant pour chacun de ses organismes le nombre de membres et la répartition des tâches entre eux. Toutefois, le secrétariat comprend au moins le secrétaire général, les secrétaires à l'organisation, à la mobilisation et à la propagande, aux cultures nationales, à la formation, à la presse, aux syndicats, aux problèmes des femmes, aux jeunes, aux relations internationales et panafricaines, aux finances (trésorier général) et un secrétaire chargé de la coordination administrative de l'ensemble du travail de la direction.

Art 25

a) le comité central est chargé de diriger conformément aux décisions du congrès l'ensemble de l'activité de l'UPC.
b) Il dirige et contrôle l'activité des représentants de l'UPC aux assemblées à l'échelon national.
c) Il dirige et contrôle la presse du parti.

d) Il est habilité à prendre toute décision de sauvegarde en situation exceptionnelle dans la vie du parti, ou en situation exceptionnelle d'urgence dans le pays.

Art 26

a) Entre deux sessions de la direction nationale, entre deux sessions du comité central le bureau politique est la direction du parti
b) Entre deux réunions du bureau politique, le secrétariat assure la continuité de la direction.

Art 27

Rumeurs dans la salle... il faut faire attention à la sono parce que. La sono siffle.... Des blagues...

a) Pour l'élection du CC chaque conférence départementale arrête une liste de candidats que la section propose au congrès.
b) Les membres du CC et plus spécialement ceux du BP et du secrétariat sont élus nominalement et à bulletin secret sur la base notamment des critères suivants: disponibilité, dévouement total au parti et disponibilité sans réserve. Etre membre du parti depuis au moins deux ans sauf dérogation exceptionnelle décidée par le congrès, capacité d'exercer efficacement la responsabilité pour laquelle chacun est candidat et proposé, nécessité d'une représentation effective des ouvriers, des paysans, des milieux populaires en général, des femmes et des jeunes à la direction du parti. **Nécessité d'assurer aux instances dirigeantes de l'UPC à l'échelon national notamment une représentativité nationale satisfaisante du point de vue des ethnies et régions du pays** et en fonction du degré d'implantation du parti. Bonne moralité et intégrité.

Art 28 Une commission de contrôle financier est élue par le congrès qui nomme également son responsable. La commission de contrôle financier est chargée du contrôle des finances et de leur gestion à tous les niveaux. Elle présente un rapport au congrès suivant.

CHAPITRE II Fonctionnement du parti

Art 29 La base de l'organisation et du fonctionnement de l'UPC consiste en ceci:

a) A tous les niveaux l'élaboration et la prise de décision se font de manière collective et démocratique. La minorité se

soumet à la décision de la majorité après un débat franc et fraternel.

b) Toute décision régulièrement prise engage dans son exécution tous les membres de l'organisme qui a décidé, et tous ceux des organismes et leurs membres pris individuellement qui sont statutairement appelés à exécuter la décision.

Art 30 Un règlement intérieur du parti précise la conception de la démocratie et de la discipline qui a cours dans l'UPC. Il précise également les points des statuts qui ont besoin d'être développés. Le règlement intérieur constitue une annexe au statut. Il entre en vigueur aussitôt après son adoption par le comité central.

Art 31

a) Chaque CB, chaque section locale et chaque section départementale a la responsabilité du travail du parti dans la portion du territoire dont il a la charge. Cette portion est assignée par l'organisme immédiatement supérieur.
b) Les nouveaux CB sont validés et installés par le comité de section locale du secteur concerné.
c) Les nouvelles sections locales sont validées et installées par le comité départemental concerné.
d) Les nouvelles sections départementales sont validées et installées par le CC.

Coupures...

(Art 32)

a) ....ou du comité central.
b) Pour toute conférence de section à tous les niveaux les documents de base pour préparer les assises ainsi que le projet d'ordre du jour préparé par la direction de la section

doivent parvenir à la base au moins un mois avant pour les sessions ordinaires et quinze jours pour les sessions extraordinaires.

c) A tous les échelons les membres du comité de section non délégués par leur base et des représentants de la direction à l'échelon immédiatement supérieur participent à la conférence de section avec droit de parole mais sans droit de vote. Les membres du CC participent au congrès avec droit de parole sans droit de vote.

Art 33

a) A tous les échelons, pour l'élection de chaque comité de section, l'assemblée ou la conférence de l'échelon immédiatement inférieur propose des camarades de son ressort comme candidats. Toutefois des candidatures individuelles peuvent parvenir directement à la conférence.

b) Les élections du comité de section à tous les échelons ont lieu nominalement et à bulletin secret. Les membres des bureaux et secrétariats de section également élus par les comités de section à bulletin secret et nominalement doivent être membres du parti depuis au moins un an. Les membres de tous les organes du parti sont ré éligibles.

c) Pour l'élection du CC par le congrès, les propositions des sections départementales n'impliquent pas l'élection automatique des candidats proposés. Des candidatures individuelles peuvent être reçues directement par le congrès dans les normes fixées par cette instance souveraine.

d) A tous les niveaux, la composition des organismes dirigeants doit tenir compte de la vocation de l'UPC à être le parti des masses populaires et travailleuses, des hommes et femmes du peuple, du parti qui porte le plus l'espoir de la jeunesse.

Art 34

a) A tous les échelons les décisions des organismes de l'UPC sont prises en principe à la majorité simple des membres titulaires présents, sauf décision contraire par l'organisme, ou mention contraire spécialement prévue dans les présents statuts ou dans le règlement intérieur.
b) Cependant, en dehors des cas prévus dans les présents statuts, les décisions ne sont valables que si le quorum des 2/3 des membres titulaires de l'organisme a été atteint au cours de la réunion.

Art 35
a) les élus de l'UPC aux assemblées locales, départementales ou provinciales sont responsables devant l'organisme dirigeant du parti de l'échelon correspondant.
b) Tous les élus de l'UPC y compris aux assemblées au niveau national doivent se conformer à la ligne du parti et à la discipline commune librement acceptée par tous les membres.
c) Ils doivent périodiquement rendre compte de l'exécution de leur mandat à leurs électeurs.

Art 36 Tout acte d'indiscipline, toute carence dans le travail militant peut entraîner les sanctions suivantes:
a) à l'égard d'un membre: blâme interne, blâme public, suspension temporaire, destitution de fonction, exclusion. La destitution de fonction doit être ratifiée par l'organisme du parti qui a désigné le militant aux dites fonctions. L'exclusion doit être prononcée d'abord par l'assemblée générale du CB de l'intéressé.
b) A l'égard d'un organisme dirigeant: blâme interne ou public, destitution et remplacement par un organisme provisoire désigné par l'échelon supérieur jusqu'à l'assemblée de l'échelon concerné conformément aux statuts.

c) A l'égard d'un organisme dirigeant ou non collectivement et solidairement fautif: blâmes individuels éventuels sans dissolution, dissolution avec ou sans exclusion éventuelle d'une partie ou de tous les membres.

Art 37

a) Toute sanction doit être prise formellement et sur la base d'un dossier disciplinaire, le concerné ayant eu la possibilité de s'expliquer, à condition qu'il n'utilise pas cette clause pour se livrer à des manœuvres dilatoires. Tout membre sanctionné peut faire appel devant l'organisme immédiatement supérieur.
b) En particulier en cas de destitution de fonction de suspension temporaire ou d'exclusion, l'intéressé pourra toujours faire appel devant le CC et en dernier ressort devant le congrès.
c) Un organisme dirigeant ou non collectivement sanctionné peut également faire appel comme à l'alinéa b ci-dessus.
d) Toutefois aucun appel n'est suspensif de la sanction.

Art 38 À tous les niveaux chaque dirigeant est responsable devant l'organisme qui l'a élu et devant l'organe dirigeant de l'échelon immédiatement supérieur.

Art 39 La qualité de membre de l'UPC se perd

a) Par exclusion définitive après que tous les appels éventuels aient été rejetés. A cet effet, un an après une décision d'exclusion, si l'intéressé n'a pas introduit une procédure d'appel devant un échelon statutaire quelconque, l'exclusion est automatiquement définitive.
b) Par démission volontaire
c) Par cessation sans motif valable de toute activité militante pendant une année. La cessation est constatée par l'assemblée du CB de l'intéressé.

Présidium (LOUKA): camarades, nous suspendons momentanément la séance pour laisser passer la pluie de bénédiction. Ne vous éloignez point.

Ça a déjà repris, camarades !

Art 40 Toute personne définitivement exclue ou démissionnaire de l'UPC ne peut en aucune façon être à nouveau accepté comme membre du parti.

TITRE IV MOYENS FINANCIERS

Art 41 Les ressources de l'UPC proviennent

a) des cotisations des membres dont le montant est fixé par le congrès.
b) Des souscriptions, des dons, de legs, des produits des fêtes et autres activités du parti. Tout don à l'UPC à quelque niveau que ce soit doit être rapidement porté à la connaissance du CC; donateur et montant du don avant son utilisation.

Art 42

a) Les cotisations sont réparties comme suit entre les organismes: 20% au CB, 25% à la section locale, 25% à la section départementale, 30% au CC.
b) Le règlement intérieur fixe la répartition éventuelle des souscriptions, dons, produits des fêtes et autres.

Art 43

a) A tous les niveaux la gestion des fonds est collective. Le trésorier responsable de la garde et de la manipulation des fonds ne peut être ordonnateur des décaissements qui sont toujours appuyés de pièces justificatives quel que soit le montant en cause.

b) Les fonds ne doivent servir qu'au financement des activités du parti. Leur utilisation est conforme au budget adopté par l'organisme compétent à chaque échelon.
c) L'UPC se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires ou autres et de se porter partie civile contre tout militant dirigeant ou non qui se sera montré coupable de malversations ou de détournement des fonds du parti.

TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES

Art 44

a) Du fait même de son adhésion, tout membre accepte dans leur intégralité les présents statuts.
b) Le CC peut fixer des normes particulières de fonctionnement pour les organismes du parti à l'étranger.

Art 45

a) La croyance en un Dieu et l'appartenance à une religion ou la (non croyance? Ndlr) en un dieu et la non appartenance à une religion, tout cela relève de la conscience de chacun et ne peut donc pas être une condition pour l'admission, l'appartenance ou l'exclusion.
b) Mais comme l'UPC a pour but de mettre fin à la domination étrangère sur notre pays, l'adhésion et l'appartenance d'un membre du parti à des sectes étrangères ou dirigées ou inspirées de l'étranger sont interdites.

Art 46 L'UPC réaffirme son orientation populaire, patriotique et... réaffirme sa vocation à se placer constamment à l'avant-garde du combat pour l'indépendance nationale véritable, hier contre le colonialisme, aujourd'hui contre le néo-colonialisme et l'éclosion de nouvelles classes d'exploiteurs. Elle souscrit à tout ce qui peut promouvoir une saine coopération internationale.

Art 47 La dissolution de l'UPC ne pourrait être prononcée que par le congrès convoqué avec ce point à son ordre du jour. La décision de dissolution ne pourrait être prise qu'à la majorité des 3/4 des voix présentes. En cas de dissolution le congrès décide de l'emploi des biens et fonds disponibles.

Discuté et adopté par le congrès de l'UPC siégeant à Bafoussam du 19 au 22 décembre 1991.

Quelques applaudissements

Moukoko continue:

Deux petits points que je risquais d'oublier, trois même. Vous avez retenu qu'à l'article 9 il est dit notamment: chaque adhérent verse un droit de prise de carte dont le montant est fixé par le Congrès. Donc il faudra que le Congrès décide de ce montant-là avant de se séparer. La Commission propose que ce montant soit de deux cent francs CFA (200 CFA). Ce droit est uniforme pour tous les membres; c'est simplement un droit d'entrée. çà c'est donc le premier des points subsidiaires.
Le deuxième: l'article 41 parle de la cotisation des membres. Tout membre doit payer ses cotisations. Le taux de cotisation est fixé par le Congrès aussi d'après l'art 41. Donc, la Commission propose que cette cotisation soit versée chaque mois. Dans les zones rurales et pour les militants démunis: Cent francs CFA (100 CFA) par mois. Pour tous les autres militants, y compris en zone rurale donc, un taux progressif allant de deux cent cinquante à quinze mille francs CFA (250 à15 000 CFA) par mois en fonction du revenu de chacun, selon une grille qui pourra être arrêtée par le CC. Donc ça c'est le deuxième point subsidiaire.
Le troisième et dernier c'est ..., bien que les statuts prévoient que le Congrès se réunit tous les trois ans s'ils sont adoptés, la

Commission suggérait que le prochain Congrès ait lieu dans deux ans au plus tard. Donc ça c'est le troisième point subsidiaire qu'il fallait également soumettre.

Présidium (Louka*):* la parole est aux camarades du Wouri s'ils ont des amendements.

Nom de l'intervenant non indiqué: (BATOUM, voir intervention de HAMAKOUE ci dessus ! !)

...De se tenir debout c'est un problème très important parce que il parait que moi j'ai été distrait le matin. On lisait le projet de statut. Il y a un.... coupure... nous allons commencer à entreprendre demain. Le danger c'est que le statut que nous lisons là, il parait qu'après l'adoption nous allons le déposer. Donc Dicka va nous avoir. Parce que nous avons les statuts de l'UPC qui est en marche dans toute la ville de Douala. Ne disons pas dans toutes les villes du Cameroun. Le statut original est en marche, et ça aussi nous avons eu ça dans les Comités; on a bien dit qu'après le Congrès nous allons étudier si c'est ce statut qui va marcher ou l'autre. Donc il était question d'amender le premier statut qui marche qui a été légalisé je ne sais pas ... aide-moi camarade...qui a été légalisé le 25 février 1960 à l'absence d'autres camerounais présents ici. Bon deuxièmement Dicka a légalisé son UPC le 12 février 1991. Moi cette statut je l'ai pas. Mais avec la devise dans sa carte, ça prouve que l'UPC qu'il a constituée, ce n'est pas l'UPC originale que nous souffrons même ceux qui sont à l'étranger. Donc moi je proposerai à ce que si l'assemblée l'adopte, bien qu'on fasse en sorte que les statuts ici après l'adoption, qu'on met ça pour la prochaine Session Extraordinaire du Comité que nous allons élire, pour transmettre dans la masse. Sans cela nous sommes... Sans cela nous sommes pris. Parce que l'article 1er de cette statut dit: que l'art 1er définit comment l'UPC a été

créée et comment elle a été légalisée en 60. Bon alors si nous admettons ça, nous n'avons pas droit à nous de mettre dans notre parti l'UPC que nous connaissons que elle a été légalisée le 12 février 1991. C'est que ce n'est pas l'UPC. Donc j'adopte... *Applaudissements... you...you...* Ecoutez-moi camarades je vous en prie... Parce que c'est un danger qui est là; nous avons les statuts de l'UPC; c'est à la direction que nous allons élire ce soir qui convoquera une réunion extraordinaire pour amender les statuts que nous avons présentement ici. C'est mon avis. Regardez bien cette position où nous nous tenons.

Bahoya Théodore Section Bepanda Cité SIC Douala:
Bien sûr l'art euh.. Sur le titre premier j'ai des amendements. Mais préalablement je voudrais me prononcer sur ce que le camarade vient de dire. Je peux quand même me prononcer aussi...
Coupé par le présidium: nous avons laissé le camarade s'expliquer, mais ouvrir un débat sur cette question nous amenons encore en dehors.... Suite inaudible...

Reprise de Bahoya: puisqu'il faut se soumettre.... Je commencerai par l'art 1er.
L'article premier brosse dans son deuxième alinéa un processus historique de l'UPC. A mon avis ce qui est là pouvait figurer par exemple dans le préambule. Je n'ai jamais vu personnellement un texte juridique surtout des statuts, un article comportant une telle rédaction. Ça parait beaucoup plus littéraire que juridique pourtant les statuts c'est un texte foncièrement juridique. Donc je proposerai à ce propos que si on enlève ça pour éventuellement mettre ça dans le préambule, je proposerai une formule libellée comme suit: " il est créé depuis 1948 un parti dénommé Union des Populations du Cameroun en abrégé « UPC. A mon avis cela pourrait suffire amplement.

Pour ce qui est de l'article 2, j'amenderai simplement son paragraphe introductif, et je suggère... je proposerai donc en art 2 que " conformément à ses orientations l'UPC se fixe comme but: " et qu'on énonce le reste. Et en art 3b pour ce qui est de son emblème, je proposerai le texte suivant: " l'emblème de l'UPC est un crabe noir sur fond rouge triangulaire, parce que le bout de tissu là où je ne sais pas quoi... franchement il ne peut s'agir d'un drapeau, or l'emblème peut figurer sur tout un tas de documents tel qu'une carte par exemple et une carte à ma connaissance n'a pas un bout de tissu! Voilà pour le titre 1er. Je reviendrai pour la suite.

Hilaire HAMAKOUE Section des PK Douala.
Le problème que je voulais poser c'est ce que le camarade Batoum a posé tout à l'heure. Mais surtout je voudrais qu'on évite la date du 12 février 1991 pour la raison que la machine du diable en annonçant la légalisation de l'UPC, a dit l'UPC de Dicka Akwa. J'aimerai qu'à ce niveau qu'on remplace cette date du février 91 par le texte de décembre 90 restaurant le multipartisme au Cameroun. Je vous remercie.

Younda Isidore Comité de Base Ami komba Mabanda.
A la place de fraternité dans la devise je préfère solidarité. Ensuite la validité de la carte pour un an je pense que se serait une bonne chose de faire confiance au trésorier. Sais pas comment elle sera faite cette carte là.

Présidium (Louka): camarades il faut intervenir sur ce qui vous est demandé. Est-ce qu'il y a d'autres camarades qui ont d'autres choses que celles qui ont été dites et qui portent sur le titre I ?
Remous.

...Zangué Maurice alias Peuple Comité de Base Diboum Douala.

Au titre I art 3 on dit le siège de l'UPC peut être transféré dans toute localité sur décision du Congrès. Puisque nous sommes ici au Congrès de l'UPC, n'est-il pas possible de transférer le siège dans une autre ville pour que le gouvernement Dicka et sa suite sachent que nous avons tenu notre Congrès, souverain. Merci

Youmbi Moïse Delors
Je crois que, mes chers camarades, nous aussi de l'UPC nous avons oublié notre langue nationale; puisque le statut c'est notre loi fondamentale. C'est malheureux. J'en ai fini.

... de Biemassi lac
Ce n'est pas un grand amendement à apporter, c'est juste une coquille que j'ai remarquée. Au niveau de l'art 2 alinéa G: élever le standard de vie des populations par une politique de progrès économique et culturel; au lieu de "lle "à culturel je pense que c'est un seul l.

C'est le délégué de Bangui, Mouaha Isaac
Comme je me présentais tout à l'heure. Excusez-moi, je ne sais pas si c'est une fois de plus l'occasion d'étaler mon ignorance ici devant vous, mais il est une chose qui m'a fait tiquer sur la devise de notre parti qui est en 4 termes: fermeté, vigilance, fraternité, honnêteté. C'est que traditionnellement on a l'habitude d'avoir des devises à trois termes comme paix travail patrie, liberté égalité fraternité, et partout ailleurs c'est ce qu'on a retrouvé; nous avons discuté avec les copains de Bangui et disons donc que au lieu que la fermeté et l'honnêteté figurent sur notre devise, ces deux termes pourraient se résoudre à l'intégrité. Quand on est intègre on est à la fois ferme et

honnête. Et que notre devise ne se soustrait pas à ce qui se fait traditionnellement, qu'elle a trois mots comme toutes les autres.

Camarade Makembe du Comité de Base Bonamèlè Deido.

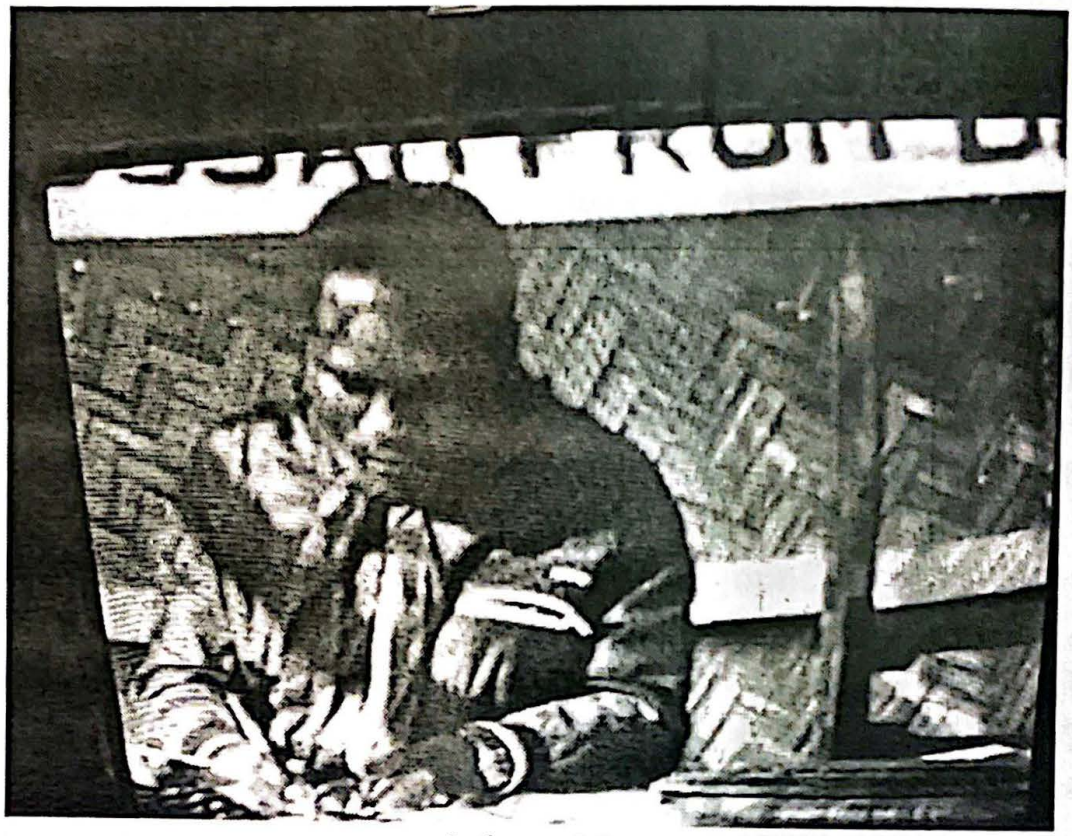
Camarades, je voudrais apporter une petite précision, sinon je voudrais que à l'art 10 qu'on puisse instaurer sur le point g : imprimer une culture politique nouvelle s'appuyant notamment sur les valeurs suivantes: le sens patriotique, le sens du bien public, le sens du travail, qu'on instaure quelque part le sens de la morale parce que nous constatons aujourd'hui dans notre pays que le Cameroun où les gouvernants camerounais ont perdu le sens de la morale; cela veut dire le sens de la justice. Sur ce donc, camarades j'insiste sur le point qu'on parle de la morale et qu'on puisse instaurer encore la matière la morale dans les établissements afin que nous puissions... *remous dans le salle.... C'est quoi...*
Intervention inaudible du présidium.....puis brusquement la voix de quelqu'un d'autre.

Camarade Makanda Eléonore

Je voudrais intervenir sur l'article N° 1. Je ne sais pas, je crois que je vais apporter deux propositions je sais pas, en fait je vais me rallier sur la première proposition que le camarade tout à l'heure a émise. J'aimerai que sur l'article 1 là qu'on mette plutôt l'article qui se trouve sur l'ancien statut de l'UPC. Parce que je me dis que cet article1 qui se trouve sur ce statut est l'article ressortant du statut de Dicka. Comme nous nous sommes dit qu'on n'a plus rien à foutre avec Dicka, je crois qu'il est important que nous relevons l'article 1 se trouvant dans le statut de UM NYOBE et ainsi pour moi, je trouverai qu'il est mieux qu'on engage notre statut au niveau de l'AT (ministère de l'administration territoriale- ndlr) au lieu de dormir sur ce

statut de Dicka qui ne fera que continuer à nous poser des problèmes. Alors ...
*Remous dans la salle... **le présidium intervient***: les camarades dans la salle n'ont pas à intervenir ; le ou la camarade parle...
Elle continue: alors en fait c'est le seul point sur lequel je voulais intervenir ou on met la date d'aujourd'hui parce que c'est aujourd'hui qu'on établit notre statut ou on met la date *de...Encore des remous... l'intervention du présidium est inaudible.*

Moukoko
En fait ce n'est pas exactement ce qui s'est passé. On dit simplement quand l'UPC a été fondée parce que on ne veut pas dire qu'elle a été fondée maintenant parce que ce n'est pas vrai. Les thèses du pouvoir, de Dicka et tout ça, suggèrent plus ou moins que c'est depuis décembre (1990? – ndlr) ou février 91 que l'UPC est née. Donc ici on voulait rappeler que l'UPC n'est pas née aujourd'hui. Bon c'est ça. Alors au total, si sous réserve de l'avis des juristes l'article 1, la deuxième phrase peut être dite écrite sous la forme: interdite le 13 juin 55 par le gouvernement colonial français, fût rétablie dans la légalité par une décision du Gouvernement camerounais le 25 février 60, mais toujours contrainte à la clandestinité l'UPC est de nouveau re confirmée dans ses droits à la légalité.



Adopté !

MACKIT

Comme vous le voyez les conditions de travail sont plutôt difficiles et ne dépendent pas ni du Présidium ni de la **Commission de procédure électorale**. Pour les dépouillements comme on vous l'a expliqué il fallait dépouiller les 520 bulletins que nous avons recueillis pour 172 candidats. Pour cela il fallait disposer au moins d'une petite surface pour écrire, pour noter que tel a voté pour tel. Et comme vous savez, les conditions sont telles que nous ne pouvions pas mettre le maximum de camarades possible dessus pour que le travail soit le plus court possible, le temps mis soit le plus court possible; donc on a essayé d'utiliser une demi-douzaine d'équipes pour faire ce travail là. C'est ce qui a fait que le dépouillement était très long; c'est ce qui explique que on ne puisse reprendre les travaux que maintenant. Donc s'il faut en vouloir à quelqu'un c'est bien à Monsieur BIYA et ses amis que vous devez tourner votre colère parce que c'est eux qui nous ont obligé à travailler dans des conditions qui sont celles-ci. Voilà, c'est l'essentiel que je voulais vous dire là-dessus, en vous demandant patience et en vous demandant justement maintenant pour les interventions s'il y en a, qu'elles soient les plus brèves possible parce que comme le Président de séance l'a dit.... *ennui technique?...* cette séance plénière sera suivie d'une séance du Comité Directeur et ensuite d'une dernière séance plénière avant que nous nous séparions. Donc, vraiment il faut que maintenant nous fassions assez rapidement et de façon assez concise les choses. Merci camarades.

Présidium (Abanda):
Camarades,
En plus de ce que le camarade MACKIT a dit, étant donné la signification que nous voulons donner à notre Congrès, nous avons tenu à être extrêmement méticuleux et attentifs. Nous avons donc dû procéder à un double contrôle des résultats. Donc le dépouillement a dû se passer en deux fois. Nous avons donc travaillé sans arrêt de 23 heures hier à maintenant. Vous pouvez comprendre.
C'est vrai qu'on a somnolé par moment, *dit une voix dans la salle…*

Présidium (Louka)
Camarades,
Un peu plus de 500 votants, 172 candidats, ça fait environ 100 000 votes à relever, et sans erreur, donc comprenez le travail que les camarades ont dû abattre. Les résultats sont les suivants: les camarades,… donc il y a eu 584 bulletins distribués, il y a eu 520 votants, 2 bulletins nuls, donc 60 n'ont pas pris part au vote. Sera proclamé élu le camarade qui aura eu 50% au moins des suffrages exprimés, naturellement suivant nos règles. Alors sur cette base donc, et suivant la liste qui a été donnée, nous l'ouvrons en même temps que vous : 520, 50% c'est 260. Donc

Camarade	VOIX	RESULTAT
SIHE NORBERT	234	NON ELU
TCHINDA	87	NON ELU
NONO THEOPHILLE	328	ELU
FOTSO MAURICE	272	ELU
NKWETCHE JEAN BOSCO	344	ELU
TCHAMBA NJITAM JEAN	205	NON ELU
NGANDO	137	NON ELU
MASSONGO	328	ELU

NGUILE	278	ELU
TCHATCHOU ZEBA	192	NON ELU
RIM DIEUDONNE	166	NON ELU
BAGNOLOG TECLAIRE	421	ELUE
MOUNIEM ROBERT	331	ELU
NJUFOM SAMUEL	233	NON ELU
MOUTOUDOU ALBERT	292	ELU
FOTSO DJEMO JEAN BAPTISTE	304	ELU
DJOKY ALEXANDRE	384	ELU
ESSO CELESTIN	342	ELU
TITI DINGONG	357	ELU
EMEH ELONG	326	ELU
YANA YANA	345	ELU
BENG YVES	349	ELU
LEUMI BENJAMIN	385	ELU
NDENGUEL SAMUEL	326	ELU
NGAMBO MALAM	425	ELU
BIGNET	397	ELU
BIKAI VICTOR	406	ELU
BATAHO	356	ELU
SOTONG JEAN	371	ELU
BINDOCK GILBERT	347	ELU
MOUNE ANDRE	396	ELU
MBITOCK K AIME	295	ELU
NGON DANIEL	405	ELU
YAGNE DANIEL	432	ELU
MASSIAN DESIRE	325	ELU
KEMOUE EMMANUEL	247	NON ELU
AKOA AKOA AMBROISE	286	ELU
SOTAFOU EUGENE	266	ELU
LIGWOUA LIGWOUA	316	ELU
MBABINANG EMMANUEl	132	NON ELU
MATOUM JEAN	345	ELU
MOUTLEN FREDERIC	259	NON ELU
BENONCK MARIE THERESE	364	ELUE
ESSEMBE PROSPER	273	ELU
YOMBA SAMUEL	160	NON ELU
DJOUMESSI GABRIEL	217	NON ELU

NDEMA ALEXIS	428	ELU
MANDENG BAYEMI	302	ELU
NDOH MICHEL	470	ELU
DIKOUMA MBONDJO	303	ELU
TIANI CLAUDE BERNARD	252	NON ELU
TATO GUY	172	NON ELU
SING ROBERT	3	ELU
MOUSSY GUY	262	ELU
EKAMBI DIBONGUE	357	ELU
MBOCK MARIUS	327	ELU
BIDJOKA ALBERT	305	ELU
MANG MARIE SUZANNE	36	ELUE
EKWE HENRIETTE	477	ELUE
EKANE ANICET	463	ELU
EYIKE ROGER	174	NON ELU
NJASSEP MATTHIEU	44	ELU
EBELE TOBO	380	ELU
BATOUM FREDERIC	469	ELU
MAKEK MAURICE	219	NON ELU
BALENG JEAN CALVIN	327	ELU
MAKEMBE NTOLO ADOLPHE	395	ELU
GWOS JEAN BAPTISTE	284	ELU
KALA LOBE MARIA	343	ELUE
ABANDA PIERRE	405	ELU
EBANDA SONGUE	278	ELU
MAHOP FRANCOIS	177	NON ELU
NJIDJOU	125	NON ELU
NDOM PATIENCE	312	ELU
TAM PIERRE ETIENNE	68	NON ELU
MOUEN GASPARD	403	ELU
BAHOUEYA THEODORE	337	ELU
NDJO SEKE	357	ELU
NDJO LOTH	233	NON ELU
BIKAI THOMAS	259	NON ELU
KUISSU SIMEON	480	ELU
	(*applaudissements*)	
MAK KIT	424	ELU
MWALAL ISIDORE	31	ELU

LANGO ISAAC	94	NON ELU
DEL NOUMBA RENE	189	NON ELU
TEDI CATHERINE	221	NONELUE
NGANDO PIO	324	ELU
KUIPOU	164	NON ELU
MPONDO MARGUERITE	257	NON ELU
FOPOUSSI JACQUES KAMEROUN	390	ELU
ABBO ABEYECK	352	ELU
NZIE EUGENIE	198	NONELUE
NDOME MAPOUBE	202	NONELUE
YOUMBI MOISE	302	ELU
UM UM RUBEN	246	NON ELU
MPABE TOTO	191	NON ELU
MBARGA ZAMBO	348	ELU
MENDOMO ELIZABETH	409	ELUE
LOUKA BASILE	448	ELU
(sifflements)		
MANANG MICHEL	411	ELU
SECKE PATIENCE	277	ELU
(sifflements et applaudissement)		
ATEBA YENE	477	ELU
(des you you...)		
ABE ONANA	281	ELU
FOTCHOU ANDRE	368	ELU
MBANGA PAUL	323	ELU
MANDJACK ALBERT	268	ELU
NZIE ROSE	381	ELUE
ATEGA EYINGA	367	ELU
FOTCHOU ELISE	384	ELUE
TCHINDJI KOULEU	356	ELU
NGUFFO LOUIS	338	ELU
NGNIEPI GUILAUME	300	ELU
NGONDA NOUGA CHARLES	192	NON ELU
MOUIND JACQUES	351	ELU
BOUM JEAN-PIERRE	357	ELU
DOUFFISSA ALBERT	394	ELU
NDEBI JEAN BAPTISTE	216	NON ELU
EPEE EMMANUEL	299	ELU

PHILOMBE RENE	435	ELU
	(*applaudissements*)	
NZALI SADRACK	223	NON ELU
KUETE ROLLAND	173	NON ELU
NGUEFANG AMBROISE	322	ELU
FEU.... APOLINAIRE	167	NON ELU
NZONDA BENOIT	176	NON ELU
TANKOU MICHEL	240	NON ELU
TCHOUBETCHE MAURICE	147	NON ELU
DJOGNIE THOMAS	20	NON ELU
YOUMBI JACOB	142	NON ELU
SIKANTI PASCAL	144	NON ELU
KAMNANG KOSEPH	147	NON ELU
SIME MARCEL	298	ELU
MINDJA HILAIRE	248	NON ELU
NENKO SYLVAIN	257	NON ELU
OYONO ENGUELE	360	ELU
MBEYE EMILIENNE	242	NONELUE
NLEND ROBERT	202	NON ELU
BOGNEM PRISCA	392	ELUE
KAMSI INNOCENT	438	ELU
	(*applaudissements*)	
MOUKOKO PRISO	464	ELU
	(*applaudissements*)	
EPANYA AUGUSTA	446	ELUE
	(*applaudissements*)	
AWOUMOU JEAN ARTHUR	192	NON ELU
KAMGAING MATHIAS	215	NON ELU
MODI ADAMOU	25	NON ELU
MAHAMAT ABANI	124	NON ELU
NOUBISSIE ABOUBAKAR	319	ELU
MAKOLE FREDERIC	20	NON ELU
BIKOKO	15	NON ELU
TAKOUNGANG	247	NON ELU
NGANGNA	277	ELU
TEGUIA JEAN-PIERRE	80	NON ELU
ZANG	111	NON ELU
TAGNY LUC	121	NON ELU

MASSIN RAPHAEL	143	NON ELU
SONGO CHARLIE	92	NON ELU
MPONDO PATIENCE	81	NON ELU
GARGA SILAS	75	NON ELU
KEMEGENE ANDRE	26	NON ELU
SALI	176	NON ELU
TAKA BENOIT	74	NON ELU
BAYOMOG DIEUDONNE	41	NON ELU
NGA JACQUES	6	NON ELU
NGOS JACQUES	61	NON ELU
TONYE PADA	60	NON ELU
NSO EMMANUEL	132	NON ELU
TAKOUKAM DAVID	56	NON ELU
LEA MONOBLOC	37	NON ELU
DJONIE THOMAS	11	NON ELU
KEUKAM DAVID	5	NON ELU
NENDJO	25	NON ELU
TUTCHAMO	39	NON ELU
LENMOGNE FRANCOIS	24	NON ELU
EYINGA	77	NON ELU

Le Comité Directeur élu est prié de se retrouver immédiatement en réunion chez le camarade NKWETCHE afin d'élire immédiatement le bureau.

Barnabé Massongo

Animation……

On chante:

UPC, UPC, ayééé nous sommes des upécistes etc….

Dans l'UPC nous voulons un président avec son
secrétaire….commandant de Yaoundé…
Dans l'UPC nous voulons un président avec son secrétaire…
commandant de Douala…
que voulez-vous???

DICKA, DICKA AAA, DICKA du château ooo, notre congrès
unitaire a eu lieu à Bafoussam, comme prévu.
comme prévu, zoua, zoua, zoua!!

DICKA, DICKA AAA, DICKA du château ooo, notre congrès unitaire a eu lieu à Bafoussam comme prévu, comme prévu, va te pendre!

TCHOUMBA AAA, TCHOUMBA AAA, TCHOUMBA du château, notre congrès unitaire a eu lieu à Bafoussam comme prévu comme prévu, va te pendre, va te pendre!

KODOCK, KODOCK OOOK, KODOCK du château, notre congrès unitaire a eu lieu à Bafoussam, comme prévu, comme prévu, va te pendre, va te pendre

MAYI iii, MAYI iiiiii, MAYI du château, notre congrès unitaire a eu lieu à Bafoussam comme prévu, comme prévu, va te pendre.

Suivent des champs très enthousiastes et très joyeux en langue bassa....

Où est le camarade ABANDA du présidium?

Présidium (LOUKA BASILE)

Président du parti, président du Comité Directeur: NDOH MICHEL [32]

APPLAUDISSEMENTS++++
Peut-être le camarade devrait-il se présenter devant le congrès.
Applaudissements encore...

Le comité directeur a élu trois vice- présidents:

1er Vice président

ATEBA YENE (appl…)[32]

2e Vice président

KAMSI INNOCENT(applau…)[32]

qui est malheureusement souffrant.

Le camarade ATEBA YENE est lui malheureusement en deuil.

3e Vice- président

RENE PHILOMBE(applau…)[32]

Secrétaire général

KUISSU SIMEON (applau +++)

Secrétaire national à la mobilisation et à l'organisation

NDEMA ALEXIS

Secrétaire aux cultures nationales

ATEBA EYINGA JOSEPH

Secrétaire national à la formation

LOUKA BASILE

Secrétaire national à la presse et à la propagande

EKANE ANICET

Secrétaire national aux syndicats et au travail du parti dans les entreprises

MASSONGO BERNABE

Secrétaire national à la mobilisation féminine

BAGNOGLOG Téclaire

Secrétaire national à la jeunesse

EKAMBI DIBONGUE DAVID

Secrétaire nationale aux relations internationales et panafricaines

EKWE HENRIETTE

Secrétaire national aux finances et trésorier général du parti

ABANDA MPAMA PIERRE (alias monsieur « adopté! »)

[32] Mort entre temps.

MAK KIT SAMUEL

Le camarade continue pour le reste du bureau politique.

Présidium (ABANDA)

Reste du bureau politique, le bureau politique ayant 31 membres:

DOUFFISSA
LEUMI BENJAMIN
ELIZABETH MENDOMO
FOTSO DJEMO
ANDRE FOTCHOU
ISAAC EBANDA SONGUE
PAUL MBANGA
DANIEL YAGNE
SIMO ROBERT
ROSE NZIE
JEAN-PIERRE BOUM
NDJASSEP MATTHIEU
LOUIS TISSOT NGUIFFO
FREDERIC KUNDE RICHARD BATUM
ANDRE MOUNE
et enfin le benjamin PATIENT NDOM

Presque le directeur du Comité Directeur de l'UPC. Presque parce qu'il y a quelques absents. Vous applaudissez et vous faites des you you très forts.
Effectivement il y a des you you ....puis des chants en langue bassa.

TACHE (OU MESSAGE? CE N'EST PAS CLAIR) DES FEMMES DU CONGRES UNITAIRE DE BAFOUSSAM

Une voix de femme, mais le nom n'est pas annoncé

Les femmes upécistes se félicitent du CC des assises du congrès unitaire de Bafoussam en dépit des intimidations du pouvoir RDPC. C'est la preuve que notre parti est réellement un parti de combat. Du succès de ces assises et la participation quoiqu'encore insuffisante des femmes atteste leur volonté à prendre pleinement part à la consolidation de l'UPC, un parti

qui, nous le souhaitons, devrait pleinement jouer son rôle d'instrument privilégié de l'émancipation de la femme camerounaise. Nous félicitons tout particulièrement les mères qui ont pris part aux travaux dans des conditions particulièrement difficiles avec leur bébé. Les congressistes femmes saisissent cette occasion pour rappeler que la femme camerounaise est encore soumise à un, une double pression de la société malgré sa participation à la douloureuse épopée de la libération nationale. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous recommandons que la nouvelle direction du parti avec le soutien de toutes les femmes s'attelle à faciliter aux militantes les conditions de travail afin qu'elles puissent accéder à des responsabilités réellement méritées plutôt que des promotions de complaisance. A cet effet les congressistes femmes rappellent à l'ensemble des militantes upécistes qu'il leur incombe de s'imposer dans notre parti par leur travail, leur efficacité et leur dévouement. Les congressistes femmes souhaitent plein succès à la nouvelle direction et l'assurent de leur soutien dans les batailles futures. VIVE l'UPC! Applaudissements +++

Le présidium (Abanda). Merci camarade.

Après une coupure brusque apparaît la voix d'un homme qui lit le texte suivant:

MESSAGE DE LA JEUNESSE?

Aux congressistes réunis à Bafoussam à l'occasion du congrès unitaire de Bafoussam du 19 au 22 décembre 1991.

Au moment où vont bientôt prendre fin les travaux du congrès unitaire de l'UPC, la jeunesse upéciste tient à remercier tout ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de son succès. Historique à plus d'un titre, réuni dans des conditions tout à fait exceptionnelles comme les précédents, ce congrès a brillé dans sa réussite par l'esprit de sacrifice des uns et des

autres et la franchise dans les débats malgré de nombreux obstacles posés par le gouvernement et les détracteurs de l'unité. Il a été très édifiant dans le sens de l'enseignement pour notre jeunesse. La jeunesse upéciste tient à féliciter l'esprit opiniâtre de nos dirigeants et de nos vaillants militants qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour que ce congrès se tienne contre vents et marées et que ses travaux se déroulent dans une ambiance de fraternité, d'honnêteté et de tolérance. Toutefois nous exhortons la nouvelle direction à être plus que par le passé dans les batailles qui interpellent aujourd'hui les patriotes camerounais pour qu'enfin existent dans ce pays les libertés tant individuelles que collectives et bien entendu pour que démarre enfin l'élévation du standard de vie des camerounais. Ces interpellations vont également à notre propre endroit. En effet, les jeunes upécistes doivent avant tout s'occuper de servir le parti et la cause du peuple et pour cela en tournant le dos à toute forme d'opportunisme et de déviation, en particulier la course aux postes. Ils doivent savoir éviter la manipulation et la précipitation.

Le congrès unitaire de Bafoussam a été un espoir pour la jeunesse. Notre souhait est que l'esprit d'équipe continue d'animer les membres de la nouvelle direction. Notre vœu profond est que cette dernière assure notre encadrement efficace pour plus de bras solides et de têtes avisées au service de l'UPC afin que nous sortions vainqueur des combats que nous livrent les forces néo colonialistes et réactionnaires camerounaises.
VIVE LE CONGRES UNITAIRE DE BAFOUSSAM !
VIVE LA JEUNESSE UPECISTE !
VIVE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN !

Fait à Bafoussam le 22 décembre 1991
Applaudissements....

Le présidium (ABANDA)
Le congrès unitaire de Bafoussam salue le peuple de cette ville qui malgré les intimidations a tenu à apporter un soutien chaleureux aux upécistes. Le congrès regrette qu'il soit impossible aujourd'hui d'organiser une manifestation, une marche pour manifester solennellement la joie des upécistes à la population de Bafoussam, la ville de notre vénérable camarade Ernest Ouandié. Que les braves camarades de la province de l'Ouest trouvent dans cette résolution du congrès toute la gratitude fraternelle de la famille upéciste, la vraie UPC de combat au service de notre peuple pour un Cameroun libre et prospère.
Le congrès a eu lieu, il a bien eu lieu. Nous avons gagné la bataille, une de plus.

VIVE LA VILLE DE BAFOUSSAM !
VIVE L'UPC !
NOUS VAINCRONS !

... Et à la propagande du comité directeur de l'UPC va lire un hommage aux martyrs délivrés par le camarade président de l'UPC, camarade Michel NDOH.

Ekane Anicet

Hommage solennel spécial aux héros nationaux et martyrs.

Le congrès unitaire de l'Union des Populations du Cameroun s'est tenu comme prévu du 19 au 22 décembre 1991 à Bafoussam. Premier congrès de l'UPC à se tenir ouvertement après celui de 1952, qui avait élu à la tête du mouvement nos quatre grands dirigeants RUBEN UM NYOBE, FELIX ROLLAND MOUMIE, ERNEST OUANDIE, et KINGUE ABEL, le congrès a constaté la hargne toute spéciale avec laquelle les colonialistes et leurs complices camerounais ont assassiné nos chefs. Il a noté avec une profonde fierté le fait que nos héros ont chaque fois choisi la voie de l'honneur et de la fidélité jusqu'à la limite, à savoir le sacrifice de leur vie, en refusant la voie de la compromission et de la trahison du peuple et du pays. IL a également noté avec surprise et indignation la regrettable mesure législative pour laquelle le pouvoir déclare ré habiliter nos héros RUBEN UM NYOBE FELIX ROLAND MOUMIE ET ERNEST OUANDIE EN MËME TEMPS QUE AHHIDJO! Ahmadou Ahidjo la main armée du néo colonialisme français.

Le congrès avec enthousiasme rend par conséquent un solennel hommage au grand Mpodol Ruben UM NYOBE, à l'intrépide camarade Dr Félix Rolland MOUMIE, à l'intraitable camarade Emile Ernest OUANDIE, au propagandiste hors pair le camarade KINGUE Abel et indique à tous les membres du parti et spécialement aux jeunes upécistes l'incomparable exemple de ces quatre grands héros nationaux entrés à jamais dans le Gotha de l'histoire du pays.

Le congrès associe à cet hommage solennel tous nos martyrs de la grande cause patriotique spécialement le camarade OSSENDE AFANA ainsi que les milliers de femmes et hommes moins connus dont la liste aussi complète que le permettront les matériaux tirés d'enquête minutieuse devra établir par les spécialistes camerounais crédibles de l'histoire de notre pays.
Gloire à jamais à toutes les femmes et à tous les hommes tombés au champ d'honneur pour que notre pays soit libre.
Nous hommes et femmes upécistes, réunis au congrès unitaire à Bafoussam du 19 au 22 décembre 1991 sommes conscients d'exprimer le sentiment profond de tous les upécistes et même de larges couches de patriotes et démocrates véritables hors de l'UPC en proclamant hautement notre inébranlable détermination à nous inspirer constamment dans notre action de l'exemple de RUBEN UM NYOBE FELIX ROLLAND MOUMIE ERNEST OUANDIE ABEL KINGUE ET OSSENDE AFANA.

Fait à Bafoussam, le 22 décembre 1991 par le congrès unitaire de l'UPC.

Le présidium (Abanda)
Le congrès unitaire de l'UPC réuni du 19 au 22 décembre 1991 à Bafoussam recommande au CD élu de mettre rapidement sur

pied la commission de contrôle financier du parti prévue par les statuts.

Fait à Bafoussam le 22 décembre 1991.

Est-ce que cette résolution convient au congrès?

Alors je vais relire pour l'ensemble des congressistes.

Coupure puis une voix différente de celle du présidium parle:

Vous permettrez comme on venait de le dire tout à l'heure j'ai été très ému et quelque chose me disait que ce congrès allait très bien réussir. Suis pas un grand poète, mais j'ai pu faire, je vais le lire: U comme UPC. V comme victoire. Promoteur de l'indépendance du Cameroun, toi qui crois fermement au panafricanisme. Oh! Parti inaliénable demeure UN. Quel malaise s'est donc cru capable d'anéantir des décennies de sacrifices et des martyrs? Quels farceurs ont donc cru sans aucun réalisme pouvoir distraire sans fin un peuple entier? NON personne ne pourra nous faire oublier quelles que soient les divergences de nos tendances qu'il est temps de reconquérir l'indépendance. Or l'union de toute la population a constitué notre force dans le passé. Cette union qui est la seule solution, et tous nos grands précepteurs le savent assez. Mais tes ennemis ont su nous ranger dans deux camps. L'un majoritaire de parvenus et traîtres exploitant le Cameroun qu'ils prennent pour leur champ, l'autre camp renferme une poignée d'intègres, nous qui n'avons pour seul model que nos héros. Lesquels pour le Cameroun ont oeuvré sans repos ? On éduque la population UPC depuis l'extrême Nord jusqu'au Sud, de l'Ouest à l'Est, qu'elle sache qu'il n'existe qu'un noble geste: mourir pour son pays au lieu de le piller ou livrer aux mains des voleurs pour le pillage. Une chose est sûre, tu vaincras UPC! Car j'ai pu

réaliser depuis mon bas âge que nul ne peut empêcher le soleil de briller. Merci. Applaudissements.

Michel NDOH

Camarades congressistes,
Au nom de la nouvelle direction du Parti que vous venez de mettre sur pied, je tiens à vous adresser tous nos remerciements qui sont non seulement les remerciements du Comité Directeur que vous venez d'élire mais nous en sommes sûrs, les remerciements de tous les upécistes qui savent que vous êtes ici réunis pour notre grande cause et je dirais même au nom des larges masses camerounaises qui dépassent largement le cercle des upécistes. Le pouvoir a voulu nous créer toutes sortes de misères pour que nous ne réalisions pas notre projet. Mais grâce à votre détermination, grâce à cet esprit d'abnégation et de sacrifice qui a toujours caractérisé les upécistes, vous avez su tenir tête à la volonté du pouvoir et voilà que en pleine campagne, contrairement à nos projets primitifs nous avons pu passer ici quatre jours et quatre nuits au point que maintenant nous sommes en train de terminer nos travaux. C'est une grande victoire du peuple camerounais upécistes sur les forces du mal. (*applaudissements*)

Ce message qui est celui de remerciement est également un message d'espoir. Vous qui avez eu le privilège d'assister à ce congrès que nous sommes absolument certains sera considéré dans l'histoire de l'UPC et du Cameroun comme un... Vous ne devez pas vous satisfaire seulement de ce plaisir d'avoir été le spectateur et les acteurs d'un grand événement, mais devez vous sentir tous investis d'une grande mission la mission d'aller transmettre dans vos foyers, dans vos quartiers de ville, dans vos villages les plus lointains le message d'espoir car dans ce pays c'est l'UPC qui incarne l'espoir et c'est cet espoir que vous

avez accepté de venir réaffirmer ici en tenant ce congrès encore une fois qui s'est déroulé dans des conditions difficiles. Considérez-vous donc comme les messagers, grands messagers de ce grand espoir et c'est sur la base de cet espoir que nous devons préparer les grands combats futurs.

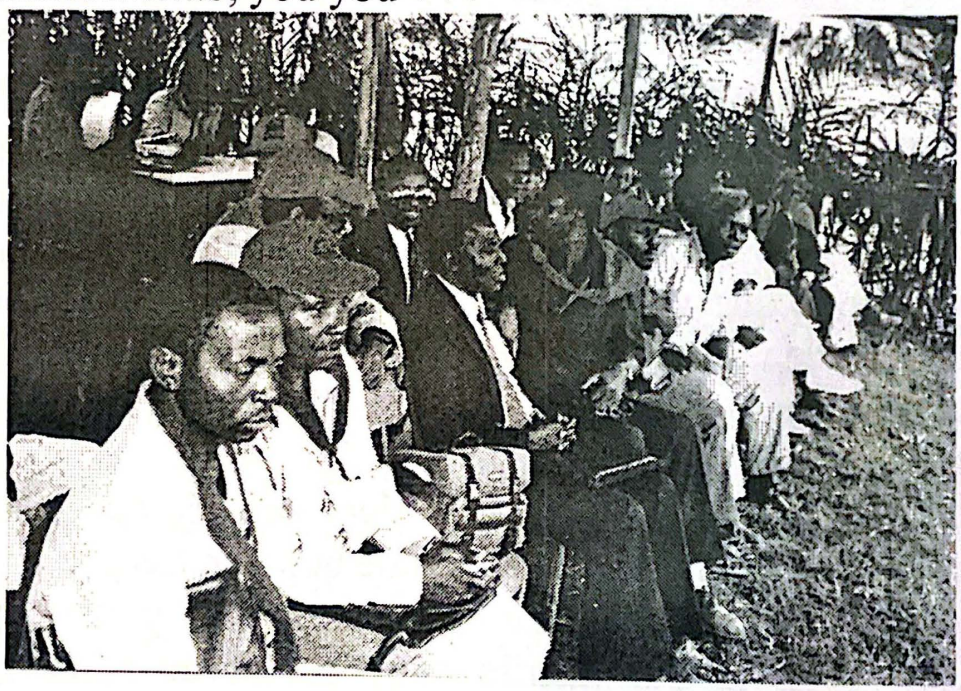
Porteurs d'un message d'espoir, fort de ce grand esprit de lutte, de sacrifice, qui a toujours caractérisé les upécistes, je crois qu'il n'est pas besoin de vous rappeler que pour les combattants que vous êtes, fort d'ailleurs de l'expérience de plusieurs décennies de lutte de notre parti, le fait même que nous existions après tant d'épreuves est une grande manifestation de notre force, et je crois que cela suffit pour que vous évitiez tout ce qui peut paraître comme un esprit d'aventure face à l'ennemi qui vous guette à tout pas. Je vous recommande donc partout, en même temps que vous allez faire preuve de courage et de détermination de ne jamais oublier que le vrai courage, la vraie détermination consacrée pour la défense d'une bonne cause doit à tout moment s'accompagner d'un haut esprit de responsabilité. Nous avons été très fiers de voir que dans la composition de ce congrès il y avait une bonne masse de jeunes et c'est l'existence de cette jeunesse au sein du parti le plus vieux dans ce pays qui justifie notre espoir de penser que malgré les difficultés nous arracherons aux forces du mal la victoire qu'ils nous ont toujours refusée. Nous les écraserons! Nous sommes sûrs que nous gouvernerons ce pays. *Applaudissements* +++++

Alors quand on a une telle perspective je crois que ce n'est pas faire preuve de faiblesse que de se montrer responsable. Mais se montrer responsable ça signifie tout simplement que nous voulons nous montrer être des gens qui savent où ils vont et qui savent éviter des provocations des gens dépassés par l'esprit de détermination des forces combattantes upécistes.

Allez donc partout dans vos foyers fort de ce triple message et encore une fois, camarades congressistes armés de toutes les nouvelles énergies que ne manquera pas d'inspirer en nous ce grand congrès, préparons-nous pour de grands combats en vue de nouvelles grandes victoires.

VIVE L'UPC, âme immortelle du peuple camerounais !

Applaudissements, you you +++



Listes des annexes

1- « Ce que rassembler les upécistes veut dire »
2- Le comité directeur élu au 2e congrès de l'UPC en 1952
3- Le secrétariat du comité central (c'est-à-dire les premiers dirigeants) de l'UPC MANIDEM au moment du retour d'exil en 1991
4- Les dirigeants de l'UPC MANIDEM à l'intérieur du pays pendant la période de clandestinité.
5- Le comité directeur provisoire (liste déposée par Dicka Akwa)
6- La lettre de WOUNGLY MASSAGA à Paul BIYA en octobre 1990
7- La lettre de démission de Woungly Massaga.
8- La déclaration du Comité central de l'UPC après la démission de Massaga
9- Articles de presse à propos de la démission de Massaga.
10- Le CNP élu à la conférence de réconciliation des upécistes en septembre 1991
11- La déclaration de Ntumazah à son retour au Cameroun le 05 décembre 1991
12- Le Bureau du Comité Directeur élu à Bamoungoum
13- L'appel de Siméon KUISSU en janvier 1992 en faveur d'un congrès extraordinaire
14- La démission de S. KUISSU de la direction de l'UPC en avril 1992
15- La réponse de la direction de l'UPC à la démission de son secrétaire général.

Annexe 1

Ce que rassembler les upécistes veut dire

(Note à la commission de révision du programme du parti et contribution au débat interne au parti sur la question de l'unité. Texte à ne pas diffuser en dehors du parti).

La 8e session du CC a adopté une importante résolution sur le rassemblement de tous ceux qui se réclament de l'UPC. Le BP a commencé la mise en application de cette résolution. Au cours de ce travail, l'importance historique et les implications étendues de cette résolution sont apparues de plus en plus nettement. Tous les upécistes révolutionnaires, cadres et dirigeants du parti doivent bien mesurer la signification de cette résolution. On s'aperçoit alors qu'elle va très loin. Mais nous ne devons pas avoir peur de pousser jusqu'au bout la logique engagée par la 8e session en adoptant cette résolution. En politique les demi-mesures ne paient pas; elles exposent au risque de perdre de tous cotés en voulant gagner dans tous les cas de figure. C'est pourquoi il est important qu'au delà de la résolution du CC un débat profond permette à chacun de saisir le problème et à tous de s'accorder sur la façon de mettre en application la résolution CC.

I- pourquoi faut-il rassembler tous les upecistes ?

1- Parce que l'adversaire joue de nos "divisions" réelles ou inventées pour tenter de nous affaiblir et de nous marginaliser dans le processus d'ouverture politique imminent. Nous gagnerions à leur supprimer cette possibilité de nous nuire.
Nous devons empêcher les éléments opportunistes et démagogues quand ils ne sont pas tout simplement des agents de l'ennemi de s'approprier l'héritage de UM.

2-Parce qu'il y va de la survie du mouvement révolutionnaire kamerunais. Longtemps seul représentant de l'opposition, il n'est plus aujourd'hui qu'une composante de celle-ci, mais il doit en rester le moteur et y occuper une place centrale. Pour cela il a besoin de se renforcer.

3-Parce que l'unité de l'opposition est la clé du changement démocratique pour lequel nous luttons depuis des décennies, et une des conditions pour pouvoir faire autre chose que gérer la crise si nous parvenons au pouvoir. Nous ne pourrons pas faire face au défi de la démocratisation de la société et du développement économique si nous parvenons au pouvoir sans un large consensus national sur les objectifs immédiats à poursuivre, ou pire encore si nous nous mettons à dos une ou des composantes influentes de l'opinion. L'expérience bulgare récente donne à réfléchir de ce point de vue. En effet en Bulgarie les communistes après la rénovation de leur parti ont gagné les élections. Ils ont la Présidence de la République et le gouvernement. Mais ils n'arrivent pas à gouverner parce que la bourgeoisie, qui ne se gêne pas pour utiliser des moyens anti-démocratiques tout en chantant démocratie à longueur de journée, leur met les bâtons dans les roues.

Quelle crédibilité aurait l'UPC si elle recherchait l'unité de l'opposition sans se préoccuper de cette unité dans ses propres rangs? Les plus indulgents à notre égard considèreraient cela comme une faute politique d'autres nous traiteraient, non sans raison, de démagogues.

4-Parce que la recherche de l'unité est conforme à la stratégie de notre parti depuis sa fondation et correspond à l'intérêt national. Il ne faut pas que, sous prétexte de maintenir une ligne révolutionnaire nous perdions de vue l'intérêt de notre pays qui est en fait l'intérêt bien compris de notre parti. etre

révolutionnaire ce n'est pas s'accrocher dogmatiquement a des principes élaborés une fois pour toute et considérés comme définitivement vrais. Etre révolutionnaire c'est être capable de définir a chaque étape de l'évolution de la société une politique qui correspond aux intérêts des travailleurs et en même temps a ceux de la nation.

11- est-il possible de rassembler les upecistes ?

Oui, toutes les conditions sont réunies pour cela.

5-La répression recule. Le retour d'exil approche. Beaucoup de prisonniers politiques ont été libérés.

La répression a été la cause principale du démembrement de L'UPC non seulement parce qu'elle a provoqué l'éparpillement géographique de ses membres cadres et dirigeants, mais aussi parce qu'elle est indirectement à l'origine des défections considérées comme opportunistes ou motivées par des positions de classe. La terreur policière avait entraîné l'autocensure des sentiments patriotiques qui se réveillent aujourd'hui au fur et à mesure que la peur régresse. Ceux qui avaient rejoint le régime sur des bases opportunistes ne trouvent plus toujours le confort et les jouissances escomptés et sentant le vent tourner, ils seront de plus en plus tentés de nous revenir, et nous aurions tort de penser que leurs sentiments nationalistes sont toujours feints. Avons-nous le droit de les repousser ?
En ce qui concerne la dispersion des dirigeants, nous sommes bien placés pour savoir que l'éloignement, en compliquant les contacts et le débat interne, révèle ou accentue les divergences de vue entre camarades.

6-Le débat idéologique, cause d'affrontement entre upécistes ne se pose plus aujourd'hui dans les mêmes termes qu'il y a 30 ans.

Les querelles sino-soviétiques qui ont miné l'UPC dans les années 60 feraient plutôt sourire aujourd'hui. L'évolution de la Chine vers une politique plus "réaliste" après la mort de MAO, puis la réconciliation sino-soviétique avaient déjà rendu encore plus absurdes les alignements sur l'un ou l'autre de ce qui étaient les deux pôles du mouvement communiste international.

La perestroïka avec Michaël Gorbatchev, En liquidant la conception dogmatique et autoritaire du socialisme, a rendu aux organisations révolutionnaires du monde leur autonomie de conception et d'action dont nous dénoncions la confiscation depuis des décennies. Tout en soulignant la nécessité de maintenir la solidarité internationaliste que la perestroïka semble négliger alors que l'impérialisme n'est pas décidé à laisser aux peuples du tiers monde la maîtrise de leur destin, l'UPC doit, plus que par le passé, trouver au sein du peuple kamerunais les ressources nécessaires à notre lutte.

Ternie par les pratiques criminelles des promoteurs de cette Conception erronée du socialisme, l'idéologie marxiste connait un mouvement de recul dans le monde, sous la pression formidable de la bourgeoisie impérialiste bien décidée à pousser son avantage au maximum. Dans ces conditions l'attitude de sauvegarde des marxistes devrait être non pas de bomber le torse au risque de se faire trouer la peau, mais de reculer pour mieux sauter. C'est conforme à la pensée de l'UPC exprimée par exemple par Ernest OUANDIE quand il disait" l'UPC plie mais ne rompt point"

Nous devons donc absolument revenir à la position qui a

toujours été celle de l'UPC sur la question de l'idéologie et que UM a exprimée dans des termes que l'on peut résumer ainsi:

> 1-L'UPC refuse les étiquettes. Elle ne s'aligne pas sur la politique d'autrui, mais contracte ses relations en fonction des intérêts de notre lutte
>
> 2-L'UPC n'est pas un parti marxiste, mais elle admet dans ses rangs des gens qui le sont. Elle utilise dans ses analyses et son action des principes marxistes, et encourage ses adhérents à étudier cette doctrine sans en faire l'idéologie officielle du parti.
>
> 3-L'acceptation du marxisme n'est pas une condition requise pour adhérer à l'UPC.

L'erreur du troisième congres fut de faire du marxisme la doctrine officielle de l'UPC, et de son acceptation une condition nécessaire pour être membre du parti.

Si les membres non marxistes de 1 'UPC accusaient ceux qui le sont d'avoir tenté, au congrès de 1982, de s'approprier l'héritage de l'UPC qui doit logiquement appartenir à tous les upécistes, Ils n'auraient pas tout à fait tort. Tout s'est passé comme si les marxistes kamerunais avaient voulu résoudre, en préparant le troisième congrès de l'UPC, le problème de leur organisation. "Vider 1 'UPC de ses éléments opportunistes et construire le parti communiste kamerunais". Tout en se gaussant souvent de cette citation de Nicanor NJAWE, les upécistes regroupés autour de Woungly MASSAGA n'ont, en réalité, pas agi très différemment de cette conception. En jetant la suspicion sur ceux des upécistes qui ont voulu rester dans leur parti sans pour autant adopter le marxisme comme doctrine officielle de l'UPC, ils les ont contraint à n'avoir qu'à

choisir entre se soumettre ou se démettre. Nous devons avoir la modestie de reconnaitre cette erreur et surtout la volonté sincère de la réparer. C'est heureusement encore possible aujourd'hui grâce au patriotisme et à l'esprit de parti encore très vivace chez beaucoup d'upécistes, y compris ceux qui ont été mis à l'écart ou se sont mis à l'écart. Pour réparer cette erreur, il faut revenir a une UPC mouvement revolutionnaire de masse. Bien évidemment, ce retour reposera le problème de l'organisation des marxistes, qui était considéré implicitement comme résolu une fois pour toute en 1982. Mais l'histoire récente nous montre comment bien des conceptions et des constructions considérées comme très solides et immuables se sont effondrées comme un château de cartes. Elles n'étaient solides et immuables que parce que leurs architectes le disaient! Deux voies s'offrent aux marxistes upécistes pour résoudre ce problème. Soit ils restent et agissent dans l'UPC comme l'ont fait 1eurs aînés, les UM, MOUMIE et autres, sans imposer de manière administrative leur idéologie comme doctrine officielle du parti, mais en militant patiemment et méthodiquement pour la faire avancer, soit ils fondent une organisation indépendante ou autonome. Mais ça, ce n'est plus le problème de l'UPC en tant que telle.

7- **Les querelles de personne**, les prétentions mégalomaniaques et les luttes d'influence qui ont miné le parti ne pourront plus provoquer les mêmes dégâts que par le passé. Et on rejoint encore une fois les conséquences de la répression, qui nous a contraint à la clandestinité. Or l'obscurité est le paradis des magouilleurs et des manœuvriers de tout acabit. Nous allons désormais vers un fonctionnement démocratique et de plus en plus transparent. La légalisation, en permettant le fonctionnement au grand jour du parti limitera beaucoup la marge de manœuvre des démons de l'ombre, et créera les conditions pour que les upécistes commencent enfin à découvrir petit à petit ce qui s'est passé dans leur parti depuis

1955. Il Y aura certainement beaucoup de surprises, car il se pourrait bien alors que les saboteurs et les criminels ne soient pas toujours ceux qu'on croyait.

Une telle évolution vers la clarté et la transparence ne pourra que favoriser le remembrement du parti sur des bases plus claires.

Les querelles de personne qui existent dans tout groupement humain, qu'il soit politique ou non, ont pris des proportions dramatiques dans l 'UPC en raison au moins partiellement de la clandestinité. Elles auront toujours lieu et c'est normal. L'ambition est aussi une chose normale et même facteur de dynamisme dans un contexte transparent. Ce qui est totalement inadmissible parce qu'elle conduit au subjectivisme qui émousse le sens des réalités et l'esprit de corps, c'est la lutte d'influence..

III- Qui faut-il rassembler ?

8- D'abord ceux qu'il ne faut pas rassemb1er, du moins pas dans l'UPC.

1) Ceux qui ne sont pas upécistes et qui ne l'ont jamais été. Cela va sans dire, mais ça va mieux en le disant.
En effet il y a un certain nombre d'opposants et même des hommes du régime actuel qui cultivent une certaine ambigüité quant à leur appartenance à l'UPC. On a dit de BIYA et d'EYENGA Abel, de NGANGO et de MONGO BETI, pour n'en citer que quelques uns qu'ils étaient upécistes. Le dernier l'a démenti, les autres pas. Ils se réservent la possibilité, en fonction de l'image de marque bonne ou mauvaise de l'UPC, de s'en désolidariser ou de s'en rapprocher au moment où ça les arrange le mieux. Ne nous trompons pas de militants.

2) Ceux qui étaient upécistes mais qui sont maintenant membres, et parfois dirigeants d'une autre organisation. Il leur faudra démissionner clairement de leur organisation actuelle s'ils veulent redevenir upécistes.

Cas particulier des upécistes qui sont membres du RDPC: les anciens upécistes militants de base du RDPC qui démissionnent de ce parti devraient retrouver leur place dans le parti s'ils le demandent. Pour les upécistes devenus dirigeants du RDPC, il sera difficile de croire en la sincérité de leur volonté de retour à l'UPC. Mais la question reste en débat...

3)Ceux qui étaient upécistes, mais dont la trahison est si criminelle qu'ils ne sont plus fréquentables.

9- Vers qui faut-il aller ?

1) Vers les upécistes du courant du MANIDEM.
Ils représenteront la colonne vertébrale du parti rénové. C'est d'eux que dépend le succès ou l'échec de la politique de réunification du parti. C'est pourquoi il est important qu'ils mesurent à la fois les enjeux historiques de cette politique et le poids des responsabilités qui pèsent sur eux. C'est pourquoi aussi nous devons non seulement intégrer tous les activistes au parti mais aussi aller vers tous les upécistes et activistes de la génération des années 70 en rupture de banc ou en sommeil, pour faire renaître la confiance dans le parti chez eux et les réintégrer à la lutte organisée. Cette démarche implique à terme la dissolution du MANIDEM /Mouvement révolutionnaire lié à l'UPC et comme c'est la seule des trois composantes théoriques du MANIDEM qui a une existence réelle, sa dissolution signifiera celle du MANIDEM tout court. D'autres

raisons motivant cet aboutissement seront abordées plus loin dans ce texte.

2)- Ceux qui, tout en se réclamant toujours de l'UPC, ne font pas partie du courant du MANIDEM,
-qu'ils soient organisés en fraction avec un chef
-ou qu'ils soient militants isolés.
Cette démarche ne doit pas poser comme préalable de débattre d'abord des raisons qui ont motivé la mise à l'écart ou le retrait volontaire de tel ou tel mais chercher plutôt à organiser les camarades pour renforcer le parti. Quelles que soient les querelles qui ont pu opposer les uns et les autres par le passé, il faut les mettre au second plan pour le moment. De toute façon elles ne peuvent pas être résolues dans les conditions d'opacité actuelles. En réalité c'est la base militante et même en fait tout notre peuple qui demandera des comptes aux uns et aux autres le moment venu. Il n'est pas certain qu'à ce moment là les coupables soient, ou soient seulement, ceux qu'on a l'habitude de pointer du doigt.

3)-Enfin aller vers les milliers, les centaines de milliers de recrues que nous allons conquérir, surtout à la faveur de la légalisation. Si les upécistes activistes font bien leur travail militant à la base, ces recrues nous suivront et nous leur donnerons une formation révolutionnaire.

Ainsi l'UPC rénovée comportera a) des membres de la génération d'avant 1971 -marxistes et non marxistes- ,b)des membres issus du courant du MANIDEM -marxistes-, et c)les nouvelles recrues (largement majoritaires) -marxistes et non marxistes-

IV - A quelles conditions pouvons-nous réellement rassembler ?

10- Etre sincères dans notre volonté de rassemblement.

Rassembler les upécistes n'est pas une tactique ou une ruse des communistes (entendez des manidémistes) pour absorber les autres! C'est la démarche lucide et responsable de militants révolutionnaires qui ont compris que la transformation de l'UPC en un parti revolutionnaire de masse augmentera leur capacite d'intervention dans le jeu politique national.

S'engager dans un processus démocratique comporte le risque de perdre. Il faut bien le comprendre et l'admettre; c'est ce qui semble le plus difficile pour beaucoup de camarades. Ce n'est ni en tremblant devant l'éventualité de perdre, ni en engageant des combats d'arrière garde contre le mouvement de la société que le mouvement révolutionnaire gagnera. C'est en engageant dès maintenant une offensive militante dynamique qu'il pourra accroître son influence et garder la maîtrise de l'évolution du parti. Quant aux cadres et dirigeants du parti qui craindraient pour leurs positions personnelles, ils doivent comprendre que seule leur activité dans un cadre démocratique et transparent les confirmera dans les positions auxquelles ils pourraient tenir, et que faire autrement les conduira inmanquablement à recourir à des pratiques irrégulières qui ailleurs ont fait le lit du stalinisme.

11- Il faut admettre sans équivoque, et le dire vite, que sur le plan stratégique, la révolution socialiste conçue comme un bouleversement radical de la société n'est pas à l'ordre du jour

à l'étape actuelle. Nous allons vers une révolution démocratique anti impérialiste.

Dans un régime réellement démocratique les militants révolutionnaires auront un atout: aguerris pendant la lutte clandestine contre l'obscurantisme, ils bénéficieront d'une expérience politique et organisationnelle que seule la puissance financière et médiatique de la bourgeoisie et de l'impérialisme pourront contrebalancer. A moins que nous ne fassions preuve d'une impardonnable incapacité d'adaptation! Ils pourront alors, par leur action politique, par l'exemplarité de leur comportement, tirer l'ensemble de la société vers des orientations progressistes, et bien plus tard engager le pays dans la voie de la transition au socialisme, démocratiquement.

Cette orientation stratégique entraine automatiquement les trois déductions suivantes, idéologique, organisationnelle et programmatique (points 12, 13, 14).

12-Admettre sans équivoque, et le dire vite, que l'UPC n'est pas un parti marxiste. C'était la position des fondateurs du parti. C'est aujourd'hui la condition pour rassembler tous les upécistes pour aller vers le puissant parti révolutionnaire de masse dont nous avons besoin.(voir point 6)

13-Admettre sans équivoque l'abandon de la forme d'organisation léniniste de combat pour adopter une forme d'organisation plus large, plus souple, plus décentralisée, plus démocratique, mais en conservant le centralisme démocratique qui concilie l'efficacité dans l'action et la démocratie dans le fonctionnement du parti. Bref, il faut construire un parti révolutionnaire de masse auquel on adhère non pas sur une base idéologique (socialisme) mais sur la base de l'acceptation des statuts et du programme.

14- Admettre sans équivoque, et vite, l'abandon du PGTS au profit d'un programme nationnal pour la democratie et le developpement.

Ce programme viserait

-à développer la démocratie dans tous les secteurs de la vie nationale (politique, culturel, syndical, etc..)

-Au niveau de l'état, à décentraliser l'administration et à accroître la participation du citoyen à la vie du pays à tous les niveaux.

-Au niveau économique, à définir d'abord notre conception du développemnt qui ne doit en aucune façon tendre à rattraper les pays développés dans leur course folle à la consommation, mais viser à satisfaire les besoins de nos populations, à permettre l'harmonie et le bien-être social.
Etc..

V- La politique de rassemblement des upecistes fait-elle courir des risques au parti ?

15- Nous ne devons pas avoir peur de nos détracteurs qui ne se priveront pas d'ironiser (démagogiquement) sur nos prétendus abandons idéologiques. Si nous restons fermes sur des positions dogmatiquement radicales qui nous conduiront tout droit à la marginalisation, ce n'est pas eux qui viendront nous aider à en sortir.

16- Plus sérieusement on peut craindre un raz de marée ou plus humblement une rentrée importante d'éléments opportunistes ou nationalistes réactionnaires dans le parti. Cette éventualité entrainerait au prochain congrès une dérive droitière du parti.

L'antidote à cette éventualité, il faut bien réinsister sur cet aspect, n'est pas de refuser la politique de rassemblement avec

les conséquences néfastes que ce refus comporterait, mais de renforcer le noyau revolutionnaire au sein du parti, ce qui suppose au moins les trois conditions suivantes:

17- Résoudre le prob1éme de direction qui freine actuellement les progrès du parti. C'est une question cruciale dont malheureusement un certain nombre de responsables du parti ne sont pas encore conscients, ou donnent l'impression de ruser avec. Quel but poursuivent ces derniers? Nous savons tous qu'il ne sert à rien de pagayer de toutes ses forces si celui qui est à la barre fait tourner la pirogue en rond.

Beaucoup d'upécistes de l'ancienne comme de la nouvelle génération se sont écartés du parti (quand ils n'ont pas été écartés) à cause de ces problèmes de direction. Comment peut -on raisonnablement espérer les faire revenir tant que ces problèmes demeurent intacts?

18-Dissoudre le MANIDEM et intégrer au parti tous les activistes qui l'acceptent.

Les statuts du MANIDEM fixent ainsi les conditions de dissolution: " La dissolution du MANIDEM ne peut être que le fait de la volonté démocratiquement exprimée des deux tiers au moins des activistes du MANIDEM".

Mais les statuts ne disent pas comment s'expriment cette majorité des deux tiers; les concepteurs du MANIDEM l'avaient si bien lié à l 'UPC qu'ils ne prévoyaient pas de forme organisée de débat général interne. Pas de congrès. Si plus des deux tiers des activistes sont des upécistes on peut simplifier le problème en considérant que si les upécistes décident de dissoudre le MANIDEM, il est dissout. Mais il vaut peut-être mieux respecter les formes et organiser un débat interne au

MANIDEM. Comment? Le CNR a écrit dans ce sens à tous les activistes il ya déjà deux mois. Pas de réactions. Alors voici une proposition: puisqu'il n'y a pas de congrès du MANIDEM possible, que dans chaque secteur les upécistes prennent l'initiative de réunir tous les activistes de leur secteur, en présence d'une délégation du CNR pour conclure le débat engagé par le CNR depuis deux mois sur le bilan et les perspectives du MANIDEM et prendre une décision sur sa dissolution. Les avis des différents secteurs seront ensuite portés au CNR qui prononcera la décision définitive.

Les activistes décideront ce qu'ils voudront, mais du point de vue de l'UPC, nous ne pouvons plus continuer à nous réclamer du MANIDEM. Il y a trois bonnes raisons à cela: a) le MANIDEM sera un excellent ghetto où les adversaires du "marxisme" dans et hors de l 'UPC pourrons nous enfermer facilement et nous écarter de l'héritage des UM. L'UPC, ça sera alors les autres, et nous, on nous appelera comme on le fait déjà d'ailleurs, le MANIDEM ou L'UPC-MANIDEM. C'est un piège que nous avons d'ailleurs contribué à fabriquer puisque nous tirions une certaine fierté dans le fait de bien marquer notre différence avec ce qu'on appelait les "saboteurs" (au fait est-ce bien certain que les saboteurs d'hier soient tous bien des saboteurs et les seuls saboteurs ?) en insistant sur le lien UPC/MANIDEM b)Si l'UPC redevient un parti révolutionnaire de masse comme elle est pratiquement obligée de le devenir, le MANIDEM avec sa base d'adhésion socialiste scientifique et son programme de transition au socialisme sera plus avancé que le parti. Quel est ce mouvement de masse plus avancé que le parti d'avant-garde? C'est une chimère! Et qu'on ne vienne pas prétendre qu'en devenant parti révolutionnaire de masse l'UPC cesse d'être l'avant-garde. La revendication démocratique et anti-impérialiste qui doit être celle de l 'UPC est d'avant garde dans les sociétés néocoloniales africaines d'aujourd'hui.

Poser des exigences marxistes au Kamerun à l'heure actuelle c'est tout simplement la fuite en avant. Car il faut bien s'entendre sur ce qu'on appelle une avant-garde. L'avant-garde ne peut se définir que par rapport à l'état d'avancement de la société considérée. Dans une société esclavagiste, revendiquer l'affranchissement des esclaves est d'avant-garde. Dans une société féodale la démocratie bourgeoise est d'avant-garde. Dans une société bourgeoise la révolution socialiste est d'avant-garde...

c) Enfin la troisième raison c'est que si nous continuons à maintenir le MANIDEM et son lien avec 1 'UPC cela reviendrait purement et simplement à saboter notre propre politique de rassemblement des upécistes, car il y a beaucoup d'upécistes qui ne se reconnaissent pas dans le MANIDEM et qui ne viendront donc pas dans cette UPC là.

19-Recruter et former de nouveaux militants dans une optique révolutionnaire. (Question déjà abordée au point 9).

V - Comment rassembler les upecistes ?

Il faut mener de front le travail d'organisation et celui de réflexion sur les nouvelles formes d'organisation, les nouveaux statuts, et le nouveau programme.

20- Sur le plan de l'organisation, le rassemblement des upécistes ne doit pas être un regroupement au sommet des tendances, mais une reconstruction commune et méthodique du parti de la base au sommet. L'UPC rénovée ne sera pas une confédération de tendances. Ce travail d'organisation a déjà commencé, et ses étapes devraient être les suivantes:

1) Réunir au sein des mêmes organismes de base les upécistes de toutes générations et toutes sensibilités, sans querelle de clocher.

2) Mettre sur pied dans chaque secteur une commission chargée de prendre contact avec les upécistes de différentes sensibilités. A l'intérieur cette commission, qui pourra être unique (nationale) ou multiple (une par département ou par province)

3) Mettre sur pied, et élire démocratique des responsables, des Comités de base puis progressivement des sections de ville, d'arrondissement, de département.

4) Dès la légalisation, conférence de réconciliation qui, entre autre, mettra sur pied un comité d'organisation du congrès. Celui-ci élira la direction, et adoptera les nouveaux statuts et programme dont l'élaboration a déjà commencé.

21- Qui dirigera l 'UPC d'ici le prochain congrès et mettra en oeuvre cette politique de rassemblement? Il est possible que certains upécistes posent cette question.

Le comité central de l'UPC assume déjà cette tâche. Il dispose des capacités pour le faire, pourvu qu'il résolve ses propres problèmes actuels de direction.
Si d'autres directions ou d'autres dirigeants se proposent de le faire, nous examinerons concrètement la question avec eux. En tout état de cause, les querelles de légitimité ne servent à rien actuellement, il vaut mieux hâter la tenue du prochain congrès qui devrait solutionner de manière satisfaisante ce problème.

Le ,parti révolutionnaire de masse que nous voulons construire nous permettra d'intervenir efficacement dans la vie politique nationale dans la période qui va s'ouvrir après la fin de la

dictature du parti unique. Mais pendant sa construction nous avons à assumer, avec le parti tel qu'il est à l'heure actuelle des tâches énormes pour mobiliser toujours plus nos populations en faveur du changement démocratique, et pousser le régime à sortir de son attentisme qui ne se prolonge que parce que l'opposition ne s'est pas encore saisie de l'initiative qui est en réalité dans son camp. Dans la toute proche période, nous devons reprendre et réactualiser les revendications posées par l'ADC en mai 90. La revendication d'une TABLE RONDE NATIONALE doit devenir de plus en plus forte. Pour qu'elle se tienne il faut que l'abolition des lois scélérates de 1962 et la proclamation d'une amnistie générale aient permis à tous les prisonniers politiques d'être libérés et aux exilés de rentrer. De cette table ronde devrait sortir un gouvernement transitoire d'Union Démocratique dont la mission principale sera d'organiser des élections pour assemblée constituante, et de prendre les premières mesures de sauvetage de l'économie.

Voilà présenté un tableau d'ensemble qui permettra à chaque camarade de se faire une idée de la trajectoire que nous voulons suivre. **11.10.90**

Siméon KUISSU
Secrétaire Général Adjoint de l'U. P. C.

Annexe 2

Le comité directeur de l'UPC élu lors de son 2e congrès en 1952
(Telle que publié par l'éphémère journal « **Le Mont Cameroun** » No hors série 001 du 14.02.1991)

MOUMIE Félix
KINGUE Abel
OUANDIE Ernest
UM NYOBE
KAMSI Innocent
NGOM Jacques
KAMEN Sakio
NGUENOM Denis
TCHOUENTE Elie
NDAME Jacques
EMANDJONG Louis
ZE David
NGOUMAWA Jacob
FAYEP Pierre
NGANTSE Lucie
CHEMBOU André
. ka Market
.CKA Martin
DOUMBE Jean
KAMZON Lucas
NKOUANDOU Jean
YAPP Emmanuel
DJONY Tientcheu
KOHN Joseph Emile
NYOBE André Claude
BESSALA Jean
TCHOUE Amos
SONGUE Samuel
MANGOUNG Luc
UM NYOBE Raphaël
BITJONG Télesphore
NTJAM François
MBILLA Marcus
MANDENGUE Jonathan
ENG Paul
BIKOY Eugène
BEA Charles Hopp
TOUK Théophile
NTEP Jean deschanel

Annexe 3

Composition du Secrétariat (c'est-à-dire les premiers dirigeants) Du Comité Central de l'UPC au moment du retour d'exil en 1991

1 - Secrétaire général (par intérim après la démission en octobre 1990 de WOUNGLY MASSAGA alias "commandant" Kissamba, alias Bambula) : **NDOH Michel**

2 - Secrétaire général adjoint à l'intérieur, chargé de l'organisation :
KONDI ALBERT (NDEMA Alexis)

3 - Secrétaire général adjoint chargé des relations internationales :
Siméon KUISSU (alias **Afo Akom)**

4 - Secrétaire à la presse et à la propagande : Elenga Mbuyinga (**MOUKOKO PRISO Paul)**

5 - Secrétaire à l'organisation :
Alexandre KAMGUEN (ABBO A BEYECK Philémon)

6 - Trésorier : **MANGA Edouard (MAKIT Samuel)**

Annexe 4

Les dirigeants de l'U.P.C-MANIDEM à l'intérieur du pays pendant la clandestinité :
NB : Cette liste est probablement incomplète

1) Collectif de Douala

- NDEMA Alexis (alias KONDI Albert) secrétaire général adjoint de l'UPC
- ABANDA KPAMA Pierre (alias Atemengue Pius) membre du Bureau Politique
- EKANE ANICET (alias Kaï Shégue) membre du Comité Central
- EKWE Henriette membre du Comité Central
- Etc

2) Collectif de Yaoundé

- LOUKA Basile, membre du Comité Central
- BOUM Jean-Pierre membre du BP
- MBANGA KENDECK membre du BP
- Rose NZIE membre du CC
- Etc

Annexe 5

Direction de l'UPC déposée par DICKA auprès de l'administration et reconnue officiellement dans la décision gouvernementale signée par ANDZE Tsoungui, ministre de l'administration territoriale le 12 février 1991

- LIBAI Etienne
- Prince DICKA AKWA (président)
- OBEN TARH George (premier vice-président)
- ATEBA YENE Théodore (2e vice-président)
- NGUE NGUE Elie (délégué à l'organisation)
- SENDE Jean-Paul (délégué af. Economiques)
- Pasteur NJAMI NWANDI (dél. Coopération internationale)
- EPEE Valère (délégué information)
- WONYU Eugène (dél. Education et culture)
- KAMENI Joseph (dél. Jeunesse et sport)
- Mme NDOME Augustina (dél. Organisation femmes)
- Dr SENDE Joseph (dél. af. sociales et syndicales)
- KODOCK Augustin (secrétaire général)
- TONYE MBOUA Nathanaël (secrétaire organisation)
- ZE ZE Samuel (secrétaire à la propagande)
- NITCHEU BEN Paul (Trésorier général)

Annexe 6

A SON EXCELLENCE MONSIEUR PAUL BIYA
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN
YAOUNDE

MONSIEUR LE PRESIDENT,

J'ai le très grand honneur d'adresser à Votre Excellence la requête formelle de bien vouloir autoriser mon retour immédiat au Kamerun.

La Déclaration au Peuple Kamerunais ci-jointe, dans laquelle je me décharge de toutes mes anciennes responsabilités dans mon parti (l'U.P.C.) et réponds à titre personnel à l'Appel historique que vous avez lancé aux patriotes de notre pays en conclusion de votre excellent livre « Pour le Libéralisme communautaire", expose toutes les raisons de cette requête.

La dite Déclaration vous permettra aussi d'évaluer les champs et le niveau de la contribution que je pourrais éventuellement apporter au pays et en particulier à vos nobles efforts, bien que je doive préciser, Monsieur le Président, que je ne nourris aucune ambition particulière, et qu'une paisible retraite dans ma petite ville de Lolodorf et dans les champs de ma famille à Minlongo, me conviendrait tout autant que la continuation du service du pays,au niveau de l'Etat et de l'organisation du Peuple.

Il ne vous échappera certainement pas, Monsieur le Président, que mon retour au Kamerun dans les conditions actuelles serait hautement utile à une réelle psychothérapie de liquidation des traumatismes de la période post-coloniale. L'exilé de retour ne doit plus être accueilli en vaincu, en brebis galeuse à soumettre

à une longue période expiatoire de surveillance policière mesquine et de chômage. Le pays tout entier doit prendre conscience de la nécessité d'en finir au plus tôt avec le bannissement de ses fils, toujours significatif d'un profond malaise national, d'un mal-gouvernement..

Je formule respectueusement le voeu auprès de Votre Excellence,que mon retour - s'il venait à être autorisé, soit rapidement suivi de celui de tous les cadres kamerunais, parfois de grande valeur, qui sont encore bloqués à l'étranger.

EXCELLENCE,
Il est incompréhensible que des personnalités nationales comme MONGO BETI, notre Victor HUGO, Ndeh NTUMAZAH, un des symboles de la "nation anglophone", des juristes éminents comme Abel EYINGA et Michel NDOH, des ingénieurs, médecins, économistes, professeurs comme Albert MOUTOUDOU, David KOM, Samuel OYONO,BAKANG TONJE, et j'en passe – qui sont loin de tous partager mes vues politiques - continuent de vivre en exil, alors qu'un intellectuel de votre stature gère les destinées du pays depuis huit ans !
L'Histoire, Monsieur le Président, ne nous donnera peut être pas une meilleure occasion de recomposer le tissu national kamerunais déchiré par plus d'un quart de siècle d'aliénation néocoloniale et de barbarie d'Etat, pour créer les conditions d'une santé politique du pays indispensable à un véritable effort de développement. Il faut donc agir, vite et résolument. Avec ce grand courage politique que l'on vous devine à travers votre Appel historique aux patriotes kamerunais.
Certes, autour de Votre Excellence, quelques uns pourront préférer s'accrocher à la défense de "leurs places" et à la préservation d'un immobilisme juteux. Croyez, Monsieur le Président, que le salut de la Patrie exige aujourd'hui de tous -

même dans l'opposition! - d'oser rompre sans ménagement avec la médiocrité.
Je me tiens à la disposition de Votre Excellence pour régler dans les meilleurs délais, avec tout émissaire officiel ou officieux, les questions pratiques relatives à mon rapatriement. Je joins à ma requête quatre photos d'identité pour le passeport diplomatique et signale que je ne dispose d'aucune fortune et d'aucun bien, à part quelques vêtements personnels et quelques livres. Sans doute, le Haut-Commissariat de l'ONU aux Réfugiés- dont un fonctionnaire de haut rang m'approcha naguère pour me proposer de négocier mon rapatriement dans des conditions politiques inacceptables- sera-t-il disposé maintenant à s'occuper de mon retour et de celui de ma compagne Mireille ADA ABOLLO ("Valentina"). L'Etat Kamerunais peut le solliciter directement.

Dans l'espoir d'une réponse favorable, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute et très fraternelle considération.

Fait à Luanda le 3 Octobre 1990.

NGOUO WOUNGLY-MASSAGA
Citoyen Kamerunais en exil.

Résidence n01 du Protocole d'Etat,
Palais du Beco de Belao
TEl. 33 54 12

Mireille ADA B.P. 5893 Luanda RPA.

Annexe 7

UN CHOIX POUR L'AVENIR

DECLARATION DE WOUNGLY-MASSAGA AU PEUPLE KAMERUNAIS.

Kamerunaises, Kamerunais,

Chers Compatriotes,
(1. - Ngouo WOUNGLY-MASSAGA alias Commandant KISSAMBA, alias Commandant GAMA, démissionne de ses fonctions de Secrétaire Général de l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.), du Bureau Politique du Comité Central de l'UPC, et du Comité Central de l'UPC.

(2. - Il ne jette pas l'éponge, mais fait un choix pour l'avenir. Avec les mains désormais libres, comme militant upéciste indépendant, il se propose de dialoguer avec tous les patriotes kamerunais, avec les personnalités de toutes tendances de notre Pays, en poursuivant la lutte pour la tenue des Etats Généraux pour le Multipartisme et la démocratie au Kamerun.

(3. - A la suite de l'acceptation du principe du multipartisme par le Président Paul BIYA, WOUNGLY-MASSAGA va également s'efforcer de sensibiliser toutes les forces de progrès de notre pays pour qu'elles répondent positivement aux propositions et à l'appel explicite adressé par M.BIYA aux patriotes kamerunais dans son livre "Pour le Libéralisme Communautaire" (p.151-153. Dans cette foulée, il préparera, avec tous les Kamerunais qui voudront bien se joindre à lui, la création d'un nouveau parti politique kamerunais, le "Parti de la Solidarité du Peuple"/issu de l'UPC(P.S.P.- UPC). .

(4. - En effet, à l'heure du multipartisme- qui approche- le Kamerun n'aura pas seulement besoin de la diversité enrichissante d'une démocratie pluraliste. Il lui faudra aussi et surtout quelques partis politiques solides, dont la large représentativité et le dynamisme puissent préserver notre peuple de la paralysie face aux impératifs et aux défis du développement économigue, social et culturel.
Dans le contexte sociopolitique et historique kamerunais, on ne peut pas imaginer mieux, à cet égard, qu'une formation qui assume à la fois la poursuite du combat upéciste dans ses orientations et ses traditions de lutte, et la réalisation du projet politique avancé par le président Paul BIYA, projet qui constitue- une fois éliminée la malheureuse option du parti unique -le programme le plus équilibré et le mieux élaboré qui ait été proposé au pays depuis l'Indépendance.

(5. - Pour tout responsable politique kamerunais qui a pu en faire une analyse sereine et fine, le projet politique de M.BIYA n'a pas seulement le mérite d'être concret, réaliste et surtout incontestablement progressiste. Il est aussi suffisamment souple pour pouvoir s'harmoniser avec les orientations du combat upéciste, pourvu que ces orientations ne s'enferment ni dans le schéma de l'UPC de 1952 (conforme à une dynamique de mouvement de libération anti-colonialiste), ni dans le schéma de l'UPC de 1982 marquée par un glissement gauchiste.

(6. - C'est donc dans cette optique de lutte que va se situer le"Parti de la Solidarité du Peuple issu de l'UPC (P.S.P.-UPC).
a) En premier lieu, ce sera à la fois une continuation de l'UPC et un parti politique nouveau, distinct de tous les groupes upécistes antérieurs, ouvert à tous les anciens upécistes de toutes les générations comme à tous les autres patriotes

kamerunais, sur la base de nouveaux textes à élaborer en commun.
b) En second lieu, ce sera d'une part un parti de soutien au projet politique du Président BIYA formulé dans son livre " Pour le Libéralisme Communautaire", dans l'optique upéciste du socialisme démocratique et humanitaire, et d'autre part un parti d'opposition au RDPC, organisation qui représente dans notre pays les forces du mal, du conservatisme et de la réaction, et qui incarne jusqu'à présent les traditions Ahidjoïstes du terrorisme d'Etat et du griotisme politique hypocrite.

(7. - Soutien à BIYA? Il n'en a résulté rien de bon dans le passé!
pourrait-on nous dire... Peut-être.. Mais, dans tous les cas, notre attitude face au régime n'est pas une question d'humeur. Elle se définit en fonction d'une évaluation précise de nos convergences et de nos divergences avec le pouvoir, à la lumière de l'intelligence profonde du cours des évènements.

(8. - Les convergences de M.Paul BIYA avec l'UPC - ou plus précisément avec le "Parti de la Solidarité du Peuple" issu de l'UPC, que nous allons promouvoir - s'étendent pratiquement à tous les domaines: politique, économique, social et culturel.
De la question fondamentale de la démocratie - avec notamment le projet éminemment positif de Charte Nationale des Libertés, à l'économie au service de l'Homme, respectant la liberté d'entreprendre, mais opposée à l'exploitation de l'Homme par l'Homme, jusqu'aux considérations philosophiques et culturelles, le champ de ces convergences est vaste. Il peut servir de fondement à une entente solide de véritables patriotes au service de notre Peuple et de l'épanouissement de l'Homme kamerunais.

A notre sens, la notion de double solidarité, dans l'effort et dans le partage des fruits de l'effort, traduit parfaitement à la fois le projet de société que M.BIYA appelle "Libéralisme Communautaire", et celui que les upécistes dénomment" socialisme démocratique humanitaire".

(9. De plus, nous considérons comme un élément essentiel avec le Président Paul BIYA l'Appel qu'il a lancé aux patriotes de notre pays dans "Pour le Libéralisme Communautaire".
Par sa place culminante en conclusion de l'ouvrage, et par la réhabilitation explicite de ceux qui ont conquis l'Indépendance du pays et partant, fondé la Nation Kamerunaise, cet Appel du Président Paul BIYA est d'une importance historique exceptionnelle pour le Kamerun.

" Je tiens à le rappeler ici - écrit le Président de la République à l'adresse des Kamerunais: l'Histoire du Cameroun ne commence pas en 1960, avec l'Indépendance. Et comment fut-elle donc acquise, cette Indépendance? Elle ne fut point "donnée » ni "octroyée" aux Camerounais. L'Indépendance de notre pays fut conquise de haute lutte par de nombreux et dignes enfants issus de ce terroir et dont les noms sont, hélas, restés tabous pendant le quart de siècle qui vient de s'écouler. L'Indépendance de notre pays fut arrachée au colonisateur à travers des luttes acharnées, menée par toutes sortes de moyens et de stratégies imaginées alors par des combattants qui avaient tous comme dénominateur commun la nationalité camerounaise.
" Si bon nombre de ces combattants de la liberté sont aujourd'hui disparus à jamais, bien d'autres vivent et continuent de s'intéresser à la vie et au destin de leur patrie. C'est à tous ceux-là que je lance un appel sincère "et patriotique afin qu'ils se joignent à nous pour "reprendre la lutte de toujours contre le

néo-colonialisme, en vue de la libération de l'Homme Camerounais"

(10. - Si cet Appel historique ne put malheureusement recevoir la réponse immédiate, positive et enthousiaste qu'il méritait de la part de patriotes qui n'ont pas la réputation d'être des imbéciles et qui ont toujours fait preuve d'esprit d'ouverture et de flexibilité, ce fut de la faute du Président de la République lui-même !

En effet, au moment même où il lançait son appel historique ci_dessus, il commit une faute à laquelle on ne se serait jamais attendu de la part d'un homme politique aussi remarquable. Non seulement le Président BIYA s'enferma dans le RDPC, mais il posa une condition absolument inacceptable pour la coopération politique des forces vives de notre pays, à savoir, leur adhésion préalable au système du parti unique, et quel parti unique! La formation politique d'Ahidjo hâtivement rebaptisée RDPC et affublée de l'excellent programme politique du nouveau Chef de l'Etat, programme qu'un tel parti ne pourra évidemment jamais mettre en oeuvre..

(11. - Quant aux divergences de M.Paul BIYA avec l'UPC - ou plus précisément avec le "Parti de la Solidarité du Peuple" issu de l'UPC (PSP-UPC) que nous allons promouvoir, elles peuvent être clairement et facilement dégagées.

En effet, il n'y a - ou précisément il n'y avait - entre M.BIYA et nous qu'une seule divergence irréductible. Elle était hélas de taille, puisqu'il s'agissait de la question centrale du Parti Unique ! Le maintien et la défense obstinée du système du parti unique, le rejet brutal, soi-disant "provisoire du multipartisme, vidèrent totalement de toute substance (« provisoirement »), l'excellent projet politique du Président BIYA et déçurent profondément les Kamerunais, à l'exception évidemment de la caste dirigeante de l'UNC-RDPC.

Cette contradiction irréductible est en voie d'être gommée: M. BIYA s'est prononcé enfin pour l'abandon du parti unique et pour la démocratisation. Il doit être encouragé par tous à comprendre que ni le pays ni lui-même ne gagnent rien dans d'inutiles tergiversations.

Hormis ce problème capital de la liquidation du système du parti unique, les divergences entre M.Paul BIYA et nous, non seulement se comptent sur les doigts de la main (il y a en réalité deux qui sont relativement importantes), mais peuvent être surmontées dans le cadre d'un débat d'idées et d'une coopération constructive. Les deux contradictions importantes portent sur la question de l'unité nationale et sur la stratégie politique générale.

(12. - La divergence sur l'approche "intégrationniste" de l'Unité nationale.

Nous disons sans ambage que cette approche de la question de

l'Unité Nationale est néfaste. C'est encore un de ces héritages empoisonnés de la politique d'AHIDJO élaborée par les colons français dans les officines de la Coopération. Elle a conduit, depuis l'Indépendance jusqu'à ce jour, à une politique erronée d'annexion
Et d'assimilation du West-Kamerun, et pourrait entraîner aussi de graves maladresses dans la gestion de la coexistence des ethnies de notre pays.

Nous nous battrons pour faire comprendre au Président BIYA et au Peuple Kamerunais que cette politique est mauvaise pour le pays.

Nous proposerons au "Parti de la Solidarité du Peuple" Issu de l'UPC de soutenir résolument tout ce qui peut concourir à affirmer et à développer la personnalité du West-Kamerun au plan politique, économique et culturel et qui soit compatible avec la préservation d'un Etat unitaire démocratique, fort, de caractère confédéral.
Nous avons la conviction profonde que notre pays ne gagne absolument rien à une politique d'uniformisation quasi-mécanique. Une ou deux universités anglophones de haut niveau implantées au West-Kamerun feraient plus de bien au pays tout entier que les bricolages soi-disant bilingues.
Bien sûr, le danger que quelques politiciens jouent la carte de la sécession au West-Kamerun est réel. Il ne justifie pas que l'on s'en émeuve au point de se raidir ou de s'affoler.
La sécession serait si catastrophique pour le West-Kamerun

lui-même qu'elle n'a aujourd'hui que la force d'un chantage et la séduction de l'ignorance.

Un Etat multinational qui saurait respecter les droits de ses nationalités et de ses ethnies, et dialoguer avec elles en assurant une politique de développement équitable pour toutes, et une solidarité de tout face aux richesses et aux misères, n'aurait rien à craindre de leur autodétermination.

(13. - La divergence de stratégie politique :

Parlant des "révolutions", le Président Paul BIYA définit ainsi sa stratégie politique:
" Nous tournons délibérément le dos au formalisme doctrinaire, " en rejetant cette méthode de bains de sang. Judicieusement "combinée avec des réformes d'une élite éclairée et engagée, la volonté des citoyens patiemment et méthodiquement canalisée peut suffire pour opérer la grande mutation sociale commencée"

(Pour le Libéralisme Communautaire p.90)

Le Président BIYA sait parfaitement que l'UPC n'est pas et n'a jamais été ni pour le formalisme doctrinaire, ni pour les "bains de sang". Tout au long de la période coloniale et de la lutte pour l'Indépendance, comme sous le régime sanguinaire de AhiDJO, l'UPC a toujours fait des propositions constructives pour la résolution pacifique des problèmes de notre pays.

Pour ce qui est de M. Paul BIYA lui-même, nous prenons volontiers notre Peuple et l'opinion internationale à témoin: depuis son accession au pouvoir, peut-on vraiment prétendre que notre attitude vis-à-vis de son régime ait jamais été celle de partisans du formalisme doctrinaire et d'amateurs de bains de sang?

Le moins qu'on puisse dire est donc que la conception de la "révolution que dénonce le Président BIYA ne nous concerne pas.

Bien sûr, nous ne nions pas que nous sommes et serons toujours des révolutionnaires; que le "Parti de la Solidarité du Peuple" issu de l'UPC sera un parti révolutionnaire. Mais qu'est-ce à dire en vérité ?

Nous sommes des révolutionnaires parce que, même si chacun a le droit de croire à une meilleure efficacité des "élites" éclairée et engagées, nous constatons dans notre pays que ces élites dont le RDPC est l'authentique représentation politique, ne servent que leurs propres intérêts et sont responsables de tous les maux graves que le Chef de l'Etat ne cesse de dénoncer avec éloquence.

Qui peut oser prétendre que l'enrichissement illicite, les détournements de fonds, la corruption, la fuite des capitaux... sont le fait des ouvriers, des paysans et des jeunes de ce pays et non des"élites" du RDPC ?

Pour nous, être révolutionnaire ne signifie nullement appeler

au désordre et à la violence, le Président BIYA le sait très bien mais prôner l'organisation des masses et les luttes de celles-ci dans leurs associations politiques, socioprofessionnelles et culturelles, pour promouvoir et défendre leurs intérêts et leurs aspirations jusqu'à la participation réelle et de plus en plus étendue de ces masses au pouvoir.

Nous convenons que dans tous les domaines et à tous égards, le progrès du pays a besoin de la précieuse contribution des cadres intellectuels, d'hommes d'affaires, de compétences de toutes sortes, mais cette contribution n'est vraiment efficace et ne va dans le bon sens que si elle s'intègre au grand mouvement des masses, pour le servir, le stimuler et le conscientiser. Ces cadres deviennent alors, eux aussi, des révolutionnaires !

Bref, pour nous, « ce sont les masses qui font l'Histoire"; C'est par leurs luttes qu'il est possible de réaliser un véritable programme de bien-être collectif, économique, social et culturel, consolidant de mieux en mieux l'Indépendance Nationale et assurant le développement harmonieux du pays.

A bien voir les choses, cette divergence de stratégie politique n'est pas insurmontable. Avec un minimum de bonne foi de part et d'autre, ces deux stratégies peuvent se concilier et devenir complémentaires. De telle sorte que si l'une échoue, l'autre reste une assurance, et que si les deux réussissent, la

marche en avant de notre peuple n'en soit que plus ferme.

(14. - Notre initiative se situe au-dessus de toute polémique partisane. Servira-t-elle réellement les intérêts de notre Peuple et le Parti de Ruben UM NYOBE ?

Il est certain que, dans l'immédiat, elle soulagera un grand nombre de patriotes kamerunais et la plupart des upécistes qui refusent de voir leur parti se laisser marginaliser et perdre inexorablement prise sur l'actualité nationale.
L'UPC a toujours été une force de proposition dans la vie politique de notre pays et le grand stimulateur des luttes du Peuple kamerunais: beaucoup de nos compatriotes n'accepteraient pas de gaîté de coeur qu'elle ne soit plus qu'une savante observatrice ou un témoin silencieux des évènements nationaux, ou qu'elle se transforme en champ clos de la politique politicienne.

Pour ce qui est de l'avenir, tout dépendra de la détermination et du dynamisme des Kamerunaises et des Kamerunais qui approuveront la présente initiative et nos positions politiques.

(15. - Nous réaffirmons notre volonté permanente de dialogue, de concertation et d'unité avec tous les Kamerunais de progrès, sans exclusive. Cependant, jusqu'à nouvel ordre, aucun "Front" ne nous concerne et ne nous engage; aucun n'implique évidemment le parti de la Solidarité du Peuple issu de l'UPC (PSP-UPC) que nous allons promouvoir. Car, comme nous

l'avons dit à plus d'un compatriote et le répétons avec gravité, la crise multidimensionnelle que traverse notre pays recèle encore suffisamment de données positives pour la recherche de solutions politiques constructives et non-violentes. Dans les conditions actuelles, toute mise en oeuvre de quelque projet putschiste que ce soit, par des groupes armés sans vision politique précise et des politiciens plus motivés par l'argent que par des connaissances militaires nulles, serait un crime contre le Peuple Kamerunais.

Chers Compatriotes,

(16. - J'ai fait parvenir au Gouvernement français une requête pour l'abrogation de l'arrêté d'expulsion pris à mon encontre le 12 Janvier 1961 pour participation comme "meneur" à une manifestation pacifique d'étudiants africains à Paris à l'annonce de l'assassinat de Patrice Lumumba. Depuis près de trente ans, cet arrêté m'interdit d'entrer et de séjourner en France.
Comme chacun sait, la France encourage actuellement la démocratisation et la liberté en Afrique. De nombreux opposants kamerunais vivent en France et ceux qui ont les faveurs des milieux néo-coloniaux ou simplement de l'entregent, s'expriment fréquemment à travers les médias officiels français.
Cette mesure a-t-elle encore lieu d'être? Il me serait utile de prendre des contacts avec nos compatriotes en Europe et, pourquoi pas, avec diverses personnalités françaises, en

rentrant au Kamerun (si le Président BIYA ne rétracte pas son Appel.

(17. - Enfin, avec une copie de la présente déclaration qui définit sans ambiguïté ma position et mes propositions politiques, j'adresse au Président Paul BIYA une requête pour qu'il autorise mon retour immédiat au pays et fasse prendre toutes les dispositions à cet effet, au besoin avec le concours du Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU.

Ayant toujours repoussé toute espèce de ralliement, et tout retour au Kamerun sans qu'intervienne un minimum d'ouverture politique, je conçois mon initiative comme devant servir en premier lieu au retour de tous les exilés, y compris ceux qui n'approuveraient pas ma démarche ou mes propositions politiques.

KAMERUNAISES, KAMERUNAIS,

Que dire maintenant pour conclure ce message ?

(18) De sa rentrée en clandestinité après les événements de mai 1995, jusqu'à sa mort, le 13 septembre 1958, Ruben UM NYOBE prit souvent sur lui de s'adresser à l'opinion à travers la presse pour formuler au nom de l'UPC, des

propositions susceptibles d'aider à résoudre la crise politique nationale. Personne ne trouva jamais qu'il agissait en dictateur ou qu'il cherchait avec panache à prendre la préséance sur "le parti". S'il avait réussi à conclure un accord dans le cadre des contacts secrets avec les émissaires des autorités coloniales françaises – et nul ne peut dire qu'il osa s'engager à fond dans cette voie-, tout le cours des événements eût changé dans notre pays ; et des centaines de milliers de vies humaines eussent été sauvées.

Il est donc des circonstances gravissimes où le dirigeant révolutionnaire doit assurer pleinement ses responsabilités ou se démettre et parfois même prendre ses responsabilités en se démettant…

Notre but, disons-le clairement, n'est pas de subversion. Nous ne visons pas la place du président Paul BIYA. Nous voulons changer les vieux paramètres des problèmes de la cité,apporter une contribution positive à l'instauration d'une nouvelle donne politique saine dans ce pays que nous aimons tous. Nous voulons réinsérer dans sa vie politique légale la mouvance progressiste qui en est l'âme, pour la paix, la stabilité et le développement véritables.

Oui, nous osons saluer « l'appel sincère et patriotique » du président Paul BIYA, et estimons le moment venu d'y répondre positivement, dès lors que le chef de l'état a accepté

le multipartisme et l'ouverture démocratique.

Que nos compatriotes qui approuvent ce choix nous rejoignent ? Que les amis de notre pays qui pensent que c'est la bonne voie nous soutiennent ?

VIVE LE KAMERUN !

Fait à Luanda, Palais du Beco de Belao
Le 13 octobre 1990.

NGOUO WOUNGLY MASSAGA
Citoyen kamerunais en exil.

Annexe 8

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DE L'U.P.C.

Dans une lettre à M. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, **Ngouo WOUNGLY-MASSAGA a annoncé sa démission de toutes ses fonctions au sein de l'Union des Populations du Cameroun (Secrétaire général, membre du Bureau Politique et du Comité Central), et s'est mis à la disposition du Président BIYA;**

Mis en minorité au sein de la direction de l'UPC qui lui reprochait son comportement anti démocratique, ses activités personnelles anti parti et son indélicatesse sur les questions financières, WOUNGLY-MASSAGA a évité le débat interne en refusant à deux reprises de participer aux réunions du Comité Central régulièrement convoquées, comportant ces questions à leurs ordre du jour. Il a confirmé son penchant autocratique en déclarant qu' "avec les mains désormais libres, il se propose de dialoguer avec tous les kamerunais...",c'est-à-dire sans avoir à rendre de comptes.

Le Comité central a pris acte de cette démission et de ce ralliement au Président BIYA.

Il a élu le camarade Michel NDOH secrétaire général intérimaire de l'U.P.C..

Le Comité Central unanime appelle tous les upécistes et tous les patriotes à rester vigilants, à se rassembler et à redoubler d'effort pour faire aboutir la lutte du peuple kamerunais pour la démocratie et le multipartisme.

L'U.P.C est l'âme immortelle du peuple kamerunais.

Le 14 octobre 1990.

Annexe 9

Articles de presse à propos de la démission de Massaga

TÉLEX CONFIDENTIEL
GIDEPPE S.A.
bi-hebdomadaire
D'INFORMATIONS RARES ET DE PROSPECTIVE
Jeune Afrique Economie
Télex Confidentiel
N° 844. 18 octobre 1990.

CAMEROUN / WOUNGLY MASSAGA EVINCE DE L'UPC.

Yaoundé – Dans une lettre adressée au président Paul Biya au début du mois d'octobre, Ngouo Woungly Massaga, 54 ans, secrétaire général de la branche française de l'Union des populations du Cameroun (UPC, parti politique interdit sur le territoire national), annonce sa démission de ses fonctions au sein de ce mouvement, ainsi que son désir de rentrer au pays. En réalité, l'opposant camerounais vient d'être évincé de la direction de cette branche de l'UPC par ses principaux compagnons de route : Michel Ndoh, qui assure désormais l'intérim du secrétaire général, et le docteur Siméon Kuissu, secrétaire général-adjoint. Ils lui reprochent notamment d'avoir refusé de rendre compte de sa gestion financière, et de vouloir exercer une autorité sans partage sur le groupe.

Woungly, qui a vécu successivement à Cuba, au Congo et en Angola, n'a jamais pu entretenir de bonnes relations avec ses camarades upécistes, bien qu'il ait lui même recruté ceux de la branche "française". Une dernière tentative de réconciliation a eu lieu en France à la mi-septembre, sans que les uns et les autres parviennent à éviter la rupture.

Dans sa lettre au chef de l'Etat camerounais, Woungly Massaga demande une amnistie générale pour tous les Camerounais en exil, et déclare se placer désormais "à la disposition" du président. Cette formulation, qui peut laisser supposer un ralliement pur et simple au régime de Paul Biya, suscite des interrogations dans les chancelleries occidentales. Soit elle ramènera la branche "française" de l'UPC dans le giron de celle de Londres, que dirige Ndeh Ntumazah, le dernier chef historique légitime du parti, soit elle fractionnera davantage l'opposition camerounaise, dans l'hypothèse où Woungly Massaga décide finalement de créer un nouveau parti.

Le «commandant Kissamba» prend sa retraite.

Woungly-Massaga se ralie à Biya

Jeune Afrique N° 1556 – 24 au 30 octobre 1990

Contesté par les autres dirigeants du parti, le secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun, en exil depuis plus de trente ans, a préféré rejoindre le régime de Paul Biya. S'il conforte la position du président de la République, ce geste spectaculaire ne semble pas devoir être suivi par d'autres opposants

Après plus de trente ans de Clandestinité et d'exil, le plus connu des opposants camerounais a rallié le régime de Paul Biya. «Ngouo Woungly-Massaga, alias commandant Kissamba, alias commandant Gama, démissionne de ses fonctions de secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun, du bureau politique et du comité central de l'UPC », a-t-il écrit lui- même dans une longue « déclaration au peuple camerounais » datée du 3 octobre, à Luanda (Angola), où il s'est réfugié en 1984. Né à Lolodorf, le long de la côte atlantique du Cameroun, ce mathématicien de 54 ans, qui a vécu en exil au Ghana et en Guinée à l'époque de l'«afro-marxisme » triomphant, était considéré comme le dirigeant le plus actif de l'UPC.

Parallèlement, dans une lettre adressée au président camerounais Paul Biya, Woungly-Massaga demande à pouvoir rentrer immédiatement au pays, après avoir répondu positivement «à titre personnel à l'appel historique lancé aux patriotes de notre pays en conclusion de votre excellent livre *Pour le libéralisme communautaire*». Un appel qui avait été lancé par Biya il y a trois ans.

L'ancien dirigeant de l'UPC s'empresse d'ajouter qu'il laisse à Paul Biya le soin « d'évaluer les champs et le niveau de la contribution que je pourrais éventuellement apporter au pays et en particulier à vos nobles efforts », mais il rappelle aussitôt après: " Mon retour [au Cameroun] dans les conditions actuelles serait hautement utile à une réelle psychothérapie de liquidation des traumatismes de la période postcoloniale. Il est incompréhensible, ajoute-t-il, que des personnalités nationales comme Mongo Beti, notre Victor Hugo, Ndeh Ntumazah, un des symboles de la nation anglophone, des juristes éminents comme Abel Eyinga et Michel Ndoh, des ingénieurs, médecins, économistes, professeurs [...] qui sont loin de tous partager mes vues politiques - continuent de vivre en exil, alors qu'un intellectuel de votre stature gère les destinées du pays depuis huit ans!»

Cette lettre à Paul Biya était accompagnée de quatre photos d'identité, afin de permettre l'établissement d'un passeport diplomatique pour Woungly-Massaga, qui a également demandé que sa compagne Mireille Ada Abollo (" Valentina") puisse bénéficier du même accueil et signalé qu'il ne « dispose d'aucune fortune et d'aucun bien, à part quelques vêtements et quelques livres ».

Par ailleurs, dans sa « déclaration» au peuple camerounais intitulée « Un choix pour l'avenir », WounglyMassaga dit qu'il « ne jette pas l'éponge ». L'ancien numéro un de l'UPC annonce ainsi la création d'un nouveau parti politique, le « Parti de la solidarité du peuple », issu de l'UPC. Sans refuser toutefois le dialogue, en raison notamment du « projet éminemment positif de Charte nationale des libertés » proposée récemment par le président camerounais, mais aussi parce que celui-ci a explicitement réhabilité « ceux qui ont conquis l'indépendance du pays et partant fondé la nation» camerounaise. Il reproche néanmoins à Paul Biya d'avoir décidé « le maintien et la défense obstinée du système du parti unique, le rejet brutal, soi-disant « provisoire » du multipartisme ». Mais il s'empresse d'ajouter que cette « divergence irréductible est en voie d'être gommée » car Biya «s'est prononcé enfin pour l'abandon du parti unique et pour la démocratisation ».

Restent toutefois, toujours aux yeux de Woungly-Massaga, deux divergences importantes. Elles concernent la politique « d'annexion et d'assimilation » du Cameroun occidental (anglophone) prônée par le régime actuel, et « la stratégie politique des révolutionnaires» qui préfèrent privilégier les luttes des" masses qui font l'histoire ». Mais, ici aussi, « cette divergence n'est pas insurmontable », selon Woungly-Massaga. Celui-ci se dit par ailleurs convaincu que son ralliement soulagera un grand nombre de patriotes et la plupart des upécistes qui refusent de voir leur parti se laisser marginaliser et perdre inexorablement prise sur l'actualité nationale». En conclusion, il écrit:

« Nous ne visons pas la place du président Paul Biya. Nous voulons réinsérer solidement dans la vie politique légale la mouvance progressiste. »

Cette longue déclaration et la lettre de ralliement au président Biya ont été envoyées par Woungly-Massaga aux autres dirigeants de l'UPC, au moment même où un comité central du parti devait s'ouvrir et statuer sur le sort du secrétaire général lui-même, de plus en plus, contesté par la quasi-totalité des autres membres dirigeants. Woungly-Massaga, qui avait pourtant convoqué cette réunion, a préféré faire faux bond et annoncer de façon spectaculaire sa démission et son ralliement. Vraisemblablement pour éviter l'humiliation de l'exclusion désormais inévitable.

Lors de ce comité central, l'UPC a pris acte de la démission» de Woungly-Massaga et élu comme figure historique de l'UPC Michel Ndoh, qui n'était jusque-là que simple membre du bureau politique.

Le geste, spectaculaire et inattendu de Woungly-Massaga devrait conforter la position de Paul Biya, mais ne semble pas devoir être suivi par d'autres opposants. La plupart de ceux-ci sont en effet convenus, à la mi-octobre, d'une autre stratégie: une délégation, dirigée vraisemblablement par Me Yondo Black, ancien bâtonnier de Yaoundé, libéré récemment après avoir été condamné pour avoir voulu créer un nouveau parti, devrait rencontrer prochainement le président et lui soumettre une requête de rétablissement des Libertés, de libération des détenus politiques et de mise en place effective du multipartisme.

Elio Comarin

Annexe 10

Le Comité National Préparatoire (CNP) élu à Eséka en septembre 1991

Composition telle que publiée dans les travaux de la conférence nationale de réconciliation des upécistes. Fac similé du document.

COMITE NATIONAL PREPARATOIRE DU CONGRES UNITAIRE

élu par la Conférence Nationale de Réconciliation

---

1. ABANDA KPAMA Pierre
2. ABE ONANA
3. ABBO a BEYECK
4. ATEBA YENE Theodore
4. BANDZOH
5. BIBOUM Jean-Pierre
6. BIKAÏ Victor
7. BIKOI Eugène
8. BILLONG Ruben
9. BOOG Alphonse
10. BOUM Benjamin
11. BOUM Jean-Pierre
12. DIBOG POUTH
13. DIYANI Charles
14. DJOMBISSI Gabriel
15. DOUFISSA Albert
16. EBELLE TOBBO Martin
17. EKANE Anicet
18. EKWE Henriette
19. FOTCHOU André
20. GWEM Benoît
21. KAMGAING KOM
22. KAMSI J. Innocent
23. KEMENI Joseph
24. KUISSU Siméon
25. LIBONG Ruben
26. LOBE NJEMBELE
27. LOUKAKES Samuel
28. MACK-KIT Samuel
29. MAHOP Martin Flaubert
30. MAKEMBE Adolphe
31. MALAGAL Ludovic André
32. MANDENG BAYEMI Samuel
33. MANGOG Albert Dieudonné
34. MATIP HAKANG Jacqueline
35. MAYI MATIP Théodore
36. MBANGA KENDEG Paul
37. MBANGA Pierre
38. MBIMI LUcien
39. MBOCK Théophile
40. MBOL KAMMA
41. MBOME BAYEK Pierre
42. MBÓN Laurent
43. MENDOMO Elisabeth
44. MINYEM HAND Simon
45. MOUEN Gaspard
46. MOUGNOL
47. MOUIND Jacques
48. MOUKOKO PRISO
49. MOUNE André
50. NDEH AKANGA
51. NDEH NTUMAZAH
52. NDEMA Alexis
53. NDOH Michel
54. NDOMBO Lucien
55. NFANKOUA Alphonse
56. NGALEU Paul
57. NGOUEN Ambroise
58. NGUE (Maître)
59. NGUE LIPENDA Joseph
60. NITCHEU
61. NJOH NSEKE Samuel
62. MKINDA
62. [illegible] Jean-Bosco

63. NLOMB Moïse
64. NONO Théophile
65. NOUNGA Pierre
66. NOUTCHA André
67. NTAMACK Bernard
68. NYEMECK Amos
69. NZIE Rose
70. NZUMAFO YAMA
71. OBEN TARE (Chief)
72. SECKE
73. SECKE Patience
74. SIMO Robert
75. SOMAN Etienne
76. SONGO Louis
77. TAKOUNGANG
78. TALOM TALOM
79. TANG
80. TCHAMBA
81. TCHOUMBA NGOUANKEU Isaac
82. TIAMI Claude-Bernard
83. TJIAMI Pius
84. TELEP Théodore
85. TONYE BONGLA
86. UM YOMB Raphaël
87. VOUGMOM Fidèle
88. YUGYE Clément
89 et 90. Deux upécistes à élire par les camarade de France.

GROUPE DE COORDINATION POLITIQUE DU COMITE (élu)

(16 membres)

Par ordre alphabétique :

1. ATEBA YENE Théodore
2. EKANE Anicet
3. KUISSU Siméon
4. MATIP BAKANG Jacqueline
5. MAYI MATIP Théodore
6. MBOME BAYEK Pierre
7. MOUKOKO PRISO
8. MDEMA Alexis
9. MDOM Michel
10. NGOUEM Ambroise
11. NGUE
12. NTUMAZA MDEM
13. NZUMAFO YAMA
14. OBEN TARE (Chief)
15. TCHOUMBA NGOUANKEU Isaac
16. TJIAMI Pius

La Conférence a élu les camarades Michel MDOM et Chief OBEN TARE comme Rapporteurs du Comité National Préparatoire du Congrès Unitaire.

Annexe 11
Déclaration de Ntumazah le jour de son retour d'exil

Chers Compatriotes,

C'est avec émotion et grande joie qu'au moment où je foule notre sol natal après 30 ans d'exil forcé, j'adresse au peuple Kamerunais mes meilleurs vœux de bonheur.
Je suis particulièrement heureux de l'évolution des choses qui me permet de revenir aujourd'hui dans mon pays, toujours prêt à continuer, mais surtout intéressé à passer le relais pour que le Kamerun et ses populations connaissent des jours meilleurs. Seul le hasard a voulu que parmi mes anciens compagnons de lutte je reste seul en vie.
La lutte est longue, dure et parsemée de beaucoup de péripéties. La plus douloureuse d'entre elles étant les divisions qui sont apparues dans ma famille politique : l'Union des Populations du Cameroun et ne permettent pas à ce mouvement de rendre efficacement au Kamerun tous les services dont il est capable. C'est pour cela que mon premier souci et la première tâche à laquelle je vais m'atteler dès aujourd'hui, est de rassembler tous tes membres de la famille upéciste au sein d'un seul et même mouvement, en marche vers un seul et unique congrès au service de l'UPC et du peuple Kamerunais.
Je suis convaincu que tous les upécistes restent fidèles aux traditions unitaires et démocratiques qui sont les leurs ; tous les gens de bonne volonté et de progrès de notre pays doivent être convaincus que l'UPC, consciente de la grosse part de responsabilité qui était et reste la sienne pour le sort de notre pays, met tout en oeuvre pour retrouver son unité et par la même celle de notre peuple.
Nous devons tous être guidés par l'intérêt de notre Pays, de la paix sociale et par conséquent par l'intérêt de tous.

En tant que Mouvement de la Démocratie et des droits de l'Homme, I'U.P.C. attache une grande importance au développement et à l'affermissement de la démocratie au Cameroun, en Afrique et dans le monde. Cette position est clairement réaffirmée par notre Secrétaire Général UM NYOBE en 1949, dans le discours d'adhésion de I'U.P.C. au R.D.A. Je cite : "Il n'y aura jamais l'indépendance en Afrique sans l'Afrique, de même qu'il n'y aura jamais d'Afrique nouvelle sans démocratie. C'est pour grossir les rangs de ceux qui luttent pour l'émancipation de l'Afrique et pour le succès de la démocratie... que j'apporte au grand R.D.A. l'adhésion enthousiaste de **l'U.P.C."**

C'est ainsi que I'U.P.C est et reste l'union des forces patriotiques et démocratiques de notre pays, l'alliée des forces patriotiques en Afrique et des forces de la liberté du progrès et de la paix dans le monde.

Aujourd'hui, la revendication d'une Conférence Nationale Souveraine prônée par I'U.P.C. dès 1955 sous le nom de table ronde, traduit le mieux cette volonté de concertation et d'union qui a toujours été la sienne.

Pour I'U.P.C., les objectifs de la Conférence Nationale Souveraine sont clairs, il s'agit:

1°) de déterminer les objectifs et les modalités de la transition démocratique;

2°) de désigner, de mettre en place et de contrôler les structures destinées à assurer la gestion de l'Etat pendant la transition démocratique;

3°) de parvenir entre Kamerunais de différentes opinions à un consensus sur les bases culturelles et les principes démocratiques de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat. Il ne s'agit pas de perpétrer par ce biais un coup d'Etat civil. Ce consensus demeure la clé qui ouvrira la porte permettant la sortie de la crise.

A la communauté internationale, en particulier, aux trois grandes puissances, l'Allemagne, la France et l'Angleterre, qui, entre 1884 et 1961 ont géré le Kamerun, nous leur rappelons qu'elles ont des responsabilités particulières vis-à-vis du Kamerun, qu'en occupant une place privilégiée au Kamerun, elles ont également des devoirs envers le Kamerun. A celles-ci de défendre leurs intérêts légitimes que le Kamerun ne peut ignorer, mais à elles en retour, de nous aider dans la bataille de la démocratisation et du développement économique du Kamerun.

Je vous remercie.
Douala, Je 05 Décembre 1991
Ndeh NTUMAZAH

Annexe 12

LE BUREAU DU COMITE DIRECTEUR DE L'UPC ELU A BAMOUGOUM (Congrès unitaire de Bafoussam) le 22 DECEMBRE 1991

1- **Président du parti,**
président du Comité Directeur : **NDOH MICHEL**

Le comité directeur a élu trois vice- présidents:

2- 1er Vice président **ATEBA YENE**

3- 2e Vice président **KAMSI INNOCENT**

4- 3e Vice- président **RENE PHILOMBE**

5- Secrétaire général **KUISSU SIMEON**

6- Secrétaire national à la mobilisation et à l'organisation **NDEMA ALEXIS**

7- Secrétaire aux cultures nationales **ATEBA EYINGA JOSEPH**

8- Secrétaire national à la formation **LOUKA BASILE**

9- Secrétaire national à la presse et à la propagande **EKANE ANICET**

10- Secrétaire national aux syndicat et travail du parti dans les entreprises **MASSONGO BERNABE**

11- Secrétaire national à la mobilisation Féminine **BAGNOGLOG Téclaire**

12- Secrétaire national à la jeunesse **EKAMBI DIBONGUE DAVID**

13- Secrétaire nationale aux relations internationales et panafricaine	**EKWE HENRIETTE**
14- Secrétaire national aux finances et trésorier général du parti	**ABANDA MPAMA PIERRE**
16- Secrétaire national à la coordination Administrative	**MAK KIT SAMUEL**

Annexe 13

ET MAINTENANT, LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE L'U.P.C.

Fidèles aux directives données par plus de 1500 upécistes réunis à Eséka les 7 et 8 septembre 1991, nous avons tenu à Bafoussam le congrès unitaire de l'UPC du 19 au 22 décembre 1991, et nous avons élu le Comité Directeur de l'U.P.C. qui est statutairement la direction du parti.

D'autres upécistes, par souci disent-ils de réaliser l'unité de l'UPC, se sont réunis à Nkongsamba du 27 au 30 décembre 1991 et ont remplacé DIKA BETOTE, Président du Comité Directeur Provisoire (CDP) par NDEH NTUMAZAH.

Les désaccords au sein de l'UPC ne doivent pas être des questions de personnes. L'opposition manifestée par l'immense majorité des upécistes contre le Comité Directeur Provisoire n'était pas une opposition à la personne de DIKA, mais une opposition à la ligne politique qu'il représentait; ligne politique consistant notamment à mettre l'UPC au service du RDPC, à minimiser les dirigeants upécistes revenant d'exil et à nier le rôle très important qu'ils ont joué pour le maintien de la flamme upéciste pendant les années de dictature du parti unique.

Or NTUMAZAH, qui est un des dirigeants revenant lui-même d'exil ne peut pas avoir à l'égard des autres anciens exilés cette attitude d'exclusion.

NDEH NTUMAZAH s'est déjà prononcé contre les élections anticipées et anti-démocratiques initialement prévues le 16

février 1992 et a déclaré qu'il n'était pas lié par la signature de DIKA AKWA et Augustin Kodock à la tripartite de Yaoundé.

C'est la même politique que nous défendons aussi

LA VOIX EST DONC OUVERTE VERS LE CONGRES EXTRAORDINAIRE QUE TOUS LES UPECISTES ATTENDENT, POUR ELIRE UNE DIRECTION UNIQUE DE L'UPC.
METTONS-NOUS AU TRAVAIL POUR QUE CET EVENEMENT QUE LE PEUPLE CAMEROUNAIS APPELLE DE TOUS SES VŒUX, SE REALISE DANS LES PLUS BREFS DELAIS.

Au moment où le gouvernement s'emploie à casser tous les partis susceptibles de causer sa perte, l'UPC démontrera en consolidant son unité qu'il est bien le premier parti du Cameroun, celui par qui l'Indépendance est arrivée, celui par qui la démocratie arrivera.

Douala le 6 janvier 1992

Docteur Siméon KUISSU

Annexe 14

DECLARATION DU DOCTEUR SIMEON KUISSU

Upécistes de toutes les générations, de toutes les tendances, peuple camerounais,

J'AI LE REGRET DE VOUS ANNONCER MA DEMISSION DE TOUTES LES FONCTIONS A LA DIRECTION DE L'UPC. JE REFUSE DE CAUTIONNER L'INACTIVITE DE LA DIRECTION DU PARTI. JE DEGAGE MA RESPONSABILITE DANS LA FAILLITE HISTORIQUE DE LA DIRECTION DE L'UPC FACE AUX GRANDS ENJEUX NATIONAUX. J'APPORTERAI DESORMAIS MA CONTRIBUTION A TOUTE DEMARCHE SERIEUSE VISANT A REFONDER LE PARTI DE UM COMME A TOUT PROJET NATIONAL CONCRET EN VUE DU CHANGEMENT DEMOCRATIQUE QUE LE PEUPLE CAMEROUNAIS ATTEND.

Je suis revenu au Cameroun le 13 juillet 1991 après 27 ans d'exil, pour me mettre au service de mon parti et de mon pays. L'accueil triomphal que vous m'avez réservé ce jour là était, me semble-t-il, une approbation de la contribution que de mon exil j'avais apportée, avec mes camarades du Bureau Politique du Comité Central de l'UPC, à la lutte du peuple camerounais pour la démocratie et le bien-être. C'était aussi un encouragement à continuer avec vous dans le même sens, ce que j'ai fait.

S'il n'y avait eu que le RDPC et les forces étrangères qui cherchent à détruire ce parti qui les gène, jamais l'UPC ne serait affaiblie au point où elle l'est actuellement. La vérité est

que malheureusement, la cause du mal dont souffre l'UPC est dans l'UPC elle-même.

D'une part, des gens qui avaient renié le parti depuis des dizaines d'années, ou qui avaient été exclus par nos héros nationaux eux-mêmes se sont associés à des criminels et à des agents doubles pour usurper la direction et l'héritage du parti afin de le mettre au service du régime que l'UPC combat depuis sa création.

D'autre part, des dirigeants upécistes de la nouvelle génération les ont malheureusement aidés dans cette entreprise par leur incroyable incapacité d'adaptation au nouveau contexte national et mondial, par l'absence du sens de compromis dans l'intérêt du parti et du pays, quand ce n'est pas tout simplement par des petits calculs personnel ou tribal. On a du mal à reconnaître en eux les militants intrépides qui ont défié la dictature obscurantiste pendant plus d'un quart de siècle et qui ont tenu deux congrès dans la clandestinité, en 1982 et en 1984.

Nous étions plusieurs dirigeants à nous efforcer de redresser cette évolution néfaste, notamment entre 1986 et 1990, période pendant laquelle j'ai dirigé l'UPC en l'absence du secrétaire général. Mais les orientations que nous donnions se heurtaient constamment à l'hostilité active et au travail de sape que certains membres du Bureau Politique du Comité Central de l'UPC en clandestinité. Cette hostilité continue au sein du Bureau Politique et du Secrétariat National de l'UPC après le congrès de Bafoussam, où ils ont tenté vainement de m'exclure de la direction. J'ai néanmoins accepté les responsabilités qui m'avaient été démocratiquement confiées, dans l'espoir qu'un sursaut collectif permettrait de remettre le parti debout au service du pays.

Cet espoir est aujourd'hui déçu.
L'unité de l'UPC qui est une tâche patriotique primordiale, parce qu'unie l'UPC devait être la locomotive du changement démocratique, ne préoccupe plus la direction du parti. Elle n'avance aucune proposition sérieuse pour la réaliser. Pire encore les deux directions s'y opposent. En effet, du côté Nkongsamba on adopte une ligne de conduite dure à l'égard du groupe de Bafoussam. Côté Bafoussam, le Bureau politique a voté le 29 mars dernier contre une proposition de rencontre au sommet des deux directions. C'est donc clair : seule la base upéciste veut l'unité. ELLE DOIT SE BATTRE POUR CELA SANS LE CONCOURS DE CE QUI LUI TIENT LIEU DE DIRECTION.

La stratégie de lutte de l'UPC dans la période actuelle n'est pas définie et aucune orientation politique claire n'est donnée aux militants de base qui attendent et se démobilisent. Pourtant ce ne sont pas les propositions qui ont manqué. En guise de stratégie la direction s'est jusqu'à présent contentée de la répétition mécanique des slogans de la défunte coordination de l'opposition, et du refus des nouvelles orientations qu'impose l'évolution de la situation nationale.

Initiateur et défenseur de la politique d'unité et de refondation du parti, ma personne est paradoxalement considérée par certains comme un obstacle à cette politique. Ma démission enlève cet obstacle. Je ne resterai cependant au service du parti que s'il est lui-même au service du pays, et non de puissances, de groupes, de tribus ou pire encore d'individus.

Vive l'UPC
Vive le Cameroun
Douala le 25 avril 1992

Annexe 15

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (UPC)

DECLARATION DU COMITE DIRECTEUR

SUR

LA DEMISSION DE SIMEON KUISSU DE SON POSTE DE SECRETAIRE GENERAL

Le Secrétaire Général de l'UPC, élu à Bafoussam, lors du Congrès Unitaire de Décembre 1991, le Dr Siméon KUISSU a démissionné de ses responsabilités au sein de la Direction du Parti le 25 Avril 1992. Dans la déclaration qu'il a faite pour justifier sa démission, il formule à l'encontre de la Direction du Parti, entre autres, les griefs suivants :

1. "La cause du mal dont souffre l'UPC est dans l'UPC elle-même (souligné par KUISSU).

2. L'UPC est dirigée tantôt par des gens associés à des criminels et agents doubles (les dirigeants élus à Nkongsamba), tantôt par des gens manquant de sens du compromis dans l'intérêt du Parti et du Pays (élus à Bafoussam).

3. L'UPC n'a pas de stratégie et aucune orientation politique claire n'est donnée aux militants de base.

4. L'unité de l'UPC ne préoccupe plus la Direction du Parti alors que sans elle, l'UPC est vouée à la perte.

* * *

1. Le mal de l'UPC est-il seulement ou même essentiellement un problème interne ?

Bien entendu, il y a des problèmes internes à l'UPC. Il y a des divergences politiques et idéologiques qui expliquent en partie les luttes pour le contrôle de la Direction du Parti. Il y a sûrement des ambitions personnelles ou des groupes tribaux qui compliquent la situation du Parti.

Mais, quelle que soit l'importance qu'on attribue à ces faiblesses internes, personne de sincère - surtout pas au niveau de la Direction du Parti - ne peut nier le rôle historique et déterminant de nos ennemis dans les tourments que vit notre Parti, depuis les années cinquante. Il faut rappeler à cet égard les difficultés stratégiques utilisées par les colonialistes et leurs successeurs pour combattre l'UPC. Il y a eu aussi, maniées de façon concomittente ou alternative :

- la création de partis politiques fantôches et tribalistes pour contrer l'UPC (exemples : l'Union Bamiléké, l'Evolution Sociale Camerounaise, Le Ronaicam, ...) et ceci dès la création même du mouvement nationaliste.

.../...

- le trucage de toutes les élections organisées dans le pays (exemple : l'élection de l'Abbé MELONE alors que c'était UM NYOBE qui avait gagné les élections de 1952 dans la Sanaga Maritime).

- l'obstruction à l'ONU de AUJOULAT amenait "dans ses valises" Ahmadou AHIDJO et d'autres valets pour combattre les interventions percutantes de UM NYOBE, Secrétaire Général de l'UPC.

- l'interdiction de l'UPC le 13 Juillet 1955.

- la répression, les empoisonnements, la torture et les assassinats des dirigeants upécistes dont UM NYOBE, Félix-Roland MOUMIE, OUANDIE, OSSENDE AFANA....

- la conception et l'adoption de textes législatifs visant essentiellement à empêcher l'UPC de fonctionner normalement. Tel a été notamment l'objectif premier de la loi du 19 Décembre 1990 sur les partis politiques.

- l'exploitation par le pouvoir des divergences internes de l'UPC, en favorisant les "bons" upécistes contre les "mauvais" : c'était vrai en 1960, ça l'est encore en 1991.

Dans le cas des divisions présentes, la collusion avec le Pouvoir de certains qui se réclamaient des nôtres a été déterminente : l'ambition des uns a rencontré la volonté des autres de récupérer l'UPC à défaut de l'anéantir.

2. L'unité de l'UPC ne préoccupe plus la Direction ?
   Le Parti n'a pas de stratégie et d'orientation politique ?

Le Camarade KUISSU peut apprécier à sa manière les efforts des uns et des autres en faveur de l'unité. C'est son droit le plus absolu. Mais il ne peut occulter les faits, qui sont têtus. En effet, alors que le MANIDEM, en tant que stratégie de l'UPC pour se reconstruire et conquérir le pouvoir, a été pratiquement abandonné en 1990, l'unité de toutes les personnes se réclamant de l'idée upéciste a été justement la ligne stratégique du Parti depuis le milieu de l'année 1990. Et depuis lors, toutes les énergies des militants n'ont été canalisées que vers cette voie-là.

Dès la mi-1990, nous avons pris l'initiative d'organiser des rencontres avec ceux qui revenaient à l'UPC. Nous connaissons l'issue de cette phase qui a duré jusqu'en début janvier 1991 : l'escroquerie politique de nos partenaires qui décidèrent de faire le hold-up sur la Direction du Parti, avec la complicité bienveillante et intéressée de leurs amis du pouvoir. En Février 1991, nous avions été à la rencontre de NLONG qui a donné naissance à la CNRU : le Bureau Exécutif de M. DICKA a refusé d'y venir. Les 7 et 8 Septembre 1991, nous nous sommes donnés à fond pour la rencontre d'Eséka et nous y avions cru. Le Congrès de Bafoussam y fut convoqué et le CNP crée pour la préparation. Le Bureau Exécutif boycotta cette rencontre. Et le Congrès lui-même, espoir de milliers d'Upécistes fut saboté par les mêmes, à la dernière minute. Malgré cette trahison de nos partenaires qui ont préféré tenir un Congrès concurrentiel à Nkongsamba, le Comité Directeur issu de Bafoussam a continué ses gestes de bonne volonté. Dès Janvier 1992, une Commission de l'Unité fût créée en son sein pour recueillir et rapprocher les points de vue. Des initiatives personnelles furent prises par certains de nos camarades.

.../...

Face à toutes ses démarches qui relevaient d'une recherche effrénée de l'unité, quelle a été l'attitude de ceux avec qui nous voulions nous unir au sein d'un même parti ? Peuvent-ils présenter des actes concrets auxquels nous aurions refusé de répondre positivement ? En particulier, -Le Camarade KUISSU estimait que les autres membres de la Direction n'ont pas fait autant que lui, qui prétend être "initiateur et défenseur de la politique d'unité"- quelle a été la réponse des groupes issus de Nkongsamba à sa propre initiative de réclamer un Congrès Unitaire au mois de Janvier dernier ?

Manifestement, constater que nos efforts en vue de l'unité n'ont pas porté les fruits escomptés est une chose ; en imputer la responsabilité en est une autre, qui relève, elle, de la pure malhonnêteté politique. En particulier, il est inexact d'affirmer que le Bureau Politique en sa session du 29 Mars 1992 aurait refusé le principe d'une rencontre avec le Comité Directeur élu à Nkongsamba.

Par ailleurs, cette stratégie de l'unité a été entérinée par le Congrès de Bafoussam qui a adopté des Statuts et un document d'orientation politique. Ces documents permettent d'élaborer la stratégie d'ensemble et le programme général de l'UPC. Et Siméon KUISSU, élu Secrétaire Général à ce Congrès -et qui dit même avoir dirigé l'UPC de 1986 à 1990 et être "initiateur de la refondation du Parti"- était sûrement l'homme qui devait initier, orienter et faire appliquer la stratégie de l'UPC. Reconnaître que le Parti n'avait pas de stratégie serait alors admettre qu'il n'a pas réussi à en élaborer ou à en concevoir une qui soit acceptable par la majorité de la Direction.

Il doit par conséquent assumer sa part de responsabilité dans cet échec, si échec il y a.

4. Enfin, si la Direction de l'UPC issue de Nkongsamba est formée des "gens associés à des criminels", cela suppose que le Camarade KUISSU n'acceptera jamais d'en faire partie ou de se mettre sous son contrôle.

Quant au manque de sens de compromis qui serait la caractéristique des autres dirigeants élus à Bafoussam, disons-en un mot. Il faut reconnaître que la Direction de la vrai UPC considère que dans la situation actuelle du Kamerun, seul un changement en profondeur, c'est-à-dire radical, de notre système socio-politique est à même de sortir le pays du marasme dans lequel il est plongé depuis des décennies. Ceci dit, on peut parfaitement concevoir des aménagements tactiques pour obtenir ce changement. Cela s'appelle de la souplesse ou du compromis, mais en aucune façon, ce compromis ne doit remettre en cause notre volonté d'un véritable changement. Si c'est cela que le Camarade KUISSU appelle un manque de sens de compromis, alors, il doit ranger parmi les dirigeants de l'UPC qui refusent des compromis, le Camarade UM NYOBE qui écrivait ceci le 13 Juillet 1957 :

> " Parfois et même souvent, l'on se permet de prétendre qu'au nom de l'article 1er des Statuts, nous devrions accepter les traîtres et les valets dans nos rangs. Une telle interprétation erronée et abusive des statuts conduit certains camarades à croire que notre campagne pour la réconciliation générale au sein du camp nationaliste aurait pour but de blanchir les traîtres et les valets. L'on croit parfois à tort que la politique d'union pratiquée par notre Mouvement devrait ou pourrait aboutir à l'abandon de nos principes pour aller dans les compromissions."

.../...

Au moment où toutes sortes de forces plus ou moins occultes et liées au pouvoir mettent tout en oeuvre pour casser la Direction de l'UPC légitime élue à Bafoussam, la démission de Siméon KUISSU 4 mois seulement après s'être présenté candidat et avoir été élu Secrétaire Général, est pour le moins troublante et apparait comme un coup de poignard dans le dos de son parti. Mais l'UPC en a vu d'autres et n'en continuera pas moins son combat avec détermination.

L'UPC tel un roseau, plie mais ne rompt pas.

L'UPC VAINC

YAOUND le 17 Ma 1992

LE COMITE DIRECTEUR DE L'UPC.

VIVE L'UPC

VIVE LE CAMEROUN

Douala le 25 avril 1992

LES OUVRAGES ÉDITÉS OU DIFFUSÉS PAR MENAIBUC

Séri Marie-Simone :
- Mon enfant, mon cri, ma vie ; *Roman*

Kindemba Gaspard :
- Au-delà des mots ; *nouvelles*

Mbella Francis :
- Le Traité de l'esthétique ; *Art, peinture*

Doué Gnonséa :
- Cours de culture générale africaine ; *Histoire, panafricanisme*

Nicolas Laur :
- La paix sans contraire ; *Poésie bilingue*

Kag Sanoussi :
- Des femmes ; *Poésie*
- La magie du conte africain ; *Contes, jeunesse*
- L'école du village ; *Contes*

Alain Mabanckou :
- L'usure des lendemains ; *Poésie*

Oscar Pfouma :
- L'harmonie du monde ; *Histoire, Musique, Egypte*
- Le proscrit admirable ; *Bibliographie*
- Les Larmes du Soleil ; *Traduction et commentaires critique de trois textes de Sarcophages*

J. Tchundjang Pouemi :
- Monnaie, servitude et liberté ; *Economie, Monnaie*

Maxime Z. Somé :
- Le prédateur venu du sud ; *Roman*

Biyogo Grégoire :
- Aux sources égyptiennes du savoir Vol. 1 et 2 : *Hist, philo, Egypte*
- Kémit anti-démocrate ? ; *Histoire*
- Origine égyptienne de la philosophie ; *Histoire, philo*
- Le buste de zénon ; *Histoire, philo*
- Encyclopédie du Mvett, Tome 1 ; *Histoire, Musique, Afrique centrale*

Sienzhi Fê-Nkap :
- Le livre sans nom ; *Essai, Roman, Poésie*

Jean-Philippe Omotunde :
- Volume I : L'origine négro-africaine du savoir grec ; *Histoire*
- Volume II : Les racines africaines de la civilisation européenne ; *Histoire*
- Volume III : La traite négrière européenne : vérité et mensonges ; *Histoire*

Nzue Paulin Carlos Mozer :

- Essai sur le retour à l'Egypte - Nouvelle perspective ; *Histoire, philo*

Nillon Pierre :

- Moïse l'africain ; *Religion, Histoire*

Crépin Mboli Goumba :

- A contre courant des compromissions centrafricaines ; *Histoire, philo*

Mubabinge Bilolo :

- Métaphysique pharaonique ; *Histoire, philo, religion*
- Les Cosmo-théologies philosophiques de l'Egypte antique Vol 1, Vol 2 Vol 3 ; *Egypte, religion, théologie*

Molefi Kete Asante :

- L'Afrocentricité ; *Histoire, Afrique*
- From Imhotep to Akhenaten : An Introduction to Egyptian Philosophers ; *Philosophie, histoire*

Jean-Marc Egouy :

- Les racines de l'Egypte ancienne, la supercherie médiatique de Cheikh Anta Diop ; *Histoire, philo*

Yolande Mukagasana :

- De bouche à oreille - Tome I, Tome II ; *Contes*

René-Louis Parfait Étilé :

- Étude sur une civilisation Négro-Africaine, L'Égypte Antique ; *Histoire*
- Grammaire simplifiée de l'égyptien hiéroglyphique ; *Egypte, langue*
- Afrique Antique Mythes et Réalités ; *Histoire, Egypte*

Ama Mazama :

- L'impératif afrocentrique ; *Histoire*

Doumbi Fakoly :

- Bilal le Prophète ; *Récit historique*
- L'origine négro-africaine des religions dites révélées ; *Religion, Histoire*
- Anta, Grand Prêtre d'Atum ; *Nouvelle (Hommage à Cheikh Anta Diop) ; Essai*
- Introduction à la prière négro-africaine ; *Religion*
- L'origine biblique du racisme anti-noir ; *Religion*

Cheick Oumar Kanté :

- Pourquoi, diable, ai-je voulu devenir journaliste ? ; *Essai*
- Orphelins de la Révolution ; *Récit*

Biyong Djehouty :

- Soundjata - La bataille de Kirina (BD)

Robert Noumen :

- Éléments de base de la logistique internationale ; *Logistique*

Martine Gautier, Alexandre Vuillermet :
- *Les cahiers citoyens du jeune consommateur :* Le Cacao ; *Jeunesse*

Dieudonné Zoa :
- Renaissance panafricaine des peuples nègres ; *Histoire*

Christian Velpry :
- Euclide l'Africain ; *Histoire, Mathématiques*

René Dazy :
- Barocco ou l'homme qui voulait être écrivain ; *Roman*

Yette Bayika Bi Yede Likale Li Job :
- Le « Miracle Grec » Mythe et Réalité ; *Histoire, Philo*

Béatrice La Garenne :
- De tout… un peu ; *Poésies et Nouvelles*

Thierry Mouelle II :
- Le Pharaon Inattendu ; *Roman*

Houssein Meraneh Mahamoud :
- Dardaaran - Testament d'un nomade revenu des mers ; *Récit*

Lawotey Pierre Ajavon :
- Traite et Esclavage des Noirs. Quelle responsabilité Africaine ? ; *Essai*

Noël Kodia - Ramata :
- Les Enfants de la Guerre ; *Roman*

Paul Heutching :
- L'Afrique expliquée aux enfants ; *Histoire - Jeunesse*

Yves Ekoué Amaïzo :
- L'Union Africaine freine-t-elle l'unité des Africains ; *Economie*

Michel Kouam :
- Esthétiques I : Beauté et les arts en Afrique ; *Propos philosophiques*
- Esthétiques II : Beauté et vie spirituelle ; *Essai philosophique de confrontation : Plotin, St Augustin et l'Afrique*

Lémy Lémane Coco :
- Regards sur l'esclavage dans les colonies françaises ; *Histoire*

Collectif de la marche du 22 mai 2005 :
- Nèg'marrons d'hier et d'aujourd'hui : Des Manifestes pour demain ; *Histoire*

Bwemba Bong :
- Quand l'Africain était l'Or Noir de l'Europe - Tome 1 ; *Histoire*
- Quand l'Africain était l'Or Noir de l'Europe - Tome 2 ; *Histoire*

Gabriel Ndinga et Georges Ndumba :

- Relecture Critique des Origines de la Philosophie et ses Enjeux pour l'Afrique ; *Histoire*

Christian Kotto :

- Comment donner la mort à un Nègre sans se fatiguer ; *Rubriques négrologiques*
- Enfant-Solaire et Nègre-Lune ; *Poèmes et Nouvelles*

Faustin Yavo :

- Le puits à souhaits ; *Roman*

Aboubacry Moussa Lam :

- Le sahara ou la vallée du nil ; *Aperçu sur la problèmatique du berceau de l'unité culturelle de l'Afrique Noire*

Montbrun Christian :

- L'habitation Murat ; *Vie rurale autour d'une habitation sucrerie de la Guadeloupe au XIXe Siècle*

Gbédjnu G. Hunkponu Yakité :

- Arté ; *Méthodologies des termes techniques et scientifiques en langues africaines, Le Cas de Sango* ; *Langue*

S. Kalamba Nsapo :

- Une approche afro-kame de la théologie ; *Théologie*

Yves Kounougous :
- La pensée et l'œuvre de Cheikh Anta Diop ; *Essai*

Dominique Monotuka :
- Les quatre siècles et demi ; *Histoire, esclavage*

Ely Madiodio Fall :
- L'œuvre poétique de Cheikh Anta Diop ; *Histoire*

Ibrahim K Sorel :
- Banlieue rapsodie ; Poésie ; *Racisme*

Jean Péaud :
- Sur le fil de l'histoire et de la lutte des classes

Kanyep Tiani Pauline :
- J'aime lire les contes extraordinaires ; *Contes, jeunesse*

Kreyon Noir n° 4 :
- La béé Neg-Marron ; *Bandes dessinées*

Album collectif sida :
- Boulevard sida ; *Bandes dessinées*

Ahidjo Germaine :
- Mes confidences à Honoré de Sumo ; *Biographie*

Winnie Mandela :
- Ma part de vérité ; *Biographie*

Grégoire Owona :
- Un bateau dans la tourmente ; *Développement*

Maurice Kamto :
- L'urgence de la pensée ; *Essai*

S. Djaché Nzéfa :
- Les chefferies Bamiléké dans l'enfer du modernisme ; *Ethno-archi-art*

R. Noumen :
- Entreprise d'état, management et privatisation en Afrique ; *Econ.-développ*

Assani Fassassi :
- Sursaut de l'Afrique qu'on achève

E. Tsémo :
- Liberté... Ma liberté ; *Poésie*

Maloka :

- Voyage en taxi-brousse ; *Jeunesse*
- L'invitation à un baptême ; *Jeunesse*
- Le singe magique ; *Jeunesse*

Jacques Perreau :

- Les Contes de Perreau
- Le Bon Sens Médical

Baabilen Kulubali :

- Na Magosa ; *Jeunesse*
- Ninenin (la petite souris qui a perdu son enfant ; *Jeunesse*
- Dinekoroba (vieux comme le monde) ; *Jeunesse*

Cellule district de Bamako ;

- Guide Bamako ; Guide, *Tourisme*

Cerdes :

- Le processus démocratique malien de 1960 à nos jours

Editions Donniya :

- Tapama 1 : Tombouctou histoire des Juifs ; *Culture, histoire*
- Tapama 2 : L'or et ses histoires ; *Culture, histoire*
- Dictionnaire Français-Bambara ; *Langue, bambara*

Famory Fofana :

- Les poèmes de la source Saniya ; *Poésie*

Ismaël Dadié :

- L'Espagne musulmane et l'Afrique subsaharienne ; *Histoire*

Ministère de la santé :

- La formule thérapeutique nationale ; *Médecine*

Alain Anselin :

- L'émigration antillaise - Discours caboclo
- La cruche et le tilapia - Les cahiers de l'Unirag - Anamnèses
- L'oreille et la cuisse
  (essai sur l'invention de l'écriture hiéroglyphique égyptienne)

Direction générale des activités Nufi :

- Nwa'ni Nsipepe' Tie Ncam
- Mbua Gheela'pi ntuangwe', ma nufi pi flansi, na laksi kam pi sa'sam

OÙ TROUVER LES LIVRES DE MENAIBUC ?

EN FRANCE : Présence Africaine - 25 bis, rue des écoles - 75005 Paris

L'Harmattan - 16, rue des écoles - 75005 Paris

FNAC - fnac.com

MENAIBUC - BP 109 - 75862 Paris Cedex 18
Tél. / Fax : 01 48 47 77 69
menaibuc@wanadoo.fr - Site : www.menaibuc.com

BE ZOUK - Espace Culturel
36 bis, rue de Montreuil-75011 Paris-Tél. : 01 43 67 67 17
Association Kemit à Toulouse

Librairie Galerie ANIB'WE
52, rue Grenta - 75002 Paris - Tél. / Fax : 08 45 08 48 33

Sibafo - Télécom - 40, rue de la Chapelle - 75018 Paris

Centre E. Leclerc Sarceldis
Centre Cial « Les Flanades » - 95200 Sarcelles

Librairie Jean Touzot - 38, rue Saint Sulpice - 75006 Paris

EN AFRIQUE : Diffusion exclusive dans la CEMAC
(Cameroun, Guinée Equatoriale, RCA, Tchad)

Librairie LIPAPICO
B.P.18143 Douala - Tél. : 237 340 78 62

AU CAMEROUN

Librairie LIPPO à Yaoundé
Edition-Diffusion MENAIBUC - BP 11358
Tél. : 237 777 93 42

Librairie SAAGRAPH
BP 8242 Yaoundé - Tél. : 237 231 85 78 ou 237 231 22 77
Au Burkina Faso

Librairie DIACFA - 01 B.P. 1177 - Ouagadougou 01
Tél. : 30 63 54 - dialbp@fasonet.bf
Librairie DIAFCA
B.P. 69 - Bobo-Dioulasso 01
Tél. : 97 29 84

GUADELOUPE :

Distributeur Exclusif dans la Caraïbe
A3G - 501, Morne Fleury - 97139 Les Abymes
Tél. : 0590 230 612 - Fax : 0590 820 392

Librairie NEWS SPACE
Place de la Victoire, 97110 POINTE A PITRE

OÙ TROUVER LES LIVRES DE MENAIBUC *(suite)*

BENIN :

Mouvement Culturel Panafricain - 03 BP 4419 COTONOU
Tél. : 00 229 94 78 66

Ambassade Culturelle de la DIASPORA et du peuple de JAH

BP 330 OUIDAH - Tél. : 00 22 96 03 05

Librairie Notre-Dame - BP 307 COTONOU
Tél. : 229 31 40 90 / 229 31 30 15

EN ALLEMAGNE :

Antoine DALO
Postfach 13 01 17 - D-50495 Köln
Tél. : (0049) 221 179 48 93 - ADalo85421@aol.com

Avec la complicité de **Jean-Claude Tietcheu - Directeur littéraire**
Ghislaine Anglionin - Maquette
Dior Martin
http://monsite.wanadoo.fr/dior.denise.martin

Imprimé par REPROGRAPHICA
P.A des Petits Carreaux – 8, avenue du Bouton d'Or
94386 BONNEUIL – Tél. : 01 43 77 90 30
Code imp : M061106

Dépôt légal : 3ème trimestre 2006

Après 36 ans d'une clandestinité à haut risque, l'UPC a pu enfin tenir un congrès ouvert sans essuyer la répression et la dispersion par les forces de police.

Quinze ans après l'événement (décembre 1991), le congrès de BAMOUGOUM livre ses minutes et ses travaux au public, à l'initiative de Siméon KUISSU. Pourquoi ce délai, pourquoi et à quel titre Siméon KUISSU ? L'auteur répond à ces questions dans l'introduction.

L'UPC a été pensée par ses fondateurs comme un instrument au service d'une fin, la souveraineté du Kamerun et l'amélioration continue des conditions de vie et d'existence de ses populations. Les congressistes de BAMOUOUM semblent l'avoir oublié : un Comité Directeur est élu ! Quel projet cet organe dirigeant est-il sensé mettre en œuvre ? La lecture des minutes et des travaux donne le sentiment que le Congrès de BAMOUGOUM avait pour objet la prise de contrôle de l'UPC "MANIDEM" par des acteurs organisés impliqués dans sa préparation politique.

Aujourd'hui, en 2006, malgré tout, et qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, la Direction de l'UPC "fidèle" est l'héritière légitime du Comité Central et du Comité Directeur de UM, MOUMIE, OUANDIE,... Il lui reste à comprendre l'essentiel ; comprendre et le faire savoir à la Nation : l'UPC est un instrument au service d'une fin qui ne peut être ni le culte du sigle, ni l'autosatisfaction de Dirigeants uniquement préoccupés de parade. Les règles actuelles du jeu politique ne laissent aucun espace susceptible de conduire à la reconnaissance du légitime en tant qu'unique représentant légal. La reconnaissance légale du légitime passe par la conquête du pouvoir politique. Une conquête dont le légitime serait acteur et partie prenante.

Ancien Secrétaire Général Adjoint de l'UPC de 1982 à 1991, Dirigeant le mieux élu au Congrès de BAMOUGOUM (92% des voix) et Secrétaire Général de l'UPC élu à cette occasion, le Docteur Siméon KUISSU fait partie de ces Camerounais qui entendent placer l'intérêt national au cœur des stratégies des Partis politiques.

9 782353 490004

ISBN : 2-35349-000-X
EAN : 9782353490004
Prix : 19,50 €